
Le discours iconique des ONG humanitaires dans le cadre des crises humanitaires

Auteur : Ferrara, Laura

Promoteur(s) : Pirotte, Gautier

Faculté : Faculté des Sciences Sociales

Diplôme : Master en sciences de la population et du développement, à finalité spécialisée
Coopération Nord-Sud

Année académique : 2015-2016

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/1724>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

Master en Sciences de la Population & du Développement

Le discours iconique des ONG humanitaires dans le cadre des crises humanitaires

*Analyse des fonctions des images utilisées par le consortium 12-12 et ses ONG
membres concernant la crise humanitaire haïtienne suite au séisme de 2010*

Annexes

Présenté par : Laura, FERRARA

En vue de l'obtention du grade de Master en Sciences de la Population et du
Développement, à finalité Coopération Nord-Sud

Membres du Jury :

M. G. PIROTTE (Promoteur)

M. F. THOMAS (Lecteur)

M. P. VERJANS (Lecteur)

Sommaire

Annexe 1 : L'intervention belge au niveau multilatéral.....	2
Annexe 2 : L'intervention des IPSI belges.....	3
Annexe 3 : L'intervention des ONG belges hors consortium	4
Annexe 4 : Le consortium 12-12 et son fonctionnement	5
Annexe 5 : Activités des membres du consortium 12-12 en Haïti	8
Annexe 6 : Enjeux révélés par la crise	12
Annexe 7 : Entretiens réalisés	16
Annexe 8 : Retranscription des entretiens.....	17
<i>Entretiens réalisés en 2015</i>	17
a) Entretien avec M.T. (Consortium 12-12 et travaille chez Oxfam)	17
b) Entretien avec J.R. (Département projets internationaux, Médecins du Monde)	28
c) Entretien avec C.D. (Département communication, Caritas international)	33
d) Entretien avec J.L. (Département projets internationaux, Handicap International).....	45
e) Entretien avec P.M. (Département communication, UNICEF)	54
f) Entretien avec A.D. (Département projets internationaux, UNICEF)	60
<i>Entretiens réalisés en 2016</i>	79
a) Entretien avec C. D. (Département communications - Caritas International)	79
b) Entretien avec A. P. (Département communication, Oxfam)	98
c) Entretien avec P. M. (Département communication, UNICEF)	110
d) Entretien avec B. D. (Département communication, Médecins du Monde Belgique).....	123
e) Entretien avec L. H. et F. S. (Département communication, Handicap International Belgique)...	132
f) Entretien avec F. R. (Médecins du Monde Belgique)	148
Annexe 9 : Quelques photos utilisées par UNICEF Belgique directement après le séisme	168
Annexe 10 : Quelques photos illustrant l'impact positif des actions d'UNICEF.....	168
Annexe 11 : Autres images utilisées par Handicap International.....	169
Annexe 12 : Photos représentant d'autres activités de Handicap International	171
Annexe 13 : Photo de Caritas International, relative au matériau n°7	174
Annexe 14 : Autres photos de Médecins du Monde Belgique	175
Annexe 15 : Tableau récapitulatif des différentes fonctions de chaque image analysée.....	177
Bibliographie.....	178

Annexes

Annexe 1 : L'intervention belge au niveau multilatéral¹

a) Union Européenne

L'Union Européenne est, depuis quelques années, un des plus importants partenaires d'Haïti (Europa, 2012). En 2010, suite au séisme, l'UE dans son ensemble, c'est-à-dire la Commission européenne et les Etats-membres de l'UE, a promis 1,2 milliard d'euros lors de la conférence de New-York. Parmi ce montant, la Commission européenne avait promis 522 millions d'euros sur trois ans.

Grâce à cet argent, la Commission européenne est intervenue principalement dans les secteurs de l'humanitaire et de la protection civile (via ECHO), des infrastructures, et dans l'appui budgétaire à l'Etat pour permettre l'accès aux services publics de base (Europa, 2012 ; Mondélice, 2012). ECHO (Service d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission Européenne) est ainsi intervenu au niveau de la sécurité alimentaire, a fourni de l'eau potable, des latrines, des abris temporaires, des tentes, des matériaux de construction, et s'est également investi dans la préparation des populations aux désastres. Outre l'aide humanitaire, les infrastructures et l'appui budgétaire, la Commission européenne a soutenu les processus de décentralisation, la société civile, le développement rural local, le système haïtien de gestion des risques, la promotion des droits de l'homme et de la démocratie, le commerce et le secteur privé haïtien, et le développement du secteur de la culture (Europa, 2012 ; Mondélice, 2012).

b) ONU : OCHA (Bureau de Coordination des Affaires humanitaires)

Après la catastrophe, l'approche de responsabilité sectorielle, aussi connue sous le nom d'approche « cluster », a été déclenchée par OCHA (OCCAH, 2010). Le but de cette approche est de faciliter la coordination et la coopération entre les acteurs (acteurs de la société civile (organisations sans but lucratif, privées, ...), autorités locales, organisations internationales, ...) en définissant clairement leur rôle et leurs tâches. Elle permet de synchroniser les projets et activités d'urgence mis en place au sein d'un même secteur par les différentes organisations. OCHA assure également la coordination entre les clusters. Pour Haïti, l'approche cluster reconnaît 13 secteurs dont notamment l'éducation, la coordination et gestion des camps, l'eau et l'hygiène, la santé, et l'agriculture. Par exemple, toutes les organisations et autorités locales proposant du matériel, du personnel ou des compétences dans le domaine de la santé collaborent et mettent en commun leurs informations. Pour chaque secteur, il existe un ou deux organismes internationaux (souvent des organismes des Nations Unies) responsables de la collaboration au sein du secteur. Un même organisme peut représenter plusieurs secteurs. Par exemple, en Haïti, UNICEF est responsable de la coordination au sein du secteur de l'éducation et au sein du secteur WASH (Eau, assainissement, hygiène) et la FAO est responsable du secteur de l'agriculture. A

¹ Cette partie est issue de mon travail de M1 : « L'intervention du consortium 12-12 lors de la crise humanitaire haïtienne » (pp.13-14).

priori, cette approche permet une aide plus efficace et pertinente puisque basée sur la coordination. Cependant, dans le cas d'Haïti, ce processus a été ralenti car les organismes des Nations Unies et les autorités locales avaient été fortement affectés par le séisme. Par ailleurs, étant donné les capacités limitées de l'Etat et le grand nombre d'organisations internationales, la coordination n'a pas bien fonctionné. Dès lors, les organisations internationales ont agi au plus vite afin de fournir une aide rapide à la population sans nécessairement se coordonner (OCCA, 2010 ; Comfort, Siciliano & Okada, 2010).

Annexe 2 : L'intervention des IPSI belges²

Un certain nombre d'IPSI (Initiatives Populaires de Solidarité Internationale) se sont investies pour venir en aide à la population haïtienne suite au tremblement de terre. Elles sont souvent intervenues en soutenant financièrement des projets ou en envoyant du matériel sur place. Elles sont actives dans toute une série de domaines. Parmi ces IPSI, certaines agissent principalement dans l'éducation et de l'enfance, en soutenant la construction/reconstruction d'écoles ou d'orphelinats, la mise en place de formations, la rescolarisation des enfants, en mettant en place des programmes de parrainages, en prenant en charge toutes les dépenses d'une école (eau, nourriture, salaires, ...) ou encore en envoyant du matériel. C'est notamment le cas d'IPSI comme ADI (Aide au Développement International), Amis de Haïti, Anthoos-Desneux, Ayiti Kinanm, Enfants Haïtiens Belgium AID, ESV-Haïti, FINADO, Liège aide Haïti, SOS Haïti, Sourires d'enfants, Haïti Chérie, ASBL Mains Ouvertes, ASBL Taquiswa, et Enfants du monde. D'autres, comme EnviSud, CideCs Haïti Belgique, MATM (Mouvement d'Actions à Travers-Monde) ou Soley-levé, sont actives dans le domaine de l'agriculture et du développement local. D'autres encore se sont impliquées dans l'urgence en procurant des soins de santé ou en s'investissant dans le domaine de l'eau, assainissement et hygiène, comme Farnières Haïti pou ti moun yo, MIC (Mission Internationale de Coopération), Pro-Action développement, Terres Nouvelles, Timounaid ou ASBL ADRA³.

²Cette partie est issue de mon travail de M1 : « L'intervention du consortium 12-12 lors de la crise humanitaire haïtienne » (pp.14-15).

³ Informations trouvées dans : ADRA Belgium, 2010 ; sur le site web Plateforme Haïti, 2013 ; ainsi que sur les sites web des différentes IPSI.

Annexe 3 : L'intervention des ONG belges hors consortium^{4 5}

Nous avons décidé de ne pas nous attarder sur les actions de chaque ONG en particulier mais plutôt de les rassembler par thème selon les domaines dans lesquels elles sont intervenues.

Eau, assainissement et hygiène <i>Distribution de kits d'hygiène, de pastilles pour purifier l'eau, d'eau potable, mise en place de sources d'eau, ...</i>	<ul style="list-style-type: none">• Croix-Rouge de Belgique• Médecins Sans Frontières• Protos• Tearfund
Education, protection de l'enfance et formations <i>Soutien financier à des écoles, réparations et construction d'écoles, mise en place de formations, de services psychopédagogiques, distribution de matériel pédagogique, ...</i>	<ul style="list-style-type: none">• ACTEC• Cunina• Disop• Dynamo International• Fonds André Ryckmans• Geomoun• Plan• SOS Villages d'enfants• Via Don Bosco
Santé <i>Aide d'urgence, distribution de médicaments, appui psychologique aux victimes, mise en place de centre de santé mobiles, soins de santé primaires, équiper les centres de santé et former, ...</i>	<ul style="list-style-type: none">• Croix-Rouge de Belgique• Entraide & Fraternité• Médecine pour le tiers-monde• Médecins Sans frontières• Plan• Solidarité Mondiale• Tearfund
Agriculture et sécurité alimentaire <i>Mise en place de programmes agricoles, distribution de semences, de nourriture, d'outils, ...</i>	<ul style="list-style-type: none">• Broederlijk Delen• Codéart• Entraide & Fraternité• Tearfund
Distribution d'abris, reconstruction et distribution de matériel de construction <i>Construction de bâtiments, distribution d'outils pour la maçonnerie ou le déblayage, distribution de tentes, ...</i>	<ul style="list-style-type: none">• Broederlijk Delen• Codéart• Croix-Rouge de Belgique• Entraide & Fraternité• Médecins Sans Frontières• Solidarité Mondiale• Tearfund• Via Don Bosco
Renforcement de la société civile, plaidoyer et renforcement de la démocratie	<ul style="list-style-type: none">• Entraide & Fraternité• FUCID• Solidarité Mondiale
Préparation aux catastrophes naturelles	<ul style="list-style-type: none">• Croix-Rouge de Belgique• Plan

⁴Cette partie est issue de mon travail de M1 : « L'intervention du consortium 12-12 lors de la crise humanitaire haitienne » (p.15).

⁵ Informations trouvées sur les sites web des différentes ONG ainsi que dans les rapports suivants : Broederlijk Delen, 2011 ; Broederlijk Delen, 2012 ; Croix-Rouge de Belgique, 2011 ; Croix-Rouge de Belgique, 2012 ; Entraide & Fraternité, 2011 ; FUCID, 2010 ; Médecins Sans frontières, 2011 ; Via Don Bosco, 2011.

Annexe 4 : Le consortium 12-12 et son fonctionnement⁶

Fonctionnement du consortium

Le consortium 12-12 est né à la fin des années 1970 suite à la volonté de ces organisations de collaborer pour lutter contre la famine en Somalie et le génocide au Cambodge. En 1984, pour la première fois, ces organisations mettent en place un numéro de compte commun afin de réagir à la famine en Ethiopie et au Sahel (Consortium belge pour les situations d'urgence, 2016). Les organisations du consortium peuvent réaliser différents types d'actions en collaboration. D'une part, elles peuvent diffuser de l'information dans les médias au nom des six organisations avec leurs six numéros de compte différents. D'autres part, dans le cas d'une crise majeure comme Haïti, elles peuvent décider de réaliser une réelle action commune en utilisant un numéro de compte commun et dans ce cas, elles adoptent un discours commun au nom du consortium dans les médias. Pour pouvoir utiliser ce numéro de compte commun, elles doivent obtenir un arrêté du Ministère des Finances (Interview de P.M., UNICEF Belgique, 2015).

Il nous semble important de stipuler que les membres du consortium 12-12 ne mettent pas en place d'action commune sur le terrain. Le consortium 12-12 est un outil de récolte de fonds en Belgique. Néanmoins, d'après M.T., les actions des membres sur le terrain se complètent grâce à leur différent domaine d'intervention. Effet, Caritas International est plutôt spécialisée dans le logement et la sécurité alimentaire, Handicap International dans les soins post-opératoires pour les personnes handicapées, UNICEF Belgique dans le domaine de l'enfance, Médecins du Monde dans les soins de santé et Oxfam-Solidarité dans le domaine de l'eau et l'assainissement (Interviews de M.T., Consortium 12-12 ; F.R., Médecins du Monde).

Lors de la crise haïtienne, la majorité de la somme récoltée par le consortium 12-12 a été divisée entre les cinq organisations membres selon une clé de répartition (5% pour Médecins du Monde, 13,62% pour Handicap International, 15,74% pour Caritas International, 16,21% pour Oxfam-Solidarité, et 49,42% pour UNICEF Belgique). Cette clé de répartition est définie en fonction de la capacité de chaque organisation à récolter des fonds auprès du grand public sur les trois dernières années (Consortium belge pour les situations d'urgence, 2005). Au-delà d'une somme de cinq millions d'euros, le consortium assure une procédure de transparence pour la première année. Après la première année, ce sont les organisations membres qui continuent cette procédure (Consortium belge pour les situations d'urgence, 2005).

Il semble également important de préciser que tous les fonds récoltés par le consortium ne vont pas nécessairement à ses membres. Si le consortium estime que le montant des dons récoltés est supérieur à la somme nécessaire pour couvrir les besoins d'aide d'urgence, alors il peut lancer un appel à projets et décider d'octroyer une certaine somme à des non-membres dans le but de soutenir le travail de

⁶ Cette partie est largement inspirée de mon travail de M1 : « L'intervention du consortium 12-12 lors de la crise humanitaire haïtienne en 2010 »

reconstruction et de réhabilitation. C'est ce qu'on appelle le « droit de tirage » (Interview de M.T., Consortium 12-12).

- **Conditions pour lancer une action commune**

Le consortium 12-12 ne lance pas une action commune à chaque crise survenant dans le monde. D'après M.T. (Consortium 12-12), l'action commune n'est mise en place que sous certaines conditions : la crise doit être exceptionnelle, avec beaucoup de morts et de dégâts, les organisations du consortium doivent pouvoir être efficaces et faire la différence sur le lieu de la crise grâce aux moyens récoltés, et il faut qu'il y ait un gros potentiel médiatique et de sensibilité du public. De manière générale, si ces conditions sont remplies, les ONG membres lancent l'action commune (Interview de M.T., Consortium 12-12).

Par ailleurs, si l'action commune était lancée à chaque crise, cela entraînerait une fatigue au niveau des médias et du public. Les médias ne relayeraient peut-être plus le message du consortium gratuitement comme c'est le cas actuellement, et le public ne serait peut-être plus aussi généreux (Interviews de M.T., Consortium 12-12, 2015 ; C.D., Caritas International, 2015).

- **Rôles des membres au sein du consortium**

Les ONG membres du consortium doivent collaborer entre elles, même si ce n'est pas une collaboration de terrain. En effet, chacun doit contribuer à l'effort commun. Ainsi, chaque ONG membre a un rôle particulier au sein du consortium. Par exemple, certains sont porte-paroles, certaines personnes s'occupent de l'espace gratuit auprès des médias, certains s'occupent des actions menées avec les entreprises, les communes, d'autres s'occupent de l'aspect juridique et d'autres encore prennent en charge la gestion de la base de données et la gestion des dons (Interviews de P.M, UNICEF Belgique, 2015 ; C.D., Caritas International, 2015).

- **Avantages et inconvénients**

Premièrement, d'après les membres, un gros avantage du consortium est qu'il permet de renforcer la confiance du grand public en montrant une image de collaboration. En adoptant une position commune face à une crise, les organisations membres rompent avec l'image de concurrence souvent associée au monde des ONG (pour la récolte de fonds, avoir des subsides de bailleurs, ...) (Interviews de M.T., C.D., J.R., J.L., P.M., 2015). En effet, à l'heure actuelle, au vu de la concurrence pour les dons, les ONG se livrent une véritable guerre de visibilité ce qui les délégitime totalement auprès du grand public. Créer un consortium permet de mettre cette compétition de côté et de montrer à l'opinion publique que certaines ONG sont unies et collaborent. En parlant d'une seule et même voix, les organisations membres portent un message harmonisé auprès de l'opinion publique. Cela renforce la confiance du grand public et permet de récolter des dons de personnes qui, habituellement, n'en font pas (Pisier, 1994 ; Pons & De Geoffroy, 2010). F.R. (Médecins du Monde), affirme d'ailleurs que « *quand l'ensemble d'une population se dit que ce qu'il vient de voir n'est quand même pas acceptable et qu'il*

faut qu'il exprime sa solidarité, ce n'est pas le moment d'aller planter des drapeaux quoi. Donc le but du 12-12 c'est dire "c'est indécent de porter des drapeaux à un moment où les gens veulent exprimer une solidarité". Donc on se met tous ensemble et on touche un public additionnel à ceux qui nous soutiennent de toute façon ».

Cette dernière remarque nous amène au deuxième avantage, qui est la captation de dons de nouveaux donateurs. Selon les membres, faire partie du consortium amène réellement un surplus financier. Comme M.T. (Consortium 12-12) l'affirme : « *On va capter de cette manière des dons additionnels, sans nuire à la récolte de fonds classique des associations. Donc de dire "l'argent est allé à Haïti Lavi donc il est perdu pour les autres associations", c'est faux* ». Dès lors, la majorité des personnes contribuant à la récolte de fonds du consortium seraient des gens qui ne font habituellement pas de dons aux organisations humanitaires (Interview de C.D., Caritas International, 2015).

Il existe encore d'autres avantages, tels que la visibilité de l'ONG auprès du grand public grâce aux médias ; ou encore la réduction des coûts (Interviews de C.D., 2015 ; A.P., 2016 ; P.M., 2015).

Même si ces avantages ne sont pas négligeables, le consortium 12-12 comporte des inconvénients. Tout d'abord, UNICEF Belgique, ONG très populaire et visible en Belgique, estime qu'en réalisant une action de concert avec d'autres ONG, elle perd en visibilité. Ensuite, selon J.R. (Médecins du Monde), un autre inconvénient est de trouver un discours qui convienne à toutes les organisations membres. En effet, Médecins du Monde adopte une position politique sur toutes les problématiques et estime ainsi qu'harmoniser le discours pour qu'il convienne à tous peut être un frein à l'expression de son identité. De plus, d'après A.P., il peut y avoir une concurrence entre les ONG membres avant que la décision de réaliser une action commune ne soit prise, ce qui est une perte de temps et d'énergie. Enfin, d'après C.D., un dernier inconvénient est de tomber d'accord sur les crises pour lesquelles il faut activer une action commune ou non (Interviews de C.D., Caritas International ; P.M., UNICEF Belgique ; J.R., Médecins du Monde ; A.P., Oxfam-Solidarité).

Fonds récoltés pour Haïti

Pour Haïti, le consortium 12-12 et ses cinq organisations membres ont récolté, fonds propres des organisations compris, la somme de 25 886 356 euros. Certes, ce montant est bien inférieur aux 54 millions d'euros récoltés par le consortium 12-12 et ses organisations pour venir en aide aux victimes du Tsunami en 2004, mais il reste important. En effet, par exemple, les actions communes pour les inondations au Pakistan en 2010, la famine en Afrique en 2011, pour la Syrie en 2013, ou pour les Philippines après le passage du typhon Haiyan en 2013 n'ont pas engendré autant de sympathie de l'opinion publique et ont récolté respectivement 6 millions, 11 millions, 4 millions et 10 millions

d'euros⁷. On peut d'ailleurs se questionner sur les raisons qui ont poussé la population à donner davantage pour le tsunami en Thaïlande et le tremblement de terre en Haïti que pour d'autres crises.

Pour le séisme en Haïti, le consortium avait récolté plus de 19 millions à lui seul, fonds propres des organisations membres exclus. Fin 2010, parmi les 25 millions récoltés, 62% des moyens avait été utilisés (Consortium belge pour les situations d'urgence, 2012). A l'heure actuelle, tous les fonds ont été dépensés. (Interview de M.T., Consortium 12-12). Parmi ces 25 millions, 4 millions ont été attribués à des non-membres par le droit de tirage (comme expliqué précédemment), notamment à Geomoun et Entraide et Fraternité (Consortium belge pour les situations d'urgence, 2014 ; Entraide & Fraternité, 2011 ; Interview de M.T.)

Annexe 5 : Activités des membres du consortium 12-12 en Haïti⁸

- UNICEF Belgique

Le système d'intervention d'UNICEF est un peu particulier. En réalité, UNICEF Belgique n'intervient pas sur place. UNICEF International possède un plan d'action et les délégations (UNICEF Belgique, UNICEF France, UNICEF Canada, ...) financent ce plan d'action. Ainsi, l'argent récolté par UNICEF Belgique est octroyé à UNICEF International pour financer son programme et ne va pas à des projets particuliers. Néanmoins, les grands bailleurs (comme la DGD⁹), c'est-à-dire ceux qui apportent une contribution de plus de 1 million d'euros, peuvent demander que leur argent serve à certains projets en particulier au sein de ce plan d'action (Interviews de P.M., UNICEF ; A.D., UNICEF, 2015). En Haïti, les projets ont été mis en place par UNICEF Haïti avec le soutien d'une équipe d'UNICEF International et en collaboration avec le gouvernement. Pour l'action en Haïti en 2010 et 2011, UNICEF Belgique a récolté plus de 9 millions d'euros, dont 7 millions grâce au consortium. Au total, UNICEF International a récolté 351 millions d'euros (Consortium belge pour les situations d'urgence, 2012).

UNICEF a réalisé des activités principalement dans quatre champs d'actions : la protection des enfants, l'éducation et la jeunesse, la nutrition et la santé, et était responsable du *Cluster WASH* (Eau, assainissement, hygiène).

Dans le domaine de la protection des enfants, UNICEF a élaboré un plaidoyer afin de renforcer le contrôle aux frontières et de suspendre les adoptions internationales dans le but de lutter contre le trafic d'enfants. Effectivement, avant le séisme, le trafic d'enfants était déjà fort présent en Haïti. D'une part, des enfants étaient envoyés en République Dominicaine pour travailler dans les plantations ou dans la prostitution, ou alors envoyés dans d'autres pays pour travailler comme domestiques. D'autre part, certaines procédures d'adoptions n'étaient pas légales. C'est pourquoi, afin d'éviter que la situation

⁷ Informations trouvées sur le site web du consortium belge pour les situations d'urgence : <http://www.1212.be/fr/> , consulté le 15 juillet 2015.

⁸ Cette partie est issue de mon travail personnel de M1 : « L'intervention du consortium 12-12 lors de la crise humanitaire haïtienne en 2010 », pp. 21-24.

⁹ Direction générale Coopération Internationale et Aide humanitaire

empire, UNICEF a voulu suspendre toutes les procédures d'adoptions suite au séisme. UNICEF a également créé des brigades de protections des mineurs aux frontières, afin d'être sûr que des enfants ne quittaient pas le pays illégalement. Par ailleurs, elle a réalisé une cartographie des institutions qui accueillent des enfants en Haïti, afin de pouvoir les contrôler grâce à certains critères, les renforcer, et afin de savoir où se trouvaient les enfants. En outre, UNICEF a aidé les enfants à retrouver leurs parents suite au tremblement de terre, afin qu'ils ne soient pas victimes de trafic (Interview de P.M., UNICEF ; interview d'A.D., UNICEF, 2015; Consortium belge pour les situations d'urgence, 2012).

Le domaine de l'éducation et de la jeunesse est, selon P.M. (UNICEF), un domaine dans lequel cette organisation s'est fortement investie. Tout d'abord, dans la première phase d'urgence, UNICEF a mis en place des tentes qui ont servi de classes dans les écoles et dans les camps de déplacés afin que les enfants retournent le plus rapidement possible aux cours. Ensuite, UNICEF a collaboré avec les autorités locales afin de mettre en place un fonds pour l'éducation ainsi que la campagne « Back-To-School », dont l'objectif est la gratuité de l'enseignement de base (Interview d'A.D., UNICEF, 2015). De plus, elle a mis en place un modèle d'écoles qui résistent aux ouragans et aux tremblements de terre, alors que cela n'existait pas auparavant. A présent, à chaque fois qu'une école publique est construite, elle est censée suivre ce modèle (Interviews de P.M., UNICEF ; A.D., UNICEF, 2015). Par ailleurs, UNICEF a distribué du matériel scolaire et a construit, avec l'argent du gouvernement belge, 200 écoles temporaires, 200 écoles semi-temporaires et 12 écoles en zones rurales (Interview d'A.D., UNICEF, 2015). A l'heure actuelle, UNICEF est fière d'annoncer que 75% des enfants haïtiens sont scolarisés, contre 50% avant le tremblement de terre. Dans les écoles, enfants et enseignants ont été sensibilisés à l'importance de l'hygiène. En outre, elle a pu réaliser une cartographie des écoles à l'aide des scouts (Interview d'A.D., UNICEF ; P.M., UNICEF, 2015). Enfin, UNICEF a réalisé un plaidoyer auprès des entreprises et ministères afin que les bénéficiaires des programmes « *Cash for work* » soient majoritairement des jeunes. Pour la coordinatrice des projets internationaux d'UNICEF, « *il faut investir dans la jeunesse parce que c'est un enjeu de stabilité du pays* ».

Dans le domaine de la nutrition et de la santé, UNICEF a conseillé les mamans en matière d'alimentation et l'allaitement maternel. Elle a distribué médicaments et matériel dans les maternités afin de réduire le taux de mortalité maternelle et a fait en sorte que les mères soient suivies gratuitement pré, per et post-partum. Elle s'est également occupée de la malnutrition et de la vaccination des enfants, en soignant des enfants atteints de malnutrition, en organisant des formations pour former des agents à agir en cas de malnutrition, et en vaccinant des enfants contre certaines maladies. Enfin, elle a organisé des dépistages du SIDA et a fourni des soins aux personnes séropositives (Consortium belge pour les situations d'urgence, 2012).

La dernière dimension à laquelle UNICEF s'est intéressée est le WASH. Grâce à ses partenaires, elle a sensibilisé plus de deux millions de personnes à l'hygiène et a mis en place des installations sanitaires

et d'assainissement afin que la population ait un meilleur accès à l'eau potable et à l'hygiène (UNICEF Belgique, 2015 ; Consortium belge pour les situations d'urgence, 2012, Interview de P.M., UNICEF).

- Caritas International

Caritas, comme les autres organisations du consortium, est intervenue à la fois dans la phase d'urgence et à la fois dans la phase de réhabilitation et reconstruction. Concernant l'aide d'urgence, Caritas International, avec Caritas Allemagne, a fourni des tentes, des bâches, des comprimés de purification d'eau, des couvertures et des kits de premiers secours. Elle a également équipé des centres de santé en médicaments et matériel. De plus, elle a installé des latrines, des citernes d'eau, et des douches dans plusieurs camps de la capitale et dans les zones rurales (Caritas International, 2013 ; Caritas International, 2014). Néanmoins, Caritas a rapidement souhaité sortir de la capitale pour aider les populations en zones rurales qui en avaient besoin et pour éviter les migrations vers la ville. Dès lors, Caritas International a participé au programme de reconstruction de près de 2 000 logements de Caritas Port-au-Prince en dehors de la capitale, dans les collines. En outre, elle a financé la construction de 100 maisons dans la région de Duval. En collaboration avec Caritas Allemagne et Caritas Suisse, Caritas International a construit un centre de formation aux métiers de construction, a construit une école à Delatte, et a reconstruit un orphelinat, qui s'était écroulé à Port-au-Prince, en dehors de la ville (Caritas International, 2014 ; Interview de C.D., Caritas International).

Cependant, le domaine le plus important pour Caritas International est la sécurité alimentaire. D'après C.D. (Caritas International), le but de leurs actions est que ceux qui ont subi des dégâts à cause du tremblement de terre ne soient pas être les seuls à profiter des actions mises en place par les organisations humanitaires (Interview de C.D., Caritas International). Dès lors, Caritas International s'est fortement concentrée dans les zones rurales, comme Cornillon/Grand Bois et Grand Anse, en organisant des formations pour les agriculteurs et éleveurs afin qu'ils améliorent leur productivité, en distribuant des semences et des outils, et en soutenant des microentreprises. Elle s'est également impliquée dans la construction d'une ferme communautaire. Un autre objectif de Caritas International est de mettre en place des actions qui profiteront à toute la communauté. Par exemple, elle a mis sur pied une cassaverie¹⁰ dans laquelle toute la communauté peut se servir du four pour faire son pain et le vendre si elle le souhaite (Caritas International, 2014 ; Interview de C.D., Caritas International).

- Médecins du Monde

Médecins du Monde Belgique est intervenue sur place trois jours après le tremblement de terre, venant renforcer les équipes de Médecins du Monde France et Médecins du Monde Espagne qui étaient déjà sur place (Interview de J.R., Médecins du Monde). Elle est d'abord intervenue dans l'urgence en soignant les blessés, en mettant en place des cliniques mobiles dans les camps et bidonvilles, et en organisant un suivi psychologique pour les victimes (Médecins du Monde Belgique, 2011c ; Van

¹⁰ Boulangerie traditionnelle fabriquant des pains à base de farine de manioc.

Eiszner, 2011). Par ailleurs, le réseau Médecins du Monde a soutenu la reconstruction de maternités qui s'étaient écroulées et Médecins du Monde Belgique en particulier a reconstruit une maternité dans le département des Nippes. A présent, Médecins du Monde se concentre sur la santé sexuelle et reproductive. Le but est d'accompagner les femmes avant, pendant et après l'accouchement, et d'améliorer les soins aux nouveau-nés (Médecins du Monde, 2011 ; Interview de J.R., Médecins du Monde). Médecins du Monde Belgique est toujours active dans les Nippes et tente de réduire le taux de mortalité maternelle en sensibilisant les mères à accoucher à l'hôpital plutôt qu'à domicile. Elle s'implique également dans l'équipement des centres de santé et dans la formation du personnel (J.R., Médecins du Monde).

- Handicap International

L'action de Handicap International se concentre principalement sur les personnes vulnérables et les personnes handicapées. Arrivée sur place, Handicap International a collaboré avec les équipes de Médecins Sans Frontières (MSF). Les kinés ou ergothérapeutes de Handicap International travaillaient dans les hôpitaux repris par MSF pour assurer la réadaptation postopératoire (Interview de J.L., Handicap International). Dans un premier temps, cette ONG a également distribué du matériel d'urgence tel que des tentes, du matériel de première nécessité, ainsi que de la nourriture (Handicap International, 2011). Après 3-4 mois, elle a repris un centre orthopédique pour équiper les personnes amputées en prothèses (Interview de J.L., Handicap International). Par ailleurs, Handicap International a organisé la construction de 1000 abris transitoires résistant aux cyclones et aux tremblements de terre, accessibles aux personnes à mobilité réduite (Handicap International Belgique, 2012a ; Consortium belge pour les situations d'urgence, 2012). En Haïti, les personnes handicapées sont généralement exclues. C'est pourquoi Handicap International a également mis en place des projets d'insertion socioéconomique (Interview de J.L., Handicap International).

- Oxfam

Lors de la crise haïtienne, Oxfam-Solidarité de Belgique n'a pas envoyé une équipe sur place. C'est Oxfam International qui est intervenue grâce aux financements des différentes délégations.

Dans la phase d'urgence, l'équipe d'Oxfam est surtout intervenue dans les camps dans le domaine de l'eau, assainissement et hygiène. Elle y a installé des douches, des points d'eau, des latrines et des abris transitoires. Oxfam s'implique également dans la relance socioéconomique du pays, notamment en apportant un soutien financier à des personnes souhaitant monter une microentreprise (Interview de M.T., Consortium 12-12). Elle tente aussi de préparer la population à réagir aux catastrophes (Oxfam, 2015). En outre, elle agit dans le domaine de l'agriculture : elle développe des programmes d'agro-reforestation, elle forme les agriculteurs à de nouvelles techniques, et distribue des semences et des outils.

D'après le Consortium 12-12 (2011b), grâce à toutes ces activités, « deux millions de personnes ont pu avoir accès à des soins de santé, à un abri, à des infrastructures sanitaires, et à l'eau potable ».

Annexe 6 : Enjeux révélés par la crise¹¹

La crise haïtienne fait régulièrement débat entre les chercheurs, ONG, gouvernements et institutions internationales et a révélé plusieurs challenges.

La communauté internationale et les ONG

Le premier débat concerne la communauté internationale et les ONG. Tout d'abord, la majorité des ONG et la communauté internationale reprochent à l'Etat son absence d'actions dans les services publics et les problèmes de reconstruction du pays. Elles qualifient l'Etat de « faible », « corrompu », et « incompétent ». Certes, il est tout à fait possible que cela soit vrai. Cependant, elles oublient de spécifier qu'elles y ont contribué. Effectivement, comme expliqué dans l'historique, l'Etat haïtien a été bousculé par son passé colonial, par des coups d'Etat, par les PAS, par la présence étrangère (Etats-Unis, MINUSTAH, ONG, ...), et par des dictatures que la communauté internationale a parfois soutenues. Les ONG participent également à cet affaiblissement de l'Etat, en contournant systématiquement les autorités locales et en se substituant à elles (Thomas, 2013b). Ces ONG réclament pourtant que l'Etat prenne ses responsabilités et mette en place des politiques publiques dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'environnement, de l'agriculture, des transports, etc. Toutefois, la main qui donne est systématiquement au-dessus de celle qui reçoit, ce qui place automatiquement les acteurs locaux en position d'infériorité (Corbet, 2012). De plus, en prenant en charge les services publics sans coordination avec les autorités du pays, les ONG ont créé un deuxième Etat dans l'Etat (Ramachandran & Walz, 2012 ; Trouillot, 2010 ; Verlin, 2014). Cette situation parallèle au gouvernement a notamment été engendrée par l'attribution quasiment automatique des fonds à des organisations internationales à la place de les faire parvenir à l'Etat haïtien. En effet, 99% des montants de l'aide de la communauté internationale sont passés par des ONG ou instances internationales. Seul 1% est arrivé à l'Etat haïtien. Ce choix contribue à la déresponsabilisation et à la faiblesse de l'Etat (Ramachandran & Walz, 2012 ; Thomas, 2012 ; Thomas, 2013b). Un autre facteur lié à l'affaiblissement de l'Etat est le fait que les ONG n'ont pas de compte à rendre (en transmettant leurs rapports, ...) aux autorités locales. Elles se sentent redevables à leurs donateurs et bailleurs de fonds plutôt qu'aux Haïtiens eux-mêmes, bénéficiaires de l'aide (Thomas, 2013b ; Mondélice, 2012). Dès lors, n'y aurait-il pas une certaine schizophrénie chez ces ONG et institutions internationales qui à la fois réclament un renforcement de l'Etat mais contribuent à l'affaiblir ? Comme l'affirme fort bien Frédéric Thomas (2015), « *les Haïtiens ont certes un problème avec leur Etat. Mais les ONG et instances internationales ne sont pas la solution à ce problème. Au contraire même, elles y participent* » (Thomas, 2015).

¹¹ Cette partie est issue de mon travail personnel de M1 : « L'intervention du consortium 12-12 lors de la crise humanitaire haïtienne en 2010 », pp. 8-12.

Ensuite, un deuxième problème relatif aux ONG et institutions internationales relève de ce que Duterme (2010) appelle la « *déferlante humanitaire* ». Cela renvoie à l'afflux d'ONG envoyées sur place suite au séisme et légitimées par les médias. Certains parlent de 4 000 institutions humanitaires (Peck, 2013), d'autres de 8 000 (OCCA, 2010), et d'autres encore de 10 000 (Thomas, 2013b) ; bref, le nombre exact est impossible à préciser. Aussi, au-delà de l'aspect philanthropique, le but consiste à ce que chacun vienne planter son drapeau et puisse montrer ses « bonnes » actions (Peck, 2013 ; Brauman, 2010 ; Corbet, 2012). En tout cas, incontestablement, un nombre si important d'organismes internationaux ne facilite pas la coordination entre les acteurs que ce soit entre eux, avec le gouvernement, ou avec la population locale. Cet afflux a non seulement engendré une multitude de solutions différentes de la part des ONG (que ce soit en matière d'habitats, de santé, ...) mais également un manque de participation des autorités locales et de la population dans les projets (Salome, 2014). Effectivement, et c'est un des grands reproches adressés aux organisations internationales, celles-ci ont bien souvent nié les réalités locales et les acteurs locaux (Duterme, 2010). Premièrement, les réunions de coordination réunissant ONG, institutions internationales, autorités et société civile locales se tenaient en anglais, alors que la majorité de la population parle créole ou français. Cette dernière était donc automatiquement exclue (Thomas, 2012 ; OCCA, 2010 ; Corbet, 2012).

Deuxièmement, les secteurs prioritaires identifiés par le gouvernement n'ont pas souvent été suivis par les donateurs internationaux. Par exemple, le montant accordé par les bailleurs au gouvernement haïtien pour le secteur des transports dépassait de 520% la demande du gouvernement, alors que le montant accordé au renforcement des institutions démocratiques était 80% inférieur à la demande du gouvernement (Ramachandran & Walz, 2012). Pourtant, plusieurs auteurs affirment que la véritable reconstruction et la mise en place de politiques publiques passeront bel et bien par un plan dirigé par le gouvernement (ALNAP, 2011 ; Thomas, 2013b).

Troisièmement, la population haïtienne était rarement consultée ou impliquée dans la mise en place de projets, alors que l'aide aurait certainement été plus efficace si cela avait été le cas (Grünwald, 2010 ; Patinet, 2011 ; Todts, 2015). En effet, contrairement aux Haïtiens, la plupart des ONG avaient une mauvaise connaissance du contexte et des besoins de la population. Cette ignorance a amené une réponse moins pertinente, une reconstruction moins efficace et même certaines distorsions : tout d'abord, dans les premiers mois suivant le séisme, les ONG se sont principalement concentrées à Port-au-Prince et ne se sont pas préoccupées des zones rurales, alors que beaucoup de personnes avaient fui dans les campagnes et avaient également besoin d'aide (sécurité alimentaire, eau, ...) (Corbet, 2012). Cela a provoqué des migrations de populations qui revenaient en zone urbaine afin de profiter de l'aide distribuée dans les camps (Grünwald, 2010).

Ensuite, les ONG, qui ont énormément de moyens, ont notamment ouvert des écoles sans consulter les autorités locales. Le problème est que par la suite le gouvernement devait payer les salaires et s'occuper de ces écoles, alors qu'il n'en avait pas nécessairement les moyens. C'est le même principe pour les

centres de santé : comment passer le flambeau d'une ONG avec de gros budgets au ministère de la santé sans moyen ? (Evrard, 2010 ; Thomas, 2013b).

Enfin, bien que ce fût nécessaire dans les premiers temps, l'importation de certains produits et l'accès gratuit à la nourriture et aux soins de santé ont impliqué d'autres effets pervers. Par exemple, certains pays ont utilisé de l'argent destiné à Haïti pour importer des bouteilles d'eau alors que le coût de production sur place aurait été moindre (Peck, 2013) ; les vivres comme le riz et le haricot, distribués dans les camps, provenaient de l'étranger, alors que ce sont presque les seuls aliments produits dans le pays. Ce genre d'actions a affecté l'économie locale à la place de la relancer (Lemay-Hébert & Pallage, 2012 ; Jabouin, 2010). Entre autres, certaines cliniques privées ont dû fermer leurs portes non seulement parce qu'elles n'étaient pas compétitives face à la gratuité de soins qu'offraient les ONG, mais également par manque de médecins, qui préféraient aller travailler pour une ONG qui proposait un meilleur salaire (Patinet, 2011 ; Evrard, 2010 ; Thomas, 2013b).

Un troisième et dernier problème relatif à l'intervention internationale est le manque de solutions durables. La majorité des ONG se sont concentrées sur des mesures provisoires avec peu d'impacts à long terme. Ces mesures n'ont pas contribué à relancer le développement du pays ou même à le reconstruire de manière satisfaisante (Julien, 2012). En réalité, la plupart des ONG se sont essentiellement concentrées sur la phase d'urgence. D'une part, pour pouvoir reconstruire, il fallait déblayer tous les gravats des rues. Or, un an après le séisme, il restait encore plus de la moitié des débris. Il aura fallu 3 ans pour en évacuer la totalité. Le coût pour les enlever était estimé à un milliard de dollars, or l'Etat haïtien n'a perçu que 80 millions pour réaliser cette tâche (Peck, 2013). D'autre part, les organisations internationales ont déboursé la majorité des fonds pour la phase d'urgence, soucieuses de prouver leur efficacité et pressées par les médias et par l'opinion publique qui voulaient voir des résultats rapides (Corbet, 2012 ; Dauchot, 2015 ; Ziegler, 2010). Comme le stipule Frédéric Thomas (2013b : 62), *« on nous parle d'adoption d'enfants, du nombre d'abris temporaires construits, du nombre de personnes opérées, alors qu'il faudrait nous parler de programmes sociaux, de réformes agraires, de plans de relogement, de réinvestissements dans l'éducation, la santé, l'environnement »*. Par ailleurs, au lieu de construire des abris permanents, ce sont des logements en toiles ou des abris transitoires qui ont été construits, c'est-à-dire des abris qui vont se dégrader au fur et à mesure et qui ne résistent pas toujours aux ouragans et aux tremblements de terre. Ces abris ont été majoritairement construits dans les camps de déplacés, qui sont en train de devenir de nouvelles bidonvilles (FIDH, 2013 ; Fatton, 2014 ; Thomas, 2013a). L'argent investi dans ces logements temporaires est conséquent. Pourquoi ne pas avoir construit des abris permanents adaptés ? Ces abris sont très petits (plus ou moins 20m² et une seule chambre), alors qu'ils sont parfois censés accueillir des familles de six personnes. Ils ne contiennent que le strict minimum : pas de latrines à l'intérieur, pas d'eau potable, pas de cuisine. Cela se résume simplement à un abri (Peck, 2013 ; Ilionor, 2012). Les conditions dans les camps sont donc déplorables. A la date du 12 janvier 2015, plus de 90% des personnes vivant dans les camps suite

au séisme avaient quitté les camps. Mais une question se pose : ont-ils réellement trouvé un autre logement ?

Le logement

Le deuxième débat concerne justement la problématique du logement. Cinq ans après le tremblement de terre, il restait 123 camps de déplacés où vivaient 85 000 déplacés, soit une diminution de 90% par rapport à janvier 2010 (Dauchot, 2015). Bien qu'Erik Todts (2015) affirme que ces personnes ont retrouvé un logement, ce n'est pas parce que les gens ont quitté les camps qu'ils avaient les moyens de se reloger. En quittant les camps, les déplacés reçoivent 500 dollars censés couvrir les frais de relogement pendant un an. Or, aucun projet de logements sociaux n'a été mis en place. Ainsi, non seulement il n'y a pas assez de maisons pour tout le monde, mais en plus les maisons encore disponibles sont hors de prix. Bien souvent, les familles ayant quitté les camps se retrouvent donc dans des bidonvilles (Dauchot, 2015 ; Thomas, 2013a). Par ailleurs, ces personnes n'ont pas toujours quitté les camps volontairement. Les propriétaires des terrains, impatients de récupérer leur terrain, n'ont parfois pas hésité à mettre le feu à des tentes et à procéder à des expulsions. Le gros problème relève de la difficulté à identifier avec certitude le propriétaire du terrain car le cadastre est inexistant depuis toujours en Haïti (Evrard, 2010 ; Dauchot, 2015). La question de la propriété a donc toujours été problématique. Pour tenter de contrer cette difficulté, le pays a enfin mis en place une politique de logement en 2014.

Les montants déboursés

Le troisième débat relève des montants déboursés par la communauté internationale pour reconstruire Haïti. Alors qu'elle avait promis une aide à hauteur de 10 milliards de dollars sur 3 ans et 6,5 milliards de dollars sur 1 an et demi, force est de constater que 3 ans plus tard, les bailleurs n'avaient déboursé que 2,48 milliards de dollars dont seule une faible partie a été investie dans la reconstruction (Thomas, 2013b). En outre, cette promesse de 10 milliards de dollars incluait « *des réductions ou annulations de dette, de l'argent déjà budgété et des engagements effectifs qui, de toutes les façons, ont principalement servi à financer les interventions des donateurs eux-mêmes* » (Thomas, 2015). Avec de si faibles investissements, le pays n'a toujours pas été reconstruit correctement. Qu'en penser sachant que l'objectif proclamé par l'ONU était de « reconstruire en mieux » ?

Les Etats-Unis

Le quatrième débat concerne les Etats-Unis. Tout d'abord, leur situation est la plus manifeste concernant l'utilisation de l'argent promis à New-York. Alors qu'ils ont déboursé 1,2 milliard de dollars pour Haïti suite au tremblement de terre, 500 millions, des fonds censés servir à la reconstruction du pays, ont été utilisés pour l'intervention militaire américaine en Haïti. En effet, 24 heures après la catastrophe, 22000 militaires des Etats-Unis, soucieux d'afficher leur puissance, ont été envoyés sur place alors que le taux d'homicide, d'après les Nations Unies, n'a pas augmenté suite au séisme et qu'Haïti n'était pas un pays

en guerre (Peck, 2013 ; Verlin, 2014 ; OCCAH, 2010). Ensuite, arrivés sur place, les Américains ont pris le contrôle de l'aéroport de Port-au-Prince et ont ainsi décidé des avions prioritaires pour atterrir (Grünewald, 2010). A plusieurs reprises, alors que l'aéroport était débordé et que 800 avions attendaient pour atterrir, ils ont donné la priorité au jet privé de John Travolta, transportant médicaments et vivres, plutôt que de laisser atterrir l'aide cubaine ou vénézuélienne. Cette prise de contrôle a ainsi retardé un grand nombre d'équipes et de matériel médical (Thomas, 2013b ; Grünewald, 2010). Enfin, les Américains avaient également pris le contrôle de certains hôpitaux, filtrant les entrées et encourageant les amputations. Par exemple, certains médecins privés haïtiens, venus apporter leur aide à la demande de leurs collègues, ont été refusés à l'entrée. C'est pourquoi certains Haïtiens ont vu en la présence des Etats-Unis une ingérence et une nouvelle forme d'occupation (Van Eiszner, 2011 ; Théodat, 2010).

La retombée médiatique et humanitaire

Le cinquième et dernier débat concerne la retombée médiatique et humanitaire. Aujourd'hui, les médias ont quitté Haïti, et avec eux, la plupart des organisations humanitaires. L'Etat n'ayant pas repris les fonctions de ces organisations¹², certains camps sont laissés à l'abandon (FIDH, 2013). Et alors que l'objectif était de « reconstruire en mieux », peu a été reconstruit, ou bien de manière transitoire. Le taux d'inégalités, la pauvreté, la vulnérabilité de la population, le système de santé et la production agricole sont revenus au même niveau qu'avant le tremblement de terre (Thomas, 2015).

Annexe 7 : Entretiens réalisés

- C.D., Département communication, Caritas International (2015 et 2016) ;
- J.L., Département projets internationaux, Handicap International (2015) ;
- L.H., Département communication, Handicap International, et F.S., Département communication, Handicap International (2016).
- P.M., Département communication, UNICEF Belgique (2015 et 2016) ;
- A.D., Département projets internationaux, UNICEF Belgique (2015) ;
- J.R., Département projets internationaux, Médecins du Monde (2015) ;
- B.D., Département communication, Médecins du Monde (2016) ;
- F.R., Médecins du Monde (2016)
- M.T., Consortium 12-12 et Oxfam-Solidarité (2015) ;
- A.P., Département communication, Oxfam-Solidarité (2016).

¹² Qui se chargeaient de l'eau potable, des soins de santé, de l'éducation, ...

Annexe 8 : Retranscription des entretiens

Entretiens réalisés en 2015

a) Entretien avec M.T. (Consortium 12-12 et travaille chez Oxfam)

Interview de M.T. par Laura Ferrara

Lieu : Bureaux d'Oxfam – Rue des Quatre-Vents, 60, Molenbeek, Bruxelles

Date : Le 16 mars 2015

Durée : 56min.

Laura Ferrara : *Tout d'abord, pourriez-vous me parler de votre rôle au sein du Consortium ?*

M.T. : Le Consortium 12-12 existe depuis 1979, et est devenu vraiment opérationnelle à partir de 83-84-85, avec l'adoption d'un numéro de compte 12.12. A l'époque on pouvait reconnaître, identifier un compte avec 4 chiffres, aujourd'hui avec le compte IBAN c'est devenu plus compliqué, donc la dénomination du consortium 12.12, consortium belge pour les situations d'urgence était notre dénomination complète raccourcie 12-12. Je représente Oxfam au sein du Consortium depuis début 84 et j'ai pu coordonner les appels d'une année fin 2004 et puis Haïti 2010, etc. *[phrase compromettant l'anonymat de la personne interviewée]*. Donc on a été association de fait pendant très longtemps pour devenir une association sans but lucratif avec une personnalité juridique pleine et entière à partir de 2005 car à ce moment-là passaient heu... quelques dizaines de millions d'euros dans nos mains. On n'avait aucune protection d'administrateurs donc dans une ASBL on est... on est protégé quelque part. C'était devenu un peu délicat donc on s'est constitué en ASBL et *[phrase compromettant l'anonymat de la personne interviewée]*. On a un peu changé notre fonctionnement interne avec un conseil d'administration qui se réunit un peu moins souvent qu'avant et on a créé une structure plus opérationnelle que je dirige. *[phrase compromettant l'anonymat de la personne interviewée]*. Donc mon rôle il a été divers et il restera divers. J'ai coordonné les appels, j'ai été porte-paroles pour les appels respectifs et j'ai aussi assuré le suivi jusqu'aujourd'hui pour Haïti. On est encore dans une phase de suivi pour certains dossiers.

L.F. : *Et quel bilan retenez-vous de l'intervention du consortium 12 12 en Haïti ?*

M. T. : En 2011, quand on a été sur place, on a eu la modestie de dire « ce qu'on a fait n'est pas mal mais on aurait pu mieux faire ». Je pense que l'argent a été bien utilisé, il a bien servi, mais n'est pas seul dans un contexte pareil, surtout pas en Haïti avec... un séisme en niveau urbain ce qui est déjà un facteur aggravant supplémentaire, donc logistiquement très compliqué heu... comment... Beaucoup trop d'opérateurs.

L.F. : Ah oui.

M. T. : Hein donc heu... Allais... La gestion de cette crise a été en grande partie précipitée par l'argent disponible et pas du tout en fonction des besoins ou beaucoup trop peu, avec beaucoup de petits opérateurs qui voilà, y compris pour la Belgique... le nombre de partenariats, de jumelages Haïti-

Belgique avec une commune, une association, une paroisse, était innombrable et tout cela ne facilite pas les choses parce que presque aucune coopération entre eux [entre les acteurs belges]. Autre facteur, pour moi le plus important, c'est l'absence d'un pilote dans l'avion. Je veux dire que pendant toute la phase critique, au moins les 15-18 premiers mois, il n'y avait pas de pouvoir politique de qualité, l'Etat était de mauvaise qualité... il n'y avait pas de politique orientée, éventuellement des actions, donc on a reproché assez facilement aux ONG par exemple d'avoir pris le pouvoir mais c'est faux ! Il fallait simplement combler un vide parce qu'il fallait quand même aider les gens. Mais contrairement à ... Je peux comparer à ce qui s'est passé après le Tsunami : on a rencontré en Indonésie et au Sri Lanka les autorités régionales et locales qui avaient un plan directeur en tête assez rapidement. Alors là on a dit « OK ». Parfois il était préparé de longue date, donc c'était plus une vision d'avenir, mais il manquait les sous maintenant... ils savaient qu'il y avait de l'argent et ils ont profité pour mettre ce plan directeur sur la table. Donc tout de suite ça va orienter le travail de reconstruction. Et ça a été le cas. Une ville qui avait été complètement détruite a été reconstruite avec intelligence.

A Port-au-Prince, il n'y avait pas un *master plan*, il y en avait au moins trois. Et qui se tiraient dans les pattes. Donc il n'y avait pas de pouvoir politique crédible pour imposer une orientation. Donc là on a perdu des mois, des années, l'argent a été utilisé pour continuer l'assistance, l'aide d'urgence heu... il reste encore quelques dizaines de milliers de sans-abris qui sont dans des abris provisoires mais qui finalement quand on regarde de plus près, j'en ai visité un, 6000 personnes qui vivaient à Cité Soleil avant le séisme dans des bidonvilles dans de très mauvaises conditions, vivent depuis 5 ans dans un nouveau bidonville. Ils ne vont pas en sortir. Ils restent. Voilà c'est quelques dizaines de milliers sur un million et demi donc c'est tout à fait honorable. Donc le bilan est mitigé, je pense qu'on a fait notre boulot, mais on n'a pas réussi... après 5 ans il faut constater que les inégalités sont toujours les mêmes, la pauvreté toujours la même... mais là on n'est pas responsable. Je pense que de notre côté on a essayé de faire de qu'on pouvait. D'ailleurs il y a des associations dont les membres sont encore sur place et continuent le travail aujourd'hui dans une autre logique qu'il y a 5 ans ou 3 ans. L'aide d'urgence essaye de faire du travail de développement structurel, de lutte contre la pauvreté ce qui a été très difficile car la population attend des miracles. C'est un peu... Elle se bouge très peu... Ils se bougent très peu les gens. Ça rend davantage compliqué notre travail.

L.F. : Vous dites que le bilan est mitigé... Est-ce que vous auriez changé quelque chose à votre intervention, aujourd'hui avec le recul ?

M. T. : Dans l'approche ?

L.F. : Oui dans l'approche.

M. T. : Une leçon qu'on tire du tsunami et en partie de la crise en Haïti... parce que bon, moi je ne peux pas... Mon rôle il est ici donc le travail concret sur le terrain par les associations humanitaires dont c'est le métier, ce n'est pas trop mon truc. Il y a des choses qu'on peut dire c'est que parfois dans des cas pareils, la pression de dépenser vite les fonds est énorme. Quand après un an, les médias commencent à téléphoner « Où est-ce que vous en êtes ? Ah il n'y a qu'un tiers qui a été dépensé ? Ce n'est pas normal

quand même. Et ça reste dans vos caisses. ». Donc les donateurs, enfin pas tous, ont parfois la même réaction. Il faut dire « Prenons le temps ». Et parfois il faut attendre 3-4 ans avant de pouvoir commencer. Ça a été un peu le cas pour le tsunami, moins pour Haïti je pense parce que dans le cas du tsunami l'aide d'urgence avait été terminée et il restait de l'argent et on l'a dépensé trop vite. En Haïti, l'aide d'urgence n'était pas terminée on a continué à utiliser l'argent pour une phase d'urgence au lieu de pouvoir basculer vers la réhabilitation. Donc une leçon c'est qu'il faut prendre le temps, il ne faut pas se laisser presser...

L.F. : ...ne pas se laisser presser par les médias.

M. T. : ...Notamment par les médias. Mais les médias réagissent aussi parce que l'opinion publique réagit de cette manière. Je ne sais pas s'il y a d'autres leçons à tirer. Bon, sans doute dans toutes les crises c'est d'essayer d'avoir la meilleure articulation possible avec les associations locales, avec les communautés locales, les municipalités, avec la société civile en Haïti... Les organisations humanitaires n'ont pas été assez pris en compte la population haïtienne et auraient dû plus collaborer avec elle... Mais sincèrement je suis un peu déçu par la société civile haïtienne, qui est tellement dispersée et voilà. Donc une meilleure articulation avec le niveau local qui souvent est le premier sur place, intervient rapidement, qui connaît, et voilà. Mais en même temps, faut pas être naïf. Ce sont les gens des organisations humanitaires qui ont le savoir-faire, qui ont le matériel, qui ont la logistique, qui ont les moyens pour aller vite et sauver des vies parce que dans les premiers jours et premières semaines c'est une question de sauver des vies. Et ça on ne peut pas toujours avec les moyens limités des groupes locaux.

L.F. : *Heu, par rapport au consortium 12-12 même, quels sont pour vous les avantages et les inconvénients du travail collectif ?*

M. T. : Il y a peu de désavantages. Mais il faut bien comprendre le mécanisme. Donc nous parlons de compétition collégiale, qui est une contraction de compétition collégiale, ça veut dire que, et ça existe dans d'autres domaines, c'est un terme économique, que des concurrents sur le marché annulent entre eux les conditions de concurrence pour ensemble faire mieux. Notre rôle, notre mission est extrêmement simple. C'est, dans certaines conditions, ce n'est pas tous les jours ni chaque année, répondre à une demande de mobilisation. C'est l'opinion publique qui dit...qui voit une situation de détresse, qui dit « qu'est-ce que je peux faire ? ». En général le secteur associatif doit demander « aidez-nous » ici c'est l'opinion publique qui va demander « qu'est-ce que je peux faire ? ». Dans des cas pareils, il faut être là en tant que consortium, et on est là avec un numéro de compte qui permet aux donateurs, aux citoyens (parce qu'une majorité des citoyens ne savent pas exactement toute la technicité ne connaissent pas la différence entre les associations) de donner en toute confiance, sans devoir se poser des questions. Ce n'est pas pour UNICEF, ce n'est pas pour Oxfam, il ne doit pas connaître, « je donne parce que je sais que ces gens-là vont faire du bon travail ». Donc on va capter de cette manière des dons additionnels, sans nuire à la récolte de fonds classique des associations. Donc de dire « l'argent est allé à Haïti Lavi donc il est perdu pour les autres associations », c'est faux. Nous savons que c'est faux. On a des

statistiques là-dessus. On capte un potentiel supplémentaire en se mettant ensemble. Donc il n'y a que des avantages... si on s'y prend intelligemment. Est-ce qu'il y a des désavantages... ? Moi je n'en vois pas, je constate que nos membres sont contents de cette manière donc heu... mais il est clair qu'on ne peut pas activer ce mécanisme pour chaque crise. Il y en a de plus en plus chaque année et une exception pour laquelle on a quand même mobilisé le consortium sachant que c'était probablement peine perdue c'était pour la Syrie. Là il y avait comme ça une obligation qui nous semble morale. Donc c'est la crise humanitaire là-bas depuis les années 90. Ne rien faire ce ne serait pas sérieux, pas crédible, donc on a dû investir pour créer une sorte de... d'élan de générosité mais on ne l'a pas vu, ça n'a pas été... mais bon en général on se pose toujours trois questions avant de lancer un appel :

- Est-ce que la crise est exceptionnelle ? Beaucoup de morts, beaucoup de dégâts, etc.
- Est-ce que nous pouvons faire la différence sur le terrain en tant qu'organisation humanitaire ? est-ce qu'on est présent ? est-ce qu'on peut intervenir ? Est-ce que nous avons besoin de moyens ? Lorsque c'est une crise très importante nous avons sans doute besoin de beaucoup de moyens.
- Est-ce qu'il y a heu... comment dire... un socle de sympathie suffisant en Belgique ? parce que quand on mobilise et qu'on lance l'appel, on y va avec la demande de gratuité pour tout le monde : les médias qui collaborent, c'est tout gratuit...

L.F. : ...Ah oui, ok.

M. T. : On exige presque de ne pas payer. Et il ne faut même pas le demander, on nous l'offre. Et ça bon... si on ne veut pas banaliser cette attitude de leur part, on ne peut pas faire ça à tout moment. Donc il faut que les médias aussi y gagnent quelque chose, c'est-à-dire qu'ensemble on ait l'impression de travailler à un résultat qui ait un certain succès donc c'est pas toujours évident mais ces trois questions sont importantes : est-ce qu'on peut faire la différence ? On a besoin d'argent donc est-ce que la population est avec nous ? Et voilà, on y va. Dans toute autre circonstance, les associations récoltent des fonds aussi mais autrement. C'est vraiment capté ce potentiel supplémentaire et ça marche dans certaines conditions. Nous ne sommes pas les seuls, depuis 5-6 ans on a des contacts avec des plateformes, on a des alliances dans d'autres pays : d'abord en Angleterre, le *Disasters Emergency Committee*, c'est notre modèle, ça existe depuis 64 déjà ; aux Pays-Bas, il y a le *SHO* ou *Giro 555* ; depuis quelques années en Allemagne mais ça marche pas si bien que chez nous ; en Italie, *Agire* ; au Canada, la *Humanitarian Coalition* ; puis il y a les Suisses et les Suédois, c'est un peu différent car on pourrait comparer le modèle suisse et suédois à Cap48. Donc c'est la radiotélévision publique qui lance des appels mais non pas comme ici une fois par an pour mais aussi dès qu'il y a une urgence donc une crise humanitaire. Ils ne vont pas distribuer l'argent à des associations membres car c'est la radiotélévision publique enfin c'est une fondation qui dépend de la radiotélévision publique mais ils vont financer des projets qui sont proposés par des associations suisses ou suédoises. Le mécanisme est un peu différent. Chez nous on travaille avec une clé de répartition donc nos membres savent d'avance quand il y a les résultats combien ils vont recevoir.

L.F. : Oui j'ai vu ça.

M. T. : Donc c'est une clé de répartition en pourcentage.

L.F. : *Et justement est-ce qu'il y a des projets réalisés en commun ou c'est juste l'argent qu'on distribue, qu'on répartit ?*

M. T. : Les logiques de coordination ici pour la récolte de fonds et les logiques de coordination sur le terrain sont différentes. Mais il y a coordination sur le terrain. Et on ne va pas forcément travailler avec les mêmes partenaires là-bas qu'ici. D'ailleurs le monde humanitaire aujourd'hui s'est internationalisé complètement. Oxfam Belgique n'a plus de projets propres, ou si... il en reste encore quelques-uns mais ce sont des exceptions. UNICEF c'est la même chose. Caritas... C'est un peu différent d'une fédération à l'autre donc Caritas c'est un peu différent leur manière de travailler au niveau international. Handicap international aussi, il y a quelques partenaires opérationnels et tout le monde finance ceux-là. Il y a un pot commun et il y a des moyens internationaux, il y a une stratégie internationale qui va donc heu... il va y avoir des collaborations sur le terrain en fonction de la spécificité... Bon... Oxfam a une grande expérience de l'assainissement, eau, sanitaires, ... donc quand il y a un camp, il y a peut-être médecins du monde ou médecins sans frontières, qui va prendre la santé en charge, puis Oxfam eau et sanitaire puis à côté UNICEF qui prendra tout ce qui est petite enfance etc...

L.F. : ... Donc il y a quand même une coordination de terrain enfin...

M. T. : ... Oui, qui est d'ailleurs plus ou moins inévitable, devenu inévitable depuis le tsunami avec l'introduction des *clusters* au niveau international où la majorité des associations collaborent... enfin se mettent au tour de la table. Les *clusters* ce n'est pas vraiment une structure de coordination opérationnelle, c'est plutôt une plateforme d'échange qui permet une meilleure répartition des tâches et une certaine coordination mais elle n'est pas contraignante cette procédure.

L.F. : *Alors... En quoi le consortium a été utile dans ce cadre précis d'Haïti ?*

M. T. : Pas différent des autres crises je dirais. Rien de spécifique en tout cas.

L.F. : *Au niveau du type d'intervention... Le type d'intervention ce n'est pas uniquement dans l'urgence même le Consortium, c'est aussi dans la continuité et heu, dans la reconstruction, etc. ?*

M. T. : On s'engage au-delà de 5 millions d'euros récoltés sur le compte 12-12 parce que quand on lance un appel, on communique un résultat en général on communique la totalité de la somme récoltée, ici c'était 19 et des millions, mais nos membres ont également collectés encore plus de 6 millions donc ça fait presque 25 millions. Au-delà de 5 millions, on lance une procédure volontaire de transparence qui couvre grosso modo la première année, l'argent qui sort du consortium et l'argent qui rentre dans les associations par le consortium ou par d'autres moyens, donc tout ce qui est fonds attribués à la crise a été dans ce cas-ci. On va essayer d'organiser une transparence qui couvre la première année. Après la première année, on a constaté qu'il restait encore pas mal d'argent qui n'était pas dépensé. Après la première année, c'est aux membres de continuer la procédure de transparence mais sur leurs propres canaux. Le consortium arrête les frais. C'est un audit coordonné, on paye un auditeur et il fait le travail. C'est tout à fait transparent. S'il y a des critiques des auditeurs, on les publie, c'est remis aux ministres,

c'est remis à la presse, et chaque fois on publie. Ce rapport-ci va jusque fin 2010. Donc la première année. Le travail n'était pas terminé à ce moment-là. Le rôle du 12-12 ne s'arrête pas nécessairement là mais ça dépend d'une crise à l'autre. Je prends comme exemple ici les droits de tirage. Qu'est-ce que ça veut dire ? Quand, à un certain moment pendant la campagne, on a l'impression que nos besoins en termes d'aide d'urgence sont financés ou seront financés (pour les 6 premiers mois, pour l'aide d'urgence on compte 6 mois de travail), quand on a l'impression que ça sera financé et qu'il y a encore de l'argent qui rentre ou qu'on attend qu'il va rentrer, on peut ouvrir l'appel à des non-membres pour le travail de réhabilitation et éventuellement de travail structurel à long terme qui va suivre. On se dit « On a suffisamment d'argent donc on peut se permettre de partager », parce qu'il y a souvent des associations belges qui sont sur le terrain depuis des années mais qui ne sont pas des associations d'urgence mais qui ont quand même une légitimité, une expérience et qu'on peut de cette manière, associer à l'appel. Donc avec un droit de tirage, ça veut dire qu'on débloque un montant qui est de maximum 25% du résultat brut donc ici plus de 4 millions et on a lancé un appel à projets donc les associations ont rentré des demandes. Ce volet-ci n'est toujours pas terminé donc je suis encore en train de clôturer, il y a encore concrètement une association avec quand même plus de 500 000 euros qui sont encore à justifier définitivement. Donc le suivi de notre côté continue mais on n'intervient pas sur le terrain même si je suis allé voir. Quand j'y suis allé j'en ai profité pour aller visiter le projet mais ça n'implique aucun jugement ni évaluation. Mais ça peut donc prendre un certain temps.

L.F. : D'accord. Oui j'avais vu que le Consortium avait aussi par exemple financé Geomoun.

M. T. : Oui oui oui, qui fait d'ailleurs un très beau travail. J'ai d'excellents contacts avec eux. Il y a Geneviève Fuks qui est responsable des programmes. Elle a vécu plusieurs années en Haïti. Elle connaît bien Haïti. Avant elle travaillait pour MSF puis elle est allée chez Geomoun. C'est une petite ONG fort sympathique qui fait du bon travail là-bas, enfin je trouve. Et elle a profité de notre financement.

L.F. : *Est-ce que vous avez subventionné des IPSI aussi par rapport aux 4 millions qu'il restait ou alors seulement les ONG ?*

M. T. : Les quoi... les ?

L.F. : Les IPSI, les initiatives populaires de solidarité internationale.

M. T. : Non en fait je ne sais même pas ce que c'est... ce que ça couvre comme termes, je peux peut-être deviner...

L.F. : En fait ce sont souvent des ASBL qui ont pour but principal la coopération internationale, la coopération au développement et elles n'ont pas encore le statut d'ONG donc en général ce sont plutôt des petites structures mais qui n'ont pas le statut d'ONG.

M. T. : Est-ce que c'est l'équivalent de ce qu'on appelle le 4^{ème} pilier ?

L.F. : Elles font partie du 4^{ème} pilier oui.

M. T. : Oui. Si si pour Haïti il y en a eu une qui s'appelle FINADO. Sinon du côté francophone... A l'époque ça ne vivait pas tellement du côté francophone maintenant ça commence. Mais je suis quand même réticent hein. Surtout en Haïti, il y a eu beaucoup trop d'opérateurs. Et il y en a qui... Bon ça...

les projets qui nous ont été présentés ont été quand même regardés de près par quelques experts et si on en a retenu du 4^{ème} pilier c'était parce que c'était convaincant et qu'ils travaillent quand même en coordination mais la majorité de ces initiatives foncent sans regarder et ça c'est pas nécessairement la voie à suivre je trouve.

L.F. : *Et heu... Justement je me demandais aussi pourquoi MSF et la Croix-Rouge ne faisaient pas partie du Consortium ? Etant donné que ce sont des grosses structures aussi...*

M. T. : MSF a participé au Consortium en 94 pour l'appel après le génocide du Rwanda et surtout pour le Kosovo en 1999, et puis après ils se sont retirés de nouveau. On constate, parce qu'on parlait toute à l'heure de notre club international, MSF n'est membre nulle part, donc ils ont fait ce choix d'être seul ; ET sur le terrain, et dans la récolte de fonds ici. Ils ont leur explication là-dessus, ils disent qu'ils veulent que le donateur donne en connaissance de cause et c'est donc exactement à l'opposé de ce que nous on préconise. On a une plateforme, on donne en confiance, mais on ne doit pas savoir qu'on donne à UNICEF ou Oxfam... En plus ce sont des associations qui peuvent donner des garanties en termes de qualité et de capacités mais heu voilà. On ne veut pas créer un lien direct entre 12-12 et les donateurs, leur approche est tout à fait légitime. La Croix-Rouge est membre fondateur et nous a soutenus pendant des années et après le tsunami en 2005 a quitté le Consortium en disant « ce qu'on fait seul on le fait mieux ». De nouveau c'est à eux de le demander, nous je pense qu'on sait pourquoi on travaille ensemble et ça se répète à chaque crise quoi. Parce qu'il y a clairement une différence en termes de recettes et pour tout le monde. En Flandres les médias travaillent avec 12-12, ils n'acceptent pas d'autres numéros à côté. Du côté francophone on est déjà passé à plusieurs reprises avec trois numéros à l'antenne alors...donc à ce moment-là le donateur ne va pas réagir car il va se dire « je dois choisir donc je ne donne pas ». Pour Haïti, on avait un numéro, un code SMS avec 1 euro par sms à partager entre 12-12, Croix-Rouge et MSF et il y avait chaque fois un mode de confirmation particulier. On pouvait aussi ne pas faire de choix et alors c'était pour le pot commun ; le pot commun était réparti après en fonction des pourcentages de chaque structure. Pot commun : 87%. Les gens ne veulent pas choisir ! Le scénario qu'on voit à la télé malheureusement ces dernières années c'est que la RTBF n'ose pas refuser à la Croix Rouge de mettre son numéro et MSF aussi. Donc on a trois numéros et les gens ne choisissent pas et donc il y a un manque à gagner pour tout le monde, pas uniquement pour le consortium et ça c'est difficile à expliquer. Et donc la Croix-Rouge pensait qu'elle pouvait faire mieux en étant seule mais je pense que c'est faux. En plus ça fait perdre de l'argent à tout le monde. Je ne sais pas si j'ai répondu à la question...

L.F. : *Si si. Pour revenir sur Haïti... Est-ce que vous pensez qu'Haïti est toujours en crise aujourd'hui ? Est-ce qu'on peut toujours parler de « crise » ?*

M. T. : Oui oui absolument. C'est un... en anglais on dit *Fail State*. Avec Martelly c'est pas beaucoup mieux il est en train de... enfin il continue la privatisation du pays. Il n'y a pas de transports en commun organisés par les pouvoirs publics, ça n'existe pas. Il y a des taxis privés, enfin des petites camionnettes, et il semble qu'ils payent quand même une taxe sur leur plaque d'immatriculation, c'est une plaque

spéciale, sans quoi ils peuvent être verbalisés. Mais c'est la seule condition. Et avoir un permis de conduire, j'imagine, mais je ne suis pas certain. Sinon ils fixent eux-mêmes leurs prix et ils décident eux-mêmes quelle ligne ils vont exploiter. Ça c'est le transport en commun du pays. Donc c'est une catastrophe le trafic à Port au Prince. Il n'y a pas de routes. Sans 4X4 à Haïti on peut rien faire c'est une catastrophe. Même une route bétonnée, asphaltée, un certain moment sans prévenir peut être interrompue avec des trous dedans. J'étais une journée avec Médecins du Monde à 150 km en dehors de la capitale, dans une petite ville avec un hôpital de référence, l'hôpital de référence de la région. Et on était un peu en hauteur, je regarde en bas, là il y a une fontaine, donc un point d'eau collectif, les gens viennent avec leurs réservoirs, leurs seaux, etc. Et un des médecins qui est avec nous dit « Mais ne vous trompez pas, cette fontaine est en dessous de l'hôpital donc toute les saloperies de l'hôpital (produits, déchets, etc.) passent dans le sol donc passent dans l'eau ». Et je dis « Ça veut dire qu'il n'y a pas d'eau potable dans la ville », « ah non des puits ». Et donc il restait et il reste encore des milliards promis au niveau international suite au séisme qui n'ont jamais été apporté car il n'y a pas de demandes crédibles mais en termes de besoin, à part quelques secteurs de Port-au-Prince, il n'y a pas de distribution d'eau potable en Haïti, c'est inimaginable je trouve. Ça veut dire qu'il a une classe politique qui n'a pas le réflexe de l'intérêt général. Où est l'intérêt général en Haïti ? Je ne le vois pas. Donc c'est un pays qui est en crise aigüe. Quand on compare la situation socioéconomique en termes d'éducation, de santé etc., avant 2010 et après 2015, elle est à peu près identique. Donc la phase d'aide humanitaire après 2010 est clôturée mais on est au même point et c'est grave. Quel est le revenu par habitant ? Je crois que c'est 2 dollars pour 70% et 40% un seul dollar, c'est inimaginable.

L.F. : *Et du coup, le travail a surtout été fait à Port-au-Prince ? Et vous pensez que plus on s'éloigne de la ville, plus les conditions sont précaires ?*

M. T. : Pas nécessairement, pas nécessairement. Parce que là on rentre dans la ruralité avec un minimum de production alimentaire et les besoins sont différents en ville qu'en milieu rural. Mais il n'y a pas d'emplois dans la campagne. Sauf la... enfin les familles tournent à l'autosuffisance. La situation est probablement pour certains meilleure mais ça n'empêche pas en province qu'il y a énormément de gens qui descendent vers la ville port au prince en espérant trouver quelque là-bas tout en... enfin toute l'économie est informelle, il ne faut pas se faire d'illusion, les seuls qui sont payés c'est probablement quelques fonctionnaires et quelques employés des quelques entreprises qu'il y a (multinationales, ...), mais sinon...

L.F. : *Et je pense avoir lu que les organisations du consortium étaient déjà sur place avant le tremblement de terre, pourquoi y étaient-elles déjà ?*

M. T. : Parce que, bon, la majorité on peut dire 5/5 sont des associations qui font de la coopération au développement de manière permanente et structurelle et de l'aide d'urgence et de la réhabilitation également. Dans quel ordre ? Heu Oxfam, UNICEF, Médecins du Monde, Caritas, y étaient parce qu'ils travaillaient dans des projets structurels avant (lutte contre la pauvreté, etc.), Handicap c'est un peu différent mais Handicap travaille maintenant dans l'aide structurel, donc on fait le tour et on y était

avant. Logiquement la même chose aux philippines, dans la région du tsunami aussi, il est devenu relativement rare que nos associations ne sont pas sur place quand une crise éclate quelque part. C'est presque une condition d'adhésion pour le consortium, on demande aux membres du consortium d'être capable d'intervenir partout dans le monde très rapidement. Si pas par l'antenne belge au moins par la fédération internationale. Et par exemple, pour indiquer un peu la philosophie, la première année, peut-être même un peu plus après le séisme, tout le travail d'Oxfam international était dirigé par un belge parce qu'il était connu de l'équipe internationale et quand j'y étais maintenant et déjà il y a quatre ans la responsable UNICEF était une belge, et aujourd'hui l'assistant était de nouveau un belge donc on trouve nos belges un peu partout dans des équipes internationales qui sont sur le terrain. Mais il n'y a plus d'équipes homogènes belges qui y vont, ça, cette époque en ce qui nous concerne est révolue.

L.F. : Ok... *De votre point de vue quel est le plus urgent à faire en Haïti aujourd'hui ?*

M. T. : Ah, bonne question. Je ne suis même pas certain que l'organisation d'élections même si c'est promis et annoncé et que ça a été prévu depuis longtemps, si c'est ça la solution. Mais ça c'est quelque chose qui doit quand même être fait. Qu'on le veuille ou non les élections sont reportées et reportées et entre temps rien ne bouge vraiment. Mais est-ce que les élections vont changer quelque chose ? Je n'en suis pas certain évidemment on peut avoir des doutes sur l'honnêteté des élections de fin 2010. On pense qu'elles ont été manipulées. Si on laisse vraiment parler les urnes, probablement le résultat ne sera pas Martelly qui sera élu ou réélu. Donc bon, pour moi beaucoup tourne autour de l'autorité publique donc un Etat de droit et une autorité publique crédible mais ça tombera pas du ciel donc ça va dépendre en grande partie de la position que prend la société civile haïtienne et là je ne suis pas très confiant. Donc je pense que la communauté internationale n'a pas grand-chose à apporter là-dedans sauf peut-être ne pas faire comme les Etats-Unis qui s'en mêlent trop vite et trop souvent, ça c'est clair. Donc là il y a quelque chose à ne pas faire. Moi je pense que c'est une critique par rapport à ce qu'a fait le gouvernement belge en 2010. Charles Michel à l'époque a libéré une tranche de...

L.F. : Je crois que c'était 20 millions. Enfin c'est ce qu'il avait annoncé en tout cas.

M. T. : Oui voilà. Est-ce qu'il les a utilisés entièrement pour ça je ne sais pas. Parce que l'annonce parfois... Mais je pense que dans des cas pareils, un petit pays comme le nôtre, qui ne peut pas faire la différence avec quelques millions, d'ailleurs on les a donné aux ONG en partie, pourrait faire la différence en investissant cet argent dans des formations de ses homologues là-bas. Donc le secteur public, et la classe politique. Et ça je regrette qu'on n'ait pas fait ça. Je ne sais pas si, je crois que j'ai entendu parler à l'époque quand même, que quand il y a un faible état on pourrait aider l'état, former l'Etat. C'est un bon objectif. S'il faut faire quelque chose c'est le secteur public à renforcer parce que ça ne viendra pas facilement de la population et de la société même. Donc peut-être donner quelques impulsions mais surtout pas comme ont fait les Américains.

L.F. : *Oui. Ici maintenant j'ai plus des questions par rapport à Oxfam en particulier. Donc plus vraiment sur le Consortium 12 12 même. Par rapport à l'intervention d'Oxfam, que feriez-vous comme bilan ? Donc ce qui a été positif, négatif, qu'est-ce que vous changeriez ?*

M. T. : C'est un bilan que je connais peu. Je sais qu'une partie du travail a été fait encore en tant qu'Oxfam Solidarité avec des partenaires propres donc un peu parallèlement au contexte et à l'international. Je pense que ce bilan est plutôt positif. L'action d'Oxfam international en termes d'aide d'urgence et réhabilitation je constate qu'ils restent fort discret là-dessus et je ne sais pas très bien pourquoi. J'ai vu en 2011 notamment un programme de reconstruction à Port au Prince à Carrefour qui m'a très fort impressionné et je constate qu'aujourd'hui on en fait pas trop la publicité donc j'ai l'impression qu'ils sont peut-être un peu trop modestes mais en tout cas on ne considère pas leur action comme un franc succès. C'est un constat. J'ai essayé de comprendre à l'intérieur avec les collègues et personne ne peut m'expliquer ce qui se passe. Et je n'ai pas pu le savoir quand j'étais là-bas non plus. Je ne pense pas qu'il y a eu des problèmes mais voilà. On aurait pu faire mieux, ça j'entends.

L.F. : Oui je pense que tout le monde le dit ça.

M. T. : Oui, mais peut-être un peu aussi à cause de leur propre stratégie. Donc pas uniquement à cause du facteur externe.

L.F. : Et c'était quoi le programme que vous aviez vu en 2011 ?

M. T. : De construction. Donc c'était dans un important quartier à Port au Prince qui était ravagé complètement, il y avait encore tout en tôle avec des débris partout. Un an après le séisme il n'y avait que 3 ou 5% des débris qui avaient été évacués, maintenant il ne reste que 3% on ne voit plus rien aucune trace c'est impressionnant. Donc ils avaient, avec Architecte sans frontières, ils voulaient créer un centre communautaire au centre du quartier et à partir de là avec un processus participatif avec la population, recréer le quartier et mieux qu'avant : *Building Back Better*. Mais je ne sais pas où ça en est. Je n'ai pas eu l'occasion d'y aller mais c'est un très beau projet avec le côté participatif mais c'était en même temps, ils le disaient ouvertement, ici on a un accord de la mairie mais on y va sans aucune autorisation parce que personne n'est capable de tracer un cadre. Donc on a un secteur et on implante. Je pense que ça c'était caractéristique pour tout un travail ce qui n'est pas normal.

L.F. : *Qu'ont pensé les différentes structures étrangères d'Oxfam quant à son adhésion au Consortium 12-12 ? Par exemple, Oxfam France, etc. est-ce qu'ils l'auraient un peu « mal pris » parce que du coup Oxfam Belgique aurait plus de visibilité, plus de moyens, ...*

M. T. : Dans la pratique, Oxfam Canada et Oxfam Québec sont membres au Canada du Consortium équivalent du nôtre *Humanitarian Coalition*. Oxfam Angleterre est un membre imminent du Consortium en Angleterre, Oxfam au Pays-Bas membre du 555, en France ça n'existait pas un consortium similaire... Donc non, chacun des Oxfam connaît les avantages d'être en consortium parce que ça rapporte plus d'argent.

L.F. : Ah oui donc il n'y a pas de réticence spécialement.

M. T. : Non non, au contraire au contraire. Et on dit c'est amusant d'ailleurs, le *Dec Belge* on dit. On nous a associé cette image du DEC qui est connu en Angleterre pour l'expliquer aux autres Oxfam, on dit « c'est le Dec belge ».

L.F. : *Ah oui. Donc heu, est-ce qu'Oxfam Belgique coordonne toujours des actions en Haïti ?*

M. T. : Non, l'action est éteinte complètement, les fonds ont été utilisés...

L.F. : Et donc il n'y a plus de belges là-bas et plus de projets ?

M. T. : D'ailleurs il n'y a pas eu de représentants d'Oxfam Belgique là-bas. On avait une relation avec nos partenaires avant le séisme et il y a eu par hasard un directeur belge à la tête d'Oxfam International à Port au prince. Sinon c'est fini.

L.F. : *Ah oui... Et je voulais savoir aussi comment ça se passait réellement la coordination ? Donc c'est comme vous dites : on se met autour d'une table et on se répartit les tâches entre les membres du consortium ?*

M. T. : Quand il y a une crise ça va relativement facilement, tout le monde trouve rapidement ses marques car tout le monde est conscient des priorités donc l'engagement à ce moment- là est relativement simple il y a toujours eu une forme de répartition des tâches internes. Par exemple UNICEF jusqu'à l'année passée a toujours assuré la communication externe et relations de presse. Donc en phase de crise ça va et moi je suis juste là pour coordonner le travail des membres. Et donc tout le monde doit contribuer à l'effort commun en fonction de sa part dans la clé de répartition. Donc si un membre a 30% de la clé, il doit y avoir 3 fois plus d'effort qu'un membre qui a 10%. On ne va pas le mesurer réellement mais on en tient quand même un peu compte. Le plus difficile c'est quand la crise est terminée, ça veut dire après 2-3 mois, alors tout le monde perd son sens de l'urgence qui était lié à la phase. Et ça retombait souvent sur moi tout seul, donc on a mis en place maintenant un travail quotidien et de gestion quotidienne du Consortium avec une répartition des tâches relativement détaillée. Donc c'est un choix entre avoir un secrétariat fort avec deux trois personnes qui sont là en permanence et qui n'ont peut-être pas tout le temps du travail quand il n'y a pas de crise donc c'est plutôt du suivi, en fait ça représente pour moi 30% de mon temps. Au lieu d'investir dans un secrétariat permanent nous avons fait le choix d'investir dans une répartition des tâches parmi les membres. Bon quand il y a une crise qui éclate, on a évidemment une procédure que tout le monde connaît bien. Pas nécessairement par réunion physique, par téléphone, par mail, etc. On examine les trois questions, on dit « Ok on y va, on n'y va pas, quels sont les pour et les contre ».

L.F. : *Et par rapport à Oxfam même, en fait heu... qu'est-ce qu'elle fait dans l'aide d'urgence ? Elle intervient dans les camps pour l'eau etc. ? Est-ce que vous pourriez me parler du rôle d'Oxfam dans l'urgence concrètement ?*

M. T. : Dans la phase d'urgence, c'est surtout eau et sanitaires. Donc ça veut dire que, prenons le cas d'Haïti par exemple. Il y avait je pense au Costa Rica ou Panama, il y avait du matériel pré-positionner au cas où, pour une crise dans la région (tuyauterie, popes, réservoirs, sont là stockés en cas de crise humanitaire dans la région Amérique centrale, Amérique latine. Donc pour Haïti on a pu prendre ce matériel très vite là-bas plutôt que nous l'envoyer à partir d'Angleterre. Donc pour des camps de réfugiés ce sont éventuellement des camions citernes, c'est installer des réserves et des réservoirs avec des systèmes de distribution, avec des robinets, des latrines, voilà. Purification. Un seau avec du matériel : un torchon, éponge, produits, détergent, savon... tout ça fait partie du travail en phase d'urgence. Puis

en général assez rapidement après on va voir ce qu'on peut faire au niveau socioéconomique pour relancer la vie socioéconomique. Par exemple en Haïti j'ai vu des sortes de snack dans la rue où des femmes ont appris et ont eu un peu d'argent pour démarrer leur petit commerce et vendre de la bouffe dans la rue pour gagner un peu d'argent, donc des moyens de subsistance, des revenus. Aux Philippines c'était plus intelligent encore, il y avait notamment beaucoup de cocotiers qui étaient tombés, on a donné de l'argent aux gens pour les couper et utiliser le bois pour la reconstruction, donc ça ça devient du *cash for work* ou *food for work*, mais on donne aussi de plus en plus du cash tout simplement. En Haïti je ne pense pas qu'on l'ait fait ça me semble pas une bonne idée. En Jordanie on a aussi donné des bons d'achats, comme des chèques repas, avec lesquels on relance ou on donne des injections au commerce local. On n'apporte pas tout simplement de l'étranger qui tue le commerce local, au contraire on crée une interaction avec le commerce local et ça se fait de plus en plus. Et là Oxfam est un opérateur en général assez actif. Mais on est connu et on a une réputation solide sur eau et sanitaires.

L.F. : Voilà je pense qu'on a fait le tour de mes questions, merci beaucoup.

b) *Entretien avec J.R. (Département projets internationaux, Médecins du Monde)*

Interview de J.R. par Laura Ferrara

Lieu : Bureaux de Médecins du Monde – Rue du Botanique, 75, Bruxelles

Date : Le 17 mars 2015

Durée : 30min.

J.R. : C'est dans le cadre d'un mémoire de fin d'études ?

L. F. : On va dire que c'est un pré-mémoire. Mon mémoire sera dans la continuité et ici c'est pour avoir une bonne idée globale du Consortium et de l'intervention.

J. R. : Et c'est un mémoire dans le cadre de quel cursus ?

L. F. : En sciences de la population et du développement.

J. R. : D'accord. Vas-y...Envoie. Je ne suis pas sûre que je puisse répondre à tout mais on verra.

L. F. : *Tout d'abord, pourriez-vous me parler de votre rôle au sein de Médecins du Monde, du consortium, et par rapport à l'intervention en Haïti ?*

J. R. : *[phrase compromettant l'anonymat de la personne interviewée]*

L. F. : *D'accord. Quel bilan est-ce que vous retirez de votre intervention en Haïti ?*

J. R. : Quel bilan... Haïti est un pays très complexe, c'est un pays fragile dans lequel Médecins du Monde résout, pas nous directement mais Médecins du Monde France, nos délégations Médecins du Monde sœurs étaient actives avant le séisme sur des projets de développement, les projets de développement étaient déjà très compliqués à mettre en œuvre et le séisme a, quelque part, rendu la situation encore plus complexe et renforcé de manière exponentielle les problèmes qu'on trouvait dans le pays. On a un pays avec un Etat extrêmement faible voire inexistant dans la gestion des services sociaux y compris la santé. Donc là où on travaille nous, Médecins du Monde Belgique, depuis le tremblement de terre, c'est-

à-dire le département des Nippes, on y a d'abord lancé un projet d'urgence où on a reconstruit une maternité donc on a répondu vraiment à l'urgence puisque les maternités s'étaient effondrées mais que les femmes enceintes devaient encore accoucher, donc il a fallu répondre à l'urgence en reconstruisant et en faisant tourner une maternité. Ça c'est la réponse à l'urgence. Ensuite il y a eu l'épidémie de choléra. On a tout de suite répondu à l'épidémie de choléra, toujours avec des programmes d'urgence, et maintenant on essaye de passer au stade de programmes de développement mais c'est extrêmement compliqué parce que qui dit développement dit possibilités d'asseoir une activité pérenne dans la durée donc de pouvoir passer le flambeau à des interlocuteurs en ce qui nous concerne santé qui tiennent la route et à l'heure actuelle les interlocuteurs santé qu'on a au niveau départemental sont très faibles, tant au niveau des ressources humaines que des ressources financières donc la substitution qu'on doit faire dans l'urgence reste souvent un peu la règle mais on a du mal à passer le flambeau au ministère de la santé.

L. F: *Et est-ce que vous changeriez la façon dont vous êtes intervenus suite au tremblement de terre si vous pouviez ou pas ?*

J. R: On aurait évité le tremblement de terre ce serait pas mal...[rires]. Heu... Non je pense qu'on a agi comme on pouvait agir c'est-à-dire d'abord dans la réponse à l'urgence et puis de manière continue en essayant de passer au développement. On a probablement fait des erreurs, on va dire, opérationnelles dans la gestion des projets... Par exemple, la gratuité des soins a pu avoir des effets pervers... sur d'autres hôpitaux... mais je ne pense pas qu'on s'y serait pris différemment. Je trouve qu'on a été, qu'on a un fil rouge assez logique. On est une ONG plutôt de développement mais on a aussi des actions d'urgence donc quand il y a besoin de répondre à l'urgence on répond à l'urgence et très vite on essaye de basculer dans la post-urgence et dans la réponse au développement.

L. F: *Et qu'est-ce que vous faites par exemple comme projets de développement ?*

J. R: Actuellement on est en présence dans les Nippes, on a un projet de santé sexuelle et reproductive. Donc c'est vraiment accompagner les femmes avant l'accouchement, pendant celui-ci et après... dans les 28 jours après. Donc on a identifié les faiblesses qu'il y avait à Haïti à ce niveau-là et donc c'était surtout le fait que les femmes pour des raisons culturelles, financières ou géographiques, accouchaient beaucoup à domicile avec toutes les complications évidemment que cela engendraient et donc un taux de mortalité maternel et aussi au niveau des enfants qui était fort élevé donc on a essayé de remédier à cela par différents moyens. On a aussi remarqué que l'accueil au niveau des centres de santé était assez mauvais et que c'était aussi une des raisons pour lesquelles elles ne voulaient pas se rendre dans ceux-ci. Donc ça c'est vraiment la base puis il y a tout ce qu'il y a à côté : équiper ces centres de santé réhabiliter, former le personnel pour qu'il soit qualifié parce que c'était souvent pas le cas, et puis sensibiliser la population, la communauté vraiment à l'accouchement en milieu institutionnel, c'est quelque chose qui n'est pas naturel au niveau culturel vraiment chez eux... Voilà, t'as compris ?

L. F: *Oui oui... Alors, quel est votre ressenti quant au travail de collaboration avec les autres organisations du consortium ?*

J. R. : Là par contre c'est un peu plus compliqué parce que moi j'ai repris... J'avais d'autres pays avant... et j'ai repris Haïti seulement il y a deux ans et il y a deux ans les financements 12-12 étaient terminés en fait. J'ai vraiment du mal à... du coup je disais je ne suis pas sûre de pouvoir répondre à tout... Je pense que cette plateforme est une plateforme de financements et qu'elle a son sens vis-à-vis du grand public belge. C'est mieux d'avoir un acteur commun qui demande des financements et qui après dispatche par thématique donc vis-à-vis du grand public et du particulier qui sort son portefeuille pour financer des projets c'est très cohérent. Sur le terrain il n'y a pas du tout... il y a très peu voire pas du tout de coordination entre nous simplement pour la raison qu'Haïti est très très grand géographiquement et que c'est difficile de créer des liens quand il n'y en a pas besoin. Nous on travaille de manière très ciblée sur la thématique de la santé sexuelle et reproductive là-bas en zone excentrée géographiquement et Caritas travaille à Port au Prince sur la problématique du logement... quel est le lien si ce n'est qu'on est Belge... ? Donc ce serait un peu artificiel que d'essayer de créer des liens opérationnels je trouve que ça a son sens et je ne vais pas dire ça dysfonctionne le fait qu'on ne travaille pas en coordination sur le terrain parce que ça n'a pas vraiment d'intérêt en soi. Si on devait travailler sur la même zone géographique j'imagine que ça nous aiderait de créer des liens, de la coordination mais ce n'est pas le cas en tout cas en Haïti.

L. F. : *D'accord... Alors je ne sais pas si vous saurez répondre... Mais est-ce que vous pensez, 5 ans après, qu'il a été judicieux de reformer le consortium pour cette crise-ci et pourquoi ?*

J. R. : Oui oui. Pour ce que je t'ai dit moi je pense que dans l'absolu c'est bon pour le grand public de voir que tous on va agir un peu de la même manière par rapport à l'urgence et d'avoir une seule voix commune par rapport à une crise en particulier donc si c'était une autre crise, d'ailleurs il y en a eu d'autres, 12-12 a été « réveillé », parce qu'il existait avant Haïti, au moment de la crise d'Haïti et derrière il y a eu le Pakistan, la Syrie, ... toute une série de crises qui ont fait appel au 12-12. Donc oui je pense que ça a son sens oui.

L. F. : *Médecins du Monde a intégré le consortium pour ça donc ? Pour avoir plusieurs organisations et une même voix auprès du grand public ?*

J. R. : Oui c'est ça. Parce qu'on est plus fort ensemble, ça ça joue aussi.

L. F. : *Et est-ce que vous savez ce qu'ont pensé les différentes structures de Médecins du Monde quant à l'adhésion de Médecins du Monde Belgique au Consortium ?*

J. R. : Non ça je ne sais pas. Je ne saurais pas dire, je ne connais pas l'histoire.

L. F. : *Est-ce que vous pensez qu'Haïti est toujours en crise aujourd'hui ?*

J. R. : Oui tout à fait.

L. F. : *Et quel serait le plus urgent à faire aujourd'hui en Haïti ?*

J. R. : Ce n'est pas à nous de faire, c'est aux Haïtiens de faire. Le pays est en crise parce qu'il n'y a pas de tête, la tête est très faible et il manque de... enfin... l'histoire explique ça, c'est difficile de recréer quelque chose de structuré sans un gouvernement, une administration qui tient la route. Mais ce n'est pas aux ONG occidentales d'aller répondre à cette crise qui est une crise structurelle maintenant donc

je pense qu'on ne peut pas faire plus que ce qu'on fait et on fait déjà un peu trop puisqu'on est déjà dans la substitution. Donc ce qu'on peut faire c'est accompagner les Haïtiens à essayer de structurer en ce qui nous concerne le ministère de la santé, les mécanismes de gestion de la santé au niveau local et c'est ce qu'on fait mais on ne peut pas faire plus par rapport à la crise. Mais oui le pays est encore en crise parce que la population n'a pas accès aux soins, la grande majorité de la population n'a pas accès aux soins.

L. F: *Et donc il faudrait pour vous un Etat fort alors maintenant qui reprenne le flambeau comme vous avez dit ?*

J. R: Oui, fort sans être autoritaire. Fort et structuré, structurant et géré, une gestion des finances publiques qui dispatche au niveau des différents services sociaux, la santé en étant un, l'éducation en étant un autre, que ce que l'impôt qui est déjà très faible, qui est géré au niveau du gouvernement soit bien dispatché et que la santé y ait sa part du gâteau.

L. F: *Et est-ce que Médecins du Monde Belgique compte se retirer d'Haïti bientôt ou pas ?*

J. R: Non, à priori... Il y a des questionnements... Peut-être pour le choléra oui. Oui le choléra, on est encore actif... Depuis le choléra qui est arrivé il y a 4 ans, on a eu un projet d'abord d'urgence et puis petit à petit on a aidé les structures de santé à prendre en charge les cas de choléra. Donc avant, pour schématiser, on avait des tentes MdM avec du staff MdM dedans, et maintenant c'est des tentes du ministère de la santé avec du staff MdM qui forme, qui supervise, qui encadre et qui paye de temps en temps des choses qu'il ne sait pas payer. Donc on était dans des gros volumes financiers et maintenant on est dans de petits volumes financiers parce que ça coûte moins chers d'avoir deux staffs qui supervisent que d'avoir 20 médecins qui soignent. Voilà. Et donc on est sur le projet choléra, le nombre de cas au niveau épidémiologique baisse avec encore des petits pics de manière régulière et donc petit à petit on envisage de se retirer puisque le ministère de la santé commence à être prêt à prendre en charge ces cas. Mais sur la question de la santé sexuelle et reproductive le chemin est encore long et donc je dirais tant qu'on a des financements et qu'on peut faire des choses opportunes et adéquates et qui répondent aux besoins on y restera parce que les besoins sont criants et que le taux de mortalité maternel est extrêmement élevé.

L. F: *Ah oui... Alors ça vous avez déjà plus ou moins répondu, mais est-ce que la population haïtienne participe aux projets de Médecins du Monde ?*

J. R: On essaye un maximum, en tout cas on est en lien très étroit avec notre partenaire institutionnel c'est-à-dire l'équivalent du ministère de la santé mais au niveau régional ; donc il y a une direction sanitaire au niveau régional et on est tous les jours chez eux, tous les deux jours chez eux pour discuter de la situation. On travaille beaucoup avec les professionnels de santé donc oui tout le monde est impliqué dans le projet et on travaille, on a... 3 expatriés et le reste on a une équipe de 35 Haïtiens, donc la proportion est faible.

L. F: *Ah oui. Et je ne sais pas si vous pourrez répondre : comment Médecins du Monde fait-elle pour se coordonner à la fois avec le consortium 12-12 et à la fois avec les autres ONG de la famille Médecins du Monde ?*

J. R. : Ah... Bonne question. Elles sont biens tes questions [rires]. Ce n'est pas du tout la même chose en fait. C'est la même différence que ce que j'expliquais toute à l'heure. Le Consortium 12-12 c'est vraiment pour tout ce qui est appels à dons et communication vis-à-vis du grand public belge. Et les délégations MdM on est sur le terrain et c'est plus de la coordination opérationnelle. Nous on travaille dans un lieu, les autres délégations dans un autre lieu... Mais c'est vrai qu'en te le disant c'est vrai qu'il y a quand même des liens en amont parce que la communication doit être commune sur les autres délégations MdM. Sur des crises comme Haïti, il y a moins de combat sur le contenu de ce qu'on peut dire au grand public. Sur des crises comme la Syrie, on réfléchit plus sur ce qu'on dit au grand public parce que c'est politique en fait. Donc il y a parfois des positionnements politiques dans la dénonciation sur la Syrie, par exemple tout message peut être interprété comme un positionnement politique. Par exemple, « Il n'y a pas d'accès aux soins → c'est à cause de Bachar el-Assad », ce n'est pas écrit, mais c'est un peu déduit. Il se pourrait que le 12-12 soit un peu pas d'accord avec nos messages de dénonciations, on est parfois un peu plus cash dans notre dénonciation. Donc ça c'est du dialogue, de la coordination, trouver des mots qui conviennent à tout le monde. Ça demande un peu de temps et d'échange.

L. F. : *Et est-ce que vous êtes allée sur le terrain en Haïti ?*

J. R. : Oui...

L. F. : *Et qu'est-ce que vous en avez pensé ?*

J. R. : C'est un pays compliqué, c'est un pays où les gens sont extrêmement souriants et gardent les pieds sur terre et arrivent à parler de manière positive de l'avenir de leur pays. Quelque part tout ce qui s'est passé c'est le destin, et demain c'est demain, et on rebondira mieux pour trouver l'énergie. C'est un pays où les gens ne se laissent pas abattre, parlent, s'expriment facilement y compris le gardien, le chauffeur, dire « je ne suis pas d'accord » et se positionner au niveau politique donc c'est un pays où la parole est assez facile, en tout cas le droit de parole est bien présent, les femmes y ont une place assez forte, elles ne se laissent pas faire, elles donnent leur avis, donc voilà c'est un pays assez attachant, où il y a de la musique, du soleil, la mer... Au niveau culturel c'est très très développé, donc c'est vraiment un pays très attachant. C'est d'autant plus dommage qu'au niveau de la santé ça ne tourne pas quoi. Il n'y a pas de service qui fonctionne sans l'aide des ONG.

L. F. : *Et au niveau de la reconstruction en général, qu'est-ce que vous en avez pensé ? Enfin il y a toujours des débris etc. ou c'est... ?*

J. R. : Non des débris il n'y en a presque plus. Il y a encore des quartiers où il y a un peu des montagnes de... non même pas en fait parce que ça c'était il y a deux ans et cette année il n'y avait pas. Donc non il n'y a plus de débris, il y a juste le palais présidentiel qui est toujours tout cassé en fait. Ils n'ont pas encore abattu. Et par contre il y a des camps ce qu'on appelle les bidonvilles alors on dit que c'est post tremblement de terre mais c'était déjà des zones périurbaines très très défavorisées au niveau social avant le tremblement de terre donc c'est difficile de savoir qu'est-ce qui est induit quoi. Et donc ça on en voit beaucoup des gens qui vivent dans des tentes à Port au Prince, dans des bidonvilles en fait. Voilà

donc la reconstruction au niveau grosses infrastructures, le gros a été fait, les routes sont vraiment, en tout cas dans la capitale, sont bien refaites, sont presque mieux qu'en Belgique enfin ça dépend des endroits mais globalement allais non ce n'est pas vrai mais il y a des zones où c'est vraiment pas mal. Et ça avance bien. Moi en un an j'ai vraiment vu que Port-au-Prince avait des meilleures routes mais bon ça c'est très capital, après les zones rurales, il y a encore du boulot quoi.

L. F. *Et il y a toujours des camps de déplacés et tout ça ?*

J. R. Les chiffres diminuent. On était à 2 millions de déplacés au lendemain du tremblement de terre mais maintenant on est à peu près à 120 000 personnes qui se trouvent dans des camps de déplacés. Les camps de déplacés ont été créés après le tremblement de terre mais il y avait déjà des gens qui vivaient dans des tentes donc comment faire la différence entre les uns et les autres... ? C'est compliqué. Et donc ils ont relogé, ça c'est beaucoup de programmes ONG mais aussi des programmes gouvernementaux, qui ont relogé des gens qui étaient dans les tentes suite au tremblement de terre mais ça ne s'est pas toujours fait dans la bonne humeur et la gaieté car ils ont parfois éjecté ou abattu les tentes et sorti les gens, ils les ont mis dans des endroits où les loyers sont impayables en fait, ils ont payé le premier mois et puis ils ont dit « démerdez-vous » et donc *in fine* les gens sur du moyen terme ou long terme il n'y a pas de solution. Donc la problématique du relogement est complexe et n'est pas résolue mais elle était quelque part déjà fort présente avant le tremblement de terre donc voilà. Mais des camps... C'est pas écrit « camp de déplacés post tremblement de terre », c'est plutôt une pauvreté ambiante qui est très présente, des quartiers très très précaires... Mais ce n'est pas spécifique. En fait le tremblement de terre c'est du passé pour eux, c'était il y a 5 ans, maintenant il faut qu'on avance. On revient toujours là-dessus mais en fait il y avait un Haïti avant et ça les gens l'oublie un peu. Ce n'est pas comme si le pays allait bien et puis le tremblement de terre a tout foutu par terre. Le pays allait très mal et le tremblement de terre a fait empirer et sur certains points a peut-être fait progresser aussi quoi voilà.

L. F. *Voilà j'ai fait le tour de mes questions. Merci beaucoup en tout cas.*

J. R. De rien.

c) Entretien avec C.D. (Département communication, Caritas international)

Interview de C.D. par Laura Ferrara

Lieu : Bureaux de Caritas International – Rue de la Charité, 43, Bruxelles

Date : Le 27 mars 2015

Durée : 1h25.

[phrases compromettant l'anonymat des personnes interviewées]

L. F. *Non il n'y a pas de souci. Alors, tout d'abord, est-ce que vous pouvez m'expliquer votre rôle concrètement au sein de Caritas International ?*

C. D. Oui. Alors ici c'est le département communications et moi en particulier je m'occupe d'abord de *[phrase compromettant l'anonymat de la personne interviewée]*

L. F. : *D'accord. Quel bilan est-ce vous retirez de l'intervention de Caritas en Haïti ? Donc est-ce que vos attentes ont été comblées ? qu'est-ce que vous changeriez si vous le pouviez ? etc.*

C. D. : Moi j'étais aussi sur place pour faire les 3 ou les 4 ans. Mais il y avait quelqu'un qui voulait faire un documentaire sur ce qu'on a fait. Si tu cherches bien, vous pouvez aussi trouver des petites vidéos sur ce qu'on fait donc ça donne une idée. Déjà, là-dedans [montre un magazine], vous trouvez déjà les difficultés, les défis, donc je crois que c'est intéressant de le prendre avec vous et un peu de voir les différentes choses qu'on a faites, les étapes. Evidemment moi je travaille dans la communication, ce n'est pas vraiment l'opérationnel. Il y a quelqu'un qui est parti pour nous en premier lieu vraiment dès les premiers jours pour le WASH donc tout ce qui était « eau » dans le cadre de notre réseau mais cette personne c'était un externe donc il ne travaille plus pour nous. Et la personne qui était responsable sur le terrain est aux Philippines. Voilà ça complique un peu parce que ça serait chouette d'avoir vraiment la personne... mais si vous avez besoin d'explications en plus on peut toujours arranger quelque chose par téléphone à la limite. Voilà. Mais nous on travaille surtout en Afrique et en Asie pour l'instant. Haïti on l'avait fait dans le passé mais on n'était pas tellement présent, on avait des contacts mais c'était tout donc pour nous enfin la catastrophe était quand même énorme, et donc ça voulait quand même presque dire qu'on allait commencer à travailler avec un partenaire qu'on ne connaissait pas trop bien parce que... enfin le partenaire Caritas Haïti fait partie du réseau donc grâce à ça on sait un peu comment ça marche mais voilà il y a quand même le travail qui se fait sur place et chaque Caritas est indépendant. Ça veut dire que dans le sens... On peut mettre certains accents, on peut choisir de ne rien faire à l'intérieur du pays, nous on fait les deux (à l'intérieur et à l'extérieur du pays). Par exemple il y a des Caritas qui s'occupent que du développement à l'extérieur de leur pays et voilà. Comme pour tout le monde au début c'était difficile parce que tout le monde s'amenait donc c'est un peu les mêmes problèmes que les autres ont sûrement aussi eu. Maintenant je crois que ça c'est la phase d'urgence.

L. F. : Les difficultés de coordination, etc.

C. D. : Oui c'est ça, tout le genre de trucs que tu as entendu, que ce n'était pas évident. Il y a aussi le problème de la corruption, de la politique, des gens qui essayent d'avoir leur profit aussi dans ce qu'on fait, tout ça voilà c'est facile de critiquer mais il faut passer ce stade là parce qu'on n'y peut rien. Donc là ça a marché comme ça a marché avec les autres. On a fait des bêtises, on a fait des bonnes choses mais de toute façon l'aide est arrivée, on a bien travaillé, la coordination ça marchait bien. La reconstruction, là c'est une autre histoire parce que là, comme vous avez sûrement déjà entendu, on a vu que c'est quand même assez lent. Et là aussi voilà on peut dire c'est la faute de la politique, la façon dont il mène ou ont mené les actions, le fait que les gens ne savent pas si le terrain c'est à eux ou pas, donc tout ce problème foncier. Aussi les changements de politiques, les problèmes pour les élections, le fait qu'il y avait des manifestations, ... Tout ça ça a joué quand même. Il faut quand même travailler avec tout ça. Et il faut cibler aussi ce que nous on va faire, parce que tout le monde est là, tout le monde est à Port-au-Prince parce que c'est la capitale et c'est là où il y a le plus de dégâts, donc il y a beaucoup de monde et c'est vraiment choquant de le voir. Quand tu vas plus loin, dans les villages, il y avait

beaucoup moins de dégâts ou pas du tout à la limite, et puis ça se voit pas tellement parce que souvent les gens leur maison ce n'est pas une maison en pierre, c'est...on peut même dire que c'est un petit « taudis » donc si ça s'effondre, les gens ils peuvent reconstruire à la limite. Mais voilà on s'est quand même dit « qu'est-ce qu'on va faire ? Comment on va faire ? », parce qu'il ne faut pas que tout le monde fasse la même chose. Donc vous allez voir entre autres on a fait un orphelinat, « pourquoi on fait ça ? Pourquoi ça et pas autre chose ? », ça c'est en concertation avec les partenaires du réseau.

L. F. : Les partenaires de Caritas ?

C. D. : Oui les partenaires de Caritas et en même temps il y a des gens qui sont spécialisés. Nous on ne fait pas le médical, ce n'est pas nous qui allons reconstruire les hôpitaux... à la limite ça se peut, mais pas dans une action comme Haïti qui était quand même fort importante. Il se peut que dans le cadre de la sécurité alimentaire, notre *business*, si je peux dire, sur le point développement, qu'on reconstruise un centre médical ou qu'on fasse quelque chose de médical mais ce n'est qu'une toute petite partie, ici on avait vraiment besoin de spécialistes donc on ne touche pas tellement. Nous c'est surtout la sécurité alimentaire. Donc on a fait cet orphelinat parce qu'il y avait, du côté de Caritas Autriche, une demande : eux voulaient faire quelque chose, les enfants c'est quand même important, c'était un orphelinat qui avait été tout à fait détruit à Port-au-Prince, et ils ont choisi de sortir de la ville parce que la ville c'est quand même une ville assez dangereuse et donc ils ont reconstruit, mais aux alentours de la ville, un orphelinat avec une école, non seulement pour les orphelins mais aussi pour les enfants autour. Donc on essaye toujours d'avoir un « win-win », ce n'est pas seulement les gens qui ont subi des dégâts qui doivent en profiter mais aussi des gens qui sont très pauvres et qui presque malheureusement n'ont pas eu de dégâts parce qu'ils ne profitent pas d'une action comme ça. On essaye toujours d'avoir un peu des deux pour ne pas qu'il y ait aussi un conflit entre les deux. De toute façon ce sont les gens locaux, les paroisses, les travailleurs sociaux qui décident qui est vraiment dans le besoin parce que nous en tant que personne de l'extérieur... ce n'est pas parce que tu as l'air pauvre que tu es pauvre. Là ils vont discuter avec tout le monde, voir, trouver un accord commun, ... ça c'est une chose mais maintenant c'est terminé. L'orphelinat, l'école, ça suit son cours. Maintenant on ne s'occupe plus de ça, ça veut dire que eux ils cherchent des moyens pour continuer à exister, on a fait ça parce que c'était important, il y avait un besoin. On a aussi fait de la reconstruction de maisons. Autour de Port-au-Prince, il y a des montagnes, des hautes montagnes. Nous on a dit « Ok, il y a pas mal de gens ou d'organisations, qui s'y mettent déjà ». Donc nous on a d'abord essayé d'aller autour de Port-au-Prince où il y a des gens qui ont eu des dégâts et ce qu'on a essayé de faire c'est qu'on a vraiment bâti dans les montagnes je dirais mais ce n'était pas évident pour y accéder, déjà il faut trouver des moyens, c'est les gens qui ont aidé, tout ça, pour que les pierres et tout le matériel arrivent sur place, les gens aussi aidaient, donc c'était tout un processus donc c'était assez long, surtout que concernant le matériel ce n'était pas facile de trouver le bon matériel, avec un bon prix, avec tout ce qui se passe en Haïti, il y a toujours des gens qui essaient de vendre très cher, ou qui demandent des taxes. Ça c'était un problème le matériel mais une fois que ça a été réglé on a pu commencer. Mais l'idée c'était aussi de faire mieux qu'avant donc ça veut

dire que les gens habitaient, avant, juste dans une petite pièce, la cuisine était dehors, pas de toilettes ou presque pas, donc on a vraiment essayé d'introduire des toilettes, peut-être pas dans les maisons, mais à l'extérieur, des latrines, les fermer, avec une fosse septique, un système où ça ne devait pas être vidé, que ça soit comme chez nous que ça se consomme ça disparaît et ça reste hygiénique. Et rien que pour les construire il faut être un peu spécialisé (les tuyaux, etc.). Tout ça c'est quand même des techniques qu'ils n'ont pas toujours car ils utilisent leur propre système et c'est aussi un apprentissage. Mais ça c'était aussi le but, d'en profiter parce qu'à un moment donné on a fait des formations pour charpentier, pour d'autres métiers dans la construction, comme ça on se disait : « par après comme ça ils peuvent trouver du boulot ailleurs ». Tout ça, c'est vrai que c'est lent, et avec tout le problème de contexte, mais voilà aujourd'hui, les gens sont très contents quand même et ça marche donc on va peut-être continuer à en faire mais ce n'est pas encore décidé. A côté de ça on s'est dit : il y a le tremblement de terre, beaucoup de choses sont cassées, mais c'était vraiment concentré autour de Port-au-Prince. Mais en dehors, de l'autre côté, si on regarde la carte, il n'y avait pas de dégâts mais ce qui s'est passé c'est qu'il y a des gens qui habitaient Port-au-Prince, qui se sont déplacés et qui sont allés chez leur famille ou ailleurs. Il y avait aussi le fait que l'économie a quand même eu des problèmes suite à ça. Certaines choses, tout ce qui est nourriture en milieu rural, ce n'était pas évident non plus. Et pour éviter que dès que la reconstruction était faite, les gens allaient de nouveau se diriger vers Port-au-Prince, on s'est dit : pour les gens pauvres ici [en milieu rural, très éloigné de Port-au-Prince] qui ont vraiment des problèmes pour manger à leur faim, surtout que la plupart des gens ce qu'ils font c'est qu'ils ont un jardin, ils sont fermiers mais ce qu'ils font c'est qu'ils produisent juste assez pour eux-mêmes. Donc on a voulu aborder ce problème-là, comment on peut augmenter la production, comment faire en sorte qu'ils aient du surplus, qu'ils puissent commercialiser ce surplus, et ça marche bien, les gens voient comment ça se passe, d'autres s'y mettent aussi et l'économie peut avoir un petit booste. Pour l'instant on est là, dans les Cayes et comme vous allez voir, dans le futur c'est aussi ça qu'on va continuer à faire. C'est avec l'appel du consortium et notre appel, pour certaines personnes c'est déjà loin de la réhabilitation du tremblement de terre mais d'un autre côté l'argent est là. Ce qui se passe à Port-au-Prince c'est ce qu'on raconte, il y a encore des gens sous tentes mais ça c'est à la limite pas notre tâche, c'est plutôt la tâche du gouvernement maintenant, après 5 ans, d'avoir une solution. Ils ont des solutions mais ce n'est pas toujours dans l'esprit... ça n'entre pas toujours dans l'esprit des gens, ils ne sont pas toujours d'accord avec ce qu'on propose, donc il y a toute une politique de « aussi longtemps qu'ils restent là, ils vont recevoir de l'aide, s'ils déménagent ils n'en auront plus... ». Enfin tout ça c'est très compliqué, je crois qu'en tant que Caritas, on fait plutôt de l'aide indirecte aux victimes de la catastrophe et voilà. Donc chez nous, il y a l'urgence, la réhabilitation et puis l'aide structurelle qu'on va encore continuer pendant quelques années. On trouve que nos partenaires sont sur le bon chemin, ils sont demandeurs aussi parce que ce n'est pas nous qui décidons « on va faire ceci », c'est à la demande de nos partenaires. Donc voilà il y a comme dans toute catastrophe, du bien et des difficultés, des choses qui n'ont pas abouti. Par exemple on a commencé à aider une école technique, pas trop loin de Port-au-Prince et l'idée c'était

vraiment de former des jeunes de Port-au-Prince, leur donner une formation pour qu'ils puissent trouver un boulot à Port-au-Prince mais pour différentes raisons, une des raisons c'était qu'on avait prévu que les jeunes aient une formation, aillent à l'école, et comme ce sont des formations pour des métiers techniques (mécaniciens, charpentiers, ...), à l'école ils peuvent peut-être gagner de l'argent en faisant des trucs pour des gens autour qui demandent par exemple « est-ce qu'on ne peut pas me mettre une porte, regarder ma voiture, ... ». L'idée en soi c'était pas mal comme ça ils perdent leurs petits boulots parce qu'ils vont à l'école mais en même temps ils ont l'occasion de profiter d'un petit surplus pour palier le fait qu'ils ne peuvent pas gagner de l'argent. Mais voilà, les gens qui ont conçu le projet, ils n'ont pas vraiment conçu un business plan pour ça. Ils espéraient que les gens allaient venir pour demander ce genre de choses. Mais il faut faire des efforts pour avoir des clients, ce n'est pas comme ça en claquant des doigts que les clients viennent. En plus, ils avaient aussi oublié que si tu veux faire des études ou faire des exercices tu as besoin de matériel pour faire ces exercices, si tu n'as pas de matériel pour faire ces exercices assez techniques... c'était presque théoriquement qu'ils apprenaient dans le manuel comment faire s'il y a un problème à une voiture, comment la réparer. Alors ça ce n'est pas le but non plus. Donc je crois que là, faute de moyens et de mal gérance de la personne qui a été directeur parce que ce n'est pas nous qui...

L. F. : Et vous vous n'avez rien pu faire pour...

C. D. : Non parce que le truc c'est que voilà, il y a un projet, c'était un partenaire qui avait introduit ce projet et on s'était dit que ça avait l'air intéressant et bien conçu, voilà on a confiance. On a vu les bâtiments, et ils ont bien construits ce n'est pas que c'était de l'argent « mal tourné » dans ce cas-ci mais c'est un peu oublier le contexte et vraiment prendre en compte différentes choses et la réalité c'est que dans ce cas-ci, une école comme ça qui n'a rien d'autres que l'argent de l'extérieur, de pays, de dons de quelqu'un d'autre... ça coûte une fortune. Il faut... beaucoup d'écoles cherchent un moyen d'avoir des revenus. Mais leur façon de concevoir comment ils allaient faire ça, apparemment ils se sont un peu trompés. Puis tout ce qui est lié à l'économie, au commerce, on ne peut pas tout prévoir non plus. Parfois, tu sais, c'est des essais, ça n'a jamais été comme ça donc on va un peu voir si ça marche... Autre chose c'est qu'ils avaient aussi des panneaux solaires. Donc ce qui était assez avancé mais ça n'a pas marché non plus, ils espéraient avoir un contrat avec l'un ou l'autre mais ça n'a pas marché. Mais voilà si tu as beaucoup de moyens, ce n'est pas que tu jettes l'argent mais il faut te permettre d'essayer quelque chose sinon ça ne va pas bouger non plus si on fait toujours la même chose. Donc parfois il faut se permettre de faire autre chose que les projets habituels. Mais l'important si je devais encore faire ce genre de trucs c'est d'être très sûr de la survie du projet dans le sens, la survie surtout financière, être sûr que les gens puissent continuer à fonctionner et garder l'infrastructure, entretenir l'infrastructure, avec leurs propres moyens parce que nous, Caritas, on ne va jamais faire un contrat de 10 ans pour donner chaque année autant d'argent. Ce n'est pas notre façon de travailler. L'idée c'est vraiment : on a de l'argent, on veut bien vous donner un coup de pouce, vous avez signalé un besoin, vous avez des idées, on peut même vous aider à savoir comment faire, à rédiger des projets, mais ce sont des partenariats. Donc on ne va

pas dire « c'est notre école, maintenant on va la gérer à notre façon ». Il faut tenir compte du contexte. Mais voilà ils ont fait un mauvais choix de directeur, et ça ça arrive ici aussi. Ils ont choisi un prêtre parce que ça donnait bien, un prêtre avec un bon cœur, très généreux mais il n'a pas forcément les outils ou la capacité de gérer une école comme ça ou un projet comme ça. Donc voilà ça se passe, ça se passe dans tous les pays, je crois qu'Haïti n'était pas des plus faciles. Nous on continue à travailler dans le pays donc ça veut dire qu'il y a des besoins, certainement parce que c'est un pays très pauvre, mais aussi un potentiel, parce que si on ne voit pas que ça avance, que ça aboutit quand même, on se dirait qu'on ne va pas jeter l'argent des donateurs parce que ça reste quand même l'argent des donateurs.

L. F. : *Et...oui, vous dites que vous avez fait des « bêtises », est-ce que vous pouvez me donner un exemple ?*

C. D. : C'est dans ce sens-là, ça pour moi c'est une bêtise. On a mal interprété tout le contexte, ... On n'a pas correctement jugé. Ce n'était pas à nous non plus de dire « qui va être le directeur ». Et à un moment donné voilà il y a quelqu'un qui est responsable et là tu as lâché le projet. Et là on n'a pas le pouvoir. Comme je dis, on travaille vraiment, Caritas ce sont vraiment des Caritas indépendants. On travaille en partenariat mais par après, on peut aller voir, on peut discuter, on peut essayer d'influencer, mais si eux ils veulent faire comme ça, voilà. Tout ça ce sont des contextes chaque fois différents, il y a pas mal de connaissances et d'expériences en cas de crises, chez nous et ailleurs. Mais chaque situation est particulière, avec une population très spécifique.

L. F. : *Alors... Par rapport au Consortium 12-12, pour vous est-ce que c'était vraiment judicieux de le reformer ? qu'est-ce que ça vous a apporté ?*

C. D. : Pour nous le Consortium c'est vraiment un loti pour avoir accès aux médias.

L. F. : Donc c'est une question de visibilité...

C. D. : C'est une question de visibilité et c'est aussi comme ça que ça a été conçu il y a plus de 20 ans. C'est clair que Caritas ce n'est pas l'organisation qui apparaît le plus dans les médias, on n'a pas cette tradition. Je peux expliquer en long et en large les pour et les contre, comment ça se passe et pourquoi. Donc pour nous c'est génial parce qu'on a vraiment dans nos donateurs des gens qui donnent régulièrement, qui ne vont pas attendre que nous on envoie un bulletin de virement, ils vont donner de l'argent tout de suite. Donc ça c'est l'argent qu'on est presque sûr de recevoir, mais pour attirer de nouvelles personnes, ce n'est pas évident, ou il faut mettre beaucoup d'argent, faire de la publicité payante, envoyer des lettres, acheter des fichiers pour envoyer à des gens qu'on n'a pas encore dans notre fichier, ... Et pour ça le Consortium est génial parce qu'en fait si eux ils obtiennent un accord avec la télé, la radio, les journaux, peu importe, ça veut dire que chaque fois, on est quand même visible. Oui, d'accord, avec les autres, mais voilà on a l'impression que c'est un surplus du côté financier de toute façon parce qu'on reçoit un pourcentage et on sent bien que ce n'est pas que les gens qui nous donnent d'habitude à nous vont donner pas à nous mais au consortium...

L. F. : Oui donc c'est vraiment un plus...

C. D. C'est vraiment des gens qui peut-être d'habitude ne donnent à personne et dans ce cas-là ils donnent au consortium. Pour nous c'est intéressant parce qu'on a quand même un surplus et en même temps point de vue sensibilisation. Pour montrer ce qui se passe, nous on n'a pas les moyens pour faire ce genre de trucs, donc c'est génial s'il y a un accord avec les médias, si un de nous peut partir et en même temps montrer les projets des différentes organisations comme ça on en profite et c'est bon pour l'image vis-à-vis de la population belge et comme ça on voit quand même qu'il y a de la collaboration même si ce sont des organisations indépendantes qui font leurs propres trucs sur le terrain mais ici en Belgique on collabore et tout ça pour notre bien mais c'est quand même pour le bien des gens qui sont victimes parce que plus on a d'argent, plus on peut faire pour eux. On voit bien, s'il y a un consortium, les médias eux aussi ils font un effort. C'est-à-dire que ce n'est pas que eux ils font ce que nous on leur donne, parfois, pas toujours mais ça dépend de leur agenda, voilà ils savent qu'il y a un consortium 12-12 qui fait déjà une action en Syrie, en même temps ils organisent eux-mêmes aussi une visite et ils font leur propre truc et ils font de l'info. C'est de l'info sur la Syrie, et les problèmes autour, ce qui se passe, et c'est lié avec ce que nous on fait et ça renforce en fait notre appel. Et ça c'est génial. Parce que nous on ne saurait jamais faire un reportage uniquement sur ce que nous on fait en Syrie. Je crois que c'est une chose très positive, même s'il y a des hauts et des bas. Ça existe quand même depuis quelques temps et on a même des structures un peu fixes maintenant. Auparavant ce qui se passait c'est que chaque fois qu'il y avait une crise, il fallait un peu « réactiver » le consortium, tant que l'action se passait, il y avait des infos sur le site, il y avait échange, et ça bougeait mais par après c'était fini parce que c'était dans le but de récolter de l'argent pour une telle crise. Maintenant ce qu'on a fait c'est que, pour avoir une continuité, parce que sinon chaque fois tu dois recommencer à faire connaissance presque, donc on a une continuation dans la collaboration, on travaille ensemble maintenant, on a un programme pour les attestations fiscales, pour les fichiers, qu'est-ce qu'on va faire maintenant, on discute entre nous, ... Pour l'instant c'est calme parce qu'il n'y a pas d'actions qui se passent. Le but est aussi de faire plus que des appels de dons à l'occasion d'une crise. De temps à autre, faire en sorte que nous on passe dans les médias comme ça les gens n'oublient pas qu'on existe, parce que ça passe tellement vite dans l'associatif, on risque si par hasard cette année-ci il n'y a pas de crise et qu'on ne fait rien du tout, et on ne va pas faire le 12-12 pour chaque petite crise non plus, sinon les gens deviennent fatigués, les médias aussi, ... Il faut prendre distance et se dire que c'est un outil mais on ne va pas l'utiliser dans tous les sens et à chaque incident. Donc si on peut avoir une action dans le sens que de temps à autres on a une conférence, ou une étude, c'est un peu le but. On va voir parce qu'on vient de commencer.

L. F. Et donc il y a plus de collaboration maintenant qu'avant ?

C. D. Oui dans ce sens qu'il y a cinq thèmes, entre autres une charte, entre autres il y a un groupe qui va étudier la transparence, il y a un groupe qui étudie comment avoir plus d'impacts dans les médias, il y a un groupe qui fait tout ce qui est encodage et attestations fiscales, et je crois qu'il y a encore un autre. Donc ça veut dire que dans chaque groupe de travail, de chaque organisation, il y a quelqu'un qui participe, et il en a un qui tire pour le consortium. Ça donne quand même une dynamique et on se connaît,

on essaye d'être plus efficace dans nos outils. Si on ne fait que occasionnellement des actions, on perd chaque fois.. c'est comme pour tout, si tu dois recommencer à chaque fois à zéro ça prend quand même du temps et ce n'est pas bon.

L. F. : Donc essayer d'entretenir la relation quoi.

C. D. : Oui oui, et aussi d'en faire plus qu'un truc occasionnel.

L. F. : *Et donc il n'y a pas de collaboration pour les projets en eux-mêmes ?*

C. D. : Oui, chaque organisation a ses propres projets ; mais sur le terrain de toute façon par exemple, surtout pour les urgences, il y a UNICEF, Caritas, il y a des collaborations parce que dans certains cas il faut, mais ça c'est surtout au niveau international qu'ils collaborent. Mais nous en tant que Caritas Belgique et Oxfam Belgique par exemple, ce n'est pas que nous on a un projet où tous les deux on met de l'argent ou de l'expertise. Non c'est chacun ses projets à lui. Ce qui s'est passé maintenant mais ça ce n'est pas dans le cadre du consortium mais 11.11.11, dans le cadre de Haïti, comme il y avait quand même beaucoup d'argent pour l'urgence soi-disant, eux ils ont dit : ben voilà, le développement c'est quand même aussi important, et tout cet argent va aller à l'urgence et il n'y aura rien pour la reconstruction et le développement. Maintenant il y a un système où on dit que pour chaque action, il y a l'urgence mais il y aura 10% je ne sais pas qui va aux organisations structurelles de développement et on essaye alors d'avoir de l'argent chez les bailleurs (DGD) pour avoir des sous. Mais chacun travaille avec son réseau et les réseaux travaillent bien les uns avec les autres. Ça se peut aussi que dans le même camp, UNICEF organise des écoles et ça se peut que MSF ou Médecins du Monde fassent des soins médicaux. C'est une complémentarité.

L. F. : *Est-ce que vous voyez des points négatifs par rapport au consortium ?*

C. D. : Des points négatifs... Comme toute collaboration, s'il faut se mettre d'accord, il faut discuter, ça rend du temps donc parfois ce n'est pas évident. D'autant plus parce que le travail dans le consortium... le consortium n'a pas de personnel enfin soi-disant il a maintenant une personne, tous les autres travaillent dans le cadre de leur travail. Ça veut dire que si moi je dois terminer mon rapport annuel pour mon organisation parce que je dois mettre les donateurs au courant de ce qui se passe et en même temps on nous demande de travailler pour le consortium, tout ça c'est bien, enfin je travaille peut-être une heure en plus, ce n'est pas que je travaille jour et nuit mais ça veut dire que parfois des choses doivent attendre. Et avec tout ce genre de trucs on a un peu tendance à prendre son propre truc d'abord et puis de faire l'autre travail. Donc parfois ce n'est pas évident surtout parce que les organisations ont des dynamiques différentes, des agendas différents. Si moi, si un tremblement de terre se passe au moment où nous on avait décidé de faire une campagne structurelle, du coup qu'est-ce qu'on va faire, est-ce qu'on va la faire ou non, ... ça se discute et ce n'est pas toujours évident. Parfois c'est frustrant parce que les crises ne sont pas les mêmes. Parfois ce sont des crises où nous on dit si nous on demande de l'argent à nos donateurs ce n'est pas leur truc par exemple certains conflits ça ne marchait vraiment pas pour telle ou telle raison, mais maintenant suite au consortium on reçoit quand même de l'argent. Parfois c'est frustrant parce qu'il y a quand même des règles c'est-à-dire que s'il y a vraiment une décision

qu'on va faire quelque chose avec le consortium, on ne peut plus vraiment faire appel individuellement au grand public, à nos propres donateurs oui, mais nous on ne peut pas faire de publicité alors parce qu'il y a un accord. Parfois c'est frustrant parce qu'on se dit qu'on rate un coup. On se dit « eux ils ont été tellement vites et nous on n'a encore rien fait », ... Et parfois il faut vraiment dire « est-ce que c'est le moment de faire quelque chose ou pas », parfois il y a des frustrations parce qu'il y en a certains qui veulent faire des choses en commun, il y en a d'autres qui veulent faire solo, ... Puis il faut à chaque un accord de si on le fait ou pas... Sinon tu peux te retirer mais ce n'est pas le but. Ça a des pour et des contre comme chaque chose qu'on met sur pied.

L. F. : *Alors... est-ce que vous savez ce qu'ont pensé les différentes délégations de Caritas quant à votre adhésion au consortium 12-12 ? Enfin je veux dire, vous avez eu plus de visibilité grâce au consortium, alors est-ce que les autres délégations étaient en accord ou désaccord avec cela... ?*

C. D. : Non non, en fait chaque Caritas travaille selon le contexte, ses moyens, les besoins...

L. F. : Donc ils ne se préoccupent pas de...

C. D. : Non on s'en fout à la limite, tant que ça ne contredit pas notre charte en tant que membre de Caritas. Dans d'autres pays ça se fait aussi.

L. F. : *D'accord. Alors est-ce que Caritas Belgique était déjà sur place avant le tremblement de terre ?*

C. D. : Pas sur place dans le sens où il n'y avait pas d'expat'. On a eu des projets mais au moment où on est arrivé il n'y avait pas de projets. On a eu des projets dans le passé, avant...

L. F. : Mais pas juste avant...

C. D. : Non, non. C'était vraiment découvrir le pays de nouveau à la limite. Et on est allé il y a une dizaine d'années, il y a eu des inondations et dans ce cadre-là on y est allé puis on est parti de nouveau, après la phase d'urgence. Parce qu'on reste souvent mais on ne reste pas toujours non plus ça dépend du contexte. Donc on a travaillé en Haïti, on n'était pas sur place avec un projet au moment du tremblement de terre.

L. F. : *Est-ce que vous pensez qu'Haïti est toujours en crise aujourd'hui ?*

C. D. : Si j'écoute mes collègues, les problèmes politiques continuent, il y a des problèmes dans les élections, ... ça ça reste, la pauvreté n'a pas été résolue non plus suite au tremblement de terre. Forcément ça dépend de ce qu'on entend par pays en crise. Les gens ont une capacité de se mettre debout, de se relever assez vite, ils ont leur façon de résoudre le problème donc en soi je crois que les gens en dehors des villes, ils ont leur vie à eux et ça se passe assez bien. Dans les villes, les gens qui veulent vraiment avancer et qui vont faire des études, souvent c'est ce qu'on dit pour nous aussi on n'a pas besoin d'aide matériel ce qu'on veut c'est la justice, c'est d'avoir des opportunités, que tout se passe correctement ; dans ce sens-là je crois que ça reste en crise. Et la pauvreté surtout reste un problème.

L. F. : *Et est-ce que Caritas compte se retirer d'Haïti prochainement ? Non vous avez dit que vous alliez encore rester quelques années...*

C. D. : Oui, voilà, on a commémoré les 5 ans donc on s'est dit qu'on allait encore rester trois ans sur tout ce qui est sécurité alimentaire et par après on verra. Evidemment nous on décide si oui ou non on veut faire quelque chose mais c'est à la demande quand même des gens sur place. Même s'il y a des besoins,

si les gens ne nous appellent pas pour solliciter notre aide, on ne va pas se mêler des affaires des autres. Si on reste maintenant c'est parce qu'on voit que ce qu'on a fait jusqu'à maintenant ça a marché. On voudrait faire d'autres choses pour consolider ce qu'on a déjà fait. On aimerait aussi essayer de préparer les gens pour des catastrophes prochaines, ou si jamais il y a des besoins au niveau alimentaire, faire en sorte qu'ils aient des stocks et qu'ils aient de l'argent. Tout ça ça rend la communauté plus forte et plus indépendante. Donc à un moment donné on ne doit pas rester, rester et rester, ce n'est jamais le but. Le but c'est toujours de partir. Ce qui est sûr c'est encore trois ans, après on verra, dans quel contexte.

L. F. : *Et vous parliez toute à l'heure des fermes etc. là-bas, et de produire plus, comment vous faites en fait ? C'est grâce à une assistance technique ? Enfin comment est-ce que...*

C. D. : On essaye de faire un programme intégré, donc on se base non seulement sur ce qui est pure technique agriculture, les semences, il y a le fermier qui n'a peut-être qu'un produit sur son champ, on essaye de diversifier, on essaye aussi que les époux/épouses aident s'ils ne font rien, on essaye d'avoir des groupements pour que les gens s'entretiennent, s'entraident, ou ils ont des initiatives, faire un prêt... Si on dit sécurité alimentaire ça ne veut pas dire qu'on reste uniquement sur le champ, mais qu'on essaye d'attaquer tous les problèmes qui amènent au fait qu'il y a de la pauvreté et que les conditions ne sont pas bonnes. Ça peut être l'hygiène, l'eau, ça peut être se mettre d'accord sur un achat commun, un petit four où les gens peuvent faire du pain avec le maïs qu'ils ont déjà moulu comme ça ils peuvent les vendre, mais ils ne peuvent pas chacun en avoir un, ... Organiser des choses en commun pour que ça ne soit pas des projets individuels mais que tout ce qu'on fait ça soit pour le bien de la communauté aussi. Même si les gens ne participent pas, ils n'ont pas de champ, ils peuvent profiter du fait qu'il y a un four ou qu'il y a de l'eau, ... donc je crois que ça c'est très important. Mais le côté technique c'est tenir compte de ce qu'eux ils font. Mais parfois, comme nous aussi, les gens sont dans un certain train-train, et on ne sait pas qu'il y a des choses qui existent parce que ce n'est pas comme nous. Mais si on le montre que ça pousse quand même mieux grâce à ça, que ça marche, les gens apprennent et voilà. Même chose pour le bétail, des trucs bêtes mais ils ont des chèvres mais dans la nature, mais ils ont appris à aller les chercher la nuit parce que beaucoup de chèvres se font renversées la nuit et en plus ces chèvres cherchent de l'eau et pendant les périodes de sécheresse elles ne boivent pas. Alors oui elles ne vont pas mourir mais elles ne vont pas grandir assez bien. Maintenant le soir ils vont chercher les bêtes et ils les mettent dans un endroit où ils ne peuvent pas sortir et leur donne à boire et à manger, ... c'est des petites choses ce n'est pas compliqué et ça ne coûte pas trop d'argent mais comme ça ils améliorent leurs habitudes. Il y a des solutions déjà expérimentées ailleurs et qui marchent. Parfois ce n'est pas facile de leur faire changer leurs habitudes mais voilà.

L. F. : *Alors... ça vous avez déjà plus ou moins répondu mais est-ce que la population haïtienne participe aux projets de Caritas ?*

C. D. : Oui oui tout à fait, c'est très participatif. Je crois que de nos jours on ne peut pas se permettre de dire « on va faire quelque chose, on te donne et voilà ». Le but c'est vraiment qu'ils s'approprient le projet et ils sont aussi fiers quand ils ont réalisé un truc pour montrer « c'est nous qui avons fait ça ». Ils

sont très fiers et ils font des projets en se disant : « si je gagne encore un peu d'argent, je pourrai me permettre de faire ceci. ». Donc oui c'est très participatif.

L. F : *Alors de votre point de vue quel est le plus urgent à faire aujourd'hui en Haïti ?*

C. D : Ah oui... On a déjà un peu discuté du fait qu'il y a la pauvreté de toute façon. Mais c'est un cercle vicieux parce que les investissements ne se font pas du fait que la politique n'est pas stable, donc je crois que résoudre la pauvreté oui. Avoir une société démocratique et un Etat de droit, que ce soit les lois qui valent, avoir une société juste, qui permet d'attaquer la pauvreté. Il y a des efforts au niveau de l'éducation on voit bien que ça bouge mais c'est très lent.

L. F : *Et dernière petite question... Comment Caritas Belgique fait-elle pour se coordonner à la fois avec le consortium 12-12 et à la fois avec les autres ONG sur le terrain et le réseau Caritas ? Comment faites-vous pour prendre tout ça en compte ?*

C. D : Ah ce n'est pas évident ça c'est juste. De toute façon parfois c'est frustrant parce qu'on dit « on voudrait bien » mais on nous demande des choses du consortium alors que nous on travaille d'une autre façon donc ce n'est pas comme ça... Rien que pour la transparence par exemple. Il y a notre façon de faire les choses suite aux demandes des bailleurs, il y a le réseau qui a sa manière de recueillir les données, le consortium qui voudrait quand même avoir un format comme ça, qu'on voit que les gens font du *reporting* sur le même niveau, parce que si moi je dis « autant de personnes », qu'un autre dit « autant de familles », un autre dit « autant de villages », comment on va comparer. Parce qu'on va rédiger un bilan donc si dans le même bilan on a des pommes et des poires alors personne ne va comprendre. C'est pourquoi on a des réunions de concertation. Avec des frustrations je crois parfois. De toute façon dans les urgences, sur chaque chantier d'intervention, il ne faut pas oublier les personnes locales, les gens sur place parce que de toute façon c'est eux qui organisent. Si le gouvernement local est assez fort, il aura lui-même son plan, il va mettre des règles sur le terrain, avoir des réunions de concertation avec les grands acteurs internationaux (comme UNICEF, la Croix-Rouge, ...). Ils pourront se mettre d'accord et partager les tâches. Ils vont se voir régulièrement. Il y a presque chaque jour une réunion. De notre côté dans le réseau on a des partenaires sur place donc on va avoir des nouvelles de notre partenaire sur place. C'est eux qui vont dire les besoins et demander des sous ou du personnel : cet appel va aller à Caritas International à Rome où la coordination se passe, eux ils vont envoyer cet appel à tout le monde dans le réseau et c'est chacun de nous qui va dire s'il participe ou pas. Donc on est libre de participer ou non. En premier lieu, ça sera une demande d'argent mais aussi, comme c'est une crise importante, on va mettre sur pied une cellule de crise qui va aller sur place donc ça sera non seulement les Haïtiens eux-mêmes donc Caritas Haïti mais aussi Caritas Allemagne, Caritas Canada, ... Des experts dans ce domaine en fait pour voir sur place les besoins. Il y aura donc une demande d'aide écrite, avec un budget, avec les besoins de personnel et tout ça, et il y a nous qui pouvons intervenir en donnant de l'argent ou en envoyant du personnel parfois, mais très peu parce qu'on essaye de travailler avec les gens sur place mais parfois au niveau technique, à grande échelle, il y a besoin de gens sur place pour s'organiser. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de spécialiste sur place mais parfois on a besoin de gens

qui ont déjà travaillé dans des circonstances similaires pour pouvoir faire un projet correct. Tout ça se développe petit à petit. Au début on a donc des rapports tous les jours, puis par semaine, pour savoir comment ça évolue, ... Nous on écoute donc les infos de Caritas International, et sur base de ça on choisit ce à quoi on va participer. Par exemple s'il y a assez d'argent pour l'urgence, par exemple pour Vanuatu, on ne participe pas parce qu'il y avait déjà des Caritas riches sur place, donc on a pensé qu'ils avaient déjà assez d'argent. On est limité donc on ne peut pas être partout. Puis on n'y était jamais allé donc on ne connaissait pas, on n'avait personne sur place, donc ce n'était pas une plus-value ni pour eux ni pour nous de participer. Ça va ? Je ne sais pas si c'est clair...

L. F. : *Si si très clair ! Dernière question, donc vous qui êtes allées il y a un an ou deux en Haïti, qu'avez-vous pensé de la reconstruction ? Est-ce que vous avez pensé que c'était bien avancé ? Qu'est-ce que vous avez pensé personnellement ?*

C. D. : En général, si tu vas à Port-au-Prince, sauf si tu vas dans des endroits ciblés, la vie a repris. Il y a encore des endroits où il y a des tentes et c'est vrai que ça choque parce que c'est vraiment... parfois il y a une volonté des gens de rester sur place parce qu'ils ne veulent pas aller ailleurs pour des raisons différentes, parfois c'est aussi par la politique : ils veulent mettre des gens dans des maisons mais ils les mettent tellement loin que personne ne veut y aller. De toute façon beaucoup de gens qui sont dans ces tentes ils ont l'habitude de vendre leurs biens à Port-au-Prince et s'ils sont à un endroit où il n'y a personne ben ils ne pourront pas faire leur petit commerce. Mais c'est quand même choquant parce que tu te dis ben voilà c'est une grande capitale, c'est énorme les voitures, et puis tu arrives à des endroits où il y a une plaine, ... Mais la ville ça va. Pour Caritas, c'est frustrant, parce qu'après 3-4 ans tu te dis... Enfin on a construit 100 maisons, ce qui est très peu, ça a duré ça a duré... ça a été très lent. Mais bon il faut quand même nuancer car les gens qui ont dû attendre ils ne sont pas spécialement dans la rue non plus. Ils vivent quand même, comme beaucoup le font quand leur maison a été détruite, ils prennent ce qu'il reste et reconstruisent un petit peu et ils vivent, ils ont un toit, ce n'est peut-être pas très confortable mais ils continuent à vivre et même par après quand on a fait les belles maisons, ils ont laissé leur petite baraque parce qu'ils l'utilisaient encore pour autre chose. Ça reste lent mais bon c'est parce que c'était éloigné, l'accès n'était pas évident, le matériel pas évident pour avoir ce qu'on voulait, et voilà. Certainement il y a des maisons où il y a encore des manquements. Il y a des questions mais je crois que les gens sont quand même contents.

L. F. : Et bien voilà. Merci beaucoup en tout cas d'avoir pris le temps.

d) Entretien avec J.L. (Département projets internationaux, Handicap International)

Interview de J.L. par Laura Ferrara

Lieu : Bureaux de Handicap International – Rue de Spa, 67, Bruxelles

Date : Le 8 avril 2015

Durée : 46min.

Laura Ferrara : *Pourriez-vous me parler de votre rôle au sein de Handicap International ?*

J.L. : *[phrase compromettant l'anonymat de la personne interviewée. Et à l'époque du tremblement de terre à Haïti, j'étais responsable des urgences dans le cadre de Handicap International Belgique, donc en ça responsable des opérations d'Handicap en Haïti après le tremblement de terre.*

[phrases compromettant l'anonymat de la personne interviewée]

L. F. : *Et vous avez un rôle au sein du consortium 12-12 ? Comment est-ce que vous intervenez là-dedans ?*

J. L. : *Moi en particulier aucun. Ça se fait plus au niveau de mes collègues d'autres départements qui eux sont en liaison avec le consortium et les membres du consortium pour décider d'activer le consortium et puis à partir de là tout ce qui s'en suit au niveau de mise en place de projets qui sont financés par le consortium mais aujourd'hui j'ai aucun rôle dans ce consortium.*

L. F. : *D'accord. Et quel bilan retirez-vous de l'intervention de Handicap International Belgique en Haïti ? Est-ce que vos attentes sont comblées ? Est-ce que vous changeriez quelque chose si vous le pouviez, ici 5 ans après ?*

J. L. : *Un bilan très positif. Mais on va parler plus de l'activité qui était en lien avec le 12-12 qui est heu... donc on a un accord-cadre avec Médecins sans frontière Belgique et qui a été activé... les résultats de cet accord-cadre ont été activés à l'occasion du tremblement de terre. C'est-à-dire que comme il y avait énormément de victimes, qu'MSF mettait en place une réponse chirurgicale, on a, à leur demande, mis en place une opération qui se conjugait avec eux, c'est-à-dire que nos expatriés rentraient dans le cadre MSF et étaient pris en charge par eux au niveau logistique pour se retrouver dans les mêmes lieux d'opérations. MSF avait repris à un moment donné je pense 3-4 hôpitaux en gestion et nous, nos expatriés qui étaient kinés ou ergos mais principalement des kinés, travaillaient avec les équipes d'MSF pour tout ce qui est réadaptation postopératoire ou heu... voilà. Donc faire en sorte que les gens récupèrent plus vite et mieux... et ce qu'on connaît ici en Europe quand on va à l'hôpital aujourd'hui il y a 10-15 ans on restait 15 jours pour une opération alors qu'aujourd'hui on reste plus que deux jours pourquoi ? Parce qu'on commence directement les soins kinés en réadaptation directement après l'opération qui permettent de récupérer plus vite et donc de ne pas rester trop longtemps hospitalisé. La difficulté à Haïti c'est que les croyances sont, comme dans d'autres pays du Sud, telles que les gens ne veulent pas bouger tant qu'ils ne sont pas guéris. Donc ils croient qu'en restant au lit ils vont récupérer alors que c'est justement en bougeant qu'on va récupérer plus vite. Donc il y avait certaines personnes qui étaient très réticentes à faire des exercices surtout dans les vieilles personnes. Donc on a cette*

première partie de l'opération avec MSF a duré 4-5 mois où on était vraiment enchâssé dans leurs équipes et on n'avait pas d'existence propre, donc Handicap international n'avait pas de bureau, n'avait pas de présence dans les activités de coordination etc., pas beaucoup de présence. Puis petit à petit on s'est indépendantisé pour pouvoir regarder à plus long terme et pour pouvoir regarder dans d'autres directions où on pouvait être utile. A partir du 3^{ème}-4^{ème}, ajouté aux activités de kinés et de réadaptations, on a ajouté un petit centre orthopédique pour équiper en prothèses les personnes amputées et équiper en orthèses les personnes qui en avaient besoin. Ça c'est plus ou moins ce qu'on a fait dans les 6 premiers mois. Une super expérience d'abord parce que ce sont deux ONG qui collaborent. On va dire que... ce n'est pas rare mais c'est...on en est très fier en fait de cette collaboration, et MSF, et nous, parce que MSF est venu et a... je pense que c'était au moins de juin 2010, pour nous dire... pour faire un premier bilan de l'opération en disant : « en fait vous avez apporté l'humanité au sein de notre action » , ce qui est quand même un grand mot pour MSF, et en fait on l'a apporté pourquoi ? Parce que les kinés passent du temps avec les patients. Ils font les traitements 1 ou 2 fois par jour et ils restent un peu de temps, ils discutent, et ils voyaient des choses que les infirmiers ou chirurgiens n'avaient peut-être pas le temps de voir. Et donc cette relation qui s'est construite sur le terrain a été très appréciée par les professionnels de MSF qui revenaient en Belgique et qui débriefaient en disant qu' « en tout cas s'il y a quelque chose de positif c'est la collaboration avec les gars d'Handicap parce que ça se passe bien, on est complémentaire, ils viennent nous trouver, ... » ; et les tours chaque matin, ils commençaient par un tour de salle et ils exigeaient que certaines personnes de Handicap soient présentes pour ce tour de salle pour justement pouvoir être plus efficace auprès du patient. Sinon une petite anecdote aussi que j'aime bien de raconter c'est que dans les kinés qui sont partis il y avait un kiné liégeois, qui était un double amputé (amputé des deux jambes), et quand il avait postulé au niveau professionnel, il n'y avait pas de problème mais on se disait « tiens, avoir une personne qui a un handicap, qu'est-ce qui pourrait se passer là-bas ? ». Donc on a appelé MSF puisque je vous disais qu'ils étaient dans les équipes d'MSF, en leur disant le cas de ce jeune homme et qui a un peu réfléchi puis ils nous ont rappelé en nous disant « combien de temps met-il pour être prêt à quitter si jamais il y a de nouveau une secousse ? ». Et il était étonné de cette question donc il a fait l'exercice et en 6-7 secondes il était équipé avec les prothèses donc ils ont dit « on va le prendre avec nous mais on le fera probablement logé à l'extérieur sus des grandes tentes ». Et en fait sa présence a non seulement apporté cette dynamique là mais aussi vis-à-vis des patients qui étaient amputés, de voir que quelqu'un a recommencé sa vie et est capable de marcher sans aide de marche et a une vie professionnelle, ça a apporté énormément d'émotions, et puis d'espoir pour les personnes amputées et handicapées.

L. F. : *Et vous parlez des difficultés à faire bouger les gens là-bas, comment est-ce que vous avez fait pour y faire face ? Enfin pour les « convaincre » je dirais de...*

J. L. : *Oh je suppose que c'est... je n'y étais pas donc... je ne suis pas kiné... Mais je pense que c'est une question d'expliquer, de convaincre, et de petit à petit dire aux gens que « c'est comme ça que vous allez... », puis leur montrer que les plus jeunes sortent de leur lit parce qu'ils bougent, que ça leur fait*

du bien, ... Je pense que c'est à force de conviction, c'est beaucoup discuter avec le patient, faire en sorte qu'ils comprennent, c'est pas toujours facile parce que les kinés expat' ne parlaient pas le créole mais je pense que petit à petit ça s'est fait mais je ne suis pas sûre qu'on ait réussi à faire en sorte que ça se passe bien avec tout le monde, en tout cas qu'ils aient tous compris, mais dans l'ensemble ça reste un des challenges dans une telle opération dans des pays où la croyance fait qu'il faut rester au lit pour récupérer.

***L. F.:** Ah oui... Et pensez-vous, 5 ans après, qu'il a été judicieux de reformer le consortium 12-12 ? Vous, qu'est-ce que vous pensez de ça ? Qu'est-ce que ça vous a apporté ?*

***J. L.:** Ah nous ça nous a apporté un montant financier très clair et très précis qu'il fallait... pour lequel il fallait qu'il y ait des projets adéquats à dépenser. Donc c'était assez agréable de savoir sur quoi on pouvait compter au niveau... à la base en fait. En général on est toujours à courir derrière les bailleurs pour présenter les projets, attendre une réponse, ça prend du temps, ça prend beaucoup d'énergie, on peut rien commencer tant qu'on n'a pas ça. Le fait de participer et de faire partie du 12-12 et dans le cas de ce 12-12 là où la générosité du public avait été impressionnante, on savait qu'on avait, qu'on bénéficiait d'un montant conséquent pour faire nos opérations. Ça ne nous empêchait pas de trouver des financements structurels mais on avait cette base alors qu'en général on est plutôt... on a les fonds d'un bailleur (gouvernement belge ou autres gouvernements), et on a souvent des fonds propres qui sont limités à 5-10-15% du projet alors qu'ici le montant du financement public étant important on pouvait commencer plus rapidement, faire des choses qu'un bailleur ne ferait pas nécessairement, ... Je sais qu'on a fait... Donc je vous ai parlé des 6 premiers mois, à la suite des 6 premiers mois, on s'est indépendantisé et on a commencé des activités, même si on avait toujours des kinés au sein des hôpitaux MSF, puis c'était devenu qu'un hôpital qu'ils avaient construit dans un hangar qui est complètement réaménagé avec des salles de chirurgies etc., donc là on était là en kiné/réadaptation hospitalière, on avait notre petit atelier, mais on a participé à d'autres activités avec d'autres ONG ou en envoyant dans d'autres hôpitaux des kinés, voilà il y avait un côté plus large en préparant aussi un projet d'insertion socioéconomique des personnes handicapées et une des activités qu'on a faits sur les fonds 12-12 entièrement c'était un village, ce qu'on a appelé un petit village, où les personnes qui avaient terminé le processus d'appareillage, donc qui avaient une prothèse, étaient accueillis pendant un certain nombre jours avec d'autres personnes et il y avait tout un processus d'éducation par des paires, donc d'autres personnes qui avaient été amputées, qui avaient vécu tout le processus de réadaptation, qui étaient indépendantes elles, et qui, pendant 1mois-1mois et demi, allaient prendre en charge toutes ces personnes-là avec un certain nombre d'activités sociales, psychosociales, d'insertion socioéconomique, de dire « ce n'est pas parce que vous êtes amputés que la vie s'arrête là, il y a moyen de gagner votre vie, ... ». Il y a moyen de faire des activités, leur apprendre à monter sur un tap-tap, donc les moyens collectifs de transport à Port-au-Prince qui en général ne se préoccupent pas du tout des personnes à mobilité réduite, donc voilà tout un processus très communautaire et participatif.*

***L. F. :** Et heu...oui donc vous voyez des points négatifs finalement au consortium 12-12 ? Peut-être la coordination, enfin je ne sais pas...*

***J. L. :** Alors ça c'est peut-être pas moi qui dois répondre... Moi finalement je bénéficie d'un montant, d'une somme qui a été donnée à chaque ONG, la nôtre avait reçu 1million-1,5million je ne sais plus exactement, et on a pu faire des tas d'activités et de projets avec ça donc moi négativement non mais peut-être que mes collègues qui devaient s'occuper de la communication, des réunions, etc etc, ont trouvé ça un peu plus pénible, mais au niveau de l'opérationnel c'est quand même très agréable et une belle expérience.*

***L. F. :** Ah oui. Et... je ne sais pas si vous saurez répondre du coup... Pourquoi est-ce que Handicap International a intégré le consortium ? C'est par rapport au financement ou c'est plus une question de visibilité ?*

***J. L. :** Ah je ne sais pas. Je pense qu'il y a eu une réflexion des ONG. Je pense qu'MSF est à part, la Croix-Rouge aussi, puis il restait 4 ONG + UNICEF qui a ce statut... qui se donne ce statut d'ONG alors que c'est un membre des Nations Unies alors moi ça me choque toujours mais bon c'est l'image qu'ils donnent en Belgique et en France notamment où tout le monde pense que c'est une ONG. Bref les ONG se fédèrent pour avoir une image commune. Moi je trouve ça bien, maintenant, derrière il y a d'autres petites ONG qui n'ont pas accès, il y a des ONG plus grandes qui ne veulent pas parce que... UNICEF c'est les Nations Unies donc derrière ça la neutralité n'y est pas... Il y a toute une série de questions philosophiques et de réflexion qui font que « pourquoi eux et pas nous ». Ce sont des ONG qui ont une certaine visibilité en Belgique, une certaine reconnaissance, donc oui je trouve ça bien que ce soit celles qui ont cette image-là, l'image de pouvoir régir à des urgences ou d'être actif sur le terrain.*

***L. F. :** Alors heu... est-ce que vous savez ce qu'ont pensé les différentes structures de Handicap International par rapport à votre adhésion au consortium 12-12 ? Parce que forcément ça a donné plus de visibilité à certaines ONG belges et du coup je ne sais pas moi peut-être qu'Handicap International France avait une certaine méfiance, je ne sais pas, par rapport à ça... ?*

***J. L. :** A l'époque c'est vrai qu'on était séparé mais maintenant on est ensemble. Il n'y a plus d'indépendance, on est une fédération, et la majorité de la partie opérationnelle de Handicap International est à Lyon et une petite partie qui est à Bruxelles. La direction de développement a 7 desk géographiques, 4 à Lyon et 3 à Bruxelles, donc c'est vraiment une continuité et un ensemble. C'est piloté de la même manière, avec plus ou moins les mêmes moyens, plus ou moins le même cadre, mais c'est très... mon chef il est à Lyon et on discute comme ça. A l'époque, non je pense que de toute façon, la partie opérationnelle française qui a mis en place des activités et c'est vrai qu'à l'époque d'Haïti il y avait deux structures : française et belge. Eux bénéficiaient des financements aussi des donateurs, il n'y avait pas 12-12 mais il y avait aussi la fondation de France qui avait reçu beaucoup d'argent et avait redispaché donc ils bénéficiaient aussi de ce genre de financements, même plus importants, la France étant plus grosse de la Belgique ; et Handicap International étant reconnue en France comme étant une des « top » ONG donc au niveau des donations, on arrive à un niveau bien supérieur qu'ici.*

L. F. : *Est-ce que Handicap International Belgique était déjà sur place avant le tremblement de terre ?*

J. L. : Non. Handicap International France oui. Nous on était en train de se préparer à y rentrer toujours dans le cadre de l'accord-cadre avec MSF, qui disait « Voilà on a des projets dans des hôpitaux mais il n'y a pas de kiné et de réadaptation et on aimerait bien amorcer ça ». Et ça devait se faire en mars 2010. Et donc avec le tremblement de terre...

L. F. : Ca s'est fait plus tôt...

J. L. : Oui et à une autre échelle aussi.

L. F. : *Ben oui... Et donc du coup qu'est-ce que Handicap International France faisait déjà sur place ?*

J. L. : Eux avaient une grosse plateforme logistique lié aux ouragans de 2008 qui avaient balayé la zone et fin 2008 ils s'étaient installés là-bas sur une plateforme logistique c'est-à-dire rendre service aux autres ONG pour des distributions, transports de matériels, de biens pour les bénéficiaires. Et eux arrivaient aussi au terme de leur contrat avec le programme alimentaire mondial et s'apprétaient à quitter aussi. Nous on était présent à Cuba dans la région mais ici on n'était pas présent.

L. F. : *Et... est-ce que vous pensez qu'Haïti est toujours en crise aujourd'hui ?*

J. L. : Oui, il suffit de voir au niveau politique puisque le gouvernement... la chambre des représentants n'est plus légale puisqu'elle doit être remplacée par tiers à des dates assez précises et que les élections n'ont pas été organisées par le gouvernement. Le gouvernement vient de changer aussi il y a quelques mois et il y a des élections qui seront organisées cette année-ci, au niveau législatif et au niveau présidentiel. Donc ils sont hors constitution en fait pour le moment. Ça c'est la première chose. La deuxième chose, au niveau du pays, ça reste quand même le plus pauvre de l'hémisphère nord et le plus pauvre des Amériques. Il n'y a pas eu de changement et on a un problème structurel dans ce pays c'est que la majorité des terres appartiennent à des familles riches, que le gouvernement ne les a pas prises, confisquées ou rachetées pour y construire de nouveaux logements résistants aux tremblements de terres, il n'y a pas eu tout ce à quoi on pouvait s'attendre juste après le tremblement de terre où il y avait vraiment une volonté de reconstruire. Maintenant dans la conférence de New York qui a eu lieu en avril-mai ou juin 2010. Les pays ont dit qu'ils allaient donner 9 milliards de dollars à Haïti, la majorité des pays n'ont jamais donné de cash, on a supprimé la dette pour ne pas donner de cash, donc un gouvernement qui n'a pas de cash... Alors oui il y a de la corruption oui il y a plein de choses qui sont difficiles au niveau des autorités mais le basique c'est qu'il n'avait pas de cash pour prendre des décisions et avancer dans une reconstruction un peu cadrée. Donc on reste quand même avec des camps qui sont vidés petit à petit mais avec des solutions bancales pour reloger les familles... Donc voilà moi je suis quand même assez pessimiste sur ce qui se passe. Je vais prendre bêtement, c'est compliqué à expliquer mais c'est quand même une réalité, c'est qu'on a eu des bailleurs d'urgence pendant les premières années et puis depuis 3 ans, on tend vers le développement et donc plus d'assistanat, on travaille sur la société civile, les Haïtiens, sur les activités de développement et de renforcement, et donc une personne qui a une prothèse qu'il a reçue en 2010, qui a pu la réparer, la transformer en 2011/2012, depuis 2013 a beaucoup de difficultés à trouver ce service gratuit. Donc on voit dans la rue des personnes

sans prothèse, qui se promènent avec des béquilles et un moignon visible parce qu'on est dans une autre dynamique et c'est très compliqué parce que si on y va on se dit « mais enfin avec tout ce qu'il y a eu comme effort, comme travail, pourquoi est-ce qu'on en est là ? ». Et on en est là parce que ce sont toutes des choses qui sont difficile à transférer à des autorités. Dans le cas d'Haïti, les autorités n'ont pas d'argent pour le consacrer à un atelier orthopédique et pour faire en sorte qu'il y ait la gratuité des soins pour toutes les personnes amputées. Il y a des bailleurs, qui financent des ONG, refusent que ce genre d'activités soient financées par leur argent puisqu'ils ne sont plus dans une phase d'urgence. Donc on tourne en rond, c'est un peu... Mais on est vraiment là-dedans et c'est compliqué.

***L. F. :** Ah oui, et vous n'avez pas un peu l'impression enfin que... finalement... dans un sens... comme les gens n'ont plus de prothèses, enfin que votre action a eu moins d'impacts que vous auriez voulu étant donné que les gens...*

***J. L. :** Oui, oui, peut-être.*

***L. F. :** Enfin comment est-ce que vous réagissez par rapport à ça ?*

***J. L. :** Oui on pense toujours qu'on va avoir beaucoup d'impacts et puis on en a moins que ce qu'on aurait voulu. Je pense que c'est difficile parce qu'on met en place des projets, on essaye de penser au futur et puis on n'a pas toujours tous les éléments pour commencer des projets, notamment quand on commence dans l'urgence ou... Je me souviens d'être allé dans des ministères qui n'existaient plus, où tous les fonctionnaires avaient été tués par l'écroulement des bâtiments. Et donc oui un ministre avait été nommé, il y avait un cabinet, mais c'était une personne qui n'y connaissait rien, alors comment... Mais qu'est-ce qu'il fallait qu'on fasse... ? Qu'on ne fasse pas notre projet parce qu'à long terme on n'avait aucune garantie ? Ou le moment présent qui était le printemps 2010 faisait qu'il fallait le lancer ? Donc oui des points d'attention qu'on avait au moment où on a commencé ces projets se sont avérés des points de difficultés par la suite. Mais quand on a un pays où il y a trois kinés diplômés et pas d'orthoprothésistes, parce qu'ils sont soit tous morts, et les kinés il n'y en avait pas en fait, ils étaient diplômés de Saint-Domingue, de République Dominicaine, et il y avait un atelier ortho qui s'était effondré. C'était ça Haïti avant le tremblement de terre. Et puis après le tremblement de terre et surtout avec des centaines d'amputés en plus, il fallait avancer donc effectivement et c'est un peu le problème urgence-développement où on aura toujours des développementalistes qui vont dire « ça ne sert à rien », mais en même temps on rend un peu de dignité à la personne, je pense que c'est ça qui est le plus important, sur le moment on leur donne à manger, sur le moment on leur donne à boire, à ce moment-là on travaille finalement sur la dignité de la personne. Et oui à long terme ce n'est peut-être pas la meilleure réponse, ce n'est peut-être pas la meilleure solution. Et c'est pour ça qu'on continue c'est parce qu'on a envie de trouver des solutions à long terme, on a envie que ça avance, et que dans quelques années quand on partira, il y aura un certain nombre d'actions qui seront prises par les autorités, par nos partenaires et ils n'auront plus besoin de nous pour les mettre en place parce que la dynamique aura été lancée. Mais c'est des processus qui prennent beaucoup de temps, beaucoup d'années.*

***L. F. :** Et donc que fait Handicap International Belgique aujourd'hui en Haïti concrètement ?*

J. L. : Aujourd'hui, donc je vous ai dit il n'y avait pas de professionnels de la santé, on termine un projet de 3 ans de formation de professionnels de la santé. Donc on a eu une formation diplômante d'orthoprothésistes, en lien avec une université au Salvador et la fédération internationale des orthoprothésistes, une formation de 3 ans, et les examens ont eu lieu il y a quelques semaines. Parallèlement à ça il y avait une formation d'assistant kiné, d'aide à la réadaptation en fait, les kinés étant protégés par la fédération mondiale, c'est un diplôme universitaire, on n'a pas les compétences pour lancer ce genre de formations, donc on a fait un niveau en-dessous, qui sont des aides à la réadaptation, qui étaient principalement destinées aussi aux personnes qui ont été engagées par les différentes ONG pour faire ces soins sous la direction d'un kiné qui expliquait et montrait comment il fallait faire certains soins basiques et simples. Donc il y a certaines personnes qui sont entrées dans cette formation plus d'autres pour qu'il y ait plus de gens diplômés et pour, en prime, qu'on les garde dans des hôpitaux ou dans les structures de soins. Tout le challenge aujourd'hui étant dans les hôpitaux de convaincre aussi la direction des hôpitaux, ça c'est un autre projet, qui est de travailler avec des hôpitaux départementaux pour que la réadaptation fasse partie du curriculum et qu'il y ait des unités de réadaptation un peu partout pour avancer et faire en sorte que la prise en charge soit meilleure. On travaille sur l'insertion professionnelle des personnes handicapées, on travaille sur un projet de protection dans les orphelinats des enfants handicapés, qui en général, les institutions ne savent pas trop quoi en faire et comment les intégrer dans une vie de tous les jours. On travaille sur l'accessibilité aussi, notamment des transports, sur la sécurité routière car aujourd'hui la première cause de handicap en Haïti ce sont les accidents de la route, et on a une grosse expérience en Asie, au Vietnam et Cambodge concernant la sécurité routière, où on travaille avec les autorités, les communautés, et la police, pour faire en sorte qu'il y ait une meilleure prise en charge de blessés au moment de l'accident. On travaille sur les zones noires où il y a le plus d'accidents, sur les routiers, sur les autorités, faire en sorte qu'il y ait toute une dynamique autour de ça. On a un projet de gestion des risques de catastrophes, ça c'est dans la zone de Jacmel et Thiotte et un peu à Port-au-Prince, qui est surtout l'inclusion des personnes handicapées dans des projets de ce type-là, la protection civile, faire en sorte que la protection civile des pays se rende compte qu'il y a des personnes handicapées et plus vulnérables (âgées, enceintes, etc.), faire en sorte qu'elles soient prises en charge directement dès l'alerte, et pas que « tiens on a oublié de prévenir la personne sourde parce qu'elle n'a pas entendu la sirène ». Donc voilà tout un travail de sensibilisation, de renforcement des autorités, et des personnes qui gèrent toutes ces réactions avant une catastrophe, avant un phénomène naturel. On a aussi un projet financé par l'UE dans la partie Urgence (ECHO) qui est d'aider les ONG qui ont la gestion des camps de personnes déplacées, parce qu'il en existe encore, ces camps sont petit à petit fermés et les ONG ont en charge de reloger les familles et nous nous travaillons avec ces ONG pour aider au relogement des personnes handicapées et faire en sorte que le logement soit plus accessible, faire en sorte qu'il y ait un suivi personnalisé des personnes handicapées, et qu'elles rentrent éventuellement dans des projets de réinsertion professionnelle etc. Donc c'est un processus de prise en charge à moyen terme. Voilà plus ou moins ce qu'on fait aujourd'hui et

donc c'est vraiment plus des activités de développement sur le long terme et on a encore quelques années devant nous.

L. F. : *Et justement, quand pensez-vous vous retirer d'Haïti quand vous dites quelques années ? Tout dépend peut-être aussi de la politique je suppose mais...*

J. L. : Oui, je pense qu'aujourd'hui on va refaire une stratégie à 5 ans parce que je pense que d'ici 5 ans on ne va pas quitter, sauf si on n'a plus de financements, sauf si on n'a des choses comme ça mais je pense qu'il y a encore beaucoup de besoins, notamment au niveau éducatif où il n'y a pas d'inclusion des enfants handicapés, au niveau de la santé maternel, santé sexuelle et reproductive où des naissances qui se passent difficilement ou des grossesses mal suivies peuvent engendrer un handicap et qui sont évitables. Donc c'est tout ce côté-là sur lequel on veut essayer de travailler.

L. F. : *Et donc pour vous, quel est le plus urgent à faire aujourd'hui ? Si vous deviez donner une chose précise.*

J. L. : Le plus urgent ? Je pense que c'est plutôt au niveau politique je dirais. Qu'ils résolvent le problème interne et qu'on rentre dans un cadre institutionnalisé qui respecte la constitution et puis que derrière... ceci redonne confiance aux investisseurs et aux bailleurs, qui diront « ok avec ce gouvernement-là on va pouvoir travailler et injecter de l'argent qui attend d'être injecté », qui ne l'est pas parce que on n'a pas envie de dire : on va commencer un projet sur l'éducation de 100 millions de dollars si derrière ça il y a un ministère qui est en train de s'écrouler, qui appartient au gouvernement, qui n'a finalement plus de cadre légal ou qui n'est plus dans le cadre légal.

L. F. : *Et vous y êtes allés vous en Haïti ?*

J. L. : Oui oui.

L. F. : *Et qu'est-ce que vous en avez pensé de tout ça, de tout le travail qui a été fait ?*

J. L. : Comme j'y vais une ou deux fois par an, je vois chaque fois des améliorations ce qui est quand même relativement positif. Quand je parle de ça je pense à Goma où j'avais travaillé en 2001-2002, j'avais vu Goma après l'éruption volcanique et j'ai revu Goma en 2007-2008-2009, et c'était chaque fois pire et donc ça a un côté quand même épouvantable et très dur parce que j'étais expatrié avant donc je reviens en Belgique je vois des améliorations, des choses qui changent, quand on retourne quelque part on voit toujours en général des améliorations ce qui est le cas de post au prince ce qui n'est pas le cas de Goma ou de ce que j'ai vu où c'est pire qu'avant. Donc Haïti ça il y a eu tous ces changements, tout ce qui était nettoyage et enlever les gravats, les débris, il y a des choses qui sont reconstruits, des bâtiments qui sont reconstruits, et là c'est souvent, enfin les riches qui font construire ce sont des grands hôtels, ce sont des beaux magasins, on sait que ça va donner un peu de travail mais les premiers bénéficiaires ne sont pas la population.

L. F. : *Oui. Et comment est-ce qu'Handicap International Belgique fait-elle pour se coordonner avec les autres ONG sur le terrain ici en Haïti particulièrement, à part MSF ?*

J. L. : Ici en Belgique je fais partie d'une plateforme Amérique Latine et Caraïbes du CNCD 11.11.11, avec les fameux ACC (analyse contextuelle commune) que la DGD demande à toutes les ONG, on se

voit plus et c'est très bien. Et sur le terrain il y a énormément de réunions de coordination, on a fait partie et on fait encore partie de certains clusters des Nations Unies et il y a un certain nombre de réunions auxquelles on participe. Et puis les projets qu'on a sont souvent en consortium ou en lien avec d'autres ONG avec lesquelles on est obligé de travailler. Il y a vraiment une bonne coordination je trouve.

L. F. : *Et donc vous n'avez pas eu de problèmes sur le terrain avec d'autres ONG qui sont venues « empiéter » sur vos platebandes je dirais ou quoi parce qu'il n'y avait pas de coordination ou...*

J. L. : Non, je ne pense pas pour le moment. Pas par le passé, je n'ai pas l'impression. Ca se peut, soit j'ai été au courant et j'ai oublié, à mon avis il y certainement eu des petits problèmes de coordination comme ça arrive toujours...

L. F. : Et surtout vu le nombre...

J. L. : Oui surtout vu le nombre d'organisations. Je dirais qu'en général avec les grandes ONG on discute et on travaille ensemble. Mais c'est vrai que début 2010 ça a quand même été la foire de l'humanitaire avec énormément de groupements de solidarité qui n'ont pas l'habitude de coordonner et de ce qu'est le monde humanitaire en général... les pompiers de Jemeppe qui décident de faire une action avec la population qui ramène 100 000 euros et qui décident d'y aller eux-mêmes pour avoir un impact hyper concret, c'est très bien mais c'est compliqué parce que c'est un acteur supplémentaire qui arrive, qui ne sait pas quelles sont les règles, qui ne sait pas qu'il doit aller à un cluster, ... Et il y en a beaucoup de ce style-là, ne fut-ce qu'en Europe, et les Américains aussi parce qu'en plus comme c'est très proche d'eux... Je me rappelle qu'un Américain était arrivé dans un hôpital et avait pris des photos d'un moignon et qu'une semaine après il revenait avec un modèle dernier cri super qualité qu'il mettait à un moignon qui n'était plus le même que quand il avait les photos... voilà donc quelque chose qui ne sert absolument à rien, qui n'est pas adapté, qui n'est pas coordonné. C'est dommage mais en même temps c'est une telle catastrophe que ça fait énormément de réactions, ça a choqué énormément de gens donc je ne condamne pas le fait que les bons cœurs s'y mettent et ont envie de faire quelque chose, mais ce que je trouve dommage c'est que ce n'est pas dans une perspective à long terme. Et comme on en a parlé plus tôt, quand on est arrivé on savait qu'on resterait longtemps donc on a tout essayé pour faire en sorte que ce soit des projets qui s'inscrivent à long terme, avec succès, avec un peu moins de succès, ça dépend, mais quand les pompiers de je ne sais pas quoi ou quand le village un tel a décidé de faire quelque chose, c'est un *one shot* pour un bénéficiaire ou un groupe de bénéficiaires et c'est très bien pour eux mais ça rentre dans quelque chose qui n'est pas coordonné.

Je peux aussi prendre l'exemple de l'éducation où des écoles se sont effondrées puis on dit on va reconstruire une école dans un village où on connaît quelqu'un, mais non il faut que ce soit coordonné par le ministère de l'éducation qui a peut-être d'autres... un plan directeur sur les écoles primaires qui est différent, qui a envie de profiter de ça pour changer un tas de choses et on n'est pas les rois du monde parce qu'on vient d'Europe ou des Etats-Unis. On doit s'inscrire dans un cadre avec des personnes qui eux vivent. C'est leur pays.

e) Entretien avec P.M. (Département communication, UNICEF)

Interview de P.M. par Laura Ferrara

Lieu : Bureaux de UNICEF – Boulevard de l'Impératrice, 66, Bruxelles

Date : Le 12 mai 2015

Durée : 30min.

L. F. : D'accord merci. Alors tout d'abord est-ce que vous pouvez me parler de votre rôle au sein d'Unicef, du consortium et aussi lors de l'intervention en Haïti en avril 2010 ?

P. M. : *[phrase compromettant l'anonymat de la personne interviewée]*. Dans le cadre du consortium en Haïti, Unicef assurait le rôle de porte-parole du consortium. Maintenant il y a une dérogation et c'est Handicap qui assure ce rôle-là. C'est un rôle qu'on partageait avec celui qui était président du consortium, Erik Todts, qui maintenant est directeur du consortium parce que il y a eu restructuration. C'était prendre tous les contacts avec les médias à l'époque, s'assurer qu'il y avait couverture de l'information, et aussi entamer des négociations pour obtenir de l'espace etc.

L. F. : *Quel bilan retirez-vous de l'intervention Unicef Belgique en Haïti ?*

P. M. : Donc Unicef Belgique n'intervient pas en Haïti. Unicef en fait, il y a deux structures parallèles, y a Unicef International avec le siège à New-York, l'agence des Nations Unies pour l'enfance etc et avec des bureaux dans chaque pays où intervient Unicef qui sont des bureaux permanents, qui assurent tous les programmes de développement etc, et qui répondent aux urgences parce qu'ils sont déjà sur place, donc ça c'est Unicef International. Dans les pays industrialisés, pays « riches », il y a ce qu'on appelle des comités nationaux Unicef, qui s'appelle Unicef Belgique, France, Canada, etc, qui sont chargés de plusieurs missions : collecter des fonds pour le financement des activités, sensibiliser la population à la situation des enfants dans le monde, aux droits de l'enfant, faire du plaidoyer politique auprès des autorités pour faire avancer les droits de l'enfant en Belgique et dans la coopération internationale et d'éducation pour le développement et faire en sorte que les droits de l'enfant soient enseignés à l'école. Donc Unicef Belgique c'est un de ces comités nationaux, on intervient dans une crise comme Haïti avant tout pour faire du *fenosising* et de la sensibilisation. Donc nous n'envoyons pas de coopérants sur place ou quoique ce soit parce que Unicef International est déjà là, mais par contre nous finançons des programmes d'Unicef dans d'autres pays.

L. F. : *Donc ce sont des programmes de Unicef International alors ?*

P. M. : C'est ça. Géré par Unicef à Port au Prince.

L. F. : *Ok, qu'est-ce que vous retirez alors de l'intervention d'Unicef International, que voyez-vous comme positif, négatif, si c'était à refaire est-ce que vous changeriez quelque chose ?*

P. M. : ça c'est vaste, je peux vous donner ça avec des rapports, franchement, au niveau de notre travail, on a appris beaucoup de chose sur la crise haïtienne et on a appris notamment à développer le principe de building back : il ne suffit pas de reconstruire ce qui était, ce n'était pas toujours l'idéal, il faut reconstruire en nettement mieux. Par exemple Unicef s'est investi beaucoup dans le domaine de

l'éducation, donc on a aidé le gouvernement à définir des modèles d'écoles qui soient résistants aux ouragans, aux séismes, et dans lesquelles les enfants n'ont pas peur d'entrer. Puisque vous savez qu'il y a des milliers d'enfants qui sont morts écrasés dans les décombres de leur école. Donc on a travaillé avec des architectes haïtiens etc, pour développer un modèle d'école qui est devenu un peu le modèle d'école de base pour les écoles publiques en Haïti. Donc ça c'est un secteur dans lequel on a travaillé beaucoup, la qualité de l'enseignement aussi, le fait que ces écoles intègrent la dimension Wash c'est-à-dire : eau, assainissement, hygiène. Parce que ça a un impact sur la fréquentation des filles par exemple, sur l'hygiène, santé publique, prévention des épidémies, et autres. Donc tout le domaine de l'éducation a été refondé complètement.

Un deuxième impact aussi, c'est en ce qui concerne la protection des enfants. Haïti était et est toujours un pays d'origine pour le trafic d'enfants. D'une part vers la République Dominicaine, pour travailler dans des plantations etc ou pour le trafic sexuel, et aussi vers les États-Unis. Donc dès le début de la crise, Unicef est parvenu à ce qu'on suspende toutes les procédures d'adoption internationales, on a renforcé les frontières, enfin on a créé des brigades de protection des mineurs aux frontières. Pour éviter qu'il y ait un trafic etc, et on a veillé à ce qu'il y ait une cartographie et une évaluation de toutes les institutions qui accueillaient les enfants, parce qu'il y avait de tout et n'importe quoi, des dizaines voire des centaines d'institutions, créées de toutes pièces, certaines étaient des businesses, d'autres étaient très bien gérées, mais le créneau d'Unicef c'est que la place d'un enfant n'est pas en institution donc il fallait être sûr de ce qui existait, s'assurer que les enfants étaient bien soignés, c'était pas des lieux d'exploitation comme ça peut l'être, donc dans le domaine de la protection on a très fort avancé aussi. Alors maintenant dans la remise en état du système de santé. Donc UNICEF est intervenu et dans le système d'adduction d'eau et de latrines, c'est de nouveau le même principe qui a prévalu. Maintenant il est certain qu'après 3 ans on y est retourné, on a eu des missions là-bas, tout n'était pas encore terminé. Mais 90% des fonds avaient déjà été utilisés et dépensés pour les programmes mais il restait encore des personnes dans les camps qui n'avaient pas encore été relogés parce que c'est un phénomène complexe parce qu'il y a des histoires de propriété du sol, etc. C'est vraiment très difficile. Une chose qu'on a apprise aussi c'est que c'est la première fois qu'une catastrophe touche le cœur décisionnel d'un pays puisque c'est la capitale qui a été touchée. Il n'y avait même plus de téléphones ni quoi que ce soit. Les centres de décisions étaient détruits, les personnes étaient peut-être décédées... Donc il fallait vraiment repartir de zéro. On a accueilli sur l'aéroport on avait des tentes d'UNICEF, le ministère de l'éducation on a pu lui donner qu'une chaise de jardin, une table de jardin et un téléphone portable et à partir de là on a pu commencer à travailler, avec les jeunes, avec les scouts, ... Avec les scouts on a fait le mapping des écoles, la cartographie des dégâts pour les écoles. Ça nous a obligés à développer des procédures qui nous permettent d'intervenir pour aider un pays même s'il n'y a plus rien. Donc ça c'est aussi tout un apprentissage qu'on retire de cette expérience. Donc ça c'est pour les opérations sur le terrain.

L. F : *Oui... Et si c'était à refaire vous changeriez quelque chose ?*

P. M. : Un des gros problèmes auquel on a été confronté en Haïti mais aussi ça arrive lors de grandes catastrophes, c'est l'après. Au moment où la catastrophe est survenue, surtout qu'on était tout près des Etats-Unis, il y a eu des dizaines voire des centaines d'ONG, petites ONG, parfois créées de toute pièce qui se sont retrouvées sur le terrain avec des doublons, des objectifs pas toujours très clairs, par exemple pour l'adoption d'enfants, puis après quand ils n'avaient plus d'argent ils sont partis. Mais les enfants étaient toujours là. Il fallait continuer à s'occuper des enfants donc on a dû reprendre toute une série de leurs activités. Ça, ça a mis en évidence la nécessité d'une programmation et d'une coopération qui s'est déjà mise en place. C'est en Haïti qu'a été le appliqué sur la plus grande échelle le système de *clusters*, vous connaissez ça ?

L. F. : Oui, oui, oui.

P. M. : Donc pour chaque domaine d'intervention, il y a une coordination assurée par le gouvernement et un partenaire. Donc l'UNICEF était coordination des clusters nutrition, WASH (eau et assainissement), éducation et protection des enfants. Donc ça c'est quelque chose d'énorme et on a vu que ça a pu fonctionner. Maintenant on a vu aussi qu'il y avait toujours des petits acteurs qui ne rentraient pas dans le système mais ce sont des leçons qu'on tire pour l'avenir. Autre chose aussi dans les leçons apprises c'est que les réponses apportées à la première urgence ont pu avoir d'autres effets. Bon il y a eu l'épidémie choléra qui a provoqué assez bien de dégâts, qui a été une deuxième catastrophe dans la catastrophe. Mais où malgré tout l'impact n'a pas été aussi grave qu'il aurait pu l'être parce que le système redistribution de stocks etc. avait pu être mis en fonction lors du séisme donc ça a pu atténuer. Et toutes les activités menées lors de l'épidémie de choléra ont été intégrées au programme habituel, de routine, de l'UNICEF et du ministère de la santé. Ça a été intégré même au niveau des écoles ce qui veut dire que si une épidémie arrive encore elle aura encore un impact moindre. Ça c'est très important c'est rebondir d'une situation d'urgence et dès qu'on est au cœur de la situation d'urgence, agir pour que le développement puisse reprendre.

L. F. : *Alors... Quel est votre ressenti maintenant par rapport au travail de collaboration avec les autres ONG du Consortium ?*

P. M. : Pour nous le consortium c'est un partenariat indispensable parce que ça fait pas mal d'années qu'on y est. C'est vrai qu'Haïti a été la crise la plus importante en termes de collecte de fonds etc. Je dois dire qu'on a au sein du consortium une équipe opérationnelle très efficace. On se connaît bien, on se répartit bien les tâches, donc ça fonctionne. Il y a une très bonne complémentarité. Donc pour nous c'est un plus.

L. F. : *Et il n'y a pas de désavantages par rapport à ça ?*

P. M. : Si, il y a toujours un désavantage et c'est ce qui a fait que certains organismes se sont retirés à un certain moment c'est... Il y a quand même un risque de perte de visibilité. Dans ce sens où nous avons des donateurs qui font confiance à UNICEF, qui savent comment on travaille, et qui aiment voir avant tout UNICEF sur le terrain, ce qu'on fait avec les dons, etc. Or si on se met dans une dynamique de consortium, on ne parle plus uniquement de l'UNICEF, on parle de UNICEF au sein du consortium

donc le message est un petit peu plus compliqué à faire passer. Mais d'un autre côté c'est compensé par une autre qualité de message, c'est l'aspect collaboration. Trop souvent on donne dans nos pays une image de concurrence entre les ONG parce qu'on s'adresse tous au même public avec parfois des objectifs très proches que ce soit l'aide au développement, l'aide à l'enfance... des objectifs relativement semblables, et le même message : donnez-nous de l'argent, faites-nous confiance. Donc là il y a une image de concurrence. Alors que là justement on peut montrer qu'il y a une image de complémentarité et de travailler ensemble pour réduire au maximum les frais, pour être plus efficace, plus efficient avec les dons qui nous sont confiés.

L. F : *Et comment est-ce que les organisations du consortium se coordonnent ?*

P. M : Le consortium ne se met pas en place à chaque fois qu'il y a une catastrophe. Le consortium existe. Donc lorsqu'une catastrophe arrive, on a des systèmes de première alerte, donc si quelqu'un reçoit l'information d'une catastrophe, on va regarder certains critères qui sont notamment l'ampleur de la catastrophe, son potentiel médiatique (dans quelle mesure les médias vont en parler ?), et le potentiel de sensibilité du public. Et en fonction de ça on peut dire si oui ou non on va engager une action commune. Là encore il y a différents degrés d'actions communes. Le premier degré d'action commune étant une action commune comme... réserver de l'espace, négocier de l'espace, diffuser de l'information au nom des cinq organisations à l'époque et avec les cinq numéros de compte différents. Il y a une économie qui est réalisée. Et puis parallèlement à ça si on voit que c'est une crise majeure, il y a des négociations qui sont menées avec le ministère des finances pour pouvoir utiliser le numéro de compte commun parce qu'il faut à chaque fois un arrêté. Et une fois qu'on l'a, on peut communiquer autour du numéro 12-12 et à partir de là c'est une réaction commune qui est débloquée. Ça c'est au niveau de la première alerte et du lancement du consortium autour d'une urgence. Maintenant au sein du consortium il y a toute une série de structures, ok on a changé depuis lors, avec un comité de crises, un comité de communication par exemple, où on se répartit les tâches entre ceux qui vont plutôt faire le contact presse rédactionnel, ceux qui vont plutôt faire la réservation de l'espace gratuit, ceux qui vont plutôt faire des actions menées avec les entreprises, les communes, les villes, etc., ceux qui vont s'occuper plus des aspects juridiques et ceux qui vont s'occuper plus des aspects gestion de la base de données et gestion des dons. Donc il y a vraiment des spécialités qui se sont développées au cours du temps et qui fonctionnent très bien. Donc il y a à la fois des réunions par secteur, par exemple une réunion communications qui peut avoir lieu tous les jours ou tous les deux jours en fonction de l'intensité de la crise et de la réaction des médias, et les autres groupes se réunissent aussi ; et il y a les réunions plénières, ça en général c'est une fois par semaine.

L. F : *Et au niveau des fonds, est-ce que vous récoltez vraiment beaucoup plus s'il y a le consortium ?*

P. M : Comme maintenant dès qu'il y a une crise majeure on travaille avec le consortium ce n'est pas facile de comparer. Mais c'est certain que oui à partir du moment où c'est une crise majeure, qu'il y a une grande visibilité du 12-12, et qu'il y a des moyens communs qui sont mis ensemble, c'est beaucoup plus intéressant et on peut récolter beaucoup plus.

L. F. : *Et ce n'est pas difficile de se coordonner avec les quatre autres ?*

P. M. : Non parce qu'on a des réflexes. Il peut y avoir une crise qui démarre demain, on va redémarrer, tout se met vraiment en place en quelques heures, donc non ce n'est pas difficile. Maintenant il y a eu le changement, le transfert de responsabilité l'année dernière etc. Il y a un petit rodage à refaire mais ça démarre très vite. Non franchement il n'y a pas d'aspect négatif si ce n'est comme je disais la perte de visibilité.

L. F. : *Alors, pourquoi est-ce qu'UNICEF, qui est une organisation des Nations Unies...*

P. M. : Non, UNICEF, le fonds des Nations Unies pour l'Enfance, agence des Nations Unies, est une agence des Nations Unies. UNICEF Belgique est une ONG belge donc je ne suis pas fonctionnaire de UNICEF, je suis employé de l'ONG UNICEF Belgique. Plus spécifiquement nous sommes un fonds d'utilité publique. Et UNICEF Belgique représente UNICEF auprès des autorités belges et du public belge.

L. F. : *Ok. Comment UNICEF Belgique fait-elle pour se coordonner avec les autres organisations d'UNICEF ? Donc UNICEF France, UNICEF Canada, ...*

P. M. : En fait ça se fait moins avec UNICEF France etc. que UNICEF International. On est en contact quotidien et permanent avec UNICEF International pour tous nos secteurs d'activités, le plaidoyer, la communication, de l'information, etc. Donc c'est-à-dire que par exemple toute à l'heure pour le Népal j'organisais des interviews de personnes d'UNICEF International qui sont actuellement au Népal et qui ont pu réagir directement tout de suite à chaud après le tremblement de terre. Donc ça c'est vraiment un contact permanent, tous les jours, dans cette dimension-là. Pour certaines choses comme des visites de personnes du terrain etc., il arrive qu'on travaille avec les autres comités nationaux mais ce n'est pas très développé. Par contre il y a une coordination permanente, par exemple il y a une directrice d'ici qui est en réunion avec tous les comités nationaux et UNICEF International pour échanger les perspectives, des plans, des plans d'action, etc. Et c'est fantastique pour le travail de presse et d'information, c'est-à-dire que n'importe quel journaliste qui s'adresse, qui demande des informations sur n'importe quel pays, je peux lui trouver des personnes ressources très rapidement et les mettre en contact. Donc c'est un potentiel humain et un potentiel de savoir qui est vraiment énorme. Et que n'ont pas nécessairement les autres membres du consortium. Handicap, Plan, etc. ils sont présents dans un nombre plus limité de pays.

L. F. : *Alors, pensez-vous qu'Haïti est toujours en crise aujourd'hui ?*

P. M. : Oui. C'est-à-dire que du point de vue humanitaire on est passé de la crise au développement mais c'est vrai que ça reste un des pays les plus pauvres de l'hémisphère Nord, ça reste un pays qui est fragile politiquement et ça reste un pays avec les indicateurs de base en ce qui concerne les enfants parmi les plus mauvais de l'Amérique et peut-être même du monde. Donc le pays est toujours en crise. Maintenant la crise est moins le fait du tremblement de terre que de la situation intrinsèque du pays, de la pauvreté, de la justice, de la crise politique. Et ça reste un pays en crise et ça va probablement le rester.

L. F. : *Et UNICEF International est toujours sur place ?*

P. M. : Oui, UNICEF est en Haïti depuis les années 50 je crois et oui c'est un bureau permanent. C'est une équipe en permanence sur place. Quand il y a une crise, on renforce ces équipes-là de manière temporaire avec des experts en eau, en logistique, etc. mais après ils repartent.

L. F. : *Alors. Est-ce que la population haïtienne participe aux projets de UNICEF International ?*

P. M. : Oui et c'est fondamental. A la fois dans l'aide d'urgence mais dans toutes les questions de développement il y a les principes de Paris. On voit que fondamentalement il n'est pas question pour un organisme d'arriver avec ses solutions, les imposer, et repartir après. Ce n'est pas du tout comme ça que ça fonctionne, même pas dans l'aide d'urgence. Ce qu'il faut c'est vraiment, et c'est le rôle fondamental de l'UNICEF, c'est renforcer les capacités locales.

L. F. : *Et comment vous faites ?*

P. M. : ça se fait à tous les niveaux. Donc notre premier partenaire c'est le gouvernement du pays, donc on est là pour faire de l'expertise, des formations, apporter une aide matérielle, réfléchir à la programmation, etc. On aide le gouvernement à organiser son travail, à prendre ses responsabilités envers les enfants, donc ça c'est de l'expertise. D'autre part, un des problèmes quand on envoie des journalistes sur place quand on organise un reportage, c'est qu'on n'est pas toujours sûr qu'ils vont voir UNICEF sur le terrain. Ils vont arriver dans des villages où il y a de l'eau potable, où l'école fonctionne, etc, mais l'essentiel du travail est réalisé par des ONG locales car on est en renfort des capacités ; donc on essaye de voir ce qui marche dans le pays, ce qui peut être élargi à une plus grande échelle, donc on étudie on fait des projets pilotes et puis on le passe au gouvernement avec des financements banque mondiale etc. pour en faire le modèle choisi par le pays lui-même. Donc tout ça est porté par le pays. Autre chose aussi c'est que 90% du personnel de l'UNICEF dans les bureaux de terrain est du personnel local. 10-15% sont des expatriés donc si on veut travailler sur l'éducation, l'eau potable, les aspects culturels car il y a des freins qui sont culturels, on ne peut pas venir de l'extérieur en disant qu'on va résoudre ça en une année ou une génération, il faut connaître la culture, il faut être intégré dans la culture, il faut diffuser les bons messages au bon moment. Il faut être imprégné et intégré dans la société. Et ça c'est une force de l'UNICEF par rapport à d'autres agences de l'ONU. C'est vraiment sa présence sur le terrain auprès des enfants. Pour les expatriés, il y a une rotation obligatoire. Ils ne restent pas 15 ans dans le même pays. Après 3-5 ans il va devoir changer de pays et ça c'est très intéressant. Ça fait un brassage d'idées aussi. Il aura peut-être vu en Mozambique des idées qui peuvent être appliquées en Chine etc., tester avec les communautés locales, etc. Mais l'essentiel du travail se fait avec la communauté locale. En Haïti, je vous en ai parlé toute à l'heure, au lendemain du tremblement de terre, pour faire le repérage et l'évaluation des dégâts dans les écoles on a travaillé avec les scouts. On leur a donné des GPS et ils ont fait une cartographie à partir des GPS. Ça nous a fait gagner un temps fou et c'est les impliquer dans le programme lui-même, ils se le sont approprié aussi et ça a relancé la dynamique de participation.

L. F. : *Oui c'est intéressant. Et alors... de votre point de vue, quel est vraiment le plus urgent à faire en Haïti ?*

P. M. : Il y a tout à faire encore en Haïti. Je crois qu'on ne peut plus vraiment parler d'urgence. On est dans un processus de développement. Au niveau du développement il faut travailler sur toutes les dimensions qui encadrent l'enfant parce que notre raison d'être ce sont les enfants. C'est aussi lié à l'hygiène, à la lutte contre le travail des enfants, à l'éducation, à la santé maternelle et infantile, etc. Il faut avancer sur tous ces points dans une dynamique de reprise, de développement. Donc il n'y a pas un point en ce qui concerne UNICEF qui est le plus important. S'il devait y en avoir, ça serait ceux qui assurent le premier droit à l'enfant qui est le droit à la survie. Et à partir de là avancer sur tous les secteurs autour de l'enfance.

L. F. : *Et, dernière question... Je me demandais si l'adhésion d'UNICEF Belgique au consortium n'avait pas « dérangé », n'avait pas déplu aux autres délégations d'UNICEF ? Parce qu'UNICEF Belgique a récolté plus de fonds, etc...*

P. M. : Non parce que les autres délégations UNICEF sont aussi dans d'autres consortiums à l'étranger. On n'est pas concurrent entre nous. Et on est autonome.

f) Entretien avec A.D. (Département projets internationaux, UNICEF)

Interview d'A.D. par Laura Ferrara

Lieu : Bureaux de UNICEF – Boulevard de l'Impératrice, 66, Bruxelles

Date : Le 27 mai 2015

Durée : 1h50.

Laura Ferrara : *Tout d'abord, est-ce que vous pourriez me parler de votre rôle au sein d'UNICEF et aussi lors du tremblement de terre ?*

A.D. : *Ma fonction c'est que [phrase compromettant l'anonymat de la personne interviewée].*

L.F. : *Et vous parlez du « bureau de terrain », en fait ça c'est au niveau international le bureau de terrain ?*

A. D. : Oui, oui. En fait dans les pays les plus riches, les bureaux d'UNICEF ce sont des bureaux qui font quasiment pas d'activités auprès des enfants pour améliorer la situation des enfants, mais qui se sont spécialisés dans tout ce qui est informations et communications, sensibilisation et récolte de fonds. Mais principalement la récolte de fonds, l'information et communication aussi à travers des activités dans des écoles, des activités auprès des dirigeants politiques, pour la situation des enfants en Belgique et dans le monde. Et c'est la même chose pour tous les pays. C'est-à-dire qu'on ne va jamais s'intéresser... on ne pourra jamais être directement les acteurs d'un programme dans un autre pays, que ce soit le bureau du Congo ou le bureau de la Belgique. Par contre c'est vrai que le bureau du Congo ou le bureau d'Haïti sont plus spécialisés dans des actions pour améliorer la situation des enfants en Haïti. Par contre on a des bureaux de terrain, des bureaux de pays (country office), comme l'Argentine, où il va être beaucoup plus similaire à nous parce que la capacité de mise en œuvre de services par le gouvernement et par les acteurs de la société civile argentine, ils sont là ils sont en place donc UNICEF

va avoir un rôle comme ici, un rôle de plaider, un rôle de mettre les acteurs ensemble, d'échanges d'informations, d'expertise sur l'enfance, de faire circuler cette expertise, de faire des études, de regarder la situation, mais pas être au côté des enfants ou des associations qui font le travail. Par contre dans un bureau comme du Congo, on va être beaucoup aux côtés du gouvernement et des associations pour essayer de faire que le travail se passe bien. En Haïti c'est exactement la même chose. En Haïti, c'est toujours la même chose, en fonction de la capacité opérationnelle du gouvernement et de la société civile, UNICEF va être plus ou moins dans l'opérationnel. Mais c'est en aucun cas une équipe d'UNICEF Belgique qui va aller sur place. Par contre, dans l'équipe d'UNICEF en Haïti, au début c'était une relativement petite équipe, moi j'avais eu la chance d'aller en Haïti en 2006, et on avait une équipe qui était assez petite, malgré l'ampleur des besoins, parce qu'il n'y avait pas beaucoup d'autres financements qui venaient. Cette équipe était présente depuis des années et faisait un travail important avec le gouvernement et les organisations pour essayer de faire face aux besoins des enfants dans des secteurs qui sont nos priorités, un peu partout dans le pays. Donc on travaillait déjà dans la santé, dans l'éducation, dans la protection des enfants. Il y avait toute une série d'actions déjà là, avec une équipe qui travaillait avec des moyens d'actions limités. Donc une équipe qui était de 40 personnes maximum, avec quelques internationaux qui venaient de partout dans le monde. Donc ce n'est pas parce qu'UNICEF Belgique n'est pas là qu'il n'y a pas de belges sur place dans l'équipe d'UNICEF international. Et donc ce travail se fait sur place avec des gens compétents, avec des experts nationaux et internationaux, qui sont dans nos bureaux et qui font le travail avec les associations et le gouvernement.

L.F. : *Ah oui. Et donc au niveau de la récolte de fonds... Enfin vous avez récolté des fonds pour Haïti. Comment est-ce que vous allouez ces fonds-là ? Ca soutient aussi certains projets qui sont menés en Haïti, et donc je me demandais comment ces fonds-là étaient alloués. Est-ce que c'est par UNICEF International ?*

A.D. : Comment ça se décide ?

L.F. : Oui.

A.D. : C'est un peu comme tous les projets surtout dans l'urgence. L'organisation évolue et se préoccupe beaucoup d'avoir une efficacité des fonds, de l'argent. Plus les conditions du donateur sont restrictives, plus c'est difficile de gérer. En plus on a des frais administratifs et des frais de gestion parce qu'il faut assurer le suivi sur toute la chaîne, et donc c'est quelque chose qui demande un temps et des systèmes de monitoring spécifiques à cela, qui doivent être mis en place et qui doivent être développés, et qui existent, mais on essaye dans la mesure du possible, qu'ils soient utilisés pour des budgets assez considérables ou importants pour ne pas perdre trop de temps pour des budgets assez petits. Par exemple si on dit très petit, pour 10 000 euros, on ne va pas faire un suivi d'un projet spécifique et on ne va pas dire « ah oui vos 10 000 euros, on va savoir exactement où ils ont été dépensés directement ». Enfin on sait toujours où ils ont été dépensés, mais on ne va pas pouvoir dire spécifiquement c'est cet argent-là. Les 10 000 euros on ne va pas pouvoir leur mettre un petit signe en disant « ah ces 10 000 euros là c'est

les 10000 euros de Madame Laura ». Donc par souci d'efficacité des fonds, UNICEF a décidé de travailler avec un plan d'action. Le plan d'action... on demande aux gens de nous soutenir pour notre plan d'action. Donc c'est ce qu'on appelle du pool funding. Ça veut dire qu'il y a plein de donateurs différents, il y a l'argent de la Belgique, de la France, du Canada, du Japon, ... et on met ça dans un financement qui est le financement pour l'urgence. Donc c'est avec cet argent-là qu'on va faire les activités.

L.F. : Et donc c'est au niveau global alors ?

A. D. : Oui. Donc ce qu'UNICEF Belgique décide, c'est que pour l'efficacité des fonds, UNICEF Belgique d'urgence va toujours soutenir le plan d'action d'UNICEF de manière générale. Et UNICEF fait un rapport assez détaillé avec tous ces gens qui ont été d'accord de mettre l'argent dans un pool funding. Donc on a un numéro de financement, ça c'est UNICEF International qui donne le numéro, et tout le monde contribue à ce numéro, et donc on a un rapport pour tous les donateurs de ce financement. Et donc c'est selon les priorités du plan d'action de l'UNICEF. Maintenant en plus de ça, on a des grands donateurs qui malheureusement ne veulent pas aller dans le pool funding parce qu'ils veulent savoir exactement, globalement beaucoup de gouvernement, et c'est des budgets... On va dire qu'en-dessous d'un million, c'est presque obligatoire d'être dans le pool funding, mais quand on commence à parler de deux millions, 3 millions, on va dire : dans le plan d'action, on va extraire une partie du plan d'action, et on va dire : cette partie du plan d'action-là, par exemple la mise en place d'écoles temporaires, comme on l'a fait en Haïti, c'était 200 écoles temporaires, on a distribué 1500 tentes puis on a transformé 200 de ces tentes en écoles semi-temporaires puis on encore construit des écoles avec l'argent du gouvernement belge sur le terrain, on a construit 12 écoles dans les zones rurales très reculées. Ça c'était le processus pour montrer quel serait le modèle de construction en dur, mais il fallait passer par toutes ces étapes-là. Donc on a des donateurs qui disent... qui veulent par exemple soutenir uniquement la construction d'écoles en dur.

L.F. : *Et alors qui coordonne cette action-là sur place du coup ? c'est UNICEF Haïti ?*

A. D. : Oui c'est UNICEF Haïti. Et nous on a les reporting éventuellement, on a partagé les informations, et donc le rapport qu'on reçoit du pool funding, ça tous les donateurs qui ont participé le reçoivent. A ce moment-là, pour que le donateur belge puisse y avoir accès, c'est nous qui recevons ce rapport et on le dispatche auprès du grand public. Donc qu'est-ce qu'on va faire on va le retravailler, on va mettre toute l'info sur notre site, pour que le donateur qui a donné 20 euros il ait aussi accès à cette information, et on va expliquer ce qu'on a fait. Mais comme un résumé ne peut jamais être exhaustif, on a un rapport qui est de 200 pages, qui lui-même n'est pas tout à fait exhaustif parce que c'est impossible de raconter en détail tout. Nous de ça, on va le résumer pour expliquer aux donateurs grand public et on va prendre des exemples. Par exemple, si quelqu'un a donné 20 euros, dans les activités qui ont été réalisées, on va lui dire : 20 euros c'est équivalent plus ou moins à, dans ce qu'on a fait, donner de l'eau potable pendant 2 mois à quelqu'un. Ou donner des jouets pour une classe pour 10 élèves. Donc on va essayer de donner des exemples pour que les gens se rendent compte, dans ce grand fonds, ce qu'eux ont pu faire. Mais

pour l'efficacité des fonds c'est UNICEF Haïti, qui va gérer l'argent qu'ils ont reçu dans ce pool funding et qui vont faire des actions. Et tout le plan d'action ça forme toutes les actions qui ont été faites en Haïti, coordonnées par UNICEF Haïti.

L.F : *Et donc c'est quand même UNICEF International qui décide des projets qu'UNICEF Haïti va mettre en place ?*

A. D : Bien sûr. Donc le plan d'action c'est UNICEF International donc c'est... UNICEF Haïti, en fonction des besoins avec le gouvernement haïtien, on est une organisation des nations unies qui travaille avec le gouvernement. Donc c'est UNICEF Haïti qui va dire en fonction de son assessment, de son analyse de la situation, qu'il essaye de faire de manière conjointe et qui va dire ben voilà, UNICEF on pense qu'il faut faire ça, tout ça se construit avec des décisions mais en urgence évidemment ça va très vite. Mais ça va dans toute la logique de travail avec le gouvernement. Ça va quand même assez vite, malgré tous les acteurs qui sont... Bon il y a des gens qui vont dire que ça ne va pas assez vite, mais bon ça dépend de ce qu'on veut et tout est complémentaire. Une ONG très locale va pouvoir décider toute seule et tant mieux elle va pouvoir avancer, mais elle va avoir un impact au niveau d'un village parce que ça c'est son école dans le village X. Mais si on veut qu'on ait une vision globale comme le gouvernement doit avoir et pouvoir prendre les décisions, ça prend un peu plus de temps mais c'est important que ça se parle. Et ça c'est tout le phénomène des clusters dont on vous a déjà parlé et même si on n'est pas membre des clusters c'est important que cette info revienne pour avoir une vue générale de tout ce qui va se faire. Parce que ça c'est le plan d'action d'UNICEF mais chaque organisation a son plan d'action avec le gouvernement.

L.F : *Et ça n'a pas été trop compliqué de se coordonner avec le gouvernement haïtien étant donné la situation politique ?*

A. D : Alors moi j'ai eu beaucoup de contacts vu que c'est ma fonction. Mais avec les gens du bureau de terrain, non. Ce qui a été très compliqué oui c'est... Donc la personne qui était la responsable du bureau de terrain après le tremblement de terre, elle était en République Dominicaine. C'est une Belge. En fait elle était en République Dominicaine comme responsable du bureau de la République Dominicaine. Très vite, les gens du bureau de terrain étaient assez touchés, comme toutes les structures, parce que c'est la capitale qui a été touchée et on avait décidé de renforcer les équipes sur place parce qu'il a fallu entre 24 et 48h pour débloquer la porte du stock d'UNICEF. Donc UNICEF a toujours des stocks et un plan d'urgence dans pays comme Haïti certainement parce que les ouragans on en connaissait ; tremblement de terre ce n'était pas vraiment la première menace à laquelle on pensait quand on était dans le plan d'urgence. Donc des stocks pour pouvoir réagir rapidement, l'équipe qui est sur place formée aussi à réagir rapidement. On a un plan d'action toujours de préparation à l'urgence qui est prêt, chacun sait ce qu'il doit faire et avec qui on doit parler. Mais le problème, c'est que notre stock... 48h pour débloquer la porte, parce que le tremblement de terre n'avait pas détruit le stock mais la porte était bloquée. Le bureau détruit en grande partie, des familles, des employés, tout le monde complètement touché, les Nations Unies avec la force d'intervention des Nations Unies très fortement

touchée aussi. Donc tout ça, évidemment... Le gouvernement, 16 ministères sur 19, détruits. Et donc la représentante de l'UNICEF qui était en République Dominicaine est venue vite donner un coup de main, elle a fait le trajet et elle nous a raconté : « Nous on essayait de trouver les gens des ministères, les personnes avec qui on avait des contacts pour les projets à long terme et qui étaient les personnes assignées pour l'urgence mais il y en avait certains qui étaient à l'étranger pour des conférences internationales, il y en avait qui étaient complètement détruits physiquement et psychologiquement au niveau de leur ministère, par exemple le ministère des affaires sociales (institut du bien-être social et familial), la directrice de cet institution était quelqu'un avec qui le contact existait mais tout son ministère était par terre. Donc oui les choses se sont faites mais de manière très chaotique. Mais se sont faites parce que les contacts existaient, parce que tout le monde se préoccupait de savoir ce qui était arrivé avec leurs projets, leur ministère, leur famille... tout le monde voulait faire quelque chose à tous les niveaux donc au niveau micro et au niveau macro. Donc le travail s'est fait, bien sûr c'est un contexte... enfin l'UNICEF a toujours, c'est dans notre mandat de travailler avec le gouvernement, c'est notre rôle d'amener le gouvernement donc parfois oui il y en avait qui n'étaient pas du tout préoccupée par des choses prioritaires en cas d'urgence ou étaient préoccupés mais leurs équipes n'étaient pas là, donc on a mis à disposition des assistants techniques à disposition pendant un certain temps, le temps que tout le monde se restructure. On a reconstruit des ministères, on a mis à disposition des bâtiments pour que très vite on puisse avoir un institut du bien-être familial et social qui puisse travailler, on a acheté des ordinateurs, ça fait partie du rôle de renforcer le gouvernement. Donc quand le gouvernement était absent... parce qu'Haïti est un Etat particulièrement fragile et faible au niveau de la présence. Donc voilà... Donc oui c'était difficile mais moi les échos que j'en ai eu de nos équipes sur le terrain c'est qu'elles ont toujours réussi à travailler avec eux, toujours réussi à faire avancer... c'est peut-être parce qu'on est habitué à ce que ça se passe comme ça parce qu'il faut... dans notre manière de travailler on veut que le gouvernement soit à nos côtés et on sait que ça prendra parfois du temps et donc parfois on a un peu brusqué les choses. Mais par exemple il y a quelque chose qui s'est fait assez vite, en 1 an, on a réussi à convaincre l'institut du bien-être social et familial qu'il fallait faire un recensement de tous les orphelinats, institutions pour enfants, abris, homes, parce qu'il y avait déjà un gros problème en Haïti avant, et qu'on devait profiter de l'opportunité si on peut parler comme ça de dire on a besoin que le gouvernement ait une vision claire de quelles sont les institutions qui prennent soin des enfants. Le gouvernement haïtien n'avait pas de vue de ça. Il n'avait pas de carte scolaire donc très vite aussi ce que la responsable a réussi à faire, a obtenu avec ses équipes c'est que le gouvernement accepte et soit partie prenante qu'on fasse un recensement avec les scouts haïtiens avec les GPS pour recenser où sont les écoles parce qu'il n'y avait pas de carte scolaire, on ne savait pas où étaient les écoles. Donc non seulement tout ce qui existait, ce qu'on savait, beaucoup avait été détruit ou était inaccessible mais en plus déjà il n'y avait pas grand-chose, il n'y avait pas données. Donc UNICEF a un bilan positif après un an, que les gens n'ont pas vu comme très positif ici, mais c'est que in fine on a eu un mapping de toute une série de questions pour lesquelles il fallait un mapping depuis longtemps, il fallait des données,

il fallait avancer pour outiller tous les acteurs et principalement le gouvernement de savoir c'est quoi la situation des enfants, c'est quoi... quand on parle de construction d'écoles, est-ce que c'est juste les associations qui viennent et qui vont définir l'endroit où il y a une politique du gouvernement qui va couvrir tout le pays et dire où il faudrait des écoles ? Le gouvernement était plutôt preneur de ça parce qu'il sentait bien, de par la relation historique du gouvernement haïtien avec UNICEF, et de par les défis qui lui tombaient dessus d'un coup et leur image, ils sentaient bien que c'était un moment critique donc ils étaient plutôt preneurs. Maintenant de là à dire qu'ils l'ont fait bien et qu'ils l'ont fait 100%... mais c'est notre rôle de les renforcer. Donc je pense que par la définition du travail, la relation est moins conflictuelle avec le gouvernement. Maintenant évidemment on utilise les outils de plaidoyer et les leviers qui font qu'un gouvernement va pouvoir bouger ou pas. Donc on va utiliser la question de la crédibilité, de la transparence, de l'accountability d'un politicien par rapport à une population. Ça c'est un levier fondamental parce que si on arrive à montrer que la population n'est pas contente et qu'il faut que les choses changent et bien ça va être un moteur beaucoup plus grand pour un gouvernement. Maintenant c'est un travail de longue haleine forcément il y a eu des problèmes et il y a toujours de problèmes et il y a des messages qui ne sont pas mis en place... c'est un plaidoyer de longues années. Moi je vois dans... c'est un métier... on ne peut pas croire que parce qu'il y a eu un tremblement de terre et énormément d'argent que tous les problèmes vont être solutionnés en 4 ou 5 ans.

L.F. : *Et bien justement par rapport aux problèmes etc. Est-ce que vos attentes par rapport à l'action d'UNICEF en Haïti ont été comblées ? Ou justement, quels problèmes... ?*

A. D. : Oui énormément. Quand on voit avant le tremblement de terre, 1 enfant sur 2 n'allait pas à l'école primaire. 4 ans après le tremblement de terre 3 enfants sur 4 allaient à l'école. Donc on a mis 25% des enfants en plus à l'école. Et ça on n'aurait jamais pu le faire si on n'avait pas eu les fonds qui ont, que les gens ont accepté de débloquer (entreprises, les privés, les autorités, ...) parce qu'il y avait une catastrophe naturelle qui s'était passée. Et donc on a pu faire ce grand saut en avant qu'on n'arrivait pas à faire avant, pour lequel on demandait des financements et pour lequel on n'obtenait pas de financements. Donc on a pu faire ce grand saut. Même chose le mapping des institutions on a pu avoir une carte et on a pu fermer... je pense qu'il y avait je crois 600 institutions qui prenaient soin d'enfants. Dans les enfants on les a classés en rouge, orange et vert. Les rouges ont été fermées dans les deux mois après le constat, on n'aurait jamais pu faire cette étude et fermer ça sans l'argent qu'on avait pour le tremblement de terre. Je ne vais pas dire que nos attentes ont été comblées mais on a fait un grand saut en avant pour continuer le travail qu'on fait en Haïti depuis des dizaines d'années. Mais et puis on a dû faire face à un autre problème qui est le choléra et qui est un gros défi qui est apparu clairement... On peut se poser la question qu'il serait apparu avec les internationaux qui étaient là...

L.F. : Oui j'ai lu que c'était les casques bleus qui avaient...

A. D. : Ah oui et ça a été prouvé, ce n'est plus un secret. On le suspectait pendant longtemps avant de vraiment pouvoir être sûr... Mais forcément quand il y a un afflux de gens et qu'il y a des mouvements de population et qu'on a des conditions sanitaires qui sont catastrophiques, mais la situation

catastrophique sanitaire elle n'était pas liée au tremblement de terre uniquement, il y avait une personne sur 7 qui avait accès aux toilettes avant la catastrophe. Et à Port-au-Prince, beaucoup de gens qui avaient de meilleures conditions de vie dans les camps, même si c'était plein de petits camps partout et que c'était quand même très vulnérable, que dans leur propre maison parce qu'ils habitaient dans des quartiers très pauvres, des bidonvilles, dans des zones rurales, ... Donc on a eu un vrai défi. On a eu plusieurs défis mais ce défi du choléra ça a été un défi après le tremblement de terre. Un autre défi c'était comment... et UNICEF a essayé, on a... je pense que toute la communauté internationale humanitaire a reconnu qu'on a trop lentement décidé de sortir de Port-au-Prince. On était tellement tous affecté par la situation dans nos propres organisations, dans le gouvernement, dans la population, dans la ville, qu'on a travaillé très vite très fort sur Port-au-Prince et qu'il a fallu quelques mois pour qu'on se rende compte qu'il fallait s'occuper des zones en dehors de Port-au-Prince. Et qu'on devait faire attention, c'est une vieille leçon, heureusement on s'en est rendu compte... une des leçons c'est qu'il faut vraiment s'en rendre compte plus vite, c'est qu'on a parfois tendance, avec tout cet argent et cette aide humanitaire, à créer des conditions de vie dans un endroit qu'on aide qui sont tellement différentes que le voisin, pas immédiat, mais quand même pas si loin, vit, qu'il faut faire attention à un équilibre et que le travail a une répercussion sur l'ensemble du pays. Par exemple, le mapping des écoles, des centres d'accueil, les bailleurs de fonds voulaient absolument que ça soit fait sur Port-au-Prince, les zones touchées sur le tremblement de terre, on a fait un énorme plaidoyer, on a bloqué avec le gouvernement et les agences des nations unies en disant : « Non ! ça va être sur tout le pays. On a besoin de savoir ce qui se passe, les écoles dans tout le pays et tout ça ». Parce qu'on va avoir un mapping des écoles de Port-au-Prince qui sont peut-être en effet, on va avoir les plus mauvaises écoles de Port au Prince mais qui sont peut-être encore meilleurs que des écoles rurales et en effet. On a trouvé dans le mapping des conditions d'enseignement, des conditions des institutions qui prenaient soin d'enfants qui étaient vraiment catastrophiques, tout aussi catastrophiques que les catastrophiques de Port-au-Prince, mais certainement beaucoup plus catastrophiques que des moyennement catastrophiques de Port-au-Prince. Donc satisfaits oui, je pense que ça a été une réelle, ce qu'on dit le « building back better », pour moi Haïti et pour UNICEF c'est clairement un des programme où on a pu mettre en œuvre un *building back better*. Maintenant on a un gros problème : c'est que plus personne ne soutient Haïti. La responsable de la communication d'UNICEF Haïti est passée récemment à Bruxelles, on a voulu mobiliser des gens pour leur faire un *reporting* et leur dire « voilà on a encore besoin de soutien, les entreprises, les donateurs privés... ». Et la réaction c'est : « On a déjà donné maintenant c'est bon. Non vous avez quand même refait ce qu'il fallait maintenant en Haïti, ça va en Haïti. ». Et c'est presque « Quoi ?! Ça ne va pas en Haïti ?! », c'est presque comme si on n'avait pas utilisé l'argent correctement. Donc non tout n'est pas fini en Haïti et on a le besoin maintenant pour cette année 2015-2016, de garantir qu'on est une année sans cas de choléra, pour ne plus avoir une épidémie et de faire en sorte que les centres de santé à tous les niveaux soient capables de détecter un cas de choléra et le soigner sans que ça ne devienne une épidémie. Parce qu'il ne faut pas être utopiste, on n'aura pas... Haïti ne va pas être

débarrassé du choléra si vite, par contre on espère qu'il y ait une certaine période sans épidémie. Bon on est en voie de, on en n'entend plus parler maintenant, je ne suis plus directement Haïti parce que malheureusement on ne soutient plus financièrement Haïti dans mon boulot, maintenant je ne suis plus ça quotidiennement mais bon j'ai encore des contacts donc cette femme, la responsable qui dit « Mais c'est catastrophique il n'y a plus personne qui veut donner de l'argent ». J'ai les mêmes réponses et j'ai dû finir par lui dire « tu peux venir, ici on sera ravi d'avoir de l'information mais il n'y aura pas de financement possible donc est-ce que ça vaut la peine que tu viennes passer ton temps ici, il vaut peut-être mieux que tu trouves... ». Donc évidemment elle était très perplexe, choquée, déçue... en disant : « mais ce n'est pas possible on a fait un excellent travail et maintenant on va hypothéquer ce travail ». Allais « hypothéquer », non allais c'est vrai qu'il y a des acquis, il y a plein de choses qui sont là qui sont restées. Mais il y a des choses à faire et on risque de se retrouver avec dans 10 ans, quelqu'un, un étudiant, un journaliste, un donateur, qui va aller quelque part et va dire « allais c'est scandaleux l'argent du tremblement de terre maintenant regardez le bâtiment est en ruine ». Ben oui, si les autorités... parce que tout ça ça se construit donc les autorités ont lancés des mécanismes et c'est ça que UNICEF essaye vraiment de soutenir. On a beaucoup soutenu le mécanisme de créer un fonds pour l'éducation parce que le président, quand il a été élu, c'était un de ses grands chantiers c'était l'éducation en Haïti. Très bien. Mais il faut se donner les moyens ; comment se donner les moyens ? On a fait une analyse budgétaire, du budget du gouvernement d'Haïti, comment concrètement le gouvernement d'Haïti peut allouer des ressources à son système éducatif et peut contrôler les écoles privées. Parce que c'est ça son budget ce n'est pas seulement avoir des écoles publiques parce qu'il faut que les écoles publiques fonctionnent mais il faut aussi que les écoles privées ne soient pas des arnaques pour les populations, avec une fausse image, une fausse idée que ces enfants apprennent parce que ça c'est pire que tout. Alors il y a des écoles privées qui sont d'une excellente qualité, qui fonctionnent très très bien, avec des soutiens internationaux que ça soit pour un public privilégié mais même aussi des écoles privées pour des populations défavorisées avec un soutien et qui veillent à une qualité. Et puis il y a des gens dont c'est le business et qui s'en foutent complètement de la qualité éducative qu'ils vont mettre dans l'école. Donc on veut renforcer le rôle normatif et de contrôle de l'Etat qui dit « voilà on a un minimum de critères de qualité d'éducation par année ». Alors là on est loin... Et on le sait. On n'est pas à prétendre que juste après le tremblement de terre... Mais par contre le cadre est en train de se mettre en place. Avec des ONG internationales, avec des ONG Belges, avec des Universités, tout ça... Mais il faut des moyens pour ça et maintenant on n'a plus d'argent, on a épuisé la totalité des fonds de la générosité de l'urgence sur les 4-5 années.

L.F. : *Et du coup qu'est-ce qui va se passer vu que...*

A. D. : Et bien on fait les priorités, on fait la même chose on fait un plan d'action, et on voit les choses qu'on aimerait faire et puis on fait toujours deux colonnes : on fait ce qu'UNICEF, on a la chance d'avoir nos fonds propres (qui viennent de donateurs qui ne donnent pas de destination et ceux-là c'est les plus précieux c'est les donateurs qui comprennent le mieux les enjeux de la coopération et qui sont les plus

efficaces et les plus utiles. Même s'ils ne donnent que 10 euros sur un an, pour moi il faut les remercier je pense avec un tapis rouge, pour moi c'est les plus importants), et donc notre plan d'action on le fait sur 5 ans et pour chaque secteur on dit tout ce qu'on veut faire. Et on partage : On va faire A avec nos fonds propres et on va essayer de faire B avec l'argent qui viendra en plus (donc les ressources qu'on arrive à négocier en plus). Et donc il ne faut pas croire que les fonds propres vont payer uniquement les bureaux, les ordinateurs de l'organisation, bien sûr c'est un moyen de garantir le travail mais par exemple de faire le cadre normatif pour le système éducatif, pour l'éducation, il faut qu'on avance là-dedans, il y a des choses qu'on va pouvoir payer avec les fonds propres et d'autres non. Et donc qu'est-ce qui va se passer, nous on nous a dit, « ben le choléra ben on ne sait pas si on va... ». On estime qu'on doit garantir la formation de X milliers de staff de santé, pour ça il faut former des formateurs de formateurs du ministère de la santé. Mais voilà on va essayer d'en prendre un ou deux par département sur les fonds propres, mais voilà est-ce que ça va être suffisant pour avoir un impact, on espère que oui. Ou alors on se dit qu'on va mettre le paquet sur tel ou tel département ou on sait que c'est plus critique et on espère on croise les doigts pour qu'il n'y ait pas de cas et qu'il n'y ait personne dans les autres...mais c'est toujours un pari sur l'avenir. Ça c'est pour le choléra mais un autre chantier c'est mettre 100% des enfants à l'école. Si en 4 ans on est arrivé à mettre 25% en plus... Alors les derniers, on sait bien que plus on arrive vers les 100% plus c'est difficile, parce qu'on met les plus facile d'abord forcément, les gens qui sont déjà convaincus, qui ne sont pas trop loin d'une école mais avaient des difficultés, ...

L.F. : *Et comment est-ce que vous avez fait pour les convaincre ?*

A. D. : En Haïti, la demande est là. On a un pays qui a une tradition d'éducation donc la demande est là. Les parents sont prêts à tout y compris à ne pas voir leur enfant pendant des années pour les envoyer à l'école. Mais comme toujours il y avait des mauvaises personnes, des réseaux de trafic, qui ont profité de cette envie des parents d'envoyer leurs enfants à l'école pour leur dire « oui oui on va envoyer votre enfant à l'école, confiez-le nous », et c'est toujours via quelqu'un de connu, ils ne confient jamais à l'inconnu, et ça ça a été une grande surprise après le tremblement de terre, des parents qui ont cherché leur enfant et qui ne l'ont pas retrouvé là om ils pensaient qu'il était. En plus les communications n'étaient pas faciles... Puis ils ont découvert que quoi leur enfant avait été adopté par un Français par exemple. Alors qu'ils n'avaient jamais imaginé que leur enfant allait être adopté, ils ont juste voulu que leur enfant aille dans une ville où il y avait une école, ou dans un village où il y avait une école, ou bien dans la capitale. Et ils les confiaient à quelqu'un et ils n'imaginaient pas qu'ils étaient dans des institutions où ils étaient mal logés, où ils n'avaient pas des bonnes conditions de vie, ou bien qu'ils étaient devenus des petites bonnes d'une famille privilégiée qui en effet les laissait aller à l'école mais en échange de ça ils devaient faire tout le travail ménagé à la place de la famille. Et donc... pourquoi je parlais de ça ?

L.F. : Pour savoir comment vous avez fait pour convaincre...

A. D. : Ah oui. Et donc il n'y avait pas besoin de convaincre beaucoup les parents puisque la demande était là. Par contre il fallait offrir des espaces scolaires. Là on a non seulement créer ces deux cents écoles... Enfin d'abord la première phase c'était mettre des tentes dans les écoles qui avaient été détruites pour que les enfants qui étaient scolarisés retournent vite à l'école. Deuxième étape, enfin en parallèle plutôt, c'était mettre des tentes, dans les lieux où les enfants étaient réunis dans tous les camps, avec des éducateurs, des professeurs ou des gens de bonne volonté pour faire des activités éducatives, d'éveil des petits enfants et d'écoles primaires en disant il y a moyen de faire des choses et transformer cet espace de jeux en un espace d'apprentissage, en une école, donc former les encadreurs pour devenir un peu des professeurs avec un curriculum accéléré. Donc ça on l'a fait avec d'autres organisations belges qui sont très fortes là-dedans dans le curriculum accéléré, on a beaucoup soutenu ça. Essayer dans ces écoles temporaires de mettre des enfants qui n'étaient jamais allés à l'école ou qui avait déjà été à l'école mais n'étaient plus scolarisé, donc créer aussi des passerelles pour les adolescents parce que c'est difficile de les remettre sur un banc d'école à côté de toi et moi quand eux ils ont 10 ans de plus que nous parce que la manière d'apprendre est différente, les sujets d'intérêts sont différents, si on veut justement qu'on apprenne bien c'est sur base des sujets d'intérêts mis intéresser un enfant de 10 ans ou un enfant de 16 ans ce n'est pas la même chose. Donc on ne peut pas parler de la même chose avec la même dynamique. Faire aussi en sorte que le gouvernement reconnaisse ces curriculums accélérés et ça ce n'est pas encore fait parce qu'il y a des résistances de dire « est-ce que ces enfants auront vraiment le même niveau que les autres ? », nous on plaide vraiment pour que oui, qu'il y ait cette possibilité, tout en disant que « oui, ça c'est pour les enfants qui aujourd'hui sont trop âgés. Mais les enfants qui sont petits aujourd'hui il faut qu'ils rentrent à l'école. 100% de ces enfants doivent rentrer à l'école ». Donc ceux pour qui c'est trop tard, c'est trop tard il faut faire quelque chose, mais il ne faudrait pas que les enfants qui sont petits maintenant suivent le même parcours que ceux-là donc il faut garantir que tous ces enfants-là rentrent à l'école sinon on va continuer le programme accéléré temporaire il va devenir définitif et ça on comprend que le gouvernement ne soit pas d'accord. Il faut arriver à avoir un curriculum complet. Et alors oui les barrières financières, beaucoup de choses, de créer des stratégies pour que les jeunes aient accès à du travail, qu'ils puissent se payer éventuellement les études, ou les formations professionnelles pour que ceux-là aient un futur parce que l'équipe a toujours dit que Haïti est un pays jeune avec des jeunes qui après le tremblement de terre voulaient vraiment reconstruire leur pays, donc donner des moyens aux jeunes d'être actifs dans des entreprises, dans des formations, d'avoir de l'argent directement aussi, donc le *cash for work*, on a plaidé auprès de toutes les entreprises et de tous les ministères pour qu'on engage de préférence des jeunes même s'ils n'avaient pas de formation en disant : « Là vous avez une force de gens qui ont envie de construire qui sont le futur du pays. Et si vous ne faites pas quelque chose avec eux vous allez avoir une révolution ». Alors ce n'était pas dit comme ça et ce n'était pas fait comme ça mais il faut investir dans la jeunesse parce que c'est un enjeu de stabilité du pays et on l'a vu à port-au prince régulièrement, qui était dans la rue pour réclamer, pour dire il y a des problèmes, ce sont les jeunes et très bien. On a fait un forum des jeunes à

différents endroits du pays pour qu'ils reviennent un cercle éducatif et pour que le gouvernement entende les jeunes. Donc on a mis gouvernement et jeunes dans des forums et on a eu des contacts, nous je sais qu'on a eu la chance d'avoir des représentants de ces jeunes qui sont venus ici, des jeunes de 13-14 ans qui ont porté le message haïtien. Donc ça c'était nos moyens pour que les jeunes aient accès à l'école ou quand ils n'ont pas accès qu'ils aient accès à une formation mais ce n'est pas fini, on n'a pas solutionné le truc. Donc maintenant le défi ce sont les 25%... mais les parents... ce qu'on a constaté c'est que par tout ce processus d'implication des jeunes et des communautés, ça c'est une des choses qu'on a essayé de faire changer parce que la débrouille en Haïti a été tellement forte pendant de tellement longues années que le tissu social communautaire a aussi été mis à mal. Donc même s'il y a un esprit de solidarité énorme entre les gens, on l'a vu, mais parfois quand on était à Haïti on doutait que ça existait parce que voilà les gens n'hésitaient pas à trafiquer un enfant et l'envoyer en adoption alors que les parents voulaient de l'éducation pour leurs enfants. Enfin c'est une minorité mais ça existait des gens comme ça comme partout. Mais il n'y avait pas moyen de contrôler parce que c'était très facile. Mais on a réussi à mettre en place les bases pour mettre à l'école les 25% restant. Enfin on ne va pas faire en 4 ans les 25% restant. Il faut qu'on continue. Et on reconstruit aussi la confiance des communautés dans certains projets qui est dur on le voit. Pourquoi Haïti a fait couler tellement d'encre ? Dans l'aide humanitaire, pourquoi ?, « Où est l'argent ? », « On n'a rien vu »,... Je pense que c'est aussi parce que c'est une population qui a été tellement éprouvée oui par manque de services, un manque d'organisation de l'Etat, et ça c'est quelque chose qui... pour UNICEF, on a toujours travaillé avec le gouvernement, on avance, on avance mais évidemment, dans tous les pays, ici aussi quand on fait du plaidoyer, ça prend du temps, ce n'est pas facile de convaincre, d'avancer, de montrer les bonnes pratiques, de dire ce qui marcherait chez nous, personne n'a la baguette magique, si on avait la baguette magique, la solution... on ne l'a pas. Donc on construit ensemble et c'est important de construire avec le gouvernement. Et c'est de l'argent public le gouvernement donc il doit aussi avoir une responsabilité et nous on parle beaucoup de cette redevabilité. Je parlais du fonds de l'éducation qui a été créé donc il y avait deux moyens possibles de financer ce fonds pour l'éducation : un pourcentage sur tous les transferts d'argent qui arrivait de privés sur des comptes ou via des sociétés de transferts pour les populations haïtiennes donc la diaspora participait à ça. Parce qu'il faut bien se dire... Nous on dit « ben l'Etat n'a qu'à faire », mais quand on n'a pas non plus un système d'impôts qui fonctionne, d'où l'Etat retire ses ressources ? Comment il prélève l'impôt ? Et donc UNICEF s'est penché avec le gouvernement pour se demander d'où pourrait venir l'argent, qui soit une sorte de taxe pour les personnes mais une taxe possible pour les gens, qui ne mette pas les gens dans une vulnérabilité qui... alors on se torpille nous-mêmes. Alors deux mécanismes avaient été envisagés avec UNICEF qui fait vraiment l'architecture financière de l'état ensemble : un fonds via les transferts internationaux et une taxe sur les appels téléphoniques vers l'étranger aussi. En disant pas les appels nationaux, parce que les appels nationaux c'est tellement important que les gens puissent communiquer, que ça ne soit pas une charge trop grande peut-être il y en a qui peuvent payer d'autres qui ne peuvent pas payer, mais bon à priori si quelqu'un peut appeler à

l'étranger peut-être qu'il a la possibilité de payer une taxe. Et donc avec ça de créer un fonds du gouvernement haïtien qui serait exclusivement investi dans l'éducation.

L.F : *Et donc il a été créé quand ce fonds-là ?*

A. D : 2012-2013. Et je sais que la première année ça avait été intéressant les fonds qu'il avait rapporté et ils avaient pu investir dans beaucoup de choses. Donc c'est des choses qui ont été mises en place et qui doivent être testées. Puis on doit aussi vérifier que l'argent arrive là où il doit arriver. Donc on met aussi en place des mécanismes pour lutter contre la corruption. De là à dire qu'il n'y a pas de corruption...non. Mais on contrôle, on a des systèmes d'audit, on a des systèmes de travail avec les gouvernements qui permettent de suivre l'argent, mais aussi l'impact, parce que le plus important c'est qu'il y ait une action qui se soit créée sur le terrain. Si l'impact qui était souhaité a eu lieu mais qu'on constate après qu'il l'a été avec un montant moindre parce qu'il y a une partie qui est déviée, ce qui est intéressant c'est qu'on va pouvoir mettre la pression en disant : « Ben voilà on vous donne cet argent-là donc il va falloir doubler l'impact ». Et par cette pression là on peut essayer d'éviter des mauvaises utilisations de budgets. On est très attentif. Mais le risque zéro n'existe pas dans notre métier. Et aussi c'est un peu... ce sont des processus d'apprentissage pour tout le monde. Ce n'est pas dire « Les Haïtiens ce sont des enfants et il faut les amener à l'âge adulte parce qu'on est à l'âge adulte ». Non pas du tout. C'est dans une relation où on essaye de mettre en place des stratégies qui fonctionnent, on apprend, et on fait des erreurs, et des investissements qui auront été moins efficaces ou inefficaces... ben il fallait le faire pour le savoir donc une fois qu'on le sait il ne faut pas réinventer la roue, il faut que la connaissance circule, qu'on puisse avancer. Même dans notre organisation il faut veiller à ce que la connaissance circule et qu'on ne réinvente pas la roue. Qu'on adapte à des contextes, mais qu'on ne réinvente pas... mais ça c'est le risque de tout le monde, de réinventer la roue.

L.F : *Et vous avez un exemple de chose inefficace en Haïti ?*

A. D : Dans notre action, non je n'ai pas d'exemples comme ça qui me viennent en tête. Il y en a certainement mais heu... on a dû rectifier le tir vraiment parce qu'on voyait qu'il n'y avait pas un impact assez fort. Oui ce que je pourrais dire, c'est... ce n'était pas inefficace mais c'était inadéquat, on a vraiment mis l'accent sur l'hygiène, l'eau, et l'assainissement dans les camps et on a créé des structures où les gens, une des jeunes filles qu'on a rencontrée et qui faisait partie du forum des jeunes et qui est venue ici elle nous disait : « Moi je ne vais pas sortir de ce camp de sitôt ».

L.F : *Et est-ce qu'il n'y a pas même eu des mouvements migratoires qui venaient justement pour avoir l'aide... ?*

A. D : Oui oui bien sûr. Et ça c'est typiquement quelque chose, on l'avait déjà vu dans d'autres situations, dans d'autres pays, et je pense qu'heureusement on l'avait déjà vu dans d'autres pays et qu'en Haïti ok ça a été observé mais ça a été très vite stoppé. Donc ce n'est pas encore ça dans les campagnes, il y a encore beaucoup de défis. Mais je pense que dès qu'il y a eu certaines organisations et certaines instances qui ont tiré les sonnettes d'alarme et je pense que là chacun a sa place et son rôle et qu'il y a des organisations qui ont été plus à même de tirer les sonnettes d'alarme que nous, bien qu'UNICEF était

une des grosses organisations qui a réussi à tirer les sonnettes d'alarme. Le choléra c'est la même chose. Il y a toujours des équilibres entre différentes organisations. Et on a beaucoup... je me souviens à l'époque j'organisais plusieurs réunions avec la personne du terrain et MSF parce qu'il y avait des discussions sur « UNICEF ne réagit pas assez vite », ou MSF disait « On est les seuls », et UNICEF disait : « mais attendez, on travaille ensemble sur le terrain, on travaille avec vous ». Et donc ces débats, quand ils amènent à une discussion et qu'on avance c'est très utile et c'est important qu'il y en ait qui tirent des sonnettes d'alarme, que certaines tensions de vigilance se passent. Nous on disait : « Mais attendez, on demande à telle ou telle organisation de venir travailler dans telle ou telle zone » parce qu'on a identifié que là il n'y avait rien, et aucune organisation... moi je me souviens que la représentante d'Unicef Haïti est arrivée ici en disant aux ONG qui étaient autour de la table parce qu'on avait organisé une réunion avec une série d'ONG qui travaillaient sur Haïti en disant : « Mais pourquoi vous ne travaillez pas dans telle zone ? On a besoin. On a des budgets pour des partenaires qui vont aller travailler dans telle zone ! Est-ce que vous connaissez des partenariats haïtiens qui travaillent dans cette zone-là, svp ! On fait des appels et tout ça et il n'y a personne qui répond ». Et on a fait nous-mêmes certaines actions mais on veut s'appuyer sur la société civile, sur les associations parce qu'UNICEF travaille de cette manière-là. Oui ça c'était difficile d'attirer des acteurs dans... la décentralisation, le fait que tout le monde était concentré à Port-au-Prince et qu'UNICEF aurait pu être un plus, un moteur dans la décentralisation, plus vite. Après on l'a été, mais ça a pris un peu trop de temps. Mais bon c'est facile de dire ça après parce que tout le monde est le nez dans le guidon et voilà. On reste une somme d'êtres humains, que ce soit au niveau du gouvernement, des associations, d'une grande organisation, ...

L.F. : *Et vous parlez de fonds attribués aux associations, c'est les associations locales ou aussi autres ONG d'ici qui feraient des actions... ?*

A. D. : Les deux. Mais de préférence des associations locales pour justement toute la relation d'implication. Et s'il y a une association jumelée... enfin ce qu'il y a c'est que souvent ce sont des associations locales, mais qui sont en partenariat avec une association belge, française, etc. Et ça ce n'est pas du tout un problème, au contraire. S'il y a plusieurs programmes que cette association met en route avec différents partenariats, c'est très bien. On a aussi beaucoup collaboré avec les secteurs privés. Par exemple les modèles de construction d'écoles, on a essayé de rendre le secteur de la construction plus dynamique, pour tout ce qui est les appels publics parce que UNICEF en tant qu'organisme des Nations Unies, on ne peut pas choisir une entreprise n'importe comment. On est soumis un peu à la même règle des appels d'offre que le gouvernement belge ou haïtien. Et c'est très bien parce que c'est de l'argent public et il faut mettre en place des mécanismes pour qu'il n'y ait pas de corruption ou malversation. En fait on s'est rendu compte très vite que les sociétés qui étaient là c'était soit les grosses internationales et on trouvait que ça n'allait pas parce qu'on était dans une logique de reconstruction du pays donc on a fait en sorte que on ait une partie de nos moyens humains qui forment un peu certaines petites sociétés qui se créaient, qui voulaient travailler, à répondre à un appel d'offre, à mettre en œuvre les moyens

qu'il faut pour pouvoir gagner... On a besoin d'un tissu d'entreprises dans un pays justement pour donner du travail aux jeunes, pour que les parents aient un travail. Il faut qu'on soit réaliste, donc on a travaillé ensemble avec ces sociétés. Aussi avec d'autres sociétés, quand on a fait le conditionnement de kits, on a essayé d'avoir un équilibre entre les kits qui venaient déjà conditionnés de notre centrale d'achat, on a différentes centrales d'achats, et faire du conditionnement sur place. Par exemple les équipements dans les écoles, la distribution de matériel scolaire qui avait lieu, on a fait du cash for work avec des jeunes qui ont conditionné tous les kits et donc on faisait d'une pierre deux coups : on avait besoin de ces kits mais on donnait aussi l'opportunité de travailler à des jeunes à travers des sociétés qui se développaient. Mais oui c'est clair qu'il y a certainement, une des grandes questions c'est que... une capitale touchée à cette échelle là on n'avait jamais eu je pense parce que si on compare avec le tsunami, ce n'était pas le pouvoir central qui était touché. Là toutes les organisations ça posait des questions de savoir comment on s'organise, notre centre est touché. Et on n'avait imaginé... Je ne sais pas moi dans un pays où on sait qu'il y a un volcan à côté de la capitale et que la première menace d'urgence c'est le volcan, on va y réfléchir..

L.F : *Par rapport à UNICEF, qui est une organisation des Nations Unies, est-ce qu'il y a une différence dans la mise en place des projets par rapport à une ONG ? A part le fait que vous collaborez avec le gouvernement local.*

A. D : Oui. Dans l'urgence on est opérationnel directement donc là c'est faire approuver, on ne va jamais faire quelque chose qui n'est pas accordé ensemble. Par contre ce n'est pas parce que le gouvernement dit « on ne veut pas ça », qu'on ne va pas faire tout ce qu'il faut pour arriver à ce qu'ils nous disent oui pour finir, pour ça on va déployer une énergie folle. Il y a, ça c'est un peu l'aspect contraignant, mais l'aspect très facilitant de cette relation-là c'est qu'on a accès très vite à tout et qu'on a les autorisations pour travailler partout, et comme on est dans le pays et qu'on a un statut de collaboration avec le gouvernement, donc quand on est opérationnel directement, on est vraiment dans une logique d'opérations dans les endroits qu'on décide tout de suite, de manière très directe. Donc la distribution de matériel pour les populations, ça ça se négocie très vite et ça va très vite et on le fait en fonction des groupes cibles et des assesment, des études qu'on fait. Ça c'est des projets vraiment d'urgence urgence où on va faire la chose directement. Maintenant la manière de travailler quand on va travailler sur du plus long terme ou pour des actions spécifiques on va toujours essayer de trouver l'acteur le plus compétent et on va mettre tout ça ensemble en fait ça va pouvoir être une Université, une ONG, en fonction du sujet, de ce qu'il faut faire. Par exemple, le mapping, c'était les scouts qui avaient le plus grand réseau dans tout le pays, on les a équipés de GPS, et on a fait un accord avec les scouts pour qu'ils aient les moyens de faire ce travail-là avec le matériel qu'on a acheté. Aussi on travaille avec des ONG mais on a nos termes de référence. C'est nous définissons la stratégie. Alors évidemment on va se laisser influencer de la même manière que le gouvernement on l'influence ben nous aussi on va se laisser influencer, par des bonnes expériences, par des acteurs qui sont déjà présents et ont une technique de travail qui porte ses fruits. Donc dans les termes de référence si on sait que telle ou telle manière de

travailler fonctionne bien, ça va faire partie du terme de référence et certaines associations sont plus propices à pouvoir travailler dans ce terme de référence là que d'autres puisqu'elles auront déjà testé ou pas cette manière de travailler. Et donc à ce moment-là on fait un appel à projet des organisations pour travailler dans notre terme de référence qu'on a identifié comme une priorité et ces partenaires vont mettre en œuvre le projet avec notre contrôle et sont redevable d'apporter des résultats. Donc dans ce terme de référence, dans ces manières de travailler, il va y avoir des actions qui sont à mettre à l'échelle partout parce que c'est la méthodologie, on a testé, on sait que c'est bon, et puis il va y avoir des méthodologies pilotes où on dit « ben voilà on va essayer de tester », et là c'est un terme de références pour un pilote et on va un peu à la pêche aux bonnes expériences et on va peut-être financer 1,2 ou 10 pilotes parce qu'on veut tester quelque chose. On a, en effet, dans ce genre d'actions, ce n'est pas UNICEF qui implante directement ses activités, on va avoir un rôle de monitoring d'évaluation, de mettre ensemble les bonnes actions, les bonnes pratique, pour en faire une politique publique. Et une fois que c'est une politique publique, aider le gouvernement à la mettre en œuvre soit lui directement, soit avec des partenaires qui peuvent être à la limite les mêmes soit un mix des deux. Donc on pourrait imaginer, par exemple dans des pays comme le Brésil, UNICEF a fait un pilote à tester avec des associations, et puis in fine le gouvernement a dit « oui ça c'est la politique publique qu'on veut, c'est avec celle-là qu'on aura le plus d'impact pour les enfants. Mais nous on n'arrivera pas à le faire ». Alors il y a un contrat qui se fait directement entre le gouvernement et l'association pour faire le travail ensemble. Donc ça c'est un peu la spécificité, une différence entre une ONG et une agence qui travaille avec le gouvernement. C'est que notre objectif c'est vraiment de transformer ça en une politique publique. Et donc on va utiliser tout le panel de projets à disposition pour tester, prouver, montrer, vérifier, analyser, puis dire « Ok, c'est ça la politique publique », et faire un plaidoyer pour faire accepter et pour dire qu'il faut qu'il y ait des budgets. Et après on va continuer avec le gouvernement à suivre, à dire : « est-ce que c'est bien ? Est-ce que l'impact qu'on avait imaginé on l'a ou pas ? ». Maintenant en Haïti, cette politique de cadre normatif pour les écoles, ils ont la carte scolaire, ils savent où sont les écoles, maintenant il y a le premier cadre normatif qui a été approuvé il y a 2 ans qui était un standard de construction des écoles. Avant il n'y avait pas, pour les écoles publiques en tout cas. Les écoles publiques, il n'y avait pas un modèle de bâtiment ou plusieurs modèles de bâtiments avec des normes minimums. Par exemple, il faut qu'il y ait au moins une toilette pour 50 élèves, il faut un espace récréatif, il faut une classe avec des chaises et des tables, ...

L.F : *Ah oui... Et maintenant il y a des normes aussi en ce qui concerne tout ce qui est... enfin pour que ça résiste aux séismes et tout ça ?*

A. D : Tout à fait. Donc ça c'est dans le standard de construction, utiliser certains matériaux, certains joints pour que ça puisse bouger en cas de tremblement de terre... et qui est intéressant pour les ouragans aussi qui est quand même une menace encore plus récurrente pour Haïti donc ça c'est un des exemples concrets qui a été au niveau pilote. Avec l'argent du gouvernement belge, ils ont mis en œuvre ce plan et ce plan a peut-être subi quelques transformations parce qu'ils ont vu des problèmes et maintenant le

cadre normatif du building il est là. Donc de préférence maintenant toutes les écoles qui doivent être construites pour le gouvernement haïtien, dans le cadre public, doivent suivre ce modèle. La Banque Mondiale a aussi investi dans la construction de ces écoles. Aussi une autre chose c'est la mise en place d'un système de monitoring de l'état des écoles et de qu'est-ce qu'on fait s'il y a le toit d'une école qui s'envole. Il n'y avait pas de réflexion au sein du ministère de l'éducation pour ça : qui on contacte ?, comment on contacte ?, ... Donc oui ça c'est une des grosses différences des ONG c'est qu'à priori une ONG elle doit avoir l'autorisation de travailler dans le pays, elle est beaucoup moins côte à côte avec le gouvernement et on en a besoin aussi parce que comme j'ai dit une ONG elle a plus son indépendance, elle va pouvoir tester des choses qui à la limite pas sûres à 100%, pouvoir être plus innovante, et puis in fine on va peut-être voir que ça a été une stratégie intéressante parce qu'elle a porté ses fruits. La société civile, qu'elle soit nationale ou internationale, a un très grand rôle à jouer dans la coopération. Parce qu'elle peut aussi remettre en question certaines choses d'une autre manière ou alimenter les données, ... Donc il y a une complémentarité très importante. Et on a trop souvent tendance à le voir comme une compétition.

L.F. : Oui, oui c'est vrai. Ne serait-ce que par rapport aux bailleurs de fonds...

A. D. : Oui, alors c'est vrai que quand on parle d'avoir un budget auprès des bailleurs de fonds, on est un peu en compétition. Mais c'est vrai qu'une fois qu'on est sur le terrain, je pense que la plupart des associations savent qu'on est interdépendant et qu'il faut qu'on travaille ensemble. Et donc le fait de travailler avec un gouvernement donne certaines limites et donne certains accès. Et on pourrait dire la même chose pour une ONG ; il y a certaines limites et certains accès. On peut dire qu'UNICEF est plus dans l'interdépendance, et une ONG est plus dans l'autonomie. Mais on a besoin des deux pour avancer. En tout cas c'est ce qu'UNICEF considère. C'est grâce à une société nationale et internationale forte qu'on va pouvoir avancer et avoir un gouvernement qui va prendre des responsabilités. Et cette interdépendance est fondamentale et c'est notre rôle et on veut continuer à avoir ce rôle-là. Ce qui nous tient à cœur c'est que les projets micros deviennent des politiques nationales publiques.

L.F. : *Et heu... ça vous avez déjà plus ou moins répondu mais donc la population haïtienne participe fortement aux projets d'UNICEF ?*

A. D. : Oui. Mais c'est clair que notre contrepartie est le gouvernement. Mais on va tout le temps développer des outils pour que le gouvernement devienne de plus en plus ou soit en permanence dans la logique de rendre des comptes. Quand on promet dans un programme politique de faire certaines choses, et bien comment on va mesurer ça, comment la population va se rendre compte de ça, comment faire circuler l'information, donc oui les populations sont à la fois participantes mais à la fois on essaye de faire circuler l'information. Alors pas dans le sens « le gouvernement a bien fait ceci ou mal fait cela », pas non plus être dans l'outil de propagande d'un gouvernement ou dans l'outil de décrier, ça c'est le gouvernement qui va le faire. Mais de permettre... on a utilisé l'outil « rapide SMS » avec des téléphones mobiles. Donc c'est questionner une population, ou permettre à une population de questionner des services, à travers des sms. Donc par exemple on a outillé des jeunes, c'est par exemple

on va faire une campagne vaccination. On soutient le gouvernement pour que la campagne de vaccination se fasse dans tout le pays et on fait département par département et on va faire un monitoring en temps réel. On va envoyer un sms à tout ce réseau de gens qui ont été formés, impliqués, sensibilisés, qui sont des jeunes en général, on utilise beaucoup des réseaux de jeunes, et on va poser des questions. Par exemple : « savez-vous qu'il y a une campagne de vaccination dans votre département pour le moment ». Oui/non. S'il répond non, on va lui envoyer un autre message, s'il répond oui on va lui envoyer un autre message. Et de fil en aiguille, on va arriver à poser des questions, de dire « est-ce que les enfants de votre village ont été vaccinés ». Ah oui ? « contre quoi ? ». Et donc on finit par savoir si les vaccins sont arrivés. Nous on a fourni les vaccins au gouvernement à Port-au-Prince et bien on va, grâce à ce système, pouvoir discuter avec le gouvernement. Lui demander pourquoi, dans ce département-là, il y avait encore 80% des gens qui ne savaient pas qu'il y avait une campagne de vaccination à ce moment-là. Comment on a fait la campagne de sensibilisation ? Quels étaient les moyens (télé, radio, ...) ? Ou est-ce que ça a coincé ? Pas dire : « vous n'avez pas bien travaillé vous êtes mauvais ». Non. Dire « On va voir ensemble où ça a coincé ». C'est aussi pour dire « On vous a donné 5 millions de vaccins, et nous on nous dit que la vaccination n'a eu lieu que dans 30% des zones prévues. Vous avez utilisé combien de vaccins ? ». Bon on ne le dit pas comme ça mais voilà c'est une manière d'instaurer un dialogue pour que les choses évoluent et là la population est très importante. Aussi les travailleurs sociaux (infirmiers, assistant social, éducateur de rue, ...), qui sont des professionnels du secteur, sont très importants et on les invite aussi à participer aux plateformes d'échange et de discussion du secteur mais ça c'est plutôt à travers les associations. L'autre aspect c'est vraiment les gens. Une autre manière d'impliquer la population, dans tous les projets, que ce soit une école ou un centre de santé, c'est la gestion participative des structures publiques. Ça c'est le dernier aspect. En Haïti, on a mis en place les comités de gestion des parents des écoles. Là on a fait un boost en disant que tout le monde est très preneur de formations sur « comment gérer les désastres et les catastrophes, donc maintenant on va mettre ça en place aussi » donc « comment vous allez mieux gérer la catastrophe ? Avec les comités de parents ». Forcément la solution, le système D dans les 24 premières heures, ce n'est pas le ministère qui va le fournir. Mettre un carton pour que la fenêtre soit bouchée pour ne pas qu'on vienne voler tout le matériel, ça c'est le directeur avec ses parents et ses élèves... enfin comme partout quoi. Les premières heures c'est à eux de gérer. Donc il faut augmenter la résilience de la population et des services sociaux. Et ça c'est avec la population parce qu'on sait que la population a une capacité de résilience importante. Elle doit être utilisée mise à bien pour produire les effets souhaités, une vraie résilience communautaire. Donc dans ce sens-là les comités de gestion qui ont été mis en place sont très importants. Dès qu'on travaille avec une structure de santé (maternité, ...) ou une école ou tout ce qui est les systèmes juridiques (tribunaux, police, ...), oui les populations doivent être impliquées. Par exemple les polices, on a tout de suite formé la police à détecter les cas de trafic. Et on a fait un plaidoyer pour fermer les frontières. D'ailleurs beaucoup d'organisations nous en ont voulu. En disant, « nous on est responsable d'adoptions et les frontières ont été fermées... ». C'est la première mesure

qu'on va prendre et on a fait un plaidoyer pour que le gouvernement le fasse. Donc là avantage d'être en lien avec le gouvernement. Mais pourquoi on a fait ça ? C'est clair que dans un pays où il y avait déjà beaucoup de problèmes de réseaux de traites (adoption, travail, ...), il était fondamental de dire « attendez ce n'est pas qu'on ne va pas permettre l'adoption, c'est clair il y a des familles qui attendent et s'il y a un processus qui est en règle bien sûr il va continuer à avancer ». Donc les processus qui étaient déjà en cours ont été finalisés. Mais il fallait être vigilant. La représentante nous avait aussi raconté que si les parents meurent, les Haïtiens comptent sur leur gouvernement ou leurs amis pour au lieu de dire « je prends vos enfants et je les envoie à l'autre bout de la planète dans des familles inconnues », pour tout faire ce qui est en leur pouvoir pour retrouver leur famille (frères et sœurs des parents, que leurs enfants connaissent, leurs voisins, ou une famille haïtienne dans le village où ils habitent, ...), en allant du micro vers le plus macro et que le plus macro soit la dernière possibilité. Dans la mesure où les gens ne se retrouvaient pas et on ne savait pas où ils étaient, ça prend évidemment plus de temps. C'est pour ça qu'un processus d'adoption qui n'a pas commencé il est hors de question de le commencer là et un processus déjà en cours il va prendre un peu plus de temps pour faire toutes les vérifications. Le problème c'est aussi qu'il y avait plein de processus qui n'étaient pas dans les règles formelles. Les tribunaux et les polices c'était donc fondamentale qu'ils fassent respecter cette fermeture des frontières. Par contre les familles pouvaient évidemment sortir ensemble du pays pour aller chercher de l'aide ailleurs, avec des papiers en règle. Par contre un enfant qui sortait avec quelqu'un d'une traite pour aller travailler en République Dominicaine ou bien qui passait par un réseau pour aller en République Dominicaine puis repartait vers d'autres destinations. Il y a eu un avion américain qui a été stoppé par le gouvernement et UNICEF parce qu'ils avaient décidé d'emmener des enfants très rapidement après les tremblements de terre. Il n'y avait pas de raison d'accélérer les choses. Donc oui la participation de la population est très importante. Mais les projets UNICEF ne sont pas mis en œuvre par la population directement. Ça va être par des associations qui émanent de cette population. Mais évidemment on fait des consultations comme le forum des jeunes, etc. On fait ce genre processus participatif pour monter notre plan d'action. Ce qu'UNICEF a fait aussi, ce processus de consultation des données... UNICEF est responsable dans beaucoup de pays de faire avec le gouvernement... On a proposé notre expertise pour avoir des données. C'est tout un volet qu'on fait avec nos fonds propres. Et on fait une étude, une enquête. Ce n'est pas un recensement mais c'est l'équivalent d'une enquête. Donc on prend un échantillon de la population et on fait une enquête de démographie et de santé et on complète ça en alternance avec l'enquête « indicateurs multiples » donc on va visiter les ménages et on va voir s'il y a un point d'eau, une toilette, est-ce que les parents travaillent, est-ce qu'ils ont une vulnérabilité ethnique particulière dans un pays,... Donc ces données sont consolidées par le gouvernement et UNICEF et sont validées statistiquement par notre service de statistique à New-York. C'est vraiment une grosse machine statistique d'ailleurs je crois que beaucoup d'étudiants l'utilisent. C'est vraiment une des compétences de l'organisation, qu'on a mis à disposition de tous les Etats pour SAVOIR. Tant qu'on ne sait pas on ne peut pas construire notre plan d'action sur 5 ans. Les statistiques

sont disponibles pour tous les acteurs. Et on essaye que ces statistiques circulent au sein de la population du gouvernement. Parce que c'est intéressant pour le gouvernement aussi. Ça c'est vraiment quelque chose qui est dans l'ADN de notre organisation qui est une spécificité qui est aussi différent d'une ONG. C'est le volet vraiment informations statistiques, données, ...

De plus en plus les projets par approche participative communautaire... Donc la malnutrition chronique est un gros problème en Haïti. Par exemple pour ça on a toute une approche de gestion de la prise en charge de la malnutrition au niveau communautaire donc on demande beaucoup des relais, des personnes qui sont actives et on les forme pour qu'elles puissent jouer un rôle d'un leader, pour faire circuler la connaissance, dire « c'est important que tu mesures et pèses ton enfant », remarquer s'il y a un problème, ...

Donc ça c'est vraiment les trois aspects d'implication de la population : à travers les associations et les appels à projets, à travers le contrôle social et *reporting*, et à travers la connaissance de la situation, la consultation par enquête, ...

Mais on a vu que la population d'Haïti était une population très engagée, très résiliente, qui travaille ensemble. Il y a des pays où on a beaucoup plus de difficultés par exemple pour mobiliser les parents pour envoyer leurs enfants à l'école parce qu'eux sont dans une difficulté telle que leur enfant c'est une source de revenus aussi. Et donc la question ce n'est pas si ce sont des bons ou des mauvais parents, c'est la réalité de la vulnérabilité et les parents en Haïti ont un sens de sacrifice très important par rapport à leurs enfants. Le problème c'est qu'aussi c'est une population qui a été tellement... comment dire... Il y a un vide au niveau des services depuis tellement longtemps et on a l'habitude de mettre des sparadraps pour avoir des services, qu'il y a un mélange de résilience et à la fois de fatalisme en disant « de toute façon ça ça ne sert à rien, on ne verra rien du projet, on ne verra rien de l'argent, ... ». Ça c'est un travail perpétuel de l'UNICEF c'est que quand on va avancer avec un ministère, une communauté, un village, de ne pas faillir aux objectifs qu'on a dit, pour créer cette confiance. Et bien sûr comme toute organisation on a eu nos échecs. Par exemple simplement un échec lié au timing d'un financement. Il y a des financements qui doivent se faire sur plusieurs années donc il faut par exemple payer chaque année pendant 3 ans et on a eu le cas une année où finalement l'entreprise a changé d'avis et a dit que finalement ça ne serait que deux ans et UNICEF n'a pas pu terminer le projet. Du coup UNICEF n'est plus le bienvenu dans cette communauté. C'est dramatique. On ne peut pas se permettre ça. Mais des erreurs il y en aura toujours mais il faut qu'on les minimise au maximum. Et c'est vrai que c'est notre travail, on est responsable et c'est aussi notre travail, avec les fonds propres, de faire le plus grand impact possible. Et les donateurs et les bailleurs, comme c'est leur argent qui est investi dedans, ils estiment qu'ils ont besoin d'un certain nombre de détails. Et avec raison ! Mais jusqu'où on va dans le détail ? Moi je ne sais pas... En tout cas on doit être compétent dans son domaine, on doit faire notre travail, avec un impact, et en prenant en compte le contexte. Mon objectif, en tant qu'UNICEF, c'est d'avoir des politiques publiques qui fonctionnent et qui sont à large échelle. Donc forcément le prix à payer pour ça va être différent que pour faire une école dans une petite localité avec 150 bénévoles qui

font ça en plus de leur travail, avec du matériel qui n'est pas standardisé ou pas adaptés par rapport au contexte... Ce sont des choses qui paraissent évidentes, mais... Il y a des gens qui nous disent « on va vous donner du matériel pour aller dans vos projets », et bien non, non. Désolée parce que « non pas parce que vous n'êtes pas de bonne volonté, mais le matériel que vous allez pouvoir nous donner, il ne va pas être adapté ». Et que le coût qu'on va avoir pour l'envoyer sur place, le dispatcher, va être plus important que si on en achète un local ou qu'on en fait faire un par rapport au contexte du pays, au curriculum scolaire, etc. Donc on a l'impression que ce sont des choses qu'on dit tout le temps et que tout le monde connaît, mais quand on va vraiment dans le détail du projet, je pense que tous les acteurs, les petites et grandes ONG, tout le monde est confronté à cela. Voilà, je ne sais pas si vous avez d'autres questions...

L.F. : *Oui, dernière question. De votre point de vue, quel est vraiment le plus urgent à faire aujourd'hui en Haïti ?*

A. D. : Choléra, nutrition, éducation. Les trois. On en a déjà beaucoup parlé, mais UNICEF a identifié ces trois priorités-là. Evidemment dans ces trois choses-là, il y a eau et assainissement qui est un thème transversal.

L.F. : Et bien voilà c'est parfait. Merci beaucoup.

Entretiens réalisés en 2016

a) Entretien avec C. D. (Département communications - Caritas International)

Interview de C.D. par Laura Ferrara

Lieu : Bureaux de Caritas International, Bruxelles.

Date : 12 avril 2016

Durée : 1h42

Laura Ferrara : *Tout d'abord, est-ce que vous pourriez m'expliquer votre rôle au sein de Caritas International ?*

C.D. : Moi je m'appelle C. D., je travaille ici dans le département communications. *[phrase compromettant l'anonymat de la personne interviewée]*. Donc évidemment en tant qu'ONG, la communication est fort liée à tout ce qui est appels de fonds, parce que voilà on écrit, on a un magazine, mais c'est un magazine pour les donateurs et donc il y a de l'info générale mais c'est très axé sur les projets. Donc c'est aussi lié... *[phrase compromettant l'anonymat de la personne interviewée]*. De toute façon le magazine, aussi notre rapport annuel, voilà on a quand même des donateurs à l'arrière de notre tête pour le concept, pour visualiser, pour les photos et tout ça.

L.F. : *Et est-ce que vous avez un rôle au niveau du consortium 12-12 ?*

C.D. : Comme vous savez le 12-12 à cette époque-là, les membres du consortium ont chacun le rôle. Mais le 12-12 c'est en premier lieu de la com'. Ça veut dire que même si c'est le chef qui représente l'organisation, tout le monde au sein de la maison, ou dans le département, doit fournir de l'info ou un texte pour leur site. Il y a aussi un communiqué de presse pour le 12-12 mais c'est nous qui devons aussi fournir l'info, faire un petit texte que eux peuvent utiliser pour faire un global. A cette époque-là je travaillais déjà chez Caritas donc j'ai participé surtout point de vue presse, information, sur tous nos projets à nous.

L.F. : *Et actuellement vous avez toujours un rôle ? Vu que le fonctionnement du consortium a un peu changé ?*

C.D. : Oui ça a un peu changé mais voilà je crois que chacun a de toute façon... On essaye d'être plus, d'avoir une structure plus permanente. Dans ce sens-là, dans la structure permanente je ne joue pas un rôle c'est plutôt mon chef qui est dans des comités. Mais de toute façon quand il y a une crise le résultat reste le même c'est-à-dire que chacun, chaque organisation doit quand même collaborer avec celui qui est responsable. Nous, en premier lieu, en tant que Caritas International, on s'occupe surtout de la base de données. Mais voilà ça c'est notre responsabilité, mais de là... s'il y a un voyage de presse, un communiqué de presse, nous on doit leur donner de l'info, du matériel, ou des photos... ça reste un peu la même chose à ce niveau-là.

L.F. : *Et ça consiste en quoi exactement la base de données ?*

C.D. : C'est vraiment le fichier des adresses... Enfin les gens qui versent de l'argent. Tu dois les enregistrer parce qu'ils ont droit à une attestation fiscale et pour ça tu dois les enregistrer de toute façon pour après envoyer des attestations fiscales. Et la base de données, pour certaines crises, c'est quand même important. Il y a quand même pas mal de noms et de choses à gérer là-dedans. Et aussi la base de données et tout ce qui est financier en fait, donc à un moment donné, l'argent entre, à un moment donné comme vous savez, on partage ce qui a été récolté avec une clé de partage. Donc là aussi, après un mois, ou même après une semaine, ça dépend, les différentes organisations reçoivent une première tranche parce que le but c'est quand même de travailler dans l'urgence, on ne va pas attendre six mois avant de donner l'argent à ceux qui sont dans l'opérationnel parce que le 12-12 n'a pas de projet en soi. Ce n'est pas compliqué mais il faut quand même faire une comptabilité sur ça, « on a donné déjà autant, il y a autant qui reste », ... Tout ça c'est notre responsabilité. Enfin ce n'est pas ma propre responsabilité, c'est celle du directeur financier chez nous. Mais voilà, pour le reste il y a quelqu'un d'autre qui vraiment prend le lead pour par exemple des communiqués de presse et nous on collabore, on fait des traductions, etc.

L.F. : *D'accord... Alors, comment est-ce que vous caractériseriez la communication de Caritas International ?*

C.D. : *Caractériser... Dans quel sens ? Vous pouvez donner un exemple ?*

L.F. : *En gros, comment est-ce que vous décrivez vos projets ? Comment est-ce que vous représentez les populations locales, les partenaires, etc. ? Enfin qu'est-ce que vous mettez en avant dans votre communication ? Quelles sont les caractéristiques en fait, c'est ça.*

C.D. : Je crois que pour nous... Il y a des éléments très importants. Une des choses c'est que nous on aide les plus vulnérables, donc on essaye de démontrer que les plus vulnérables ce ne sont pas toujours ceux qui vous viennent en tête tout de suite. Par exemple pour ce qui est les réfugiés en Syrie, c'est peut-être les réfugiés mais c'est aussi la population locale... là-dedans il y a aussi des pauvres, qui étaient pauvres et qui deviennent encore plus pauvres, parce que voilà tous ces réfugiés-là ils cherchent des emplois, ils travaillent peut-être en noir donc ça veut dire que la population locale ne trouve plus facilement du boulot, ... Les prix augmentent aussi pour la population locale. Souvent, en Moyen-Orient ou en Afrique on essaye vraiment d'aider les victimes si je peux dire, mais aussi de regarder plus loin dans la société et de ne pas faire la différence entre « celui-ci c'est vraiment une victime du tremblement de terre donc il faut aider » et « celui-ci non il n'a pas... » parce que là ce qu'on voit c'est que les gens deviennent jaloux, ils s'opposent... Même pour Haïti, voilà, on a reconstruit des maisons mais il y avait des gens qui n'avaient pas de maisons avant le tremblement de terre donc on essaye de voir vraiment quelle personne est dans le plus grand besoin. Et pour ça on a des gens sur place qui font des recherches ou qui vont voir les responsables dans des communautés, etc.

L.F. : *Et ça ce sont vos partenaires ou il y a des expatriés d'ici qui... ?*

C.D. : Non c'est très rare... De toute façon pour ce genre de travail je crois que ce sont surtout les gens sur place qui connaissent la réalité du terrain. Pour des crises... on ne connaît pas tous les terrains. On a un Caritas local sur place dans presque tous les pays donc eux ils connaissent le terrain et c'est en collaboration avec eux. Dans des pays, des endroits où on travaille depuis longtemps dans le développement c'est peut-être plus facile parce qu'on connaît aussi petit à petit ou on apprend à connaître, mais voilà c'est surtout de toute façon chaque fois en collaboration avec le partenaire local. Ça c'est très important, on travaille avec le Caritas local. Ça a des avantages et des désavantages mais on met quand même en avant le fait que voilà on est sur le terrain, donc dès que quelque chose se passe, par exemple avec le tremblement de terre en Haïti, voilà les gens sont là c'est comme ici, quelque chose se passe tout le monde s'y met, les volontaires... eux ils ont leur structure, leur petit groupe, leur façon de travailler déjà, donc ils s'y mettent tout de suite et c'est eux qui nous appellent alors surtout en premier lieu pour avoir des moyens donc de l'argent, et c'est là que c'est du fundraising qu'on fait pour soutenir leurs actions ; en premier lieu les actions d'urgences. Par après c'est peut-être bilatéral plutôt ou alors avec d'autres membres du réseau, ça on peut varier par après. Mais en premier lieu c'est avec le partenaire local qui, dans des grandes crises, eux n'ont pas assez de moyens et c'est comme ça qu'on aide. On trouve que c'est très important. Parce qu'évidemment on n'a pas de gens qui partent d'ici, pas d'avion qui part, donc ce n'est pas très médiatique. Si tu as, vraiment comme on a vu avec le tremblement de terre en Haïti, s'il y a des avions qui partent avec de la nourriture ben voilà les caméras sont là. Nous

on essaye de toute façon... On l'a fait hein, en collaboration avec d'autres parce que ça coûte une fortune mais parfois c'est nécessaire. Mais on essaye toujours vraiment de rester... enfin de donner le lead au partenaire local. S'il y a vraiment besoin de nourriture, des ustensiles, de matelas, etc. on essaye de les acheter sur place plutôt que de les faire transporter d'ici jusque-là. Donc ça c'est aussi important je crois. Le fait qu'on a un partenaire local et qu'en premier lieu tous les besoins on essaye de trouver ce qu'il faut sur le marché local ou à côté dans les pays limitrophes plutôt. Je crois que la dignité de l'Homme est très importante. Donc ce n'est pas le fait que voilà ce type là il a faim vous lui donnez une tartine, non ça va bien plus loin. Dans le sens où on essaye quand même d'avoir une relation avec les gens qu'on aide, on les respecte, on essaye de protéger de nouveau les plus vulnérables même s'il y en a d'autres qui ont aussi droit mais que voilà eux... heu... ça dépend des localités mais les personnes handicapées qui ne peuvent pas venir au lieu de distribution qu'il y ait un moyen pour que eux aussi puissent avoir leur paquet ou leur colis. Donc tout ça c'est très important : le partenaire local, le marché local, la dignité humaine, le respect pour toutes les victimes sans distinction ou discrimination. Voilà je crois que ça c'est déjà pas mal.

L.F. : *Et qu'est-ce que vous entendez par « les plus vulnérables » ?*

C.D. : C'est localement, quand on a des projets ou un programme ou quand il y a une crise, qu'on décide... Evidemment, les « plus vulnérables » c'est très large parfois. Ça dépend un peu de la crise, ça dépend des moyens qu'on peut mettre, ça doit aussi être logique parce que si tu ne prends qu'une personne ou deux ici ou là ça n'a pas de sens non plus parce que voilà nous on n'aide pas des individus, quoi qu'on respecte l'individualité, la personnalité, mais c'est plutôt des sociétés ou des communautés parce que dans l'aide c'est très important... On essaye toujours que la personne qui reçoit, par après, soit dans une situation meilleure ou mieux que la situation avant. On essaye de trouver des endroits où il n'y a pas encore beaucoup d'aide car souvent l'aide arrive dans les grands centres parce que c'est facile, c'est médiatique, ça va vite, ... Nous on essaye vraiment d'aller là où on n'a pas encore reçu et alors c'est de nouveau les communautés locales qui savent « voilà pour survivre, vous avez vraiment besoin de ça, de ça et ça ». Donc je ne peux pas dire que ce sont nécessairement ceux qui ne gagnent pas un euro ou un dollar par jour les plus vulnérables. De toute façon c'est souvent les gens malades, les gens âgés, les femmes qui sont mères seules, ... ça dépend. Parfois ce ne sont que les femmes qu'on aide car les besoins sont tellement hauts surtout dans les conflits car les hommes ne sont pas là ou ne sont là qu'occasionnellement car ils se battent pour l'une ou l'autre cause entre temps. Donc ça dépend. Mais c'est aussi la situation : est-ce que les gens ont de la famille ou pas pour les aider, est-ce qu'ils ont déjà un bien, est-ce qu'ils ont un champ ou non, est-ce qu'ils peuvent labourer un champ même s'ils en ont un parce que la personne seule n'est pas capable de labourer le champ, ... Voilà, il faut aider d'une façon ou une autre. Donc voilà ce ne sont pas des critères fixes comme en Belgique où si tu gagnes autant tu vas recevoir ça, ... Non. Il faut vraiment voir le contexte local. Et le partenaire local, je sais que ça a des avantages et désavantages, mais ce n'est jamais une personne seule, c'est souvent des

comités, des gens qui vont voir, qui vont parler avec des gens, qui ont des listes et par après ils discutent entre eux : est-ce qu'un tel ou un tel doit recevoir de l'aide...même en présence de quelqu'un de chez nous ou d'un autre Caritas, mais ce n'est pas une personne qui décide « maintenant dans ma paroisse je vais donner à celui-là » non ça ça ne marche pas. C'est aussi un travail. Pour les premières urgences de toute façon, si c'est vraiment grave, tu ne vas pas faire cette distinction, les gens, le tremblement de terre, voilà, tu as des distributions de nourriture, la seule chose que tu fais c'est vérifier que les gens ne passent pas 3-4 fois mais tu ne vas pas dire « toi oui, toi non », ... Mais dès qu'on s'éloigne de l'urgence vraiment, le fait qu'il faut aider les gens à survivre, une fois que ça dépasse un peu ça, on essaye vraiment de chercher des possibilités, on aide vraiment ceux qui ont besoin et que ceux qui ont une situation meilleure puissent... ou qui sont aidés par d'autres parce que là aussi il faut être vigilants ce qui n'est pas toujours évident dans une urgence. Mais voilà il y a des concertations entre différentes organisations, il y a toujours aussi localement des gouvernements, quelqu'un qui prend les choses en main. Ce n'est pas toujours évident. En théorie oui, en pratique...

L.F. : *Et justement le fait que c'est le partenaire local qui « décide » des besoins etc., ça transparait dans votre communication ? Enfin est-ce que le partenaire local est fort mis en avant ? Ou c'est plus les actions de Caritas qui sont mises en avant ? Comment ça fonctionne à ce niveau-là ?*

C.D. : Ce qui a c'est que pour l'instant... Heu... c'est avec des vagues la communication, les idées, les théories... Je crois que pour l'instant, on essaye d'avoir une communication positive dans le sens où il ne faut pas nier les besoins sinon, je parle du fundraising, si on nie les besoins, les gens ne vont pas voir pourquoi donner. Mais on essaye quand même d'aussi souligner le travail qui est déjà fait sur place par des volontaires, par des autres gens, leur courage, leurs initiatives aussi, plutôt qu'être très misérabilistes et de dire que voilà ils sont en train de mourir et qu'il n'y a rien qui se passe. C'est peut-être un peu embellir la situation mais d'un autre côté je crois que pas mal de gens en ont marre de tout ce pessimisme et l'évite vraiment... ils ne veulent pas lire alors et ce n'est pas bon non plus. Parce que si vous avez un message et que tout de suite ils disent « ça m'intéresse pas parce que j'en ai marre... ». Voilà. On essaye quand même de trouver un équilibre entre les victimes, leurs besoins et leurs possibilités, le fait qu'avec très peu parfois ils peuvent faire des miracles eux-mêmes, ce n'est pas nous qui faisons des miracles, aussi le partenaire car on trouve que c'est important de dire que ce n'est pas nous qui décidons, ce n'est pas nous qui avons un programme tout prêt. Si on a un programme c'est avec eux qu'on construit ce programme, on met ce programme sur pied, donc le fait qu'on travaille en réseaux Caritas avec des expertises et des traditions même aussi, enfin la connaissance du terrain, ça c'est un élément qui revient aussi. On essaye vraiment aussi, au début ce n'est pas toujours possible, mais le plus vite possible de montrer les résultats. Pas « voilà on a récolté autant, il y a encore autant de gens qui ont encore fait », mais voilà « on a déjà pu sauver autant de personnes ». Evidemment les chiffres ce n'est pas toujours évident parce que quand est-ce que vous avez « sauvé une vie » ? C'est parfois un peu vide peut-être et ce n'est pas toujours évident car tu peux aider une personne rien qu'avec de la nourriture et la même

personne va peut-être être aussi aidée avec un matelas, parfois dans tout ce qui se passe, ne pas compter deux fois mais une fois cette personne, ce n'est pas toujours évident. Mais on essaye quand même aussi d'annoncer surtout pas combien de tonnes en matériel ou d'argent on a distribué mais plutôt aussi combien de personnes ont été « sauvées ». Ça on trouve que c'est très important car c'est le but. Parce que ça sert à rien de dire « on a mis autant de matériel dans un avion », mais ce qui intéresse ou ce qui devrait intéresser le public c'est plutôt « c'est arrivé quand, pour qui, comment, qu'est-ce que ça a fait comme effet, et est-ce que c'est vraiment utile ou pas ». Donc on essaye quand même de trouver des preuves qui ne sont pas toujours très concrètes ou faciles à trouver mais c'est quand même important.

L.F. : *Alors comment est-ce que cette communication a évolué depuis que vous travaillez chez Caritas ?*

C.D. : Ouf...

L.F. : *ça fait combien de temps déjà ?*

C.D. : ça c'est très compliqué parce que je travaille depuis [*phrase compromettant l'anonymat de la personne interviewée*]. Mais ce qui est marrant c'est que je me souviens très bien que quand je suis arrivée chez Caritas le directeur, à cette époque-là, m'avait dit, « vous travaillez dans le département communication, votre rôle c'est l'éducation à la charité ». Ça c'était ma tâche, ici, dans la maison. Depuis lors, évidemment ça a fort changé, sur différents niveaux. Mais voilà, le monde a changé aussi. Caritas a changé aussi. Donc ce sont des éléments qui jouent et la com' en soi et tout ce qui est fundraising, ce qui marche chez les gens ou ne marche plus chez les gens ce n'est pas seulement nous seuls qui décidons mais c'est aussi le monde des communicateurs. Il y a peut-être 10 ans, montrer quelqu'un qui était mourant ça choquait mais les gens donnaient parce qu'ils se sentaient coupables ou je ne sais pas quoi. Maintenant ce n'est presque plus accepté, tandis qu'il y a 10 ans il y avait des discussions là-dessus mais tout le monde suivait quand même un petit peu cette vague où on disait « voilà il faut montrer que les gens sont vraiment mourant sinon ils ne vont pas donner ».

L.F. : *C'était plus dans le sensationnel et dans le...*

C.D. : Voilà. Maintenant on se dit, et je crois qu'il y a des chartes dans toutes les organisations et à différents niveaux, voilà la dignité de la personne, il ne faut pas toujours montrer les gens dans la plus grande misère mais plutôt montrer que dans un camp de réfugiés, il n'y a peut-être rien, mais la personne a quand même monté une petite tente, c'est bien nettoyé, bien clair, ... voilà. Pour donner aussi cette image positive. Je crois que finalement avec le pessimisme c'est du court terme et les gens s'en lassent.

L.F. : *Et pourtant il y a toujours des ONG qui utilisent...*

C.D. : Oui mais ça marche encore, ça marche toujours. Mais voilà là il faut peut-être faire l'analyse. Est-ce que c'est des one shot ? Oui il y a peut-être une niche ou un...heu... il y a peut-être des personnes qui ont besoin de ça pour donner et pourquoi pas finalement. Vous pouvez poser la question c'est quoi le plus important avoir l'argent ou être éthique ou je ne sais pas quoi. Là aussi c'est une discussion à

avoir. Mais nous on croit quand même que le grand public il ne faut peut-être pas l'éduquer à la charité mais en tant qu'ONG catholique nous avons quand même des idées sur l'être humain et tout ça et ça doit être visible à travers notre communication. On veut être plutôt positif même si parfois ça vous fait perdre de l'argent peut-être. On n'en sait rien car on n'a pas l'argent pour faire des tests. C'est toujours compliqué parce que qu'est-ce que vous allez tester ? Et la situation autour de tout ce qui se passe, une crise, les médias en soi, est-ce qu'il y a d'autres... ? c'est vraiment compliqué de dire « voilà ça c'est vraiment le résultat de ça et ça », c'est très difficile à dire. Mais il y a trente ans ce n'était pas nécessaire de faire la communication à la limite parce que... l'autre chose que disait mon directeur, c'est qu'il faut essayer de ne pas être dans les journaux.

L.F. : *Ah bon ?!*

C.D. : Oui parce que là les journaux étaient vraiment considérés... le fait qu'un journaliste veut toujours trouver un scandale, il veut toujours trouver le petit truc qui ne va pas. Et donc il vaut mieux ne pas être dans un journal car ça va toujours aboutir à quelque chose qui n'est pas correct. Et pourquoi on pouvait se dire ça à cette époque-là ? Caritas était encore une organisation très reconnue dans la société, l'argent entraînait sans qu'on doive faire des appels à la limite. C'était... le monde était encore très catholique, on avait encore beaucoup de soutien de partout. Evidemment depuis lors la situation a fort changé... Mais je trouve que c'est vraiment marrant parce que si je disais ça à mes collègues « éducation à la charité », ici on serait très étonné. Mais voilà il n'y a que deux ou trois ans, parce que nous on n'avait jamais fait de l'éducation... Enfin on était opérationnel sur le terrain mais on n'avait pas un volet nord où on faisait de l'éducation. Depuis deux-trois ans on le fait quand même. C'est peut-être... évidemment ce n'est pas l'éducation à la charité mais c'est plutôt... et là ça se rejoint quand même, c'est l'éducation à la citoyenneté. Donc voilà on peut discuter évidemment, les termes, charité et Caritas...

L.F. : *Caritas ça veut dire charité en plus...*

C.D. : Oui voilà. Mais charité tu peux aussi discuter sur le mot parce que c'est vraiment un truc... Pour certains c'est vraiment un mot paternaliste « je donne donc je suis le meilleur », mais il y a d'autres interprétations aussi. Mais ça veut aussi dire « amour » mais dans le sens « l'amour pour les autres citoyens ». C'est aussi plutôt « je ne suis pas seul dans le monde, il y a les autres autour de moi, et je suis concernée et eux ils m'interpellent ». Et donc ça se rejoint quand même la charité dans un sens, voilà. Mais dire comment ça a évolué pendant des années... Nous aussi au début on était dans une communication très catholique. On avait même un prêtre qui faisait son petit mot dans notre magazine, ou on pouvait donner de l'inspiration aux gens, sortant de l'évangile, ... Mais à un moment donné on a dit « non » parce qu'on a vraiment besoin d'élargir, d'avoir beaucoup plus de fonds, et si on est trop « catho », ben ça fait peur à certaines personnes donc on va être plus humanistes et... on va rester catholiques de toute façon mais on ne va pas forcément témoigner de ça. C'est dans nos actes et nos programmes et la façon dont on gère les fonds que les gens vont sentir ça et ça nous suffit. Maintenant,

j'ai l'impression que de plus en plus avec un Pape qui est quand même très ouvert et fort apprécié, les années à venir, on va peut-être de nouveau être plus « inspirationnel », on va inspirer plus que ce qu'on a fait jusqu'à maintenant et où on était très factuel dans le sens « on fait ça, on fait ça, on fait ça ». Voilà donc... Mais comme vous voyez le fait que nous on dépend de l'Eglise et qu'il y a un Pape qui est ouvert et fort apprécié ça ouvre des portes parce qu'il y a dix ans on disait « on ne va pas parler du Pape parce que ça nous fait que du tort et on n'est pas fort emballé par sa façon de... ». Je ne dis pas que c'était un mauvais Pape mais la façon dont il communiquait pour le grand public on n'aimait pas tellement et ça ne pouvait nous faire que du tort. Maintenant, petit à petit, ... dans la communication on cherche des opportunités. Parfois il faut être proactifs mais parfois c'est une réaction à ce qui se passe dans le monde actuel.

L.F. : *Et vous avez encore des liens avec l'Eglise ?*

C.D. : Oui. On dit que nous on est mandaté par la Conférence Episcopale.

L.F. : *Ah, et qu'est-ce que ça veut dire exactement ?*

C.D. : Ca veut dire que en fait l'Eglise, donc les Evêques de Belgique, trouvent que c'est important que ce travail de solidarité soit fait mais ce n'est pas eux qui vont le faire donc ils ont vraiment... heu... ils ont fondé différentes organisations qui pouvaient vraiment mettre en pratique ce que eux prêchent et ce que eux trouvent important. Donc voilà. Ça veut dire que nous on est une ASBL et on a notre propre structure. La seule chose c'est que dans notre assemblée générale il y a un évêque qui représente les évêques. Et il y a des liens mais il y a aussi une très grande liberté. De même le réseau Caritas dépend, en fait, de Rome, du Pape en fait. Mais là aussi c'est une structure qui a été faite, des organisations qui font l'aide concrètement et voilà. Dans ce sens-là, tu ne peux pas dire que c'est... Enfin on dépend mais pas dans le sens que c'est notre chef. On a un directeur et on a un président ici en Belgique, et le président n'a rien à voir avec l'Eglise. Nous aussi quand on travaille ici, on n'est pas tous des catholiques. Mais on accepte les idées et les valeurs, on ne va pas à l'encontre. Voilà c'est un peu ça. Tout ce qui est évangile, tout ce qui se passe dans l'Eglise, on n'accepte pas tout ce qui se passe peut-être mais on ne va pas agir contre l'Eglise de toute façon, et certaines positions ne sont pas évidentes. Ce n'est pas toujours évident non plus parce que la com' c'est une chose, le grand public c'est une chose, et voilà ceux qui adhèrent vraiment à l'Eglise catholique et qui sont forts pour ces structures-là, parfois voilà il y a quand même des tensions. Pour l'instant je crois que les Evêques sont très positifs aussi pour Haïti. Pour Haïti ils ont fait un appel et ça nous aide beaucoup.

L.F. : *Vous recevez des fonds en fait de...*

C.D. : Oui c'est-à-dire que eux de toute façon, dans leur paroisse, ils ont souvent un fonds d'urgence et quand il y a une crise comme ça ils nous donnent de l'argent, comme ça. Mais ça c'est les Evêques. Ce n'est pas décidé par quelqu'un, enfin ce n'est pas décidé par le Pape qui dit qu' « il faut... » ou ce n'est pas l'archevêché qui décide. C'est vraiment chaque évêque en soi qui peut décider. Mais depuis quelques

temps, ils font aussi un appel pour que les collectes dans les eucharisties du dimanche ou du week-end soient pour les victimes du Moyen-Orient, et même pour Haïti... Pour Haïti ils n'ont pas fait de collectes mais ils ont vraiment appelé les gens à donner, à nous donner, à verser sur notre compte ce qui est maintenant quand même un soutien. Je crois que pour nous, parce que depuis quelques temps... parfois on dit qu'il faut avoir quelqu'un de très connu qui fait la publicité... C'est souvent quelqu'un qui est dans les médias, qui est dans les feuillets, qui joue dans un film, qui chante, qui est footballeur, ...

L.F. : *Un peu comme UNICEF en fait ?*

C.D. : Oui c'est ça. Eux ils ont des ambassadeurs en fait. Nous on n'a pas d'ambassadeurs mais depuis quelques temps il y a quand même une nouvelle vague dans l'Eglise et j'ai l'impression quand même que cette vague et le fait que les évêques font des appels pour nous ça nous aide quand même. Il y a quand même un public, quand il voit que c'est soutenu par les évêques, il est beaucoup plus prêt à donner que quand on le fait tout seul. C'est la même chose quand il y a une conférence de presse, il y a les évêques qui soutiennent, ou qui sont là, c'est quand même une valeur dans notre société, pas pour tout le monde mais voilà tu ne peux pas nier que l'Eglise est là et que c'est encore important et même si les gens ne vont pas à l'Eglise, ne sont pas catholiques, ou ne se disent pas catholiques, ils ont quand même une culture, ils sont nés dans cette culture-là, et donc il ne faut pas nier que si les évêques sont là, les journalistes sont plus vite prêts à venir que si nous on le fait tout seuls.

L.F. : *Et les Evêques ne sont pas contrariés que votre communication ne reflète plus trop ce côté catholique ?*

C.D. : Non, pour l'instant je ne crois pas que... On est assez indépendant. On sait très bien que le Pape lui aussi dit « il faut faire des bonnes choses mais il faut aussi témoigner ». Témoigner ça veut dire raconter sur l'évangile, sur les valeurs, ce qu'on ne faisait pas dans le passé, enfin c'est un truc que lui il lance. Et on essaye aussi de le faire dans le réseau Caritas et il y a certains Caritas qui le font beaucoup que nous. Voilà c'est des vagues, des tendances, ... Mais voilà il n'y a pas quelqu'un qui dit « vous le faites maintenant ». Ça dépend aussi un peu de notre conseil d'administration, des personnes qui dirigent notre organisation, dans quel sens on va, je sais qu'ils essayent quand même... Comme j'ai dit il y a cinq ans on ne parlait pas du Pape et maintenant on parle souvent du Pape parce qu'il a dit ceci ou cela et c'est quand même des choses quand même assez simples mais qui sont vraies, comme il a fait un appel pour que chaque paroisse ouvre une maison pour un réfugié, enfin c'est très simple, c'est très concret, c'est autre chose que prêcher Jésus. Dans ce sens-là, on va le faire un peu plus que dans le passé de toute façon car ça ne fait pas de tort. Le fait que les gens sachent qu'on est organisé au sein de l'Eglise je crois que ça fait moins de tort qu'il y a deux ans. On avait l'impression que ça faisait courir des gens vers d'autres alors que maintenant j'ai l'impression que cela fait courir des gens vers nous. L'Eglise a quand même changé, il y a plus de jeunes qui sont à la recherche peut-être pas de l'Eglise en tant que tel mais l'évangile, la spiritualité, les valeurs, et je crois que là on peut de nouveau entrer dans le jeu.

L.F. : *Et est-ce que le côté charité au sens chrétien est toujours présent au sein de Caritas ?*

C.D. : Oui, je crois que c'est l'amour pour son prochain en fait. La charité quand on l'explique comme ça, c'est ça, c'est « tout le monde c'est mon prochain », c'est « le monde appartient à tout le monde », donc forcément quand quelqu'un est dans les problèmes, je l'aide d'une façon ou d'une autre. Et en tant qu'individu ce n'est pas toujours possible donc si je soutiens une organisation, l'organisation est intermédiaire en fait. Et je crois que ça, ça vaut pour toutes les organisations. C'est juste qu'on ne parle plus trop de « charité » parce que le mot a un peu dévalué, parce qu'il a une connotation négative, et surtout parce qu'on a donné des interprétations un peu farfelues aussi.

L.F. : *D'accord. Alors, heu... Comment la communication a évolué lors de la crise haïtienne ?*

C.D. : Evolué... Je peux difficilement expliquer. Vous connaissez le système avec le 12-12 ?

L.F. : *Oui.*

C.D. : Je crois que c'était le 12 janvier le tremblement de terre... Ce qui se passe, dans tous les cas, on fait tout de suite une communication vers nos donateurs à nous, ça veut dire que sur le site ils trouvent un message et on a aussi envoyé un appel. L'Eglise a aussi fait appel, pas vraiment une collecte, mais a dit que pour les victimes les gens peuvent verser chez nous. Evidemment dès que le Consortium entre en jeu et que c'est officiel, on peut toujours communiquer avec nos donateurs à nous, mais là il y a les grandes actions qui se passent pour le 12-12, les grands plateaux c'est vraiment pour le 12-12. Ce qu'on a fait, on a joué le jeu, on a participé, et là c'était énorme avec toutes ces initiatives qui se passaient, pour tout le monde, et quand ça s'est arrêté, parce que les actions ça ne dure pas 6 mois chez 12-12, ce qu'on a fait à ce moment-là, on a fait une nouvelle communication. On a acheté des adresses après l'action 12-12 pour rappeler aux gens qu'il y avait encore des besoins et l'avantage de l'attestation fiscale.

L.F. : *Et c'est à chaque fois par courrier ou... enfin ça se passe comment concrètement ?*

C.D. : Pour nous, enfin le fundraising c'est en premier lieu un « direct mailing », c'est envoyer à nos donateurs une lettre.

L.F. : *Et vous avez un exemple de lettre ?*

C.D. : Oui justement...J'ai retrouvé cette farde-là. Il y a les communiqués de presse qu'on envoie de toute façon. [C.D. cherche documents dans la farde]. On a aussi fait une petite affiche très basique mais comme c'était le 12-12 on n'a pas distribué à tout le monde. [C.D. et L.F. cherchent des documents dans la farde].

L.F. : *Alors heu... J'ai lu que la représentation de la victime était souvent décontextualisée. Qu'est-ce que vous en pensez par rapport à la communication de Caritas International ?*

C.D. : Dans le passé on a sûrement fait des fautes... Mais voilà de plus en plus maintenant on essaye d'avoir des témoignages, on ne parle pas de victimes ou alors ce n'est pas une victime anonyme qui n'a vécu qu'une guerre ou un tremblement mais quelqu'un qui avait une vie avant, qui tout d'un coup est dans une grande misère mais qui a encore un espoir d'une façon ou d'une autre, qui a une vie et un contexte. Je crois que là de toute façon dans le fundraising, dans la communication, la presse aussi de plus en plus, au lieu d'expliquer une situation et dire « il y a autant de victimes », ils préfèrent avoir l'histoire de une victime en disant « voilà ça c'est un exemple mais il y en a autant qui ont vécu des situations pareilles ou des crises pareilles ». Je crois qu'on essaye mais ce n'est pas toujours évident car nous on est ici au bureau et se déplacer... Voilà. Quoi que c'est déjà beaucoup plus facile que dans le temps car avant ce n'était presque pas possible. Tu avais des rapports des gestionnaires de programmes, on expliquait qu'on avait repéré autant de gens qui allaient recevoir autant d'aide mais on ne savait rien de ces gens-là. Je crois que c'est mieux, enfin, maintenant on sait déjà beaucoup plus. Mais ça ne reste pas évident d'entrer dans une vie, surtout dans une situation de crise. Mais voilà pour notre campagne pour le Népal, un an au Népal, on a un projet de reconstruction d'école, aussi un programme pédagogique, et il y a quelqu'un de chez nous qui est allé sur place, allé parler avec des gens qui vivent là-bas, qui sont concernés dans ce programme-là, aussi bien les partenaires, les gens et les enfants. On essaye de montrer « the picture » et les différents aspects parce que... pourquoi c'est si important et pourquoi il faut impliquer toute la communauté. Parce que s'il n'y a pas d'écoles, les enfants ils vont s'enfuir, ils vont aller à Katmandou, ce seront des enfants des rues donc c'est encore, c'est beaucoup plus que construire une école, c'est donner une vie, un futur, mais aussi reconstruire une communauté, sinon tout le monde va partir parce qu'il y a la misère et la destruction... et tout ça on essaye de mettre en images et en vidéos. Mais c'est très intensif et ce n'est pas toujours possible.

L.F. : *Et est-ce que vous pensez qu'il puisse y avoir un décalage entre l'image et la réalité ?*

C.D. : Sûrement. On a vu ça, vous allez sur place... Moi j'ai eu de la chance, après 4 ans on a fait une vidéo, moi, avec un scénariste, je suis allée sur place. Et tu vois très bien... c'était après 4 ans, tu vois qu'il y a pas mal de gens qui sont passés, et donc ce que le partenaire fait, et je comprends, finalement, il met toujours les mêmes personnes en avant parce qu'il sait que « eux ils ne sont pas gênés, ils savent parler, leur maison est bien, ils n'ont pas eu de problèmes, ils sont médiatiques, ... ». Et ça je le regrette mais ce n'est presque pas possible chaque fois de vraiment aller chercher... C'est la même chose ici avec la crise en Belgique. Les réfugiés qui arrivent ou les demandeurs d'asile, nous aussi on a un centre d'accueil, on a des logements individuels, beaucoup de journalistes demandent des témoignages. Mais on ne peut pas chaque fois aller chercher des gens différents car faire la connaissance des gens ça prend un temps fou. Et il faut quand même... C'est plus que dire « vous vous appelez comment ? Vous voulez témoigner ? ». Non il faut entrer dans leur histoire. Donc le problème c'est que comme vous avez toujours les mêmes personnes qui sont quand même un peu médiatiques ou qui ont une belle histoire, on fait du tort à la réalité ça c'est sûr. Aussi, un autre exemple, si on parle d'une famille en Afrique qui

est dans le besoin, on ne va peut-être pas forcément dire que cette personne a dix enfants. Parce qu'on sait, on a déjà eu des réactions « mais enfin, qu'ils fassent moins d'enfants ! ». Donc on se dit « ok, est-ce que c'est vraiment nécessaire de le mentionner ? ». Et on ne va pas en parler si ce n'est pas nécessaire. Et puis les relations ce n'est pas toujours très clair non plus... En Haïti, quand j'étais là, tu veux savoir « qui, quoi, comment ? », les gens sont parfois très vagues parce qu'ils ne savent pas très bien ou ils ne veulent pas dire. Donc tu peux demander mais s'ils ne veulent pas donner de réponses tu te perds un peu dans « comment et pourquoi ». On n'est pas des journalistes non plus. C'est un travail... je crois que c'est possible mais c'est un travail intensif et les moyens manquent un peu.

L.F. : *Et que pensez-vous des images qui ont été publiées suite au séisme et qui ont structuré une image un peu stéréotypée d'Haïti ? En ce qui concerne les images qui sont passées dans la presse et dans les ONG...*

C.D. : *Oui... Il y a certains médias qui ont cherché un peu comment dire... la discussion de toute façon et qui ont vraiment mis une image à tort ou à juste titre, très défaitiste sur tout ce qui se passait, qui n'avance pas, ... Mais voilà ce sont des images généralistes et avec des images on peut faire beaucoup parce qu'en effet quand moi j'étais là il y avait encore des tentes mais il y avait des gens qui ne voulaient pas bouger parce que parce que... Quelque part c'est... Les médias on en a besoin parce que sinon les gens ne vont pas donner de l'argent mais en même temps on ne contrôle pas les médias et voilà il suffit que, comme on voit tous les jours... le scandale, les petits détails gonflés... Voilà donc je ne sais pas comment on peut gérer ce genre de choses-là en tant qu'ONG. Je crois qu'on essaye de faire passer d'autres messages. En effet, la politique c'est un problème mais la politique c'est une chose mais la population, les familles, les gens, les comités, les communautés c'est autre chose. Il y a de l'énergie. Ce n'est pas parce que certains politiques sont corrompus que tout le monde est corrompu, etc. etc. Mais comme nous on est quand même une organisation opérationnelle on peut essayer de faire un peu d'advocacy ou de lobbying ou on peut essayer de corriger cette image mais c'est très dur parce qu'on n'a pas les mêmes moyens. Notre but aussi, nos objectifs sont autres que ceux des journalistes. Souvent on se dit « on n'a pas de journalistes », on parle de nos projets à nous. De temps à autre on peut faire référence à certaines choses mais on n'a pas le personnel pour faire ces recherches. Comme on travaille avec des gens locaux, qui se battent pour les plus vulnérables, il faut faire en sorte que... il faut ne pas faire des choses qui peuvent nuire aux partenaires. Aussi dans des pays d'Afrique, si on donne une image d'Etat et de gens corrompus, les gens ils ne vont pas être aidés. Peut-être à long terme mais... Pour nous, on n'est pas une organisation comme Amnesty qui revendique des choses. On peut revendiquer mais c'est toujours dans un cadre et on doit toujours faire attention à ce qu'on dit. C'est aussi à nous d'être dans des consortiums ou des plateformes où ça se discute, où on peut vraiment témoigner. Mais ce n'est pas toujours évident que nous on rectifie, qu'on remette les pendules à l'heure sur certaines situations... Ce n'est pas évident parce qu'on a des gens qui travaillent sur place et qui veulent continuer à travailler*

sur place et veulent encore avoir une vie. On ne peut pas mettre en danger ni la sécurité ni la vie des autres personnes.

L.F. : *Et justement avec toutes ces images qu'ont véhiculées certains médias et certaines ONG même humanitaires lors de la crise haïtienne, est-ce que la population n'a pas tendance à croire que ce qu'elle voit ? Donc heu... que pour que ce soit réel, il faut le voir. Donc on va voir les images, les ONG, mais on ne voit pas ce qu'il y a à côté. C'est comme si ce qu'on ne voyait pas en images n'existait pas.*

C.D. : Ah oui. Ça c'est sûr. Ça c'est vraiment les médias. Avec tout, ils prennent un élément. Et je crois que c'est notre tâche d'essayer... je crois que c'est ça qu'on fait, on ne va pas aller à la recherche de l'exemple extraordinaire et du scandale mais voilà on essaye quand même d'être réalistes dans ce qu'on écrit et positifs, ce que les médias ne sont pas forcément parce que les médias... quelqu'un a dit à un moment donné « ce qui se passe tous les jours n'est pas intéressant ». Donc déjà forcément dans les médias vous ne connaissez pas la réalité, surtout le journal parlé. Je crois qu'on doit essayer d'être corrects de toute façon même si on met des accents et je crois que ça reste un défi pour chacun entre nous d'être informé de façon correcte et de ne pas se contenter de l'une ou l'autre source. On a aussi la chance d'avoir une presse libre qui peut aller dans tous les sens, parfois c'est difficile parce qu'on va vraiment dans tous les sens et qu'on ne sait plus quoi croire mais d'un autre côté il y a des moyens, des possibilités d'aller écouter, d'aller voir... Mais c'est vrai que la réalité ce n'est pas toujours ce qu'on voit à la télé ou dans des documentaires.

L.F. : *Et justement quelles sont les fonctions des images/vidéos/affiches produites par Caritas International concernant la crise Haïtienne ?*

C.D. : Je dois te dire donc, il y a 6 ans... A cette époque-là c'était encore... ça a fort changé depuis lors parce qu'on avait le site mais les photos c'est à travers le réseau Caritas qu'on a reçu des photos, ce qui est pas mal parce qu'on n'était pas présent présent. On avait déjà fait des projets en Haïti mais ça faisait déjà quelques temps qu'on n'était plus là. On est retourné là dès le tremblement de terre. Dès le début du tremblement de terre il y a des gens qui sont allés sur place donc après on a des photos. Les photos c'est vrai que ça montre beaucoup plus que toute une discussion. Et ça aussi si vous me demandez si la communication a changé, je crois que maintenant, dans le passé c'était vraiment le mot qui était important et on travaillait beaucoup un texte, maintenant on cherche un visuel, comment présenter, comment mettre ça en page, et en dernière minute on fait le texte qui va avec. C'est comme ça que fonctionne la communication et pour l'instant c'est comme ça que les gens comprennent vite un message. Pour ça c'est important. Et ça aussi je crois que dans les photos on essaye de garder la dignité humaine, de montrer des gens en action, de préférence non seulement des gens Caritas mais aussi d'autres personnes en action pour dire que voilà on n'est pas les seuls sur le terrain, on montre aussi les résultats. Ça c'est très important. Comme je vous ai expliqué, nos budgets sont limités. Avec Haïti Lavi 12-12, justement c'est l'idée d'avoir la com' presque gratuite parce qu'on a des emplacements dans des

journaux, des espaces à la télé, à la radio et ça c'est génial pour nous parce que sinon les budgets qu'il faut mettre c'est énorme. Donc c'est très important, mais en même temps, vous voyez, si dans les médias il y a déjà beaucoup d'écho sur certaines choses, ça suffit presque d'avoir un mot ou un titre car les gens savent directement de quoi il s'agit. Donc dans ce sens-là, pour Haïti, les images étaient là, à la télé, il y avait des journalistes sur place, il y a des gens qui sont restés pas mal de temps... Parce que ça a pris quand même du temps. Ce n'était pas comme certaines catastrophes où ça dure un jour et puis par après on se remet. Si c'est des inondations pendant un ou deux jours c'est catastrophe mais une fois que l'eau se retire ben voilà c'est la grande misère pour les gens mais pour les journalistes c'est plus intéressant un tremblement de terre, le tremblement de terre en Haïti c'était quand même une grande ville qui devait se remettre, on a quand même b-fast qui est parti, ... Donc il y avait pas mal d'images et je crois que pour ça ça nous a aidés beaucoup et nous on n'a pas produit grand-chose. Justement après quatre ans on a fait cette vidéo parce que toutes les crises, après 6 mois, on oublie. Le Népal il y a un an au Népal maintenant bientôt mais les journalistes ne sont pas intéressés. C'est dépassé et puis la reconstruction c'est tellement lent évidemment... Qui ça intéresse ici ce qui se passe au Népal pour l'instant... Donc c'est pour ça qu'on a quand même voulu faire, même si ce n'était pas vraiment pour faire du fundraising, on a voulu faire une vidéo qui est passée sur VRT et qui est sur notre site, pour montrer « voilà, ça c'est vraiment ce qu'on a fait, après 4 ans ».

L.F. : *Et justement le rôle de ces images-là, de cette vidéo, c'est quoi concrètement ?*

C.D. : Au début les photos c'est vraiment pour la récolte de fonds pour que les gens regardent et lisent. Pour que ça leur prenne au cœur. Et en même temps c'est aussi informer parce que les gens ne donnent pas s'ils ne sont pas informés, sauf si c'est vraiment sur l'émotionnel. Mais voilà tu ne peux pas vivre continuellement sur l'émotionnel donc il faut donner de l'information et je crois que les vidéos qu'on a fait après 4 ans c'était surtout pour justifier, pour montrer ce qui a été réalisé, pour expliquer aussi pourquoi ça prend autant de temps parce qu'on avait beaucoup, il y a eu beaucoup de critiques sur le fait que c'était lent, etc. Mais voilà il y avait beaucoup de choses qui se passaient à Port-au-Prince mais il y avait aussi d'autres endroits où c'était beaucoup plus difficile et voilà vous travaillez avec des gens, vous construisez des maisons qui sont peut-être meilleures que celles qui étaient là avant, mais il faut quand même discuter avec les gens : « qu'est-ce que eux veulent et comment ils le veulent ? », parce que qu'ils doivent s'approprier le projet. S'ils n'avaient pas de latrines avant et que maintenant ils en ont, comment ça fonctionne, comment ça s'entretient ... Et tout ça ça prend un temps fou parce qu'il faut que les gens se mettent d'accord sur certaines choses. Comme je vous ai expliqué, ce n'est pas les individus en particulier qui décident. Parfois on laisse aux gens la possibilité d'avoir la toilette à l'extérieur ou à l'intérieur par exemple, mais ça se discute avec la communauté : « pourquoi est-ce important pour vous ? etc. ». Il y a par exemple la cuisine, certaines communautés préfèrent cuisiner à l'extérieur, mais c'était prévu d'avoir une cuisine à l'intérieur mais les gens ne l'utilisent pas. Ils mettent leur cuisine dehors. Et ils font autre chose. Voilà tout ça ça se discute et certains se mettent d'accord. Il

faut voir ce qui est possible et ça prend du temps. Donc je crois que c'était important de pouvoir montrer ça, vraiment, en tant que Caritas. Bon il y a des journalistes qui ont un peu fait l'histoire de la politique de tout ce qui s'est passé, c'est important aussi de voir d'autres ONG j'en suis convaincue. Par exemple on peut discuter, est-ce que c'est plus important d'avoir un toit sur sa tête tout de suite ou est-ce que ça vaut la peine de rester un peu dans la misère, dans une tente, dans des débris, et avoir par après une maison qui est durable et qui va être plus agréable et plus utile. Ce sont des discussions. Peut-être que c'est bien qu'il y ait des différences de toute façon. Puis après on peut faire l'évaluation de ce qu'on a fait. Chez Caritas on le fait aussi, je ne dis pas que tout ce qu'on a fait c'était génial et qu'on n'a pas fait d'erreurs et qu'on n'a pas eu des problèmes. Mais je trouve que c'est important de montrer que c'est un travail commun et que ce n'est pas nous qui imposons des choses comme ça. Actuellement on est toujours là, surtout pour la sécurité alimentaire et pour la résilience, être plus préparé si jamais il y a encore une catastrophe.

L.F. : *D'accord... Et est-ce qu'il y a une différence entre la communication de crise et la communication du quotidien ?*

C.D. : La différence c'est que ça doit aller plus vite dans l'urgence. Je crois qu'en soi les principes sont les mêmes, les images, ce n'est pas parce que c'est une urgence qu'on va changer et qu'on va montrer plus la misère. La vision c'est la même chose. Par contre pour l'urgence il y aura plus de presse peut-être parce que la presse est intéressée par les urgences et pas par le développement. Sinon je ne vois pas autre chose.

L.F. : *Et qu'est-ce qui rapporte le plus, la communication de crise ou la communication du quotidien ?*

C.D. : La communication de crise. Les crises sont dans les médias, les gens sont émotionnés... Nous on a toujours dit que les crises naturelles, les catastrophes naturelles, rapportent le plus. Tu vois c'est vraiment « les gens ils n'ont pas de chance, il n'y a pas de coupable », et jusqu'à il y a cinq ans les conflits et tout ça ce n'était pas très populaire parce que les gens ont tendance à dire « qu'ils arrêtent de se battre, par après on peut donner mais pas maintenant ». Mais on voit quand même avec la crise au Moyen-Orient, qui n'est plus une crise d'ailleurs, qui dure déjà depuis 5 ans, que les gens ont quand même... ils étaient finalement aussi confrontés ici les derniers temps et donc ça ça rapporte quand même pour l'instant. Mais il faut voir car ça peut très vite tourner dans l'autre sens. Mais c'est sûr que la crise où par exemple les gens voient que les gens vivent dans une tente, ont vu la ville s'écrouler, n'ont plus rien, qui ont perdu leurs enfants, ... Les gens donnent plus facilement.

L.F. : *Ah oui, ok. Quels liens est-ce que vous entretenez avec les médias ?*

C.D. : Nous on essaye d'être dans le journal ou sur les sites, surtout en cas de catastrophes ou d'actions de campagne. Ou si jamais on a vraiment une personne référence qui a des choses importantes à dire, par exemple parfois il y a un partenaire qui est ici en Belgique, ou l'un ou l'autre Monseigneur, qui veut faire de l'advocacy... Mais c'est dur parce qu'évidemment les journalistes ne veulent pas être utilisés,

ils ont leur propre programme. Donc avec la crise en Belgique ils nous ont téléphoné beaucoup parce qu'on pouvait leur donner des témoignages et c'était vraiment à la UNE parce qu'on a été et on est toujours un acteur important ici dans la crise d'asile. Mais c'est très difficile pour ce qui est à l'étranger parce que beaucoup plus qu'avant, les journalistes eux-mêmes, ont leurs contacts, leurs possibilités, ils ne doivent pas forcément passer par nous pour avoir un témoin, les médias y sont très vite maintenant. Nous on est encore au lit mais eux y sont déjà... ça frustrer parce que si ça se passe pendant une soirée, évidemment j'ai mon GSM mais je ne travaille pas la nuit... Puis ça prend du temps parce que tu dois mettre une machine en route. Eux, leur machine est en permanence en route à la limite. Donc c'est très difficile. Mais c'est clair qu'il y a des journalistes qui trouvent qu'on a une plus-value et qu'on peut leur apporter des choses qu'ils ont plus de difficultés à trouver seuls.

L.F. : *Et donc c'est plus eux qui vous contactent que vous ?*

C.D. : *Oui, nous on essaye mais si eux nous contactent, c'est déjà presque gagné parce que c'est qu'ils ont besoin de quelque chose et on peut offrir quelque chose. Si nous on doit leur demander... Evidemment on essaye de dire qu'on a quelque chose à offrir mais eux ils ne sont pas cons non plus ils savent très bien qu'on demande. Donc on essaye vraiment de chercher des opportunités en dehors des campagnes et des crises si on a vraiment un contact intéressant, mais voilà ces contacts intéressants ne sont pas toujours prêts à en parler dans le journal. On essaye mais c'est très dur.*

L.F. : *Alors... Selon vous pourquoi la crise haïtienne a été plus fortement médiatisée et a engendré plus d'aide que d'autres ?*

C.D. : *Oh je crois que... De toute façon c'était déjà, comment dire... C'était très centré sur une place, c'était une grande ville détruite, mais incroyable. Haïti, c'est l'Amérique centrale, donc c'est du beau temps, il y a quand même des gens qui ont visité déjà quoi que le tourisme est peut-être moins important qu'avec le tsunami je n'en sais rien. Mais je trouve que c'était beaucoup de victimes sur une place très centralisée donc ça montre tout de suite, si tu vois le Népal où tu as des petites maisons qui sont effondrées ben ça fait pas beaucoup d'effets parce que c'est vite reconstruit à la limite. Mais si une ville, toute l'administration, une ville qui fonctionne un peu comme la nôtre quand même, enfin je ne veux pas faire la comparaison mais c'est quand même en brique, et qu'il n'y a plus rien... Voilà ça aide dans le sens où les gens sont choqués et ça a pris beaucoup de temps avant que ça soit stabilisé. Toutes ces victimes qui devaient trouver une place ailleurs pour être nourris... Aussi le fait qu'il y avait pas mal de gens qui étaient très blessés, mais des blessures qui prennent aussi du temps, tu vois, avec des inondations, ou bien tu te noies, ou bien tu es sauvé, mais là tu avais tous ces problèmes de fractures, des infrastructures, ... Et c'était quand même la capitale en plus, la capitale du pays. C'est presque un pays qui s'arrête. Pour nous c'était quand même... Il y avait quand même des Belges qui travaillaient là aussi. Donc voilà ce sont tous des éléments qui font que... Et je ne me souviens plus très bien, mais s'il n'y avait pas eu de catastrophes depuis quelques temps ça joue aussi. Si tu as deux ou trois catastrophes*

sur une année, ben la troisième, les gens en ont marre... Mais voilà tout ça ça joue. Ce n'était pas un conflit, c'était une catastrophe naturelle. Puis ces gens étaient complètement innocents.

L.F. : *Et du coup, en ce qui concerne Caritas, quelle équipe est envoyée sur place lors d'une crise ?*

C.D. : Le truc c'est qu'en fait, on a déjà un Caritas sur place de toute façon. Mais tout de suite ils ont vu que les besoins étaient énormes. Ce qu'ils font, ils contactent le réseau, ça c'est le siège à Rome Caritas Internationalis, qui coordonne. Ce n'est pas le chef mais il coordonne. Là en premier lieu ça ne sert à rien que nous on aille sur place parce que tu vois tout le monde s'amène donc voilà. On ne va pas tout de suite envoyer du personnel. Ce qui se passe c'est qu'une ou deux personnes vont aller sur place pour aider dans la logistique ou l'opérationnel pour mettre en place un système de distribution de nourriture etc. sur place. Parce que si tu as un camp de 10 000 personnes comment tu organises ? Donc voilà tout ça, nous, à un moment donné, on a envoyé quelqu'un qui était expert dans le Wash (comment mettre des points d'eau, l'assainissement, ...). D'autres organisations, d'autres Caritas, ont envoyé d'autres experts et voilà par après on a fait la reconstruction mais ça c'était avec des architectes locaux et avec quelqu'un de chez nous qui surveillait et qui regardait ou discutait avec eux mais les architectes étaient des architectes locaux. Donc dès qu'il y avait moyen on a vraiment cherché du personnel sur place. Par après on a envoyé de temps à autre quelqu'un pour aller voir comment ça évolue, pour évaluer, pour quand même, comme on avait quand même pas mal d'argent mis là-dedans, il faut quand même... ce n'est pas toujours agréable mais voilà, il faut pouvoir justifier par après. Donc il faut contrôler ou voir comment ça se passe et s'il y a un problème, réajuster. Mais donc nous on n'a pas vraiment envoyé une équipe, sauf cet expert. Et par après on a eu un expat'. Ce qui se passe souvent c'est que si à un moment donné on a quand même beaucoup d'argent, qu'il faut justifier par après, au lieu de gérer tout ça à partir d'ici, ce qu'on fait c'est qu'on envoie quelqu'un sur place qui fait un peu l'intermédiaire entre le local et le bureau ici, qui discute, parce que voilà un programme ça ne se met pas en place dans un bureau, il faut adapter, il faut changer si nécessaire, on est confronté à des réalités qu'on a pas prévues donc il faut adapter, donc si les montants et les besoins sont trop grands, et dans ce cas-ci on a envoyé un expat' qui est resté là et pour l'instant on a toujours un expat' qui continue à travailler là.

L.F. : *Et ça fait depuis combien de temps ?*

C.D. : Je crois que l'expat' a été envoyé la première année et depuis lors on a toujours eu un expat'. Mais donc c'est surtout pour la réhabilitation, donc après 6 mois... Je ne me souviens plus mais pour les urgences c'est surtout avec le Caritas local qui prend le lead.

L.F. : *D'accord. Et qu'est-ce qui fait que vous choisissez une image plutôt qu'une autre lorsque vous réalisez une affiche, un article, ... ?*

C.D. : Ah, alors ça ça entame beaucoup de discussions toujours. Parce qu'il y en a qui sont très stricts en disant « il ne faut pas trop prendre des enfants parce que les enfants ne savent même pas de quoi il s'agit et on n'a peut-être pas demandé la permission, peut-être aux parents mais pas à l'enfant, ... ».

C'est toujours des discussions. Mais je crois que l'image, l'important, c'est un visage. Quelqu'un de dos parfois ça peut être utile dans un article mais pour récolter de l'argent, c'est mieux un visage, d'assez près, où tu vois vraiment que la personne souffre, mais ça peut être très discrètement. Ça ne doit pas être très misérabiliste mais on voit l'angoisse, la peur, le désarroi. Et puis on essaye aussi, si possible, mais parfois ça ne se voit pas vraiment sur les images, dans le cas d'Haïti oui, parce que c'était une destruction complète donc tu pouvais vraiment avoir des gens au milieu des débris. Pour d'autres catastrophes, ce n'est parfois pas évident parce que quand l'eau se retire, tu vois un peu mais pas grand-chose. On veut vraiment exprimer à travers l'image, le poids, l'importance de la catastrophe et voilà. Quand les gens s'entraident, pourquoi pas, quand les gens essaient de se sauver la vie. Quand même une réalité, mais ce n'est pas toujours évident parce que nous on n'est pas toujours sur place de toute façon donc on reçoit des images des autres, c'est rare qu'on les achète. Donc on fait un peu avec ce qu'on a, surtout pour ne pas avoir trop de frais de toute façon, puis voilà on trouve que c'est génial si on peut avoir des photos des photographes parce que eux ont cette finesse pour mettre un message dans une photo tandis que nous on peut faire des photos, ça sera peut-être une belle photo, mais il manque le message parfois, à cause de la façon dont tu règles la lumière, les couleurs, ...

L.F. : *C'est un art quoi...*

C.D. : C'est un art... Si on a le temps de travailler sur les images, pour la campagne par exemple, on a quelqu'un en qui on a confiance. Parce que les photographes, si c'est un photographe qui ne cherche que le scandale, non il faut quelqu'un qui a un peu d'empathie et qui a presque une relation avec les gens. Et ça ça prend du temps et pour des urgences c'est très difficile. Mais on essaye pour des campagnes plus structurelles d'avoir un photographe.

L.F. : *Et elle reste en Belgique ou elle est envoyée ailleurs ?*

C.D. : Non, pour l'instant il y a quelqu'un qui est en Belgique mais qui voyage beaucoup. Ce qu'on a dit c'est qu'il faut essayer de chercher des photographes sur place aussi. Mais ça ce n'est pas évident d'avoir des photographes sur place. Le problème c'est qu'il faut du temps, nous on n'est pas sur place, les gestionnaires des projets ne sont pas forcément des gens de la com' donc ne savent pas trop quoi attendre, quoi demander, et il y a aussi la différence de cultures dans certains pays, et la façon dont les photos sont prises, la façon dont le message est exprimé, ce n'est pas toujours évident. Mais c'est certainement une possibilité, pourquoi pas. Le voyage ça coûte déjà, en Afrique ou en Amérique du Sud donc pourquoi pas des photographes sur place. Jusqu'à maintenant on n'a pas encore vraiment trouvé. Ou bien quelqu'un qui est basé sur un continent, un pays, même si ce n'est pas un local, mais quelqu'un qui travaille déjà sur place. Mais voilà ça ce sont des recherches qu'il faut faire petit à petit, c'est un réseau.

L.F. : *Et quand vous publiez une photo dans un magazine, sur le site, etc. est-ce qu'il faut une autorisation de la personne ?*

C.D. : Oui. De toute façon, en principe, il faut leur expliquer et demander s'ils sont d'accord. Evidemment en principe, si par après il y a une dispute, il faut pouvoir prouver tout ça. Ce qu'on fait, et on essaye, quand on prend des photos pour une campagne, quand on a un peu de temps, on a un formulaire où on demande que les gens signent s'ils sont d'accord qu'on utilise leur photo. Mais voilà la réalité, surtout en Afrique, en Syrie ou ailleurs, ce n'est pas toujours évident, de toute façon on essaye toujours d'expliquer mais avoir un papier signé, déjà il y a pas mal de gens qui ne savent pas lire ou qui ne connaissent pas l'anglais ou le français donc il faut avoir le papier dans la langue locale, ce qui n'est pas toujours évident. Puis certaines personnes ne savent pas lire, donc qu'est-ce que ça signifie leur signature s'ils ne savent même pas lire ce qu'il y a sur le papier... C'est une histoire compliquée parce qu'il y a des gens ici qui sont très stricts mais du coup tu ne peux presque pas prendre des photos... Si c'est quelqu'un de chez Caritas pas de problèmes, mais si tu as une image où on voit bien la personne il faut demander. Si tu as une image où il y a un petit bonhomme qui n'est pas reconnaissable il ne faut pas demander, mais justement ces photos, tu peux les utiliser de temps à autre dans un article mais pour un appel ça ne vaut pas grand-chose. Tu ne vois pas la personne. Donc on essaye, on est conscient du fait qu'il faut une signature, mais en pratique... Enfin heureusement on n'a encore jamais eu des plaintes. Mais on est très conscient et oralement on essaye toujours, par le biais d'un interprète, de toute façon on demande. Et puis il y a des gens qui disent non même s'ils ne savent pas pourquoi on le fait. Mais de toute façon expliquer dans le désert ou dans le fin fond du Niger, ce qu'on fait avec ça, je ne sais pas si les gens comprennent comment fonctionne notre société. Donc tu essayes d'expliquer mais c'est toujours une histoire assez vague.

L.F. : *D'accord... Et peut-être une dernière question... Produisez-vous toujours des écrits sur Haïti aujourd'hui et Caritas soutient-elle toujours des projets en Haïti ?*

C.D. : Oui, on continue à travailler. Et on n'envoie plus des communiqués de presse sur ce qu'on fait, mais à l'occasion dans le magazine, dans le rapport annuel, ça se fait, si jamais il y a une occasion ou que quelque chose se passe en Haïti, on en parle mais ce n'est plus à la Une, ça c'est sûr.

L.F. : *Ok, super. Merci beaucoup. C'était un peu long désolée.*

C.D. : Il n'y a pas de problème.

b) Entretien avec A. P. (Département communication, Oxfam)

Interview de A.P. par Laura Ferrara

Lieu : Bureaux d'Oxfam Solidarité – Bruxelles

Date : 14 avril 2016

Durée : 46 min

Laura Ferrara : *Tout d'abord, est-ce que tu pourrais me parler de ton rôle au sein d'Oxfam ?*

A.P. : Alors, moi je travaille à la communication [*phrase compromettant l'anonymat de la personne interviewée*]. Et donc on produit un peu tout le matériel de communication, que ce soit plus d'un point de vue outils de campagne de sensibilisation, que des choses un peu plus soutien de services comme des événements qu'on va organiser comme là on a un événement sportif le trailwalker et donc il y a des pubs, il y a des trucs, enfin, ... On travaille un peu à tous ces aspects-là, et donc il y a l'aspect, pour moi, [*phrase compromettant l'anonymat de la personne interviewée*] aussi en plus. On a tous des petites spécialisations en plus. Enfin voilà.

L.F. : *Et tu as un rôle au niveau du Consortium ?*

A.P. : Non, mais c'est toujours un peu spécial ici parce qu'on a Erik Todts, qui est en partie Oxfam et qui est en partie 12-12. [*phrases compromettant l'anonymat d'une personne interviewée*].

A.P. : Oui ce n'est pas toujours simple. Mais donc heu moi je n'ai pas un rôle direct, j'ai ma collègue Ester qui est un tout petit peu plus du côté urgence mais elle non plus n'est pas directement liée au 12-12. On a des gens du programme Sud qui nous représentent là-bas et donc c'est plus le chef humanitaire qui va voir là-bas. La com' vient en deuxième niveau.

L.F. : *OK. Alors heu... Comment est-ce que tu caractériserais la communication d'Oxfam solidarité ?*

A.P. : En général ?

L.F. : *En général et en particulier lors d'une crise. Les deux quoi.*

A.P. : Alors. Disons que... en tout cas la volonté... ce n'est peut-être pas dans les faits exactement ce qu'on voudrait faire, mais la communication, elle se veut quand même un peu plus moderne que celle d'il y a 15 ans, donc la volonté c'est d'éviter les images victimisantes, les images dénigrantes et qui renforcent un peu les clichés finalement de la personne qui est juste en demande et en besoin d'aide alors qu'on essaye justement d'inverser le point de vue et de plutôt se dire « voilà ce sont des gens qui veulent se prendre en mains, qui veulent changer les choses, et qui ont juste besoin d'un coup de pouce pour pouvoir y arriver », et de montrer des images positives de gens qui sont actifs et heu... Bon, parfois ça va un peu trop dans le cliché inverse de sourire à tout prix, et que ça aussi c'est un peu... bon, quand c'est vraiment une situation très grave et donc pour les urgences, c'est plus compliqué d'aller vers quelqu'un qui sourit. Et tant mieux parce qu'il y a un moment où il ne faut pas non plus faire croire que

tout va bien malgré tout. Donc quand c'est vraiment des urgences c'est dur de le faire. Par contre pour tout ce qui est développement, c'est un peu à l'image de ce qu'il y a derrière toi par exemple. C'est plutôt ce genre d'images. Il y a un slogan en anglais, ça marche toujours moins bien en français, c'est « positive future now ». Et vraiment l'idée de « on peut agir maintenant pour changer les choses, et les choses peuvent déjà changer assez vite », et d'avoir cette idée optimiste, positive, d'un monde sans pauvreté mais ça veut pas dire non plus misérabiliste et culpabiliser la personne qui regarde ou rabaisser la personne sur la photo.

L.F. : *Mm. Et heu... lors d'une crise c'est quand même des photos quand même alors plus...*

A.P. : Ouais ouais ouais... Mais... Allais, on essaye, maintenant encore une fois ça dépend aussi un peu des Oxfam parce qu'Oxfam est représenté dans pas mal de pays différents et la culture change beaucoup la communication. La culture anglo-saxonne va être beaucoup plus crue et émotionnelle, d'aller vraiment vers un truc où... allais donner aux gens de pleurer quoi, tu vois le truc. Nous ça sera plutôt essayer de marquer mais de... par exemple on a, pour le dernier tremblement de terre au Népal, on avait des images de quelqu'un qui sort d'un bâtiment qui visiblement vient de s'écrouler, bon l'image elle est forte mais ce n'est pas un truc où on voit un enfant avec des mouches... Et ça on essaye de vraiment, de ne plus véhiculer ces images du tout. Les enfants, ça dépend vraiment du contexte. Si c'est... Allais si c'est juste pour montrer un enfant parce que c'est mignon et que ça marche mieux, ce n'est pas ça le but. S'il y a vraiment un réel contexte ou quelque chose qui est lié à ça oui, mais sinon on essaye d'éviter au maximum les images d'enfants, ou en tout cas que ce soit l'enfant le personnage central ou qu'il y ait que ça. Et donc sinon ben c'est quand même des images un peu plus choquantes parce que ce sont des urgences et il faut que ça se comprenne aussi que ce n'est pas juste d'aider à mieux cultiver, c'est vraiment survivre quoi. Donc heu voilà on va dire qu'il y a quand même des images un peu plus fortes dans les urgences mais on essaye de ne pas aller trop loin dans le choquant.

L.F. : *Ah oui. Et heu justement pour les images qui sont publiées, c'est qui qui prend ces photos-là en fait ? C'est le photographe d'ici, il va sur... enfin comment ça se passe ?*

A.P. : Ca dépend un peu en fait. Comme je te disais on est une confédération. Je crois que maintenant il y a dix-huit Oxfam et chaque Oxfam a un peu des moyens différents. Nous on a la chance d'avoir quand même notre propre photographe. Mais on partage tout. Ce qui fait que ça peut être le photographe d'Oxfam Espagne qui va envoyer des photos d'un truc parce que lui avait été là, et ça peut être notre photographe qui a été au Burkina qui envoie des photos du Burkina à tout le monde. Donc c'est vraiment un truc de partage de photos. Et ce n'est pas d'office quelqu'un de Bruxelles qui aura fait les photos.

L.F. : *Ok... Et quel est le rôle de ces photos-là qui sont publiées lors d'une crise et en particulier lors de la crise haïtienne ? Photos, affiches, ...*

A.P. : C'est un peu... Allais, le but c'est d'attirer l'attention, de faire parler de la crise mais souvent c'est une crise qui est déjà dans les médias, mais aussi pour donner un moyen d'action aux gens, et pour

nous évidemment, il n'y a rien à faire quand ce sont des crises assez graves, les gens sont quand même spontanément généreux. C'est plutôt pour les choses de développement où c'est beaucoup plus dur de convaincre des gens de donner de l'argent, surtout que ça veut dire donner de l'argent sur du long terme. Alors que là c'est un don ponctuel, pour aider dans une situation très précise à un instant très précis. Et ça les gens en général sont plutôt réceptifs donc c'est, un pour attirer l'attention, et deux, pour collecter des dons, c'est quand même le... Enfin c'est peut-être même Un, collecter des dons. Parce que finalement c'est ça la finalité. C'est quand même le but principal parce qu'on a besoin, souvent, de pas mal de fonds pour pouvoir réaliser les projets qu'on a là-bas et l'aide d'urgence. On doit essayer d'être rapide aussi et de... Il y a limite même parfois une petite concurrence entre ONG là-dessus mais je crois que c'est nécessaire que tout le monde agisse assez vite pour pouvoir communiquer assez vite sur les crises.

L.F. : *Et comment est-ce que cette communication a évolué depuis que tu travailles chez Oxfam ? Et depuis combien de temps est-ce que tu travailles chez Oxfam ?*

A.P. : Je suis là depuis 4 ans et demi.

L.F. : *Et tu as vu une évolution même au niveau d'Haïti ? Est-ce qu'il y a eu une évolution au niveau de la communication ?*

A.P. : Hum... Non. Pas vraiment... Enfin, il y a eu une évolution dans le sens que les crises s'enchaînent un petit peu en tout cas celles qui sont... des deux côtés en fait. J'allais dire celles qui sont plutôt naturelles mais en fait non que ce soit les sécheresses, enfin tout ce qui est plus climat... bon tremblement de terre on ne peut pas mettre ça là-dedans. Mais après il y a aussi tous les conflits. Ce qui fait que, un peu comme dans la presse finalement, les catastrophes au sens large se succèdent et qu'on voit bien qu'il y a quand même un peu le phénomène d'une catastrophe qui en remplace une autre, et que même chez nous revenir sur ce qu'on a fait... par exemple Haïti...

L.F. : *C'est vrai que je n'ai plus vu là dans les derniers oui il n'y a plus grand-chose...*

A.P. : Oui ce n'est plus... on n'est plus dedans et c'est vrai qu'au tout début où je suis arrivé c'était encore frais donc on a fait plusieurs fois des articles ou des choses comme ça là-dessus, sur notre site, ... Mais voilà c'est beaucoup moins le cas maintenant mais l'évolution sur le style de la communication je trouve qu'elle n'a pas tellement changé et c'est aussi, quelque chose qu'Oxfam fait beaucoup, c'est, bon, le moment de l'urgence même, quand ça vient d'arriver, là on ne va pas beaucoup plus loin que la communication de base, les besoins en eau, en bouffe, en toit, mais après quelques mois on essaye très vite de communiquer sur la reconstruction et sur le développement, parce que finalement c'est toujours très lié urgence et aide au développement et qu'on travaille sur les deux points, plus plaidoyer politique et sensibilisation au niveau public. Et donc ces deux points urgence-développement et sensibilisation politique ou publique ce sont des choses qui s'entremêlent et en fait si tu n'aides pas à reconstruire à plus long terme, il y a beaucoup plus de chances que les prochaines catastrophes soient tout aussi graves.

Donc il y a vraiment cette interaction entre humanitaire et développement qui est importante pour nous et à mettre en avant aussi, pour essayer de convaincre les gens de ne pas s'arrêter au don ponctuel mais de poursuivre un peu et de se dire « oui d'accord, oui maintenant le moment crucial est passé mais il y a encore des années de reconstruction et de travail sur place à réaliser ».

L.F. : *Oui... Et donc toi qui es là depuis 2011, c'est quels types d'images qui ont été utilisées pour Haïti ?*

A.P. : Et bien justement 2011 c'était déjà une bonne année après le séisme, et en fait là depuis que je suis là ce sont plutôt des images de reconstruction, c'est pas mal lié à l'agriculture surtout, mais avant ça je dois t'avouer que je n'ai pas vu grand-chose dans la com', j'ai essayé de retrouver mais je n'ai pas trouvé grand-chose.

L.F. : *Sinon, comment la communication évolue lors d'une crise ?*

A.P. : C'est un peu comme je te disais par rapport à l'évolution où on essaye d'aller de l'urgence au développement. Maintenant c'est vrai qu'un des trucs peut-être dans la différence de communication entre avant et maintenant, ce n'est pas tellement sur la photo ou le slogan qu'il pourrait y avoir avec mais c'est aussi sur les outils. C'est vrai que maintenant on travaille de plus en plus évidemment avec les réseaux sociaux et c'est encore bien plus développé qu'il y a 5 ans. Et on travaille un peu plus en analysant les données de nos donateurs et donc en sachant bien qui a donné et pourquoi. Ceux qui ont déjà donné pour une crise, on les relance par mail pour voir si, voilà, s'il ne veut pas aussi aider pour ça... On communique, on va dire vraiment de manière plus large à tout notre public, mais aussi parfois plus ciblé en faisant des segments en se disant « tiens, ceux-là, ils ont déjà donné pour une urgence, ça peut être intéressant », ceux-là, quand on a les deux projets, par exemple développement et urgence, il faut pouvoir dire « tiens, ils donnent beaucoup pour cette zone-là du monde, donc ça, ça peut les intéresser aussi », des choses comme ça. Et alors on travaille parfois avec des boîtes extérieures pour certains mailings papiers qu'on envoie aux gens. Mais là il y a toujours un peu le conflit entre le style Oxfam on va dire et la récolte de fonds où les boîtes de com', en gros, partent du principe qu'un truc plus culpabilisant marche mieux et rapporte plus. Donc il y a toujours un peu ce petit conflit parce que d'un côté si on fait appel à elles c'est pour avoir des meilleurs chiffres mais d'un autre côté on ne veut pas tout, donc en général on arrive à un truc un peu entre deux mais qui fait que ça n'atteint pas les chiffres promis et que d'un côté on est tous un peu frustrés parce que ce n'est pas tout à fait notre manière de communiquer non plus. Donc ça c'est une évolution peut-être pas géniale je trouve, enfin ça c'est pour ma part parce qu'au final ça rapporte quand même plus d'argent pour les projets donc on peut dire que ce n'est pas si mal. Mais je trouve que ce n'est pas à tout prix qu'il faut avoir plus d'argent pour les projets. Et sinon, on est aussi plus systématique dans nos distributions, dans les réseaux de magasins, où avant c'était plus basé aussi sur la bonne volonté des bénévoles dans les magasins et qu'ici il y a vraiment un truc systématique avec même des affiches pré-faites où il faut juste changer le texte, la photo et le

code-don parce qu'on attribue les dons à une crise donc il faut qu'il y ait un petit code. Et il y en a même aux magasins où elles sont vierges où ils peuvent compléter au bic pour avoir une affiche directement avant d'avoir l'affiche officielle. Ça c'est un peu l'évolution sur la rapidité. Le principal truc c'est la réactivité qui doit être encore plus forte, ultra rapide lors d'une crise.

L.F. : *Et donc vous ne faites pas tout le temps appel à une boîte de com' en fait ?*

A.P. : Non, non, non, non, non. Ça c'est parfois justement la deuxième phase la boîte de com'. Quand l'urgence arrive on fait tout ce qu'on peut pour toucher un maximum de gens dans un minimum de temps avec nos moyens propres, et à partir du moment où on sait vraiment plus facilement cibler, alors là on va peut-être faire appel à une boîte de com', mais ce n'est pas systématique du tout.

L.F. : *Et justement c'est quand même plus rentable d'utiliser des photos ou un texte plus culpabilisant ?*

A.P. : Oui mais là-dessus il faut un peu nuancer. Déjà on a un peu fait machine arrière sur la quantité parce qu'à un moment on faisait appel à une boîte extérieure pour des mailings mensuels à des donateurs réguliers et là les chiffres n'étaient pas tellement bons. Et en fait aussi il y a aussi un peu le problème que c'est dur de mesurer l'impact à long terme. Parce qu'à court terme, clairement, ça rapporte plus ; il y a des gens qui n'auraient peut-être jamais donné qui là sont plus sensibilisés, mais le problème c'est que par contre pour un public peut-être un peu plus averti qui reçoit ça, le côté fidélisation est peut-être moins grand et idem pour les gens qui ont donné sur le coup de l'émotion, ça ne veut pas dire qu'ils soutiennent notre combat, qu'ils soutiennent ce qu'on fait. C'est juste là le mail les a ému et ils se sont dits « allais, je donne ». C'est super sur le moment mais à long terme c'est difficile d'estimer si c'est un vrai gain ou pas. Voilà, je crois que ça on ne peut pas trop y répondre encore maintenant parce que ça ne fait pas assez longtemps qu'on travaille avec eux, ça fait 1 an et demi quelque chose comme ça et on ne peut pas vraiment encore parler de long terme, d'impact, la différence entre les gens qu'on va perdre à cause de ce genre de communication ou pas. Donc ça c'est difficile de donner une vraie réponse. A part que sur le court terme oui ça rapporte plus.

L.F. : *Ok, ok. Alors heu... est-ce que tu penses qu'il peut y avoir un décalage entre l'image et la réalité ?*

A.P. : Tu veux dire que ça peut arriver, ou que c'est permis ?

L.F. : *A toi de me dire [rires].*

A.P. : [rires]. Parce que... Dans la communication de crise pas trop je crois. C'est quand même une situation assez dure, et l'image qu'on renvoie qui n'est quand même pas celle du paradis, et au contraire on essaye de faire attention à ne pas aggraver l'image par rapport à la situation. Donc je te dirais qu'en général, ça, ça va. Ça peut être plus sur une communication liée au développement justement où là il peut y avoir les deux excès opposés : le côté trop positif et tu as l'impression que tout le monde vit une vie super, et le côté trop négatif où c'est super culpabilisant alors qu'en fait rarement ils vivent bien dans les endroits où on travaille, mais ils ne vivent peut-être pas non plus dans l'horreur quotidienne. Ça

dépend des endroits, ça dépend des moments, mais il ne faut pas communiquer ça non plus. Ils ont les moyens d'avoir une vraie vie.

***L.F. :** Et justement, quand même en lien avec ça, est-ce que tu penses que les images qui ont été publiées suite au séisme ont pu véhiculer une image stéréotypée d'Haïti ?*

***A.P. :** Oui, oui sûrement. Quand... Tu vois, je pense qu'avant le tremblement de terre, peu de gens avaient... Enfin peu de gens, c'est peut-être plus que ce que je crois, mais il n'y avait pas tellement de gens qui avaient vraiment une image précise d'Haïti, c'était plus exotique. Ça se limite à ça. Et maintenant dans l'idée de beaucoup de gens, c'est vraiment des gens très très pauvres, qui ont besoin d'assistance, de l'aide extérieure quoi, heu bon maintenant ce n'est pas si si loin de la réalité non plus, il faut quand même dire que c'est un des pays les plus pauvres de la planète donc s'il y a une image de pays pauvre à la base ce n'est pas faux non plus. Mais de nouveau ça véhicule un peu trop l'image d'assistanat, alors que ce n'est pas parce que tu es dans un pays pauvre que tous les gens sont incapables et qu'ils n'essayent pas de se prendre en mains tout seuls. C'est juste que la situation géopolitique et économique est mauvaise mais voilà, c'est sans doute l'image qui est trop restée, une image de population assistée.*

***L.F. :** Mmm. Alors est-ce que les images que vous publiez ont aussi pour but de légitimer vos actions ?*

***A.P. :** Heu... Oui et non. Enfin c'est toujours, ça dépend comment tu le vois « légitimer nos actions », mais en soi il y a une partie où notre communication a deux aspects souvent : l'aspect ramener des gens vers nous, et ça il y a plein de moyens : signer des pétitions, donner de l'argent, acheter dans nos magasins, je ne sais pas. Mais il y a aussi une partie « rendre des comptes » et l'idée c'est de montrer aux gens qui ont déjà donné qu'il se passe quelque chose alors oui il y a certaines de nos communications qui sont là pour justifier pourquoi on a fait appel aux dons des gens, mais c'est aussi l'idée normale de dire « si des gens te donnent de l'argent pour faire quelque chose dans un pays, il faut qu'ils puissent voir à un moment qu'il y a un résultat », et bon c'est parfois le truc plus compliqué avec le développement parce que c'est des trucs sur du très long terme ou du moyen terme tandis que l'aide d'urgence tu peux très vite communiquer en disant « déjà 100 000 personnes aidées », c'est beaucoup plus simple, ou « 18 000 rations », enfin je ne sais pas, t'as des chiffres qui viennent facilement appuyer ta communication, alors que dans le développement c'est souvent « de meilleures récoltes », « plus de droits », mais c'est des trucs beaucoup moins palpables et parfois moins chiffrables et ça ce n'est pas souvent simple donc on passe aussi beaucoup par le témoignage pour faire comprendre un peu notre travail et montrer les différents accomplissements qu'il y a pu y avoir grâce à des bénéficiaires un peu partout qui peuvent nous expliquer ce qui se passe. Donc on part parfois en missions sur le terrain pour simplement aller rencontrer les gens avec qui on travaille pour qu'ils nous expliquent bien.*

***L.F. :** Donc maintenant il y a une plus grande mise en avant des partenaires, bénéficiaires, et tout ça ?*

A.P. : Oui, on essaye en tout cas. Mais ce n'est pas... On a aussi des débats là-dessus. Le fait que la communication soit hyper personnelle, et donc d'identifier une crise à une personne, c'est ce qui marche souvent le mieux parce que t'as « Jeanine dit... » et hop t'as un truc, l'histoire de quelqu'un... Sauf que ça donne parfois l'impression qu'il y a des cas particuliers alors qu'en fait c'est un truc bien plus large et que ça induit un peu en erreur où alors on va se contenter de la personne qu'on a vu qui va être celle qui représente la communauté alors que t'aurais interviewé la personne à côté elle ne t'aurait peut-être pas dit ça. Ça c'est un peu les limites de ce style de communications, mais c'est un peu la tendance quoi, partout, d'avoir UN témoin, que tu suis, ...

L.F. : *Oui c'est ça, puis ça permet peut-être aussi de contextualiser...*

A.P. : Oui, oui, oui.

L.F. : *Heu... Et est-ce qu'il y a une différence entre la communication de crise et la communication du quotidien ?*

A.P. : Oui. Ben comme je te disais au niveau des images on va dire qu'il y a parfois des images un peu plus crues dans la communication de crise, et il y a la rapidité quoi, où là il y a peu, on a fait un exercice justement simulation, où il y a une catastrophe quelque part, il y avait le service récolte de fonds, le service communication, une autre personne d'Oxfam international qui venait pour chapeauter le tout, il y avait des gens de campagne, de nos magasins de seconde main, pour tous être ensemble et simuler « paf il se passe ce truc-là, qu'est-ce qu'on peut faire dans les 24 premières heures ». Ben là en fait il y a vraiment un million de trucs à produire en très très peu de temps. Bon là il faut dire qu'il y a un truc qui a quand même ses limites aussi c'est le 12-12 justement.

L.F. : *Ah oui ?*

A.P. : Enfin ce n'est pas le 12-12, c'est plutôt les ONG qui en font partie, où à partir du moment où c'est décidé qu'il y a une communication commune avec le 12-12, je n'ai plus le droit de...

L.F. : *Ah oui de faire appel au grand public.*

A.P. : Oui voilà. Mais ce qui fait que ça induit une espèce de concurrence malsaine tant qu'il n'y a pas eu de décision. Et que tout le monde veut être le premier, il faut se grouiller sur tout, tout, tout, tout, tout. Alors qu'on pourrait simplement se dire qu'il faut être actif, mais que l'argent qu'on récolte va au 12-12 de toute façon, sauf si on sait que ça ne se fera pas finalement, j'en sais rien. Mais donc parfois on va se grouiller pour produire plein de matériel en 24-48 heures, et le jour après on se décide de faire 12-12 et tout le matériel qu'on a produit, on ne peut plus rien utiliser parce que voilà c'est fini. Et le pire, c'est que ça vaut la peine parce que c'est les premières heures après les catastrophes souvent que les gens risquent le plus de donner. Et donc voilà c'est un peu bizarre parce que toutes les ONG ont un peu du mal entre la quantité de boulot, le personnel, et tout ça, et là on va investir quasi 100% de notre temps pendant 48 heures sur un truc qu'on n'utilise plus après... Il y a un côté compréhensible d'un

point de vue juste fonds, récolter, mais ça pourrait être fait de manière bien plus intelligente j'ai l'impression, entre membres du 12-12, et de se dire « on se répartit des tâches », et qu'au final s'il n'y a pas d'appel 12-12 on divise toutes les rentrées en 5... Je ne sais plus combien on est dans le consortium...

L.F. : 6.

A.P. : Oui voilà, donc en 6, et que si on fait le 12-12 ça va au 12-12.

L.F. : *Et justement alors, les avantages du consortium ?*

A.P. : C'est qu'il a une visibilité quand même plus forte, il a réussi à construire petit à petit une image assez forte, bon il bénéficie aussi justement des capacités de chacun des affiliés donc ça c'est quand même quelque chose de fort parce qu'on a tous des responsables de com', de presse, de récolte de fonds, donc ensemble on peut toujours faire plus au rendement. Une fois que la partie concurrence est mise de côté, on peut faire plus. Et c'est vraiment une force là-dessus. Ils ont aussi une bonne visibilité au niveau des... enfin je ne sais pas si on peut vraiment dire grand public, mais en tout cas des personnalités qui permettront de toucher le grand public. Donc souvent ils invitent certains journalistes assez connus à venir avec eux sur le terrain ou des choses comme ça, mais qui va faire que ça rend le truc plus visible. Donc parfois c'est un peu bizarre parce que tu as l'impression de voir « Tintin au Congo » [rires].

L.F. : [rires].

A.P. : Thomas Van Hamme qui était allé, je ne crois pas que c'était Népal, mais il était allé quelque part avec Oxfam et le 12-12, et ça faisait vraiment, même sur le site, c'était sur le site d'RTL je crois, où ils faisaient tout un truc « Thomas Van Hamme là-bas, Thomas Van Hamme là-bas, ... ».

L.F. : *En plus RTL ils sont forts aussi pour ça* [rires].

A.P. : [rires]. Ah ça c'est sûr. C'est les plus forts.

L.F. : *Et heu... justement quels liens entretenez-vous avec les médias ?*

A.P. : Des liens toujours un peu ambigus. En fonction du sujet, les rôles s'inversent un peu. Où il y a parfois où ce sont des sujets très pointus pour lesquels ils ne trouvent pas forcément d'interlocuteurs et là ils vont venir vers nous et il faut se décarcasser pour trouver au plus vite quelqu'un qui pourra leur répondre, et parfois, même plutôt, rendre service et donc que ce ne soit pas forcément quelqu'un de chez nous et mais quelqu'un qui puisse répondre aux questions... c'était presque français... Et heu, donc il y a aussi le côté inverse, la plupart du temps c'est nous qui cherchons à avoir l'attention médiatique, c'est nous qui envoyons des communiqués... Et il y a souvent beaucoup de frustration puisque notre, enfin... On a l'impression d'avoir un contenu vraiment intéressant et c'est repris nulle part. Parfois c'est dans les trucs qu'on croit le moins que c'est repris. Voilà c'est une relation un peu compliquée quand même toujours. Ici au niveau d'Oxfam solidarité on se rend compte qu'au niveau néerlandophone ça marche mieux qu'au niveau francophone...

L.F. : *Ah bon ?*

A.P. : Et bien intuitivement personne n'aurait dit ça. Mais j'en ai parlé avec plusieurs collègues d'autres ONG et avec d'autres journalistes que je connais aussi et ils ont remarqué la même chose. Il y a juste certaines ONG, genre MSF par exemple, qui est très bien positionnée par rapport aux médias francophones, mais... je crois qu'Oxfam c'est particulièrement le cas mais au niveau néerlandophone c'est nettement plus... je ne sais pas, une organisation crédible ou quoi. Est-ce que c'est parce que les Pays-Bas ont un peu plus de d'anglo-saxisme mais que... peut-être que tout ce qui est lié à la Grande-Bretagne est un peu plus proche et comme Oxfam est anglais, ils ont peut-être plus d'écoute, ce genre de trucs, je ne sais pas. Mais en tout cas, là où on se serait dit d'instinct que la sensibilité des gens, on va dire, de Wallonie, de Bruxelles, serait un peu plus forte que celle du Nord un peu plus stricte ou quoi, et bien ce n'est pas du tout le cas. Donc ça c'est un peu le côté spécial. Sinon que dire... que comme pour beaucoup d'ONG, on n'a pas beaucoup de moyens par rapport à la presse, et donc là ici, le travail presse est censé représenter plus ou moins 1/5 de mon temps, ce qui n'est jamais le cas, et en fait on est un peu obligé d'arriver à des situations où on ne fait qu'envoyer des communiqués, alors que si on veut vraiment avoir de bonnes relations avec la presse, il faut les voir régulièrement, il faut leur proposer, de temps en temps, des trucs de nous-mêmes, où on sait qu'il y a un thème compliqué, on va leur dire « ah on a un expert fiscal », et ce n'est pas spécialement pour une interview, ça peut être pour un briefing, mais finalement on n'a rien le temps de faire donc au final on envoie des communiqués et on verra bien ce que ça donne [rires].

L.F. : [rires].

A.P. : Non mais c'est vrai que c'est assez compliqué. Et parfois aussi c'est très personnel aussi, certains journalistes ont vraiment une fibre un peu plus militante que d'autres et il faut connaître les bons. Et puis le paysage médiatique il bouge tout le temps, les journalistes ils ne restent pas deux ans au même endroit donc nos listes de presse ne sont jamais à jour... C'est vraiment difficile à gérer pour une ONG, et encore on est une grosse ONG par rapport à beaucoup d'autres, et quand je vois comme pour nous c'est compliqué, parfois il faut faire des choix, ce qu'on ne fait peut-être pas assez nous, nous on veut tout faire. Et je pense que dans de plus petites ONG, il y a plein de choses en communication qu'ils ont décidé de ne pas faire pour pouvoir faire quand même un minimum de presse. Voilà, c'est un choix à faire, mais bon ça devrait évoluer dans le temps aussi parce qu'il y a pas mal de restructurations en cours de route qui vont arriver. Je ne sais pas si tu sais que Oxfam solidarité et Oxfam magasins du monde c'est pour l'instant deux entités différentes, même trois, parce qu'il y a Oxfam-Wereldwinkels et magasins du monde, néerlandophone et francophone. On va fusionner bientôt avec magasins du monde, Oxfam-Wereldwinkels devrait suivre deux années plus tard mais ça reste compliqué. Donc là c'est l'occasion aussi restructurer un peu tous les services et notamment d'avoir vraiment quelqu'un qui ne fasse que de la presse, et ça, ça change une vie je crois [rires]. Non vraiment ça permet de préparer des choses un peu plus originales aussi et de ne pas juste se contenter d'un communiqué, il peut y avoir des

sortes d'envois plus intéressants par la poste et on peut avoir quelque chose de plus original, avec une forme plus originale, avec un contenu plus original. Pour l'instant c'est très classique et ça va dans la boîte mail des journalistes et ça va s'ajouter aux 4032 autres communiqués déjà envoyés. Voilà, c'est ça et avoir le temps d'appeler et de voir les gens. Parce que c'est très différent quand tu as eu un « ok » de principe au téléphone ben t'as beaucoup plus de chance d'avoir quelque chose après.

L.F. : *Ben oui... Et, une question un peu différente, mais selon toi, pourquoi la crise haïtienne a été plus fortement médiatisée et a engendré plus d'aide que d'autres ? Alors qu'il y a d'autres crises qui ont été aussi importantes et qui n'ont pas...*

A.P. : Là-dessus je n'ai pas vraiment une explication. Je dirais en général qu'en tout cas si tu scindes entre catastrophes naturelles et les trucs plus genre Syrie et les urgences réfugiés, ben c'est plus compliqué de récolter des dons, ce sont des sujets qui fâchent beaucoup plus. Ben il y avait eu le tsunami notamment qui avait vraiment bien « marché ». Donc heu ça c'est, je ne sais pas vraiment expliquer. Je crois qu'en général les catastrophes naturelles attirent déjà pas mal l'attention, mais après ça dépend un peu du pays, de la sympathie qu'il peut attirer ou non, quand il y a un truc qui se passe en Turquie ou au Pakistan, ça va beaucoup moins attirer les foules que ça se passe en Asie ou Amérique latine ou encore plus Europe ou Etats-Unis où là c'est carrément mobilisation mondiale... Donc heu, ouais en général c'est très fort lié à l'endroit où ça se passe et le type de catastrophes. Allais maintenant à priori s'il y a un tremblement de terre au Congo il y a quand même beaucoup de chances qu'il y ait beaucoup de dons parce que c'est un pays qui est historiquement lié à la Belgique, il y a beaucoup de Congolais en Belgique, il y a plein de liens qui peuvent se faire... Mais à part ça je n'ai pas vraiment une réponse, est-ce que la communication a été meilleure, est-ce que les médias en ont plus parlé, parce que c'est souvent ça aussi c'est lié à la couverture des médias, aux messages qui sont passés très vite, parce qu'il y a eu deux-trois fois des crises où les messages étaient un peu discordants, des gens qui disaient « Nous on a assez récolté de fonds », alors que ce n'était pas le cas pour tout le monde, alors là on se dit « wouaw ce genre de communication ça veut dire que plus personne ne va plus rien donner ». Donc ouais c'est compliqué parce qu'il y a des règles pour l'utilisation de l'argent, si l'argent est vraiment donné pour une crise spécifique tu ne peux pas l'allouer à autre chose et si t'as trop d'argent et que t'as de l'argent qui dort c'est débile. Donc c'est normal de faire ce genre d'appels mais il faudrait surtout conscientiser les gens qui devraient plutôt faire un don général alors qui pourraient être attribués où l'ONG veut plutôt que d'office à une crise spécifique.

L.F. : *Et tu as parlé tantôt des mails que vous envoyez aux donateurs pour les sensibiliser lors d'une crise, est-ce qu'il y a des photos aussi que vous leur envoyez en même temps ?*

A.P. : Ouais, en général il y a toujours une photo dans le mailing.

L.F. : *Et c'est possible d'avoir une copie ou quoi ?*

A.P. : ça doit être faisable mais peut-être pas Haïti...

L.F. : *Je veux bien quand même pour avoir une idée... Et je me demandais aussi, il faut une autorisation à chaque fois pour toutes les photos que vous publiez ? Il faut une autorisation de la personne ?*

A.P. : Ça c'est aussi des questions qui font débat... Parce que allais, la plupart des photos qu'on prend c'est quand même le cas parce qu'on va visiter des projets, on parle avec les gens, ils savent qu'on va faire plein de photos, c'est dans un truc posé. Mais dans le contexte de catastrophes, c'est quand même beaucoup plus compliqué, ou des choses comme là la manif, pas sûr que ce soit un truc consenti à 100%. Et même ce genre de photos, où c'est sûrement lors d'une visite de terrain, je ne suis pas persuadé que les gens-là étaient très conscients qu'ils étaient photographiés et qu'ils allaient peut-être se retrouver dans un magazine. Donc là-dessus c'est compliqué. C'est dans les règles de base de... tu dois mentionner le nom de la personne, tu dois avoir son accord, plein de petits trucs, mais notamment identifier et avoir son accord c'est la base on va dire pour utiliser une photo, parce que ce n'est pas « juste un noir » [rires]. C'est dit de manière crue hein mais tu vois ce que je veux dire.

L.F. : *Oui je vois tout à fait.*

A.P. : *Voilà quoi on n'est pas en mode touriste et « oh j'ai vu quelqu'un ».*

L.F. : *Et justement qu'est-ce que tu penses de ça alors ?*

A.P. : *Qu'on ne demande pas à chaque fois ?*

L.F. : *Oui.*

A.P. : Bah c'est dommage mais il y a certains trucs où je crois que c'est plus compliqué et que c'est un peu comme des reporters qui vont se retrouver à un endroit où il y a, je ne sais pas même les attentats de Bruxelles, c'est compliqué de demander à chacun s'il pouvait utiliser la photo ou non. Après il faut voir dans quelle mesure ça reste décent ou pas, dans quelle position est mise la personne, ça reste un choix qu'on prend à sa place ce qui n'est pas idéal. Mais je crois qu'on essaye quand même de faire justement ce choix en n'enlevant pas de dignité aux gens, ou le minimum possible, mais que bien sûr ce n'est pas un truc positif en soi. Seulement il y a des situations où c'est plus compliqué de faire en sorte qu'on ait l'accord de la personne. Par exemple un gars qui sort des décombres, je me vois mal aller lui dire « en fait on a pris une photo de vous, est-ce qu'on peut... ». Le gars il vient d'échapper à la mort...

L.F. : *Oui... Je regarde si j'ai encore des questions. Oui, heu, dernière question, donc justement dans les derniers Globo il n'y a plus grand-chose sur Haïti. Est-ce qu'il y a toujours des projets d'Oxfam en Haïti ?*

A.P. : Il faut que je vérifie. Je dois t'avouer que là je ne sais pas ce qu'on a encore. On avait pas mal de projets plus lié à agriculture et élevage notamment les producteurs de lait là-bas qu'on soutenait mais là maintenant je ne sais pas où on en est. Comme en plus on n'a plus régulièrement écrit là-dessus... Parce qu'on n'est pas non plus gestionnaire de programmes donc la com' on n'est pas toujours au courant de tous les programmes en cours, de tous les projets en cours, et donc justement on se renseigne pour

pouvoir écrire là-dessus mais ça fait partie aussi des petits problèmes internes aux ONG, de division dans l'ONG entre département Nord et département Sud, donc ceux qui s'occupent plus de ce qui se passe ici et ceux qui s'occupent plus de ce qui se passe là-bas. Sauf qu'être au courant tous bien de ce qui se passe partout ce n'est pas souvent le cas. Et on remarque que pour les trucs qu'on organise comme des actions qu'on peut organiser en rues ou quoi souvent ceux du Sud ne sont pas bien au courant et inversement, s'il y a un nouveau projet personne ne le sait. Donc pour te répondre, je dois poser la question.

L.F. : *Ok. Ça va, merci. Et je dois te poser une toute dernière question...*

A.P. : *Tu avais dit dernière question [rires].*

L.F. : *[rires]. Oui je sais là c'est vraiment la dernière. Heu, oui tu as dit tantôt que vous essayiez de ne pas publier des photos victimisantes et misérabilistes. Est-ce que ça veut dire que le côté « charité » n'est plus trop présent chez Oxfam... ?*

A.P. : *Et bien c'est de nouveau un peu la différence entre Anglo-saxons et le reste où Anglo-saxons c'est encore très fort ça, c'est « charity », ils le disent comme ça et ça va être très vite aussi Gala de charité où entre riches ils se retrouvent et ils se font plaisir pour la soirée. Ça se fait beaucoup aux Etats-Unis ou en Angleterre, pas trop chez nous ce n'est pas trop le style. Nous on va plutôt faire des actions récoltes de fonds et bien sûr s'il y a des riches qui veulent nous donner de l'argent on n'est pas contre mais que ce n'est pas une sorte de petit quota qui se fait plaisir une fois par an, qui se déculpabilise et qui se disent « Eh bien on est quand même super ». On essaye de jouer le moins possible là-dessus. Maintenant on ne peut pas assurer qu'il y a dans zéro de communication des choses comme ça. On est en contact avec le grand public de plein de manières différentes et parfois avec des agences extérieures justement, mais pas juste pour les mailings, donc quand je dis mailings c'est vraiment papier ce n'est pas emailings. Mais par exemple on travaille pour les recruteurs de rues avec des boîtes extérieures et c'est quand même souvent des étudiants qui sont là, qui ne connaissent pas à fonds Oxfam, même si on les briefe, même si on essaye qu'ils aient un maximum de contenu avant de commencer, ils ont des objectifs à remplir, un certain nombre de signatures par semaine ou par jour, et ce qui fait qu'on ne peut pas être à l'abri d'une manière de communiquer un peu plus culpabilisante en te disant « ah là, comme ça, ... ». On essaye en tout cas, dans tout ce qu'on maîtrise, d'éviter ça, le côté « charity ».*

L.F. : *Et bien voilà. Merci beaucoup.*

c) Entretien avec P. M. (Département communication, UNICEF)

Interview de P.M. par Laura Ferrara

Lieu : Bureaux d'UNICEF Belgique – Bruxelles

Date : 15 avril 2016

Durée : 52 min

Laura Ferrara : *Tout d'abord, est-ce que vous pourriez me parler de votre rôle au sein d'UNICEF Belgique ?*

P.M. : *Donc je m'appelle P.M., je travaille à l'UNICEF Belgique depuis [phrases compromettant l'anonymat de la personne interviewée].*

L.F. : *Ok. Et heu, est-ce que vous aviez un rôle au niveau du consortium lors du séisme en Haïti ?*

P.M. : *Alors, au sein du consortium, il y a une répartition des tâches. C'est un consortium donc c'est plusieurs ONG qui travaillent ensemble, le but essentiel étant de mettre nos forces ensemble pour réduire les coûts de campagne et maximaliser le transfert d'argent vers les programmes sur le terrain, les programmes d'urgence, de la manière la plus rapide et la plus efficace possible. Au sein de cette répartition, UNICEF Belgique, à ce moment-là, était responsable de tout ce qui était communication et presse. Maintenant, depuis, il y a eu des changements dans les successions dans les organisations donc pour le moment c'est Handicap International qui joue ce rôle, et Caritas s'occupant particulièrement par exemple de ce qui est recherche d'espace etc. Actuellement au sein du consortium, nous gérons encore ce qui est communication digital : sites et médias sociaux, mais la presse est gérée par Handicap.*

L.F. : *Ok. A present par rapport à votre communication... Comment caractériseriez-vous la communication de UNICEF Belgique ?*

P.M. : *On parle bien d'UNICEF Belgique là pas du consortium ?*

L.F. : *On parle d'UNICEF Belgique.*

P.M. : *La communication d'UNICEF Belgique répond à un certain nombre de critères et de valeurs de communication qui sont déterminés en collaboration avec UNICEF International. C'est-à-dire que c'est une communication qui doit être directe, non misérabiliste, engageante, c'est-à-dire convaincre les gens que ça vaut la peine de s'engager en faveur des enfants, favorisant la transparence, et mettant en évidence la parole de l'enfant et le vécu des enfants.*

L.F. : *Et du coup ce sont surtout des enfants qui sont utilisés sur les images, affiches etc. alors ?*

P.M. : *C'est quoi l'UNICEF mademoiselle ?*

L.F. : *Oui c'est le fonds des Nations Unies pour l'Enfance.*

P.M. : C'est ça, donc on s'occupe essentiellement des enfants et de leur mère parce que ce sont les premiers vecteurs de santé, d'éducation, etc.

L.F. : *Mmm. Alors, comment la crise haïtienne a été mise en images par UNICEF Belgique ? Et quelles sont les fonctions de ces images-là ? Est-ce qu'il y a un schéma ou une évolution au niveau des images ?*

P.M. : Il n'y a pas de schéma spécifique aux images, il y a des schémas de réaction aux crises, ça oui, mais qui impliquent l'ensemble de l'organisation et qui incluent aussi, à partir d'un certain moment, la référence au Consortium 12-12, puisqu'on travaille en consortium. Donc ça veut dire il y a un système de pré-alerte, un système d'alerte, un système d'analyse de la crise, de son potentiel, tant sur le terrain que dans les aspects médiatiques ici en Belgique donc l'intérêt des médias que ça peut... , que dans sa capacité en terme de sensibilisation de la population, et en fonction de tout ça, il y a tout un schéma qui se met en place pour dire « on fait, on suit, on ne suit pas, à quel niveau communique-t-on ? est-ce qu'on fait uniquement des communiqués de presse ? Est-ce qu'on va plus loin ? Est-ce qu'on lance une campagne ? Est-ce qu'on fait une campagne propre ? Est-ce qu'on fait une campagne commune avec le Consortium ? ». Et dans cette réflexion interviennent aussi des contacts prévus avec quelques médias clés pour sentir justement si oui ou non ça vaut la peine de lancer une opération plus large. Et donc ça comprend aussi « envoie-t-on un mailing ou n'envoie-t-on pas de mailing ? Informe-t-on directement les volontaires ou attendons-nous ? », donc c'est vraiment un schéma assez complexe du style « yes – no, yes – no, yes – no », ...

L.F. : *Et pendant la crise haïtienne ? Vous avez envoyé des mailings etc. ?*

P.M. : Oui, mais étant donné que la crise haïtienne est arrivée... c'était quelle date exactement ?

L.F. : *Le 12 janvier 2010.*

P.M. : Le 12 janvier, donc c'était en période de vacances, relativement etc. La réaction a quand même été très, très rapide. Parce que l'ampleur de la catastrophe, si on compare au tsunami, a été connue de manière beaucoup plus rapide puisque c'est une crise unique dans le sens où elle a touché une capitale, elle a complètement détruit une capitale, dans un des pays les plus pauvres de la planète. Donc tous les centres de décision ont été détruits. Donc l'ampleur de la réponse devait inclure également la substitution, le renforcement, des centres décisionnels.

L.F. : *Et donc au niveau des images, quelle est la fonction des images qui sont utilisées lors de la crise ? Et celles qui sont utilisées après la crise ?*

P.M. : Qu'est-ce que vous entendez par « lors de la crise » et « après la crise » ?

L.F. : *Et bien, lors de la crise c'est-à-dire plutôt, lors de l'urgence et les premiers jours, les premières semaines...*

P.M. : La priorité, s'il y a une urgence, ce n'est pas d'envoyer des photos, par contre on le fait quand même, on obtient assez rapidement des photos pour autant que les moyens de communication soient en

marche. Mais dans ce genre de crises, dans un tout premier temps, avant de recevoir des photos des différentes associations, organisations, etc. , ça peut aller plus ou moins vite, on essaye de voir aussi dans quelle mesure on peut utiliser des photos qui marquent les médias, donc des photos d'agence en général, et alors une négociation est faite ou bien au niveau d'UNICEF International, ou bien au niveau local, pour pouvoir reprendre une de ces photos comme étant un peu le premier emblème du truc. Mais ce qu'on a constaté aussi c'est que l'image n'est pas tellement importante en tout premier temps. Ce qui est vraiment important au début c'est d'être présent. Donc on a des systèmes de pavés, on publie des annonces en fait, même sans images, simplement le logo, éventuellement le nom d'une opération si on parvient à l'avoir tout de suite etc. 12-12 « faites un don, faites un don, faites un don », pour que tout de suite les gens sachent, que voilà, la catastrophe est là, ça ils le savent par les médias, mais dire qu'il y a une réponse possible, on peut aider via le 12-12 ou bien via l'UNICEF.

L.F. : *Ok. Et qu'est-ce que vous entendez par « une photo qui marque les médias » ?*

P.M. : *Par exemple... Regardez, le petit gamin de trois ans qu'on a retrouvé sur une plage, c'est une photo qui a été reprise par tous les médias. Donc ici, on ne l'a pas utilisée parce que ça ne s'y prêtait pas. Mais heu... c'est peut-être ce que vous appeliez l'aspect iconique tout à l'heure, il y a des icônes pour la plupart des crises, donc on va essayer de prendre une de ces icônes mais qui reflète également nos propres valeurs et notre propre raison d'être. Donc si c'est pour l'UNICEF ça sera plutôt une photo avec des enfants et/ou une maman. Mais en même temps, on va essayer autant que possible, même au début de la crise, d'éviter l'aspect misérabiliste. Il ne faut pas que la dignité de l'enfant soit mise en péril dans l'utilisation de sa photo.*

L.F. : *Et pour la crise haïtienne ce serait quel type de photos ?*

P.M. : *Ça c'est difficile à dire, il faudrait que je regarde à nouveau les photos...*

L.F. : *Parce que c'est vrai qu'il y a quand même eu des photos... trash...*

P.M. : *Oui, il y a eu des photos dures. Trash, non... mais dures.*

L.F. : *Et oui, vous parliez tantôt de la communication d'UNICEF Belgique, et finalement comment caractériseriez-vous la communication du consortium 12-12 lors de la crise haïtienne ?*

P.M. : *Le consortium a un but, c'est la collecte de fonds, la manière la plus rapide possible et la plus efficace possible. Mais les ONG qui participent au consortium partagent les mêmes valeurs, bon vous savez quelles associations participent à la collecte de fonds, on en fait partie donc on partage les mêmes valeurs, on ne va pas commencer à effacer nos propres valeurs dans le cas d'une action plus large. Donc en général ça se décide très très vite, ça circule entre les attachés de communication, des membres du consortium, et il y a un consensus qui vient très vite. Donc quand on dit qu'UNICEF Belgique à l'époque s'occupait des relations avec la presse, Caritas de la recherche d'espace etc., ça c'est vrai en termes de première ligne de fonds, de première ligne de contact, mais tout se fait en collaboration, donc il y a une*

commission communication, comme il y a une commission contacts avec les entreprises, etc., qui regroupe les différents membres du consortium et de manière plus spécialisée alors et qui est aussi un lieu de décision et de consensus.

L.F. : *Et donc vous avez dit que lors du moment même de la crise, ce sont plutôt des images marquantes qui sont utilisées...*

P.M. : Marquantes dans le sens où les gens peuvent identifier très vite de quoi on parle, là où on est, et quels sont les besoins.

L.F. : *Et du coup, un an après la crise, c'est quel genre d'images qui sont utilisées par UNICEF Belgique ?*

P.M. : L'ensemble des membres du consortium ont cette particularité aussi c'est que à la fois on est des acteurs d'urgence, donc on intervient au moment où la crise survient, la plupart d'entre nous sommes déjà présent avant la crise, que ce soit pour des programmes de développement et autres, et que notre finalité ce n'est pas l'aide d'urgence, notre finalité c'est le développement. Donc dès que possible dans la communication lorsqu'on fait un premier rapport après un mois, après six mois, après un an, etc., on va faire le switch vers la reprise des programmes de développement et dire « la première urgence est passée, il y a la deuxième urgence qui est la reconstruction etc. », mais cela doit se faire dans la perspective de la reprise des programmes de développement. Donc très tôt dans la communication, qu'elle soit écrite ou visuelle, on va voir des solutions qui ne sont pas à très court terme, mais qui sont déjà des solutions à moyen terme ou à long terme.

L.F. : *Et ces images-là servent aussi à légitimer vos projets ?*

P.M. : Qu'est-ce que vous appelez légitimer les projets ?

L.F. : *Montrer que vous avez bien agi comme il fallait, justifier vos projets auprès des donateurs, justifier l'utilisation des fonds...*

P.M. : Justifier l'utilisation des fonds, cela se fait dans une politique de communication mais qui sort du cadre de notre intervention propre en tant qu'UNICEF Belgique dans le cadre du consortium, qui est une obligation de rapportage auprès des donateurs. Il y a des donateurs institutionnels, il y a des entreprises, il y a des donateurs privés. Alors il est évident que, la première question que n'importe qui se pose quand on parle d'aide humanitaire ou de développement, c'est « où va mon argent ? Si je donne 1€, combien vont aller sur le terrain ? Combien vont passer dans les frais administratifs ? etc. ». Mais cela fait partie aussi des principes de l'éthique en collecte de fonds. Donc on est... et le souci de transparence qu'on a et qui est vraiment, quasiment une obsession permanente. Donc dans tous ces cas-là on va justifier l'utilisation des fonds, mais ici on sort de l'aspect purement presse et communication, il y a plusieurs cas de figures : ou bien on n'a pas suffisamment de fonds par rapport à l'appel qu'on avait lancé et dans ce cas-là, on montre et on dit « ben voilà ce qu'on a fait avec l'argent, mais il en faut

plus si on veut pouvoir poursuivre nos activités », mais il peut arriver aussi que certaines crises aient un « succès », sans être cynique, tel que l'argent afflue plus que ce qu'on attendait. Donc là il y a plusieurs possibilités, en général certaines associations peuvent dire « nous on a financé tout ce qui nous fallait, on arrête l'appel », et d'autres, et c'est notamment le cas du consortium, « ben voilà, on a un peu plus d'argent, est-ce que vous êtes d'accord, les donateurs, que cet argent on l'utilise également, pas pour une autre crise on ne peut pas le faire même d'un point de vue légal, mais pour des phases successives de reconstruction, etc. ». Donc ça c'est notre particularité parce qu'on est avant tout des organismes de développement qui font aussi de l'aide humanitaire. Et donc le rapportage, ça sera toujours dire « vous avez donné autant, ça a servi à ça, ... », quelle partition frais administratif, frais de fonctionnement, frais de campagnes, ... ça c'est le rapportage classique, tel que vous le trouvez sur le site 12-12 ou sur le site des différentes organisations.

L.F. : *Ok... et est-ce que le côté charité est toujours présent dans la communication ?*

P.M. : Je ne connais pas ce mot, charité...

L.F. : *Ben le fait de dire « nous on est, riche, vous vous êtes pauvres, et on vous donne à vous parce que vous êtes une population démunie »...*

P.M. : C'est vieux ça... C'est très vieux, non on ne parle plus comme ça depuis longtemps parce qu'en plus ça peut être culpabilisant et on ne joue pas là-dessus. Nous en tant qu'UNICEF on a un outil qui est extraordinaire qui est la convention relative aux droits de l'enfant, qui a été ratifiée par l'ensemble des pays du monde sauf les Etats-Unis. Et donc qui prévoit que chaque pays est censé, a l'obligation de respecter les droits de l'enfant, mais qui prévoit aussi qu'il y a une solidarité internationale entre les pays, entre les populations pour aider chaque pays à assurer le bien-être et le respect des droits de l'enfant. Donc ce n'est plus des questions de charité, ce n'est pas « votre bon cœur », quoi que ce soit, c'est plutôt des notions de solidarité, des notions de... les gens ne sont pas idiots, les gens d'eux-mêmes essayent d'imaginer, « si ça m'arrivait à moi, est-ce que je n'aimerais pas être aidé », c'est un petit peu ça. Maintenant c'est vrai qu'il y a des crises qui sont « plus sexy » que d'autres, dans ce sens qu'il y a des crises qui ont une plus grande proximité que d'autres. Allez aujourd'hui récolter de l'argent pour le Sud Soudan ou même pour le Soudan, allez aujourd'hui récolter de l'argent pour le Pakistan, pour l'Afghanistan, ça ne va marcher très très fort, pour la Libye non plus. Autant il y a des besoins là-bas, il y a des enfants dont les droits ne sont pas respectés, qui souffrent, etc., ou même au Yémen, on a besoin d'argent pour les aider aussi. Donc ces crises-là, que vous fassiez appel à la charité ou appel à la raison, ça sera toujours plus difficile de récolter des fonds. La crise actuelle des migrants est beaucoup plus ambivalente parce que beaucoup de gens se sont souvenus qu'eux ou leurs parents ont dû fuir pendant la guerre etc., ce sont des messages qui ont quand même beaucoup circulé au départ, puis on a vu des migrants arrivés, souvent des enfants, des familles, etc., les gens ont compris que ça pourrait être eux aussi, ils ne demandaient qu'à fuir la guerre et autre. Une crise comme en Ukraine, il y a des aspects

politiques etc., ça joue aussi. Donc il y a vraiment certaines crises qui fonctionnent mieux. Une catastrophe naturelle par exemple, ça, ça vous tombe dessus, c'est facile à comprendre, et c'est facile à comprendre les besoins des enfants, et on va donner plus facilement. A partir du moment où il y a des aspects politiques ou politico-religieux, ça devient beaucoup, beaucoup, beaucoup plus compliqué aussi. Et donc en termes de communication pour ces crises-là, cela demande des adaptations. Je me souviens quand il y a eu le cyclone Nargis, en Birmanie, c'était quand ça, il y a 7 ans quelque chose comme ça, même au sein de... C'était seulement UNICEF ou le consortium... ?

L.F. : *Je crois que c'était juste UNICEF.*

P.M. : *Oui, ça doit être ça. Et bien ça ne marchait pas, l'argent ne passait pas, l'information ne passait pas dans les médias parce que c'était la Birmanie, que c'était une jambe militaire, une affreuse dictature, etc. Tous les éléments étaient là pour ne pas que ça fonctionne. On a fait une conférence de presse, on a fait une lettre aux rédacteurs en chef de tous les médias, de tous les médias les plus importants, on a impliqué l'ensemble de nos ambassadeurs, Alain Hubert, etc., il faut vraiment taper sur la table en disant « mais ça ne va pas quoi, des enfants, ils ne peuvent pas être doublement victimes, victimes d'une part de la catastrophe elle-même, c'est un cyclone naturel, et deuxièmement victimes de l'aspect politique et du régime politique pour lequel ils n'ont aucune responsabilité ». Et alors là ça a marché, ça a commencé à démarrer. Donc même s'il y a un schéma global de communication, ce n'est pas un schéma qu'on applique de suite de manière automatique, il faut l'adapter à la situation, aux circonstances, à la perception des gens, à la perception des médias, à la perception ... Il y a des choses qui marchent très très vite. Ici si je me souviens bien pour Haïti, je donne un coup de fil à deux directeurs d'informations de télévision, ils recevaient des informations de leur côté aussi, tout de suite ça a démarré ; tout de suite, tout de suite, tout de suite, pendant un week-end hein. Donc là il y a eu une capacité de réactions parce qu'il y a ces indicateurs, qui sont partagés et qui nous permettent d'avoir une réaction rapide.*

L.F. : *Ah oui, ok. Alors, pensez-vous qu'il puisse y avoir un décalage entre l'image et la réalité ?*

P.M. : *Ça dépasse le cadre... c'est une thèse que vous faites là [rires]. Forcément, il y a toujours un décalage entre une image et la réalité. L'image c'est une perception qu'on donne et c'est une perception qu'on reçoit. C'est un petit bateau ce que je dis là. Mais je ne comprends pas trop le sens de votre question...*

L.F. : *Dans le sens, par exemple pour Haïti, on a vu beaucoup d'images de populations démunies en général, alors qu'on n'a pas vu l'aspect des Haïtiens qui venaient aider les autres Haïtiens, enfin voilà la population haïtienne c'est quand même ceux qui ont sauvé le plus de vies, et ça ça n'a pas été mis en avant dans les médias, dans les ONG, ... On n'a pas vu, entre guillemets, le « courage » des Haïtiens, le fait qu'ils avaient les capacités d'agir un minimum...*

P.M. : *Vraiment ?*

L.F. : *Oui, quand même. En tout cas c'est sûr que la population haïtienne c'est ceux qui ont sauvé le plus de vies.*

P.M. : Non, non, non, ça je ne le mets pas en doute. Mais lorsqu'UNICEF travaille et fait un appel d'urgence, le personnel UNICEF c'est 80-90% de locaux. Si UNICEF peut faire un travail énorme, on vient de vacciner 20 millions d'enfants en Syrie à l'intérieur du pays, en Irak, et dans les pays voisins, UNICEF n'a pas les moyens, ni humain ni matériel de vacciner tous ces enfants-là, c'est parce qu'il y a des locaux, il y a des associations locales qui font le travail, et nous on est là en support pour assurer la chaîne de froid, pour amener les vaccins, pour faire la communication envers les mamans pour qu'elles sachent qu'elles peuvent faire vacciner leurs enfants, etc. Dans le cas d'Haïti, par exemple, on a communiqué très vite, après la première semaine, déjà la deuxième semaine, sur le rôle que les scouts ont joué par exemple comme partenaires de l'UNICEF, pour faire l'inventaire des maisons où les enfants n'étaient pas vaccinés, pour faire l'inventaire des écoles qui étaient détruites, et les localiser avec des SMS et autres. Donc tout ça ce sont des choses qu'on met en évidence très vite. Le travail de l'UNICEF, et je crois que pour la plupart des autres membres du Consortium c'est la même chose aussi, c'est un travail qui se fait avant tout en support aux activités locales, aux associations locales. Maintenant, quand vous avez une catastrophe comme Haïti, où, comme je disais tout à l'heure, tous les centres de pouvoir ont été détruits, le ministère de l'éducation, une semaine après la catastrophe, c'était une table de jardin en plastique, une chaise, un téléphone, un téléphone satellite, qu'on a mis à disposition du ministre de l'éducation qui avait survécu, c'était tout. Mais on l'a aidé, à partir de là, on a relancé le recensement des écoles et la reconstruction, plutôt la rescolarisation des enfants, même pendant la catastrophe. Donc il y a quand même toute une série de choses qui doivent être amenées de l'extérieur, qui font partie de l'aide humanitaire internationale. Mais en même temps il ne faut pas caricaturer, il n'y a pas que ça. Dans des pays comme Haïti, comme dans tous les pays où l'UNICEF travaille, même en Ukraine, en Moldavie, ou ailleurs, il y a des plans qui existent au préalable, en cas de catastrophe naturelle, en cas de catastrophe politique, comment va-t-on réagir, qui va-t-on activer comme acteurs locaux, etc. et ça va jusqu'à prépositionner des stocks de matériel en fonction des besoins potentiels locaux, dans certaines régions qui peuvent être... pour ne pas attendre que des stocks viennent de Copenhague ou d'ailleurs. Donc il y a une implication déjà préalable des populations locales etc. Maintenant, au niveau des images, je crois que les organisations membres du consortium, bon à la fois on doit justifier l'utilisation des fonds, donc là il faut montrer un minimum de visibilité aussi, mais d'un autre côté, comme nous sommes des organisations de développement, nous voulons mettre en avant aussi le travail qui est fait par nos partenaires locaux parce que ça se met dans cette perspective de reprise de développement à plus long terme. Tandis que le gros problème qui s'est passé en Haïti, c'est qu'on s'est retrouvé avec je ne sais pas combien de centaines d'ONG, surtout américaines etc., qui ont débarqué, débarqué, débarqué, débarqué, quasiment sans coordination en faisant n'importe quoi. Et puis quand l'argent n'a plus suivi et que les gens ont commencé à oublier Haïti, elles sont parties. Et tous les orphelinats qui ont été créés,

et tous les centres de santé sous tentes qui ont été créés, qui n'ont plus eu d'argent, qu'est-ce qu'il a fallu faire avec ? Il a fallu que les organismes, Nations Unies ou les grandes ONG, Oxfam, etc., puissent prendre le relais et continuer le travail. Donc il y a une tendance, et ça je ne parle pas de nous, mais il y a une tendance, pour des grandes crises majeures, Haïti c'est peut-être la plus importante, à venir tous avec son petit drapeau, à dire « moi je fais ça, moi je fais ça », et on fait un business là-dessus. Et ça ce n'est pas du tout notre approche. Et eux vont montrer que ce sont des bons Blancs qui viennent aider des petits Noirs. C'est vrai. Et ça nous on ne peut pas le faire, on ne veut pas le faire, et on ne peut pas le faire, parce que ce n'est pas conforme à la réalité. On a, en plus, une position relativement particulière en ce sens qu'UNICEF Belgique, comme Oxfam-Solidarité, etc., nous n'envoyons pas de coopérants, nous sommes des organismes de soutien, notre rôle, nous, ici en Belgique, c'est récolter des fonds pour les programmes de l'UNICEF, et c'est faire tout ce qui éducation, lobbying politique et tout ce qui est plaidoyer, pour faire progresser les droits de l'enfant en Belgique. D'autres organismes sont des organismes spécialisés de l'urgence, ils vont envoyer des équipes, ça peut être des démineurs, des secouristes, des pompiers, et eux vont venir avec leur petit drapeau etc., puis ils partiront. Nous on est vraiment dans une autre logique. En Haïti c'était catastrophique... vraiment. Et au Burundi c'est la même chose, après la guerre, la moitié sont partis, et puis, et quoi ? Les enfants sont là, il faut les prendre en charge, ...

L.F. : *Oui tout à fait... Et, toujours par rapport à la communication, est-ce qu'il y a une différence entre la communication de crise et la communication du quotidien ?*

P.M. : Il y a vraiment les deux volets. Donc l'UNICEF est une organisation de développement structurel. On est là pour aider les gouvernements à prendre en charge les enfants, à faire respecter les droits de l'enfant : santé, éducation, lutte contre le SIDA, accès à l'eau potable, protection des enfants, statut de la femme, participation des enfants, etc, tous les grands programmes de développement. Et comme on est là en permanence, bon un pays comme le Yémen et des pays comme ça on est là depuis 49-50 ans, si une catastrophe survient, forcément on va y répondre, on doit y répondre et on est prêt la plupart du temps à y répondre. C'est-à-dire que notre communication en tant qu'UNICEF Belgique au quotidien, c'est une communication sur les droits de l'enfant sur les questions de développement. Ça peut être l'inauguration de bornes fontaines, ça peut être l'adoption d'une nouvelle loi sur l'adoption internationale, ça peut être... c'est du travail de fonds etc. Donc là c'est une information qu'on donne parce que d'une part on a besoin de fonds et qu'il faut récolter des fonds, et d'autre part parce qu'on croit pouvoir avoir une influence sur les zones politiques et sur les médias pour qu'ils mettent à la Une des sujets qui peuvent aider les gens à être plus sensibilisés, à plus réfléchir sur l'importance des droits de l'enfant. Ces derniers jours, je vous donne deux exemples, hier on a présenté un rapport sur le bien-être et la situation des enfants, enfin les inégalités plutôt, dans les pays riches donc tous les pays de l'OCDE, l'Union Européenne, Belgique compris, ça c'est du plaidoyer politique, ça ne nous rapporte rien. Avant-hier, on a communiqué sur les deux ans de l'enlèvement des filles par Boko Haram et le fait

que le nombre d'enfants que l'on utilise comme kamikazes dans les attentats suicide a été multiplié par dix notamment au Cameroun, etc. Vous voyez, ça c'est la communication quotidienne, avec un atout extraordinaire, c'est qu'on a des bureaux de l'UNICEF dans 156 pays à peu près, donc on peut communiquer sur n'importe quel pays. Un journaliste me demanderait aujourd'hui ce qui se passe au Kirghizistan sur la situation des filles, dans les quelques heures je peux lui trouver un témoin, des informations, des trucs, ... Donc ça c'est fantastique, et ça c'est le travail quotidien. Alors évidemment quand il y a une urgence, on mobilise beaucoup plus de ressources, ressources humaines, en temps, etc., sur la réponse à cette urgence et on va occulter un petit peu les autres aspects. On est cinq ou six personnes, dans la maison, à suivre en permanence l'actualité, les mails, etc., le week-end et autre, et dès que quelque chose commence à naître, on s'appelle tout de suite et hop... ça a été le cas pour le tremblement de terre au Népal par exemple, et dans les minutes où on apprend ça, on prend une décision, que ce soit le week-end ou pas le week-end.

***L.F. :** Et je me demandais... les photos que j'ai récoltées ici sur le séisme en Haïti ont été prises par qui en fait ?*

***P.M. :** En général l'UNICEF au niveau international est très conscient qu'il faut communiquer sur le travail qu'on fait. Il faut communiquer le plus rapidement possible sur le travail qu'on fait et il faut montrer ce qu'on fait, donc ça c'est un peu la légitimité dont on parlait tout à l'heure. Donc dans chaque bureau de terrain de l'UNICEF, il y a des responsables de programmes : un responsable de l'eau et assainissement, un responsable santé, un responsable éducation et autres ; mais il y a toujours une section communication aussi, qui a deux objectifs. D'une part, assurer ce qu'on appelle la communication pour le développement, je vais citer un exemple, dans une campagne de vaccination, avoir des vaccins c'est bien, avoir des boîtes frigos c'est bien, mais si les mamans ne savent pas que les vaccinateurs vont venir dans leur village, elles seront dans les champs et leurs enfants ne seront pas vaccinés ; donc c'est tout ce qui est communication sur les programmes, mobilisation sociale. Et la deuxième mission de ces responsables communication, de ces équipes de communication, c'est la communication externe, le rapportage : « qu'avons-nous fait avec l'argent qu'on a reçu ? ». L'envoi de matériel d'informations à la demande, supposons que nous, UNICEF Belgique, on ressent, dans le public, le besoin d'une information sur la situation des petites filles au Tchad ou un truc comme ça, et bien on va s'adresser à nos collègues à N'Djaména qui vont nous envoyer les informations que l'on demande et faire des demandes. Donc lorsqu'il y a une catastrophe, ces personnes sont aussi chargées, en plus de l'aide d'urgence, de fournir du matériel sur la situation des enfants et sur la réponse qui est donnée. Maintenant lorsque... il faut qu'ils puissent assurer... dans ce genre d'urgence un peu plus importantes, diffuser l'information auprès des agences de presse présentes, ou répondre aux attentes, aux visites des médias étrangers, etc. Donc ça c'est vraiment très bien rodé. Et pour les catastrophes majeures comme la Syrie maintenant, comme c'était le cas en Haïti, les capacités d'un bureau de terrain de l'UNICEF qui est là pour assurer les programmes de développement à long terme ne sont pas, évidemment suffisantes que*

pour répondre à l'ensemble des besoins créés par l'urgence, surtout lorsque les centres de décisions ont été détruits et tout ça. Dans ce cas-là on fait appel à des personnes qui sont prêtes, dans les pays voisins par exemple, mais aussi plus loin au siège à New-York ou ailleurs, qui sont spécialisées là-dedans, qui sont prêtes à venir dans les 48 heures, renforcer les équipes, ça peut être pour l'assainissement mais aussi pour la communication. Donc de plus en plus, maintenant avec les systèmes de communication modernes, les smartphones, etc., on reçoit des images, d'abord pratiquement brutes au début de la crise, et puis de plus en plus de qualité professionnelle et images de documentaire par la suite. Donc ces photos sont ou bien prises par le staff UNICEF, disons que c'est vraiment une petite minorité, ou alors par des photographes *freelance*, qui sont mandatés par le bureau de l'UNICEF, ou alors ce sont des photos d'agences qui sont négociées par l'UNICEF pour avoir la gratuité.

L.F. : *Ah oui, ok. Et vous qui travaillez ici depuis nombre d'années, est-ce que vous avez vu une évolution au niveau de la communication et au niveau du discours iconique, des images qu'on utilise... Je suppose que les mentalités n'étaient pas les mêmes...*

P.M. : *Le discours iconique, vous aimez bien tout ça [rires]. Les mentalités n'étaient pas les mêmes mais disons qu'il y a quand même eu un tournant en 1989. Auparavant c'était plutôt l'esprit petite ONG etc., donc il fallait être efficace, montrer des enfants souriants, et des choses comme ça, plutôt travailler sur l'émotionnel, mais jamais trash, ce n'était vraiment pas le... ça n'a jamais été dans notre philosophie. Et depuis 1989, avec la convention des droits de l'enfant, il y a eu quasiment une espèce de révolution parce qu'on a défini vraiment une image de l'enfant, une image du développement. C'est-à-dire, « les choses avancent, les choses doivent avancer, et il faut convaincre les gens que les choses avancent » avant de dire « donnez par charité ». Là il y a vraiment eu un tournant très très important parce que la convention des droits de l'enfant a confirmé ce que l'UNICEF faisait déjà auparavant mais de manière un peu instinctive, c'est que l'enfant a sa dignité bien sûr, l'enfant n'est pas qu'un objet récipiendaire d'aide ou quoi que ce soit, c'est aussi un acteur de son propre avenir, même au milieu des crises. C'est tout l'aspect de résilience duquel on a commencé à parler à ce moment-là. Donc la personnalité, la perception de l'enfant a changé, c'est peut-être sa personnalité aussi grâce à la convention, donc l'image qu'on en donne également.*

L.F. : *Et aujourd'hui est-ce qu'il y a toujours des écrits sur Haïti ? Je n'ai pas vu grand-chose sur le site, j'ai vu un article de mars 2016 mais il n'y avait pas...*

P.M. : *Mais Haïti n'est plus dans une phase d'urgence...*

L.F. : *Non, non, non.*

P.M. : *Donc heu... Nous, Haïti est resté un de nos pays partenaires jusqu'au programme actuel, 2013-2014 je crois, donc on a un certain nombre, en tant qu'UNICEF Belgique, nous on est une ONG belge, ça vous avez bien compris...*

L.F. : *Oui, oui, oui.*

P.M. : Donc en tant qu'UNICEF Belgique, on établit des partenariats avec un nombre limité de pays pour lesquels il y a de la sympathie au niveau de la population, ou bien parce qu'il y a des opportunités de collecte de fonds. Si on sait par exemple que la région flamande veut absolument faire un programme au Malawi par exemple, on va essayer d'établir un contact, un partenariat, avec le Malawi autour de ce financement-là etc. Alors heu, Haïti a été un pays partenaire pendant très très longtemps, jusqu'à il y a trois ans je crois, donc là il y avait énormément d'échanges d'informations, on avait fait une brochure sur les enfants d'Haïti, il y a vraiment eu beaucoup de travail, et ce n'était pas lié au tremblement de terre, déjà avant le tremblement de terre, et donc le séisme n'a fait que renforcer les choses. On n'a plus de plans de communication sur Haïti aujourd'hui, mais s'il y a un besoin, ou s'il y a un grand anniversaire qui arrive, un truc comme ça, bien sûr on va communiquer sur Haïti. Mais maintenant c'est un pays en développement. Haïti, la dernière fois que j'y suis allé, c'était avec la... elle était encore princesse Mathilde à l'époque, ça fait quand même quelques années, enfin c'était après le séisme, et là c'était voir en même temps quelle avait été la réponse suite au séisme, mais surtout mettre en évidence la reconstruction des écoles, tous les programmes, maintenant ce sont des écoles qui résistent aux séismes, qui ne vont pas s'effondrer sur les enfants et des choses comme ça, et donc ça c'était déjà une autre phase de communication. Le séisme avait créé ces effets-là et incité la création d'écoles tout à fait originales, ce sont des modèles qui ont été repris dans d'autres pays aussi, et on était déjà dans une perspective de reprise de développement. Donc on va aujourd'hui communiquer sur Haïti comme on communique sur le Bénin, le Guatemala, ou d'autres pays.

L.F. : *Et... c'est peut-être une bête question, mais pourquoi est-ce que Haïti n'est plus un pays partenaire ?*

P.M. : Et bien... on change les pays partenaires parce qu'il y a toute une série de critères qui sont... C'est toujours un pays partenaire de l'UNICEF, il y a toujours un bureau de l'UNICEF etc., mais ce n'est plus un partenaire d'UNICEF Belgique. Il y a des critères externes, des critères internes. Donc on fait une sélection, une réflexion interne, en fonction des critères, par exemple, sur les besoins, c'est-à-dire les pays qui ont le plus besoin de financement par rapport au programme qui a été identifié, sur la capacité du pays à répondre aux sollicitations qu'on enverrait, notamment en termes de communication, d'échanges, d'échanges expertise, etc., sur l'intérêt du pays pour notre culture ici, le Burundi par exemple c'est évident c'est une ancienne colonie, donc il y a toujours un lien, Burundi, Congo, il n'y a pas de problème, et les besoins sont énormes, et aussi des pays où par exemple il y a des programmes ou des projets où nous, en tant que petit pays donateur, nous pouvons faire la différence. Donc c'est ainsi tout un faisceau de critères qui sont analysés et puis alors il faut qu'il y ait un intérêt de la part de ce pays-là. Donc il y a un échange qui se fait et on voit s'il y a une entente commune et une volonté commune de travailler là-dessus. Haïti a été un pays qui a été très fortement financé aussi donc ça se justifie moins de continuer le partenariat. Maintenant si des journalistes vont en Haïti, on peut les aider à organiser le reportage.

L.F. : *Et justement par rapport aux journalistes et aux liens avec les médias... Enfin, est-ce que vous pourriez m'expliquer un peu plus comment ça se passe, concrètement ? Par exemple lors de la crise haïtienne, est-ce que c'est eux qui viennent vers vous, est-ce que c'est vous qui allez vers eux ? Comment se passe l'échange ?*

P.M. : Ici, dans une crise d'une ampleur pareille, c'est un croisement d'informations. Dans ce cas précis, c'est un appel que nous avons donné aux quatre principales télévisions, « qu'est-ce que vous en pensez, santé, etc. ». On s'est rencontré dans la journée. On s'est dit que c'était vraiment grave et qu'il fallait faire quelque chose ensemble. Alors la première chose c'est évidemment les appels : appels de fonds et diffusion d'informations, mais à ce moment-là les médias en ont plus que ce que nous, nous pouvons apporter. Et puis après c'est nous qui apportons beaucoup d'informations en retour et qui complètent les informations d'agence, et alors parallèlement à ça, se prend la décision et se met en place, selon les besoins, une soirée spéciale, comme on l'a fait pour Haïti Lavi. Mais ça, ça demande un certain temps à organiser. Il y a aussi tous les problèmes qui sont très belges, Nord-Sud, est-ce qu'on fait une action télévision commune ou bien deux séparées, qui va-t-on mettre, est-ce qu'il faut contacter des artistes ou pas, ... Ici, si je me souviens bien pour Haïti, en 14 jours ou 3 semaines ça a été mis en place, c'est quand même assez extraordinaire. Ou alors on organise aussi avec eux l'envoi de journalistes sur place, des reporters qui veulent une information de première main aussi et notamment pour justifier ou légitimer nos projets, etc. Donc c'est vraiment, ce sont des partenariats mais des partenariats qui marchent parce qu'on ne fait pas que ça avec les médias ; parce qu'il y a le travail quotidien au jour le jour avec les rédactions, ils nous reconnaissent comme une source d'informations fiables, dans le cas de l'UNICEF, pour tout ce qui concerne les droits de l'enfant dans le monde, même dans des pays dont on ne parle pas, comme le Yémen, etc. Donc ils viennent vers nous, de manière régulière, pour recevoir des informations, des contacts, des personnes ressources, ou des images ou autre chose. Donc il y a un réseau qui fonctionne au jour le jour. Donc évidemment c'est beaucoup plus facile à activer lorsqu'une catastrophe arrive.

L.F. : *Et justement pour Haïti il y avait aussi un spot qui avait été créé...*

P.M. : Oui je crois que... Pour la réalisation des spots par exemple, nous on n'a pas les moyens, on n'a pas les studios, ni quoi que ce soit, en général, ça dépend à quel moment le spot est créé, mais ça peut d'abord être un spot très rapide, un écran avec le numéro de compte, à passer si possible dans les journaux télévisés ou juste après les journaux télévisés en disant « vous savez, il y a une réponse possible, voilà le numéro où vous pouvez donner », mais alors on passe très vite à la réalisation d'un véritable spot, 15 secondes, 30 secondes, sur base d'images, qui est beaucoup plus parlant évidemment. Alors ou bien cela se fait sur base d'images à disposition des télévisions, ou d'images que nous, et là c'est principalement UNICEF, sommes capables de donner aux télévisions. Et en général, ça dépend d'une fois à l'autre, c'est vraiment du dialogue permanent, ça sera peut-être RTL qui va faire le spot, RTBF la voix, et VRT qui va faire une version flamande, mais c'est un outil qui est très efficace.

L.F. : *Et donc en général ce n'est jamais le consortium qui fait le spot ? C'est RTL et tout ça ?*

P.M. : *Oui, c'est dans le partenariat. C'est le rapport solidaire, si vous voulez, dans une crise pareille.*

L.F. : *D'accord... Je regarde si j'ai encore des questions... Alors, oui, par rapport à l'autorisation pour publier des photos des personnes qui figurent sur les photos...*

P.M. : *Alors nous nous avons en tout cas... Il y a deux cas d'espèce. Premier cas d'espèce, les photos d'agence : si on négocie tout de suite une icône, les photos d'agence, ça c'est la responsabilité de l'agence. Il y a des règles internationales. Dans le cadre de photos UNICEF, il y a des règles, ce qu'on appelle des *guidelines*, des lignes de conduite, pour les médias et plus spécialement pour tout ce qui concerne les enfants, les parents aussi, en situation de vulnérabilité, ça peut être des situations de catastrophes humanitaires par exemple, mais ça vaut aussi pour les enfants dans la prostitution, les enfants au travail, etc., où là, l'enfant ou ses parents doivent savoir à quoi ça va servir, doivent savoir où ce sera utilisés et autres. Il y a des formulaires qui existent, l'UNICEF a ça dans tous les pays du monde, et UNICEF s'assure que les photos qui sont diffusées le soient avec l'autorisation des parents ou des enfants.*

L.F. : *Toujours ? Il n'y a jamais de photos qui sont publiées sans...*

P.M. : *Ca... je ne sais pas... A mon avis ça peut arriver. Il y a eu, pas un scandale, mais est-ce qu'il n'y a pas eu un procès il y a quelques années, il y a bien une dizaine d'années, de quelqu'un qui avait vu une photo de lui ou d'elle lorsqu'elle était enfant, qui avait été utilisée... Je ne sais pas si c'était par l'UNICEF ou non... Et qui réclamait des droits, un truc comme ça. Mais c'est un truc de business donc ça n'a pas été très loin. Non mais le principe est ça. Maintenant, ça ne prend pas toujours nécessairement la forme d'un papier signé. Si vous avez un contact visuel, souriant, la personne parle devant la télévision, etc., mais notre chargé, par exemple si je pars en reportage avec une équipe de télévision, je suis toujours accompagné par mon collègue local, qui parle la langue, qui est de la communauté, etc. Et son rôle c'est vraiment d'expliquer à la maman « vous savez votre image va être publiée ». Par exemple, on a fait une co-production avec RTL en Moldavie, dans les prisons, dans les centres d'accueil pour enfants, etc., donc c'était assez trash les enfants en prison ; mais là on a négocié avec les jeunes eux-mêmes, pour que les images ne soient jamais visibles en Moldavie, pour que ce soit diffusé uniquement en Belgique, mais ni téléchargeables ni quoi que ce soit dans le pays-même, pour ne pas qu'ils aient des ennuis etc. Mais tout ça ce sont soit des engagements qui sont pris... Maintenant ce sont les mêmes règles qu'en Belgique, si vous avez une foule devant vous, je ne vais pas demander à tout le monde de signer. Parce que là vous êtes dans un lieu public, dans un contexte public. Si vous mettez en évidence une personnalité, une personne avec son histoire, avec son vécu, où sa dignité peut être en jeu, alors là il faut respecter les mêmes règles. C'est ce qu'on essaye de faire comprendre aux médias qui partent avec nous. Il n'y a pas de raison de montrer un enfant qui se prostitue en rue, à Bangkok ou ailleurs, alors que vous ne le feriez pas de la même manière en Belgique. Il faut avoir le même respect.*

L.F. : *Oui, oui, ben oui... Bon ben... Je pense que j'ai plus ou moins fait le tour...*

P.M. : En termes de publications, ce avec quoi je voulais venir avec les premiers appels... En fait le 12-12, ce consortium, le fait d'avoir un numéro de compte 12-12, répondait en fait à une demande des télévisions, qui en avaient marre, à un certain moment, d'avoir le numéro de compte de MSF, UNICEF, la Croix-Rouge, Oxfam, ... ça se multipliait. Donc on a créé ce consortium avec le numéro de compte unique etc., qui marche très bien. Ça marche tellement bien que maintenant il y en a d'autres qui veulent venir et ajouter leur numéro de compte, et on se retrouve avec le même problème. Donc ça veut dire que dans un premier temps, avant que le consortium en tant que tel décide que ça c'est une action commune parce que c'est une urgence de grande ampleur où nous pouvons faire la différence si on travaille ensemble, etc., et on active le numéro 12-12 - ça doit aussi passer par le ministère des finances si je ne m'abuse – et bien dans un premier temps, on va avoir différents numéros. Mais le plus rapidement possible, on négocie pour pouvoir lancer le numéro 12-12. Et dans ce cas-là, chacune des organisations arrête ses propres opérations de collecte de fonds...

L.F. : *Sauf pour ses propres donateurs...*

P.M. : C'est ça, sauf pour son propre public, ses propres donateurs ou contacts entreprises etc.

L.F. : *Ca va, je pense que j'ai fait le tour...*

P.M. : Il ne vous reste plus qu'à aller en Haïti maintenant.

L.F. : *Ben oui c'est ça, c'est la prochaine étape. Mais je devais déjà y aller cette année normalement mais avec les élections et tout ça, ça n'a pas pu se faire.*

P.M. : Ben oui... Ca va comme ça ?

L.F. : *Oui, ça va, parfait. Merci beaucoup.*

P.M. : J'espère que ça va vous aider.

d) Entretien avec B. D. (Département communication, Médecins du Monde Belgique)

Interview de B.D. par Laura Ferrara

Lieu : Bureaux de Médecins du Monde Belgique – Bruxelles

Date : 18 avril 2016

Durée : 29 min

Laura Ferrara : *Tout d'abord, est-ce que vous pourriez me parler de votre rôle au sein de Médecins du Monde ?*

B.D. : *Donc je suis [phrases compromettant l'anonymat de la personne interviewée].*

L.F. : *Et c'est plutôt les médias qui viennent vers vous ou c'est plutôt vous qui allez vers les médias ?*

B.D. : Depuis quelques mois, c'est plutôt les médias qui viennent vers nous. Depuis septembre, où il y a eu le parc Maximilien, là on a vraiment vu une volonté des médias de venir vers nous, et donc maintenant c'est vraiment quelque chose qui se fait plus. Mais on a encore des moments où on va vers eux pour des projets qui sont moins médiatisés et qu'on aimerait être un peu plus dans les médias. Sinon ça dépend.

L.F. : *Et c'est pour quoi exactement ? C'est pour avoir des infos ?*

B.D. : Souvent pour avoir des infos par exemple, comme on est pas mal présent en Grèce et qu'il se passe pas mal de chose, à Lesbos, à Idomeni où là il y a eu pas mal de choses, on a parfois des gens qui sont sur place et qui voudraient des infos et pouvoir contacter des gens qui sont sur place et on essaye de les aider à notre niveau. On ne va pas faire leur boulot à leur place mais si on peut leur donner un coup de main...

L.F. : *Oui, oui oui. Puis je suppose que ça vous permet une certaine visibilité aussi...*

B.D. : Oui c'est ça, puis souvent ils sont quand même intéressés par tout ce qui touche à la problématique. Les réfugiés, comme on travaille là-dessus, il y a toujours un échange de bons procédés.

L.F. : *Oui ok... Alors est-ce que vous avez un rôle au niveau du consortium ?*

B.D. : Moi je ne m'en suis jamais occupé vraiment, à part pour le Népal au mois de mai passé. Mais donc on a un rôle au sein du consortium qui est le même que tous les autres, c'est-à-dire qu'on participe, enfin on est ensemble quand on décide de l'activer, et voilà. Ces derniers temps on n'a pas vraiment eu de rôle plus actif que ça.

L.F. : *Et s'il y a une crise, là, demain, et que vous décidez de lancer le consortium, est-ce que vous aurez un rôle ? Vous avez une « tâche »... ?*

B.D. : A priori c'est quelque chose qui se discute entre les différents membres du consortium. Par exemple, pour ce qui est... Il y a eu un tremblement de terre en Equateur, je ne dis pas de bêtises ?

L.F. : *Oui oui c'est ça, en Equateur.*

B.D. : Là on a décidé de ne pas l'activer, mais ça ce n'est pas au niveau de la communication que ça se décide, ce sont les membres du consortium au niveau opérationnel. Sinon nous, il y a quelqu'un qui travaille pour le consortium, c'est Erik Todts, vous voyez, donc voilà c'est un peu comme ça que les décisions sont prises. Après si on travaille ensemble, on voit ce qui est fait, on voit ce qu'on fait.

L.F. : *D'accord. Alors heu... comment caractériseriez-vous le discours iconique de Médecins du Monde Belgique ? Et comment est-ce que vous mettez en avant vos projets ?*

B.D. : On va dire que la manière dont on communique... On ne fait pas beaucoup de campagnes. On ne fait spécialement de campagnes parce qu'on n'a pas de budget pour les campagnes en direction de

l'extérieur. La dernière qu'on a faite c'était en 2014, c'était un film, on a payé évidemment une boîte de pubs pour nous faire la réalisation, mais pour la diffusion on a diffusé ça sur internet, et des spots radios sur des radios qui voulaient bien nous aider gratuitement. Je ne sais plus si je réponds à la question... qu'est-ce que c'était la question ?

L.F. : *C'était comment caractériseriez-vous la communication...*

B.D. : Oui c'est ça. On communique un peu tant sur nos propres médias (le site internet, réseaux sociaux, journal des donateurs, newsletters, etc.), donc on met en avant ce qu'on veut. Je veux dire par là qu'on met en avant ce qu'on veut. Je veux dire par là qu'on n'a pas besoin d'avoir un truc qui va interpeler les gens ou attirer leur œil, on n'a pas besoin de transformer ça, on n'a pas besoin de transformer ça en investissement vu qu'on n'investit pas dans les campagnes. Et donc on essaye vraiment de mettre en avant les projets qui sont les plus avancés ou ceux dont on n'a pas beaucoup parlé, ou dans des pays dont on ne parle pas beaucoup. On part d'un aspect communication parce qu'il faut qu'on puisse communiquer autour, il faut qu'il y ait quand même un attrait visuel etc. Mais on n'a pas de contrainte marketing quoi. Du coup, les projets qu'on met en avant ce sont des projets qui... on met en avant tous nos projets, soit on procède par thématique etc., mais on n'a pas d'autre sélection que ça.

L.F. : *Et dans votre communication, les partenaires sont fort mis en avant etc., ou c'est plus l'action de Médecins du Monde ?*

B.D. : A part les partenaires financiers qui eux ne sont pas mis en avant parce que ce n'est pas du tout leur rôle, on ne travaille pas spécialement avec des partenaires. Un exemple que je peux prendre où il y a un partenaire... Le Burkina Faso par exemple, on soutient vraiment une association sur place, donc on les met en avant. Ça semble plutôt logique parce que c'est eux qui font le travail. Sinon Médecins du Monde France a lancé le bateau Aquarius en Méditerranée, je ne sais pas si vous avez entendu parler...

L.F. : *Non...*

B.D. : Donc c'est une association qui s'appelle SOS Méditerranée qui a lancé le bateau, et donc c'est MdM France qui a une équipe de médecins dessus. Et donc là on met vraiment en avant que c'est le bateau de SOS Méditerranée dans toutes nos communications. Parce que... enfin c'est MdM France mais on a travaillé en réseau sur ce coup-là, donc tout le monde a mis, et du coup au point de vue de la communication on a aussi des photos, des images, on met aussi en avant ça aussi là. Et là par exemple on indique bien tout le temps que c'est avec SOS Méditerranée sur les photos, dans toutes les communications c'est quelque chose d'important. Parce que c'est leur bateau et nous on est dessus.

L.F. : *Et justement au niveau du type d'images, quel est le type d'images que vous utilisez ?*

B.D. : On essaye d'utiliser des images qui sont visuellement agréables. On fonctionne avec des photographes professionnels qui vont voir nos projets etc. Heu, et on a une banque de données, on a une banque d'images qui vient de nos projets, et au niveau du choix des images, on n'a pas vraiment de

guideline, on fonctionne grosso modo au coup de cœur en fait. Bon après, on se dit bien que... On sait bien ce qu'on doit mettre ou ne pas mettre, on essaye qu'il y ait le logo Médecins du Monde, on essaye qu'il y ait une personne de Médecins du Monde qui fait son boulot, etc. On essaye aussi d'avoir juste des photos jolies en fait, parfois c'est bêtement ça, ça dépend ce qu'on veut faire.

L.F. : *Mmm. Et justement pendant, vous diriez que pendant une crise c'est quel type d'images ? Enfin, est-ce qu'il y a une différence entre le type d'images utilisées pendant une crise et après une crise ?*

B.D. : Disons que si on est pendant la crise et qu'on veut vraiment jouer sur l'émotionnel, on va plutôt utiliser des photos qui... bon on ne va pas utiliser une photo d'un patient super content qui vient de se faire opérer etc. Quoi qu'on tend un peu à faire ça parce qu'on veut montrer l'impact que nous on a. Mais après on veut aussi montrer la réalité des choses et pourquoi, si on fait un truc de récolte de fonds, pourquoi on a besoin d'argent etc. Donc on a tendance à utiliser des photos qui montrent ça. Et c'est aussi les seules photos qu'on a quasiment, parce qu'à un moment s'il y a une crise... Enfin le tremblement de terre au Népal, il n'y avait pas de photos de gens super contents qui dansaient autour de leur maison effondrée. Donc voilà c'étaient des photos plus tragiques quoi.

L.F. : *Et justement quel est le rôle de ces photos-là ?*

B.D. : Heu disons qu'au début d'une crise si on a décidé de faire une action spéciale, on travaille avec les personnes qui travaillent à la récolte de fonds parce qu'on a les photos etc. Mais c'est très distinct parce qu'eux s'occupent vraiment de la récolte de fonds donc le but c'est de récolter des fonds, donc que ce qu'on envoie, les gens cliquent, et donnent. Après nous on envoie des newsletters forcément, à chaque fois s'il y a une crise, et là c'est de l'information. Je ne dis pas, enfin quand on voit la newsletter, il y a d'office un bouton « Aidez-nous », mais ce n'est pas l'objet principal. Donc ces photos-là c'est vraiment... La newsletter on l'envoie à des gens qui sont déjà inscrits donc ce sont des gens qui connaissent déjà Médecins du Monde, donc forcément on peut leur rappeler de donner un peu plus s'ils veulent pour ces crises-là par exemple, mais ce n'est pas plus que ça. Donc c'est plus de l'information, montrer les choses telles qu'elles sont, montrer pourquoi on est là-bas, il faut montrer pourquoi on intervient. Ce n'est pas seulement dire « on intervient, donnez-nous de l'argent pour qu'on intervienne », c'est aussi « on intervient parce que, vous voyez, il y a un besoin qu'on soit là... ». Donc c'est les deux, mais il y a aussi une grosse part d'information. Et puis montrer, sur tout ce qui n'est pas crise, c'est aussi montrer l'impact qu'on a quoi. Montrer pourquoi on intervient, comment on intervient, ce qu'on fait et voir que c'est utile quoi, montrer que les fonds sont vraiment utilisés de manière... ce pour quoi on avait dit qu'on allait les utiliser.

L.F. : *Ah oui. Et justement j'avais une question en tête... heu... oui, je me demandais, Médecins du Monde, j'avais interrogé quelqu'un l'année passée de Médecins du Monde qui me disait que MdM avait un côté plus politique, plus plaidoyer, de dénonciation, et est-ce que le rôle des images c'est aussi ça ? C'est aussi dénoncer ?*

B.D. : Je n'ai pas d'exemples concrets. Enfin si la photo du petit garçon qui avait été échoué sur les plages turques l'année dernière, enfin ça ce n'est pas notre photo, mais du coup, là ça fait aussi office de plaidoyer parce que ça a déclenché beaucoup de choses. Et on a évoqué, forcément, parce que c'était juste, c'était un séisme quoi, c'était la photo, alors qu'on sait qu'il y en a tous les jours quasiment. Donc au niveau du plaidoyer ce n'est pas vraiment nous qui le faisons, on a un département plaidoyer on va dire. Ça c'est vraiment plus des relations, du lobbying, ... pouvoir faire peser son expérience, tout ce qu'on voit sur le terrain, etc. Et en ce qui concerne sur le terrain, par exemple, là c'est vraiment des gens des missions qui connaissent qui sont sur place, c'est des nationaux, donc ils savent comment fonctionne, qui aller voir pour se faire entendre, et donc ça c'est vraiment quelque chose qu'on fait. Les images elles sont plus utilisées à destination du grand public, pour l'information et la sensibilisation.

L.F. : *Ok. Et heu, est-ce que vous pensez que le côté charité est toujours présent dans la communication de Médecins du Monde ?*

B.D. : C'est-à-dire ?

L.F. : *Le côté charité, c'est-à-dire, ben voilà, on est les riches blancs qui allons aider les noirs pauvres...*

B.D. : Ah... Ce sont des choses par rapport auxquelles on essaye de faire attention. En tout cas moi j'essaie vraiment de faire attention quand je sélectionne des photos, parce qu'on n'a pas toujours envie que ce soit le blanc qui soigne le noir ou le blanc qui soigne l'arabe... Et ce n'est pas toujours le cas de toute façon parce que comme j'ai dit sur nos projets on fonctionne beaucoup... il y a des expatriés mais il y a beaucoup de nationaux. Donc ce sont des gens sur place qui viennent et qui participent à nos missions et qui aident leurs co... je ne retrouve pas le mot...

L.F. : *Leurs compatriotes ?*

B.D. : Oui c'est ça exactement. Mais après sur des photos forcément ça fait parfois un peu ça, enfin surtout ces derniers temps, avec les réfugiés, malheureusement et c'est quand même des choses qu'on essaye d'éviter un peu. On ne peut pas toujours éviter, mais on essaye d'éviter parce que ce n'est juste pas la réalité quoi, c'est juste que les photos le montrent parfois. On n'accentue pas, on n'essaie pas de le cacher si c'est vrai, mais moi je le remarque en tout cas. Après je ne pense pas que ce soit très très présent, honnêtement. Parce que nous on travaille aussi en Belgique, c'est aussi une des particularités de Médecins du Monde, et ben les patients ils sont de partout, il y a aussi beaucoup de Belges, de Belges même s'ils ne sont pas d'origine Belges, enfin bref on s'en fout. Enfin ils n'ont pas l'air Belge parce que vu qu'on est dans l'image... Et ça n'a pas, enfin ça ne joue pas vraiment. Après oui, on se fait parfois la remarque et s'il y a une newsletter où il n'y a que des blancs qui aident des noirs, on essaye de changer parce que c'est juste une fausse représentation de la réalité.

L.F. : *Et justement est-ce que vous pensez qu'il puisse y avoir un décalage entre l'image et la réalité ?*

B.D. : Oui, sans doute, il y a toujours... Mais est-ce que tu peux donner un exemple ?

L.F. : *Par exemple, en Haïti on a quand même vu beaucoup d'images de populations démunies, qui ne sont pas capables de faire quoi que ce soit, et ce n'est pas vraiment la réalité quoi...*

B.D. : Oui, les images peuvent donner cette impression. Mais nous on ne met pas que des images, on essaye d'expliquer, du coup voilà. La base de nos projets à nous c'est d'accompagner sur place, ce n'est pas de venir, de soigner, de partir et puis c'est toujours le même bordel. C'est on aide, on vient, et quand on part ça va mieux quoi. C'est le principe de Médecins du monde en fait. Enfin, genre au Mali on essaye d'aider les centres de santé pour qu'ils puissent refonctionner tout seuls après, là par exemple on avait fait en sorte que les soins soient gratuits, et l'objectif c'est que petit à petit ils redeviennent payants parce que c'est comme ça que le système va fonctionner, et que les gens puissent y avoir accès quoi. C'est ce qu'on essaye de faire en Belgique en fait, tout bêtement. Ici on a des assistants sociaux, les gens ils viennent pour se faire soigner, mais l'objectif c'est qu'à terme ils puissent aller chez le médecin comme tout le monde, qu'ils recouvrent leurs droits, parce que pour avoir droit à ça, il faut avoir des papiers, une carte d'identité, la mutuelle et tout ça, et donc on les accompagne pour faire ça. Et donc j'ai oublié la question.

L.F. : *Heu c'était le décalage entre l'image et la réalité.*

B.D. : Ah oui c'est ça. Et donc quand on voit l'image on voit une personne qui aide une autre personne, mais bon on ne sait pas mettre en image le fait qu'une assistance sociale va accompagner une personne qui n'a pas droit à des choses aux urgences, pour s'assurer qu'elle y ait droit, on ne peut pas mettre ça en images. Enfin on peut mettre ça en images mais je ne pense pas que ça représente l'assistante sociale qui a passé des mois et des mois avec une personne. Donc le décalage oui il y a toujours. Mais bon la plupart du temps et après, c'est pour ça qu'il y a des mots pour accompagner les images.

L.F. : *Mm. Et est-ce que vous pensez qu'il y a une différence entre la communication de crise et la communication du quotidien ?*

B.D. : Oui. La communication de crise que j'ai vécu l'année dernière c'était au parc Maximilien à nouveau, c'est différent, on est dans la réaction, on est moins posé, et donc c'est plus difficile d'être rationnel quoi. On n'a pas vraiment le temps de réfléchir à ce qu'on dit. Il y a des communiqués de presse qui partent tous les jours ou tous les deux jours parce qu'un jour on arrive avec un minibus qui est là une heure, le deuxième jour le minibus va rester toute la journée, le troisième jour on a monté une tente, le quatrième jour il y a un village autour, ... Donc en 4 jours ça a fort évolué. En plus là on était fort scruté, enfin c'était quelque chose qui médiatiquement avait beaucoup d'impact, donc il fallait qu'on fasse attention, qu'on communique, parce que parfois les autres communiquaient pour nous mais du coup ils disaient des choses qui n'étaient pas justes, et il fallait qu'on dise les bonnes choses, il faut réfléchir à ce qu'on dit en sachant que c'est repris à chaque fois par les médias. Donc c'est différent, on ne peut pas construire un message très élaboré en deux heures.

L.F. : *Oui c'est beaucoup plus rapide et...*

B.D. : Oui c'est ça. Surtout qu'il faut aussi prendre en compte... Enfin ce n'est pas la communication qui décide, nous on communique, mais ce n'est nous qui faisons tout le reste, donc il faut prendre en compte le cadre opérationnel, ...

L.F. : *Et justement comment est-ce que vous vous coordonnez avec tout ça, avec tous les départements etc. ?*

B.D. : Aaah... Et bien généralement c'est plutôt nous, la communication, qui allons vers eux. Là en l'occurrence pour la crise c'était vraiment permanent, on était en communication constante. Parce que de toute façon on était sur place, donc, enfin on était là, on n'avait pas le choix. Sinon on se voit, on fait des réunions, on s'appelle, on se demande des chiffres, on oppresse les gens pour qu'ils nous donnent des chiffres et des photos, etc., ou des informations, parce que ça change beaucoup évidemment quand on a des projets qui se lancent donc il faut qu'on soit sûr du message etc. Donc ça peut prendre du temps. C'est pour ça qu'en crise c'est très différent.

L.F. : *Ok... Et justement qu'est-ce qui rapporte le plus financièrement, la communication de crise ou la communication du quotidien ?*

B.D. : Je n'en ai aucune idée. Je ne sais pas du tout... Evidemment quand on a des crises médiatiques ça aide. Et encore, du coup, si je prends l'exemple du parc Maximilien, ça nous a aussi coûté des donateurs qui préféreraient qu'on prenne soin des SDF plutôt qu'on prenne soin des réfugiés. Ça nous a aussi permis du coup de leur expliquer qu'on a un projet en Belgique qui prend soin de tout le monde. Bref, mais je ne sais pas du tout, ça dépend je pense. Je sais qu'Haïti ça avait rapporté beaucoup d'argent parce que c'était très médiatisé. Les inondations au Pakistan, un peu plus tard, du coup, moins. Je pense que ça dépend de la crise. Mais forcément en temps normal on n'a pas vraiment de pic. Enfin on a des donateurs réguliers mais on n'a pas de pic. Après une fois qu'on communique sur une crise, et que les gens donnent pour cette crise, cet argent va à tous nos projets destinés à aider en rapport avec cette crise-là donc ça ne nous aide pas sur nos autres projets.

L.F. : *Oui c'est obligatoirement destiné à cette crise...*

B.D. : Quand les fonds sont spécifiquement destinés à quelque chose, ça va à ce projet-là.

L.F. : *Et du coup si les dons récoltés sont trop élevés... enfin je sais qu'MSF, je crois que c'est pour le tsunami, avait dit de stopper les dons parce qu'ils avaient assez d'argent. Du coup si on a trop de dons, qu'est-ce que vous en faites ?*

B.D. : Hé bien ça ne nous est jamais arrivé [rires]. Mais on fonctionne avec heu, je crois que c'est entre 20 et 30% de dons et le reste c'est des subsides donc plus on a de dons plus on peut être indépendant. Mais on a jamais trop de dons quoi... C'est quand même difficile d'avoir trop de dons. Surtout que nos projets sont d'office à long terme souvent. En Haïti on est intervenu mais on y est toujours. Donc même

si on avait trop de dons pour les utiliser sur une année, on y est depuis 6 ans donc voilà c'est toujours utile.

L.F. : *Ah oui, oui. Et quelle équipe est envoyée sur place lors d'une crise ? Est-ce qu'il y a un photographe avec ? Enfin comment ça se passe ?*

B.D. : Chez nous non, on aimerait bien, on aimerait bien mettre ça en place. Que quand il y a vraiment quelque chose par exemple en Grèce, qu'il puisse y avoir quelqu'un de la communication qui aille sur place. Parce qu'on a pas mal de demandes de journalistes, même pour faire des petits reportages, des choses à communiquer qui sont informatives et utiles pour tout le monde, sauf qu'ici on est encore assez petit donc on n'a pas encore eu l'occasion d'organiser quelque chose comme ça. Il y a juste des gens opérationnels, des médecins, des infirmières, des psychologues mais au niveau communication personne n'est envoyé automatiquement à notre niveau. Je pense que chez MSF ils le font par exemple.

L.F. : *Oui MSF... A mon avis oui.*

B.D. : Oui MSF ils sont très très très grands.

L.F. : *Et du coup, quels liens est-ce que vous entretenez avec les victimes ? Et est-ce qu'il faut une autorisation pour publier les photos de ces personnes ?*

B.D. : Il n'y a pas de liens avec les victimes... Enfin par exemple, je ne sais pas le seul lien qu'on pourrait avoir c'est quand on récolte des témoignages par exemple, là du coup on demande des autorisations oui parce qu'on les utilise sur internet, dans nos brochures, dans nos rapports, donc il faut quand même que la personne... Enfin après on peut aussi dire qu'il n'y a pas de photos, on peut changer les noms, donc ce n'est pas trop grave. Pour les photos si on prend des photos de scènes larges on ne demande pas l'autorisation, mais si on fait des portraits on demande l'autorisation. Et on peut à nouveau changer les noms etc. Mais par exemple on a des photographies qui sont dans nos consultations médicales, alors là évidemment le photographe discute avec le patient et il faut voir si on a l'accord... On a des photographes qui savent prendre des photos de derrière où on ne voit pas la tête du patient, ces photos-là sont intéressantes, on peut les utiliser, juste on ne voit pas le patient. Mais il faut prendre des photographes qui savent comment faire, pour discuter avec les gens, etc.

L.F. : *Et donc vous engagez des photographes temporairement en fait ?*

B.D. : Oui c'est ça.

L.F. : *Et est-ce que vous produisez toujours des écrits sur Haïti aujourd'hui ?*

B.D. : Oui, enfin, pas beaucoup, il n'y a pas grand-chose à en dire, ça n'intéresse plus grand monde malheureusement. Mais on produit toujours des écrits, donc ça fait toujours partie de nos missions, donc dans nos rapports annuels, on a des trucs sur Haïti, dans notre journal des donateurs, s'il y a des nouvelles à donner dans la newsletter on en met, il y a eu un voyage de presse il n'y a pas longtemps, je crois que c'était fin d'année dernière, un voyage de presse avec des journalistes belges. Donc oui on produit

toujours, mais on n'est plus en mode crise, on est en mode routine. Les conséquences du séisme ont été plus ou moins résorbées mais on agit surtout sur tout ce qui est santé sexuelle et reproductive, et le choléra.

L.F. : *Et justement ce... allais ce document presse c'est quoi exactement ?*

B.D. : C'était un voyage de presse pour que les journalistes puissent voir nos projets sur place. Et ils en ont profité pour en faire des articles.

L.F. : *Et c'était un reportage, une vidéo ?*

B.D. : Non c'était écrit... Je peux vous envoyer si vous voulez.

L.F. : *Oui je veux bien, merci... Et une dernière question, qu'est-ce qui fait que vous choisissez une photo ou une vidéo plutôt qu'une autre quand vous réalisez un article ?*

B.D. : Déjà on choisit rarement des vidéos parce qu'on est à peine passé à l'âge des images. Non mais les vidéos c'est vraiment plus compliqué parce qu'il faut vraiment qu'il y ait du montage, ça demande vraiment beaucoup, beaucoup de travail. Sinon, pourquoi on choisit une image plutôt qu'une autre... à nouveau notamment parce qu'elle est jolie, ça dépend ce qu'on veut en faire. Dans un article, parce qu'elle est belle ou parce qu'elle illustre bien l'article.

L.F. : *Et qu'est-ce que vous appelez « belle » ?*

B.D. : C'est... purement esthétique. C'est très subjectif [rires]. Non mais c'est vrai en plus, généralement on travaille avec des photographes qui savent mettre des situations... qui savent faire des photos bêtement jolies, puis on essaye aussi de montrer, de plus en plus on essaye de montrer des choses un peu plus positive, des gens qui sourient parce qu'ils ont reçu des soins donc ils sont contents, des gens qui sourient parce qu'ils ont pu avoir des soins gratuitement dans l'hôpital dans lequel ils sont, des gens qui sourient parce qu'une femme vient d'accoucher, qu'elle est en vie et que son bébé est en vie donc tout le monde va bien, c'est bien, ... Voilà. On essaye de plus faire ça. A nouveau si on revient sur les crises c'est différent parce que les images sont d'office moins joyeuses. Mais on travaille beaucoup sur la santé sexuelle et reproductive donc on a pas mal de... on ne va montrer une femme qui vient de perdre son bébé ça n'a pas de sens. On va la montrer avec ses trois enfants qui sont tous en bonne santé, qui ont tous... c'était une campagne de vaccination pour les enfants aussi, donc on la montre avec ses enfants vaccinés, etc. Voilà, on essaye d'aller plus dans le positif, c'est la tendance actuelle je pense. On choisit en fonction de ça et en fonction du projet dans lequel on se trouve.

L.F. : *Et heu, donc ça c'est pour la communication quotidienne, mais du coup lors d'une crise qu'est-ce qui fait que vous allez choisir une photo plutôt qu'une autre ?*

B.D. : Déjà c'est qu'on a la photo, en bonne qualité, en fait c'est la première chose, on fait d'abord un screening qualité et si on n'a pas la qualité on ne la prend pas ; qu'elle illustre ce qu'on veut, si c'est plus informatif, si c'est pour la récolte de fonds, il faut qu'on montre pourquoi et ce qui se passe là-bas,

donc pourquoi on a besoin d'argent. Sinon, on essaye qu'elle illustre ce dont on parle quoi. Si je veux expliquer qu'un pays a été dévasté par un tremblement de terre je ne vais pas montrer l'intérieur d'une consultation ça n'a pas de sens. Je vais montrer les équipes de secours qui sont en train d'agir sur le terrain. Si je veux montrer que Médecins du Monde soigne des gens sur place, je montre l'intérieur d'une consultation. Ça dépend vraiment aussi des photos qu'on a, et en général en temps de crise on n'a vraiment pas beaucoup de photos pour travailler. Au Népal on a travaillé pendant un mois avec dix photos... Au bout d'un moment on ne peut plus les voir. Enfin voilà. Au parc Maximilien on n'avait pas beaucoup de photos non plus, au départ on avait juste une photo de notre bus, après on avait une photo de la tente qu'on montait, et enfin troisième semaine quand on s'est rendu compte que ça allait durer on a, il y a un photographe qui est allé sur place et du coup on avait plus de photos. Donc ça dépend aussi tout bêtement de ce qu'on a et de la qualité.

L.F. : *Ben voilà, merci beaucoup.*

B.D. : Pas de problème.

e) Entretien avec L. H. et F. S. (Département communication, Handicap International Belgique)

Interview de L. H. et F.S. par Laura Ferrara

Lieu : Bureaux de Handicap International – Bruxelles

Date : 17 mai 2016

Durée : 1h04

Laura Ferrara : *Alors, tout d'abord, est-ce que vous pourriez me parler de votre rôle au sein de Handicap International ?*

L.H. : *Moi je suis [phrase compromettant l'anonymat de la personne interviewée].*

F.S. : *Et moi je suis [phrase compromettant l'anonymat de la personne interviewée]. Et j'étais en place aussi quand il y a eu le séisme.*

L.F. : *Ah oui, ça c'est bien. Et est-ce que vous avez un rôle au sein du consortium ?*

L.H. : *Oui. A l'époque... En fait il faut savoir que le rôle de chaque ONG change un peu. A l'époque, on était responsable de tout ce qui était publications gratuites.*

F.S. : *Oui. Ça veut dire rechercher des annonceurs, travailler avec l'agence qui fournit gratuitement l'annonce à publier, donc le texte, la mise en page, on a revu ensemble avec les autres membres du consortium ce qui était proposé. Et oui la recherche d'espace était pour nous.*

L.H. : *Oui, la négociation, et tout ça. Il faut savoir qu'à ce moment-là, au début, juste après le tremblement, juste après la crise, tout le monde est concerné parce que bon, le consortium « n'existe*

pas », donc ça veut dire qu'à chaque fois qu'il se passe quelque chose, tout le monde est prêt à faire un peu de...

F.S. : Oui directement après la crise, c'est l'ONG qui réagit en son nom propre, et donc qui va publier des informations, généralement c'est sur le site web, c'est sur Facebook, Twitter je ne sais pas si on le faisait à l'époque...

L.H. : Pas encore mais Facebook oui.

F.S. : Et on va publier une première information très sommaire ou on va envoyer un emailing d'appel aux dons à notre fichier d'adresses mails, on va préparer une campagne d'appel aux dons mais ça se fait très vite. Quand je dis préparer c'est vraiment une lettre très brève : « il y a eu un séisme, il y a des besoins, aidez-nous ». Pour les donateurs, c'est en gros ce qui se passe les premières heures après la catastrophe. Et puis on met le site à jour au fur et à mesure qu'on reçoit des informations, qu'on reçoit des images. A l'époque ce n'était pas aussi évident que maintenant.

L.F. : *Et au niveau des images, ça se passait comment ? C'est qui qui les envoie ?*

F.S. : Alors, à ce moment-là, pour revenir dans l'histoire de Handicap, parce qu'il y a ça aussi, la Fédération Handicap International s'était créée un an auparavant mais la Belgique n'avait pas encore intégré la fédération parce que notre cas était un peu particulier parce qu'on était avec Handicap France la seule émanation d'Handicap International qui gérait des opérations. Donc l'intégration prenait plus de temps, était plus longue à mener parce qu'il y a toute une série de paramètres qui entrent en ligne de compte. Mais donc à ce moment-là on ne faisait pas encore partie de la fédération et donc il n'y avait pas encore un service d'informations fédéral tel qu'il existe aujourd'hui. Ce qui se passait c'est qu'on travaillait en direct avec le terrain et qu'à l'époque, nos confrères d'Handicap France-Fédération étaient déjà sur place parce qu'en fait c'étaient les derniers mois d'un projet d'aide d'urgence après des ouragans et donc eux ont mis en place une réponse quasi immédiate dans les heures qui ont suivi le séisme. Tandis que Handicap Belgique a envoyé des personnes tout de suite après la catastrophe mais donc on a quand même dû attendre 2-3 jours avant d'avoir des premières images, des premiers témoignages des personnes qu'on avait envoyées sur place. Et donc là ce sont des personnes qui étaient envoyées par le siège de Bruxelles qui nous ont envoyé quelques photos par mail, pas des photos pro donc, et leur première réaction à chaud. On a tenu aussi, à ce moment-là, on a commencé parce qu'on avait eu ces premières réactions avec une des personnes qui était partie tout de suite après, Eric, qui avait tenu une sorte de journal donc on en avait fait un blog, et finalement c'est devenu le blog de Haïti, avec au fur et à mesure que les mois passaient et que les équipes changeaient, des gens qui alimentaient ce blog.

L.F. : *Ah oui j'ai vu ça, j'ai vu des témoignages sur le site. Et maintenant vous avez encore un rôle au niveau du consortium ?*

L.H. : Oui mais bon maintenant les rôles ont un peu changé donc maintenant, en ce moment, Handicap a le rôle de porte-parole et relations de presse. Donc par exemple la crise au Népal c'était moi et mon

collègue francophone qui étaient porte-paroles et qui avaient les relations avec la presse. Donc avant c'était UNICEF.

F.S. : Et on a cherché encore un peu d'espace médias pour le Népal.

L.H. : Oui c'est vrai ! On a fait les deux t'as raison.

L.F. : *Ok. Alors, et heu... comment une crise, particulièrement la crise haïtienne, est-elle mise en images par Handicap International ? Quel est le type d'images utilisées pendant la crise et après la crise ?*

F.S. : Et bien on va éviter quand même des images trop chocs, blessés, de moignons sanguinolents pour ce qui nous concerne en tout cas. On va plutôt privilégier des images d'action. Des équipes au travail qui sont avec les bénéficiaires, qui sont occupés de... on va vraiment privilégier ces images d'action. On est là, on est présent, on agit.

L.F. : *Même directement après le séisme ?*

F.S. : Oui, par exemple, déjà Haïti, mais par exemple, un bon exemple, c'était le Népal où on était déjà au Népal avant le séisme l'année passée et où nos équipes, directement, sont sorties de ce qu'elles faisaient à ce moment-là et sont allées dans les hôpitaux et donc là on a vraiment des images de gens encore avec des vêtements de sport parce qu'ils faisaient du foot avant et qui étaient dans l'hôpital en train de soigner les blessés. Donc c'est vraiment plutôt... ben par exemple ici on avait fait une série de posters après la catastrophe, mais qui montraient... Et par exemple, pendant la catastrophe on va plutôt privilégier ce genre d'images-ci, avec des distributions de matériel, ou bien des images comme ceci, où on voit quelqu'un qui est au chevet d'un blessé, on voit qu'il est sous tente donc qu'il vit dans des conditions un peu précaires...

L.H. : Mais pas trop trash quoi. Parce que ce serait possible hein... Mais s'il s'agit vraiment de blessures très très lourdes, on ne fait pas.

F.S. : Ca non. Ou alors des images aussi plus de contexte, où on va voir des décombres avec des files de personnes qui attendent une aide alimentaire ou une distribution de kits qu'on peut distribuer dans ces cas-là, mais on ne va pas aller vraiment dans l'image trash, on ne veut pas donner ce genre d'image-là.

L.F. : *Et il y a une raison à ce choix ?*

F.S. : Par dignité, par respect de la dignité des victimes déjà. Par respect aussi de ceux qui nous lisent et qui nous voient ici en Europe parce que pour nous, pour notre déontologie, on ne veut pas aller dans le... Déjà ça c'est suffisamment évocateur et choquant pour quelqu'un qui n'est pas habitué, inutile d'aller plus loin. On voit suffisamment les dégâts, ça ne sert à rien d'aller dans le gore non plus. Donc c'est une question de dignité et de déontologie.

L.F. : *Ok, ça va. Et justement alors quelles sont les fonctions de toutes ces images ?*

F.S. : Et bien il y a déjà interpeler pour avoir du soutien. Parce que quand ce genre de catastrophes d'une telle ampleur se produit, on sait qu'il va y avoir besoin d'une réaction d'une certaine ampleur qui implique de pouvoir mobiliser certains moyens matériels, financiers, humains, et ces moyens matériels, humains, ça a un coût. Haïti ça a été une des plus grosses opérations de Handicap International. Je n'ai plus en tête les chiffres concernant les équipes mais à un certain moment c'était vraiment énorme parce que les besoins étaient énormes. C'est pouvoir faire venir x centaines de béquilles sur place pour les blessés, pas tous avec des amputations mais qui réclament, malgré tout, des soins. Dans le cas d'Haïti, il n'y avait pas de personnel, de kiné formé, or on sait que dans ce genre de catastrophes il faut un kiné pour les soins postopératoires pour éviter justement des complications qui entraînent des handicaps lourds. Et donc quand on sait qu'il n'y a pas de compétences sur place, qu'est-ce qu'il faut faire, c'est faire venir des équipes de kinés d'Europe ou d'autres pays qui peuvent amener ces compétences. Donc ça ce sont des moyens aussi, il y a le billet d'avion, il y a les salaires, il y a tout ce qui est le matériel, les kits qu'on distribue aux gens pour heu... des abris, des couvertures, des objets pour l'hygiène de base : du savon, des brosses à dents, ce genre de choses-là. Ce sont des choses qui ont un coût, il faut pouvoir les acheminer. On sait que ça va demander des moyens, donc il faut montrer ce qu'on fait et il faut montrer aussi que les personnes ont besoin de cette aide. C'est un peu les deux messages qu'on veut faire passer. Tu corriges ou tu complètes...

L.H. : Non, non. Ben heu... Il y a un appel aux donateurs mais c'est aussi pour informer le public de ce qu'on fait. On utilise les images aussi pour le site web, les newsletters, donc ce n'est pas seulement pour demander du soutien mais c'est aussi pour heu... parce qu'on a aussi des donateurs réguliers qu'on doit informer, sur comment on a réagi, ... Je pense que pour la presse c'est peut-être moins utile. Je ne sais pas. Certainement pas au début en tout cas parce qu'il y avait beaucoup de journalistes et photographes sur place... Mais je ne pense pas qu'on a utilisé les photos pour la presse.

L.F. : *D'accord. Et donc, après la crise, est-ce qu'il y a d'autres fonctions ou c'est quand même toujours les mêmes ?*

F.S. : Alors là on est dans l'information. Après la crise, d'abord il y a besoin de témoigner de l'action qu'on a faite, on parlait d'appel aux dons mais ça veut dire qu'il faut aussi justifier de l'utilisation des dons et informer sur ce qui a été fait avec l'argent qu'on a reçu, aussi bien du donateur privé que du bailleur de fonds. Et donc oui, il faut pouvoir rendre des comptes, et une façon notamment de rendre des comptes, c'est que, chaque année, on publiait, à la date d'anniversaire un rapport, on remet à jour sur notre site web l'évolution de nos actions, le nombre de bénéficiaires qu'on a aidés, c'est un souci de transparence quelque part par rapport à ce qu'on fait. Et puis il y a aussi le côté, simplement, informations sur nos actions au jour le jour, comme on pourrait informer d'un autre programme et d'un autre type d'actions au Cambodge, ou au Congo ou ailleurs. Evidemment, vu l'importance qu'a eu la catastrophe en Haïti, le relais qu'il y a eu dans les médias, aussi négatif, il y a eu des remises en cause

des actions qui ont été faites, il est d'autant plus important d'être transparent et de montrer ce qu'on fait, et qu'on fait le mieux possible.

L.F. : *Donc c'est une question de légitimité aussi...*

F.S. : Il y a une question de légitimité, puis après, mais là on est bien après, on a par exemple réalisé une exposition l'année dernière qui s'appelle scénario 7.3 et qui part justement de Haïti pour sensibiliser au fait qu'il peut y avoir une catastrophe, mais après ça pose la question du handicap et de la place de la personne handicapée dans la société. Et on part de ça pour dire ben voilà, il y a la phase « de reconstruction », on reconstruit les murs, on reconstruit les bâtiments, mais il faut aussi « reconstruire les gens », et « reconstruire les gens » ça veut dire leur fournir les soins dont ils ont besoin, l'appareillage dont ils ont besoin, et aussi, au-delà, pouvoir aller à l'école, pouvoir avoir un métier, être accepté dans la société. Donc c'est aussi aborder le fait qu'on puisse écrire une autre histoire pour les personnes handicapées après une catastrophe, et là on était vraiment parti de Haïti et de tous ces témoignages qu'on avait collectés au fur et à mesure des années.

L.F. : *Mm. Et elle est accessible quelque part cette expo-là ?*

F.S. : Oui, je pourrai t'envoyer le fichier [rires]. Elle est à la cave aussi. C'est une exposition qui circule en fait, les écoles peuvent en faire la demande, certains bénévoles la mettent en place dans certains centres, donc c'est quelque chose qui circule un peu partout.

L.F. : *Et bien je veux bien qu'on aille à la cave après, ça m'intéresse beaucoup [rires].*

L.H. : [rires]. Ça va. C'est un peu une compilation des photos qu'on a faites pendant ces 5 ans, témoignages aussi...

F.S. : Il y a des patients comme ça qu'on a suivi d'années en années, souvent des jeunes patients, dont on a vu l'évolution, et donc c'était bien de pouvoir montrer ça aussi, qu'il y avait un chemin possible.

L.F. : *Et justement comment le discours iconique a évolué lors de la crise haïtienne ? Est-ce qu'on voit vraiment une réelle évolution au niveau des images utilisées ?*

F.S. : Oui. Par exemple, ça c'était une série de posters qu'on avait fait un an après la catastrophe à peu près, où effectivement, il y en avait plusieurs où on avait pris des images plus tout de suite après la catastrophe, avec des images comme ceci, comme cela, où là on était directement après, et des images comme celle-ci, où on voit le soin aux blessés mais déjà plusieurs mois après la catastrophe. Et ceci, où on a une dame, où on était dans la phase de reconstruction, avec une attention pour des reconstructions accessibles aux personnes handicapées. Donc déjà là on a une évolution dans le type d'images. Ici c'est vraiment un poster qu'on avait fait où on voit que maintenant Haïti devient un sujet parmi les autres dans nos actions. Donc c'est une série de poster avec des bénéficiaires de nos projets, avec différents thèmes : l'éducation inclusive, la sécurité routière, la prévention des handicaps chez les mamans et les jeunes enfants, la réadaptation, ... Et là on avait pris une photo de Haïti comme sujet post-urgence et là

on est dans une image beaucoup plus apaisée d'une jeune fille avec sa maman, une victime qu'on ne voit quasiment pas puisque le... la seule trace c'est un bout de béquille là. Par rapport à une image comme celle-ci où on voit plus la souffrance et le soin qu'on peut apporter.

L.F. : *Mm. Et heu... l'image avec les quatre femmes... en fait c'est parce que... on dirait vraiment, ben, un vrai poster avec, on dirait, enfin une mise en scène quoi... Alors ça c'était fait par un photographe pro ?*

L.H. : *Oui, c'était fait par un photographe pro, mais ce n'était pas une mise en scène... En fait ce sont, ce qu'on appelle les danseuses de Port au Prince. Ces filles, c'était, je me demande... Non en fait c'était une danseuse, j'ai oublié son nom, une danseuse qui avait perdu sa jambe, et en fait, à l'hôpital, il faut savoir qu'ils passent beaucoup beaucoup beaucoup de temps à l'hôpital, et elle a dit « bon, ok maintenant, bon j'ai perdu ma jambe mais je m'en fous, je vais continuer à danser », et en fait elle a donné des cours de danse elle-même, au centre de réadaptation. Et elles sont devenues des copines. Donc c'était vraiment... parce que je les ai vues plus tard. Et parfois elles faisaient des exercices, elles dansaient sur le toit du bâtiment quoi, c'était très chaleureux et ça donnait de l'espoir. Je crois que c'est aussi ça qu'on voulait montrer, que la vie continue.*

F.S. : *Et qu'on ne se laisse pas abattre. C'est important surtout... on peut très vite tomber dans la sensiblerie et le misérabilisme, surtout avec les personnes handicapées, et nous on fait vraiment attention, bon on n'y arrive probablement pas tout le temps, mais on essaye de faire vraiment attention à ne pas donner une image misérabiliste et indigne de la personne handicapée parce que justement le message qu'on veut faire passer dans nos projets c'est « la personne handicapée est une personne, et elle doit faire partie de la société au même titre que tout le monde ». Et ce n'est pas en véhiculant des images lourdes et dures qu'on y arrive. Donc nous on privilégie plutôt des images où on montre justement la personne handicapée qui se mobilise, qui est positive, qui veut surmonter et qui a des capacités derrière. Et donc ça c'est vraiment une photo qui illustre ça mais on en a plein. A la différence de ce genre de photos où on montre l'action d'urgence, c'est différent.*

L.H. : *Ce qui est chouette ici je trouve c'est que tu vois d'abord les images, tu vois d'abord des femmes qui dansent, et c'est après que tu vois que...*

L.F. : *Oui, oui c'est vrai.*

L.H. : *C'est incroyable. C'est vraiment...*

F.S. : *C'est une photo qu'on a beaucoup utilisée je dois dire. Mais alors effectivement on fait généralement appel à des photographes professionnels ; sauf peut-être dans la première urgence où on va avoir les photographes d'expatriés qui sont sur place et qui vont prendre quelques photos très vite.*

L.H. : *Oui des petites photos même avec leur GSM avec un appareil photo pourri...*

L.F. : *Et justement, comme au moment de la crise ce sont souvent des kinés... enfin là il n'y avait pas de kinés donc ce sont des kinés d'ici qui sont allés sur place, forcément sur beaucoup de photos, on va voir beaucoup de Blancs aider les Noirs hein c'est un peu... Est-ce que ça ne risque pas de montrer des rapports de domination etc. ?*

L.H. : *Et bien je comprends ce que tu veux dire et on fait très attention à ça. Mais c'était vraiment la réalité à ce moment là parce qu'il n'y avait pas de kiné. C'était 2010, il y avait 8 ou 10 kinésithérapeutes en Haïti, et il n'y avait aucune de ces dix personnes qui étaient en Haïti, donc elles étaient à Cuba, aux Etats-Unis, donc il n'y avait juste personne à ce moment-là, c'était la réalité. Tandis que si tu vois les photos du Népal, c'est le contraire, il n'y a que des Népalais, on n'avait presque pas d'expat' parce que c'est l'équipe sur place qui a géré. Non mais c'est vrai...*

F.S. : *Et ça pourrait être le cas si c'était l'image qu'on donnait tout le temps. Du petit Blanc qui va aider les malheureux petits Noirs, mais là ça reflétait vraiment une situation. Et c'est toujours ce qu'on a dit aussi dans les infos qu'on donnait, c'est « il faut qu'on envoie des équipes sur place parce qu'il n'y a personne ».*

L.H. : *Oui, et en plus il n'y avait aucune infrastructure... Au Népal c'était autre chose... On pourrait regarder les photos pour comparer...*

F.S. : *Et puis là on est dans deux situations comparables : un séisme – un séisme, ...*

L.F. : *Oui c'est vrai que c'est intéressant. Ça rejoint un peu ce qu'on vient de dire, mais qu'est-ce qui fait que vous allez choisir vraiment une image ou une vidéo plutôt qu'une autre lorsque vous réalisez une affiche, un article, un documentaire ?*

L.H. : *Tu parles du moment juste après le séisme ou plus tard ?*

L.F. : *Les deux...*

L.H. : *Je pense par exemple à l'histoire de Maryse qu'on a utilisée souvent. En fait c'était une femme qui a perdu sa jambe suite au séisme donc la première fois que je l'ai vue c'était six mois après donc elle était à l'hôpital. C'était une femme incroyable, hyper souriante, mais elle était patiente, et quelques mois elle a été engagée comme animatrice parce qu'elle était tellement forte pour encourager les autres, c'était sympa à montrer parce qu'on voyait vraiment quelqu'un qui... Donc voilà on essaye aussi un peu de montrer, pas que la grande misère. Bon ce n'est pas évident, maintenant elle a une prothèse donc ce n'est pas... Mais quand même. Et en fait on l'a suivie pendant...*

F.S. : *Je me demande s'il n'y a pas eu un témoignage d'elle il y a un an ou deux.*

L.H. : *Oui. Je l'ai vue, la dernière fois, il y a deux ans je pense. Je trouve que c'est important de pouvoir montrer le chemin de quelqu'un. Mais c'est aussi un peu par hasard que tu rencontres quelqu'un... Sinon je ne sais pas...*

F.S. : Des choses qu'on a déjà dites, vraiment le côté « est-ce que c'est respectueux de la personne ? », « est-ce que la personne est d'accord », au début plutôt privilégier des images d'action, et puis on va vraiment centrer sur le bénéficiaire...

L.F. : *Mm. Et justement par rapport à l'accord des personnes sur les photos, vous avez toujours l'accord des gens qui sont sur les photos ?*

L.H. : Oui.

F.S. : Oui, c'est obligatoire. Les règles, en fait, d'utilisation d'images, sont de plus en plus strictes, donc effectivement surtout quand il y a des enfants, le photographe doit faire signer un document aux personnes, on explique aux personnes quand on arrive quelque part pourquoi on est là, qu'on récolte leur témoignage, que ça va être utilisé dans tel et tel type de support, et que « est-ce qu'ils sont d'accord ou pas », ils ont le droit de refuser. D'ailleurs, à un moment donné dans nos installations, il y a des patients qui en ont eu assez de voir défiler des journalistes et d'être tout le temps interviewé et de chaque fois devoir rappeler, redire les mêmes choses, ça devient lourd pour eux aussi, donc ils ont le droit de refuser.

L.F. : *Et ça arrive souvent que les gens refusent ?*

F.S. : Les photos qu'on utilise, on a l'accord de toute façon. Et oui ça arrive qu'il y ait des personnes qui ne veulent pas... Et voilà il n'y a pas de souci on va voir une autre personne, c'est comme ça...

L.F. : *Et, pour en revenir à la communication plus large, est-ce qu'il y a une différence entre la communication de crise et la communication du quotidien ? En ce qui concerne le fonctionnement vraiment de la communication, comment ça se met en place, ...*

F.S. : Quand tu es en communication de crise...

L.H. : Tu ne dors pas. [rires].

L.F. : [rires].

F.S. : [rires]. Tu as les attachés de presse qui sont vraiment en première ligne et là c'est L.H. qui peut plus en parler que moi parce que ce sont les personnes de contact avec les médias, en plus ces derniers temps, comme elles étaient aussi représentantes pour le consortium 12-12, ça donne un surpoids de travail, mais donc tu dois pouvoir réagir aux demandes. Et aussi par rapport au consortium 12-12 tu viens avec ça aussi, tu as le consortium qui va te demander des informations à intervalles réguliers sur les actions que tu mets en place, les chiffres, le nombre de personnes que tu aides, le type de patients que tu vois, pour pouvoir donner l'information...

L.H. : Pas seulement, ils cherchent aussi des témoins... Des personnes qui sont sur place...

F.S. : Qui peuvent répondre aux questions des journalistes, qui peuvent... Donc ça c'est... plus côté presse. Et à côté ça tu as, là je vais parler pour moi, pour les éditrices alors là nous on est vraiment le

back office, donc ça veut dire qu'on fait tout le reste. Et donc tout le reste, ça veut dire l'appel aux dons éventuel qui peut survenir, ça veut dire contrôler les informations qui sont sur le site du consortium 12-12, mettre en place des informations qui sont sur notre site et les remettre à jour constamment, parce qu'au début d'une urgence ça peut changer très vite, et donc tu dois pouvoir faire des updates constamment. Et puis alors tu as tes publications habituelles, donc si tu es en train de faire un journal et bien tu bloques ce que tu es occupé de faire et tu fais tout à fait autre chose. Ce n'est pas grave hein les rédactions des journaux elles font ça au jour le jour. Nous on fait ça pour un journal trimestriel donc ça va... Mais c'est des choses que tu dois prendre en compte. Et puis après tu as parfois des choses que les attachés de presse font d'ordinaire que toi tu fais à leur place parce que... pour relire des textes et ce genre de choses parce qu'eux sont occupés avec leur téléphone greffé à l'oreille et bon ben nous on va vite relire les communiqués et ce genre de choses-là.

L.H. : Oui. Non c'est... Le travail est complètement différent. Chaque jour, le matin, on se réunit à 9h pour donner une update, ou là par exemple il y a quelqu'un qui est en contact avec le terrain, qui donne des nouvelles, on passe en revue les actualités, ce qu'on fait, on se répartit les tâches... Pendant au moins une semaine, au Népal c'était une semaine, c'est tout à fait différemment. Tout le monde met à côté ce qu'il était en train de faire.

F.S. : Et puis c'est vrai qu'en plus on prend les tâches qui nous sont attribuées par le consortium. Et pour Haïti par exemple je me souviens qu'il y avait pas mal de choses qu'on a relues. Il y avait eu un concert donc ça avait été relire le programme du concert, les affiches, il y avait eu pas mal d'annonces aussi, donc oui ça avait été... ça te fait un « petit » surpoids de travail en plus mais c'est les urgences et c'est pour le département communication comme pour les opérations, tu as le coup d'adrénaline qui est là et qui fait que ça marche. [rires]

L.H. : [rires] C'est vrai. Et après trois semaines tu as un coup de fatigue.

L.F. : *Et pour Haïti ça avait duré longtemps ?*

F.S. : Plus longtemps que pour le Népal...

L.H. : Oui, oui... Parce qu'il y avait aussi le show là avec BTM et VRT qui ont travaillé ensemble, peut-être même avec les chaînes francophones...

F.S. : Oui il y avait eu un truc côté francophone aussi...

L.H. : Oui donc c'était quoi... 1 mois plus tard, trois semaines – un mois après la catastrophe. Je crois que le moment d'urgence ça a duré un bon moment. Mais je ne sais plus très bien parce que ça fait quand même 6 ans...

F.S. : Parce qu'en fait il y a eu plus de, à comparer deux séismes ensemble, même si les dégâts ne sont pas les mêmes non plus, heu... Haïti a vraiment frappé... On pourrait comparer Haïti au tsunami aussi de 2004... Parce que c'était une catastrophe d'une ampleur énorme, avec une ville détruite. Je revois

encore le symbole parfait du séisme, c'est le palais présidentiel qui est complètement effondré. Ça montre l'effondrement, c'est vraiment le symbole parfait de l'effondrement du pays après le séisme.

L.H. : 250 000 morts, 300 000 blessés...

F.S. : Oui, les dégâts étaient énormes, le nombre de victimes était énorme, donc on était vraiment sur une catastrophe incroyable. Et donc là tu as eu une action de solidarité aussi beaucoup plus forte que ce qu'il y a eu pour le Népal, et donc il y a eu pas mal de choses qui se sont faites avec les chaînes néerlandophones, les chaînes francophones, mais traditionnellement, je ne sais pas très bien pour quelle raison, le consortium est plus suivi côté néerlandophone que francophone. Mais là les chaînes francophones s'étaient mobilisées, je me souviens d'une soirée Haïti sur la RTBF, effectivement.

L.H. : Mais je pense au moins un mois...

F.S. : Au moins un mois... Et puis il y a eu ce concert aux Beaux-Arts aussi, je crois que c'était trois semaines, 1 mois après, donc ça avait demandé pas mal de...

L.H. : Mais même j'étais sur place 6 mois après, bon ce n'était plus vraiment l'urgence mais c'était quand même... Tu sais l'hôpital était encore provisoire, c'était une ancienne usine qu'on avait utilisée avec MSF, même sur le terrain tu avais encore le sentiment d'être en situation d'urgence. Ça reflète aussi dans la communication.

L.F. : *Et vous aviez un lien à ce moment-là avec les médias en tant que Handicap International ?*

L.H. : C'est un peu dur parce que je n'étais pas l'attachée de presse à ce moment-là, mais oui, sans doute.

L.F. : *Et même après quoi...*

F.S. : Oui, mais une fois que le consortium clôture son opération, à partir de ce moment-là, les ONG reprennent le devant en tant qu'ONG et témoignent de leurs actions en tant qu'Handicap International, en tant que Caritas, ou... Donc là c'est juste pendant la phase d'urgence, quand le consortium se met en place, enfin s'active parce qu'en place il l'est, mais s'active et décrète entre guillemets l'« état d'urgence » qu'il faut un peu se mettre en retrait pour parler du consortium 12-12 mais en même temps le consortium 12-12 mentionne à chaque fois toutes les associations et va faire attention, après les médias suivent ou ne suivent pas, ça on n'a pas la pleine maîtrise dessus, mais on essaye quand on fait des voyages de presse, de montrer des actions de toutes les associations. Et que les médias témoignent de toutes les actions des associations. Après, parfois ça ne se fait pas toujours de manière équilibrée mais là ce n'est pas du ressort de l'ONG ou des ONG.

L.F. : *Et ça a duré longtemps cette phase d'urgence avec le consortium ? La récolte de fonds et tout ça ?*

L.H. : Ca on peut trouver la date, oui. Donc la fin... ça veut dire qu'on arrête la récolte de fonds au nom du 12-12, donc ça veut dire qu'on peut continuer chaque ONG.

L.F. : *Et donc pour la phase après la crise, ça se passe comment le lien avec les médias ? Plus concrètement ?*

L.H. : Nous on donne des mises à jour de temps en temps de ce qu'on fait, de ce qu'on a fait. Parfois c'est l'actualité sur le terrain, s'il y a quelque chose qui se passe, si on a quelque chose à dire là-dessus, on réagit. Et il y a aussi des demandes des médias, des journalistes qui voyagent, qui vont sur le terrain, mais aussi tu vois pour... 6 mois après, 1 an après, 2 ans après, ... Il y a toujours des journalistes qui veulent savoir voilà « ça se passe comment en Haïti ? ». Et nous on se prépare, on sait que si l'anniversaire arrive il faut être prêt, il faut savoir exactement ce qu'on fait, il faut savoir ce qu'on va faire dans le futur, il faut toujours être au courant pour pouvoir répondre aux questions.

L.F. : *Et c'est déjà arrivé que les médias diffusent un reportage et tout ça de l'ONG ? De ce que l'ONG fait en Haïti par exemple ?*

L.H. : Oui, oui, oui, souvent.

L.F. : *Et vous vous devez payer pour ça ?*

L.H. : Non, Handicap refuse de faire ça. Il y a des ONG qui le font mais nous on ne le fait pas.

L.F. : *Mm. Ok... Justement par rapport à la communication de crise et du quotidien, qu'est-ce qui rapporte le plus d'après vous ? Et pourquoi ?*

L.H. : Rappporter dans quel sens ?

L.F. : *Financièrement.*

F.S. : Les crises. C'est normal parce que le public est touché par une situation, une détresse à un moment donné, et va y réagir massivement parce qu'ils ressentent le besoin, certainement, quand on vous dit « ben voilà il y a toute une ville qui est détruite, il y a x centaines de milliers de blessés, il y a x centaines de milliers de morts, x millions de personnes touchées », que vous voyez au JT que... il n'y a plus rien, donc forcément ça touche. Ça va dépendre aussi des liens avec un pays ou l'autre. La même année en Haïti il y a eu des inondations au Pakistan qui ont causé aussi énormément de dégâts et énormément de détresse, ça a connu beaucoup moins d'impact en Belgique en tout cas que le séisme en Haïti. Donc il y a plein d'éléments qui entrent en ligne de compte... Et donc ici, on est dans une région du monde pour laquelle le public belge a au moins un intérêt ou une sympathie, on avait une catastrophe de grande ampleur, des besoins très clairs aussi, parce que ça aussi c'est important, c'est... on peut faire quelque chose, on peut aider à reconstruire, on peut aider à soigner des blessés, on peut aider à fournir une prothèse à une personne amputée ; donc le côté concret de ce qu'on peut faire, et alors aussi, et ça c'est le fait qu'on peut se mobiliser soi et son entourage pour mettre en place une petite action de récolte de fonds, vendre des gaufres à l'école pour les victimes du séisme, ... ce sont des choses qui aident

concrètement tandis que si vous êtes dans l'action quotidienne, maintenant, on fait un appel aux dons sur Haïti, ben c'est plus dur, ça devient loin pour les gens, 6 ans après, donc les gens sont... « oui, c'est bon, on a donné maintenant pour Haïti ». Même si les blessés sont toujours là, même si les enfants qui ont été amputés après le séisme, ben ils grandissent, ils ont toujours besoin d'une prothèse, tous les six mois il faut la remplacer, donc ils auront besoin d'une prothèse toute leur vie. Mais donc là, on travaille... alors que pour une urgence on est sur une réponse large du grand public et massive du grand public, une fois que l'urgence est passée, là on travaille avec nos sympathisants qui disent « ben oui, je soutiens Handicap, je sais qu'ils font du bon travail, et donc je vais soutenir le projet d'Haïti, comme je pourrais soutenir le centre de réadaptation au Cambodge ».

L.F. : *Et du coup comme les gens donnent moins maintenant, ce n'est pas difficile de garder tous ces projets-là en Haïti ?*

L.H. : Mais... les projets changent aussi. On n'est plus dans l'urgence, là on est... c'est plutôt développement maintenant. On a moins de personnel... donc oui ça change aussi, la réalité sur place.

L.F. : *Et par exemple est-ce que toutes les prothèses parviennent à être remplacées etc. ?*

F.S. : Justement, dans les projets qu'on met en place, en première urgence, nous on va fournir des prothèses qui sont déjà presque prêtes à être mises en place, des prothèses d'urgence. Après tu vas travailler, certainement dans le cas de Haïti, à mettre en place des solutions durables pour les gens. Donc ça veut dire travailler sur la formation, donc on a mis en place tout un programme de formations pour des assistants kinés et des techniciens orthoprothésistes, ou assistants techniciens orthoprothésistes. Tu dois travailler, pour ça, avec des instances qui reconnaissent tes formations, ça doit être le gouvernement mais ça doit être aussi, à un niveau... par exemple pour les prothèses, tu as un organisme qui chapeaute tout ce qui est orthopédie et ce domaine-là partout dans le monde, l'ISPO, et donc ta formation, elle doit être approuvée par l'ISPO si tu veux espérer qu'elle soit valable et reconnue et que les kinés et techniciens orthos ait quelque chose qui ait de la valeur comme papier en main une fois qu'ils sont diplômés. Donc c'est quelque chose qui se travaille à long terme. Ici, l'année passée, on a eu les 72 premiers diplômés qui sont sortis. Donc ton type d'action change. Au lieu d'avoir des expat', tu vas utiliser tes diplômés. Pareil... tu mets en place, tu vas travailler... on a travaillé avec un centre à Port-au-Prince qui s'appelle *healing hands for Haïti*. Nos centres qu'on avait mis en place en place après l'urgence comme l'hôpital d'MSF, ils n'existent plus, l'hôpital d'MSF il n'existe plus, c'était une structure d'urgence. Mais là, on a une structure qui existe, qui a été mise en place par des Haïtiens, qu'on a soutenu, en les aidant à trouver des filières pour acheter le matériel nécessaire, on essaye, on a eu tout un... des équipes qui étaient plus chargés du suivi des patients et donc qui essayaient d'amener les patients à ce centre, ce qui n'est pas évident parce qu'Haïti, se déplacer, surtout quand tu es une personne handicapée, c'est un sacré exploit. Tu n'as pas de bus, on ne veut pas que tu montes dans le bus, toi tu restes là, tu es avec ta prothèse tu restes sur le bord du chemin, et donc c'est quelque chose, ce sont des

choses sur lesquelles on a dû travailler. On a mis en place des projets aussi plus de sensibilisation pour le grand public, pour mieux accepter les personnes handicapées parce qu'elles étaient vraiment très mal vues. Ça a commencé à changer après le séisme parce que justement il y a plein de personnes qui sont devenues handicapées du jour au lendemain. Il y a eu des projets de, ce qu'on appelle, nous, d'insertion socioéconomique donc c'est essayer de remettre les personnes qui sont devenues handicapées suite au séisme dans le circuit du travail ou à l'école. Donc là on est dans une autre phase ce n'est pas des choses qu'on fait dans l'urgence. Et puis alors tu as tout un projet de préparation aux catastrophes naturelles parce qu'on sait qu'Haïti est dans la ligne de mire des passages d'ouragans, on sait qu'Haïti est dans une zone de forte activité sismiques donc un nouveau séisme n'est pas improbable, donc tu vas travailler sur la préparation à ce genre de catastrophes avec les autorités, avec les populations. Donc le type d'actions est vraiment différent et demande des moyens différents aussi, aussi bien humains que matériels.

***L.F. :** Mm. D'accord... Et heu, tantôt vous avez dit que le public belge avait eu beaucoup de sympathie pour Haïti, et heu, d'après vous, pourquoi le public belge et les médias ont eu plus de sympathie pour Haïti que justement, le Pakistan par exemple ?*

***F.S. :** Je crois déjà l'ampleur de la catastrophe, c'était énorme.*

***L.H. :** Oui il ne faut pas oublier... En plus c'est choquant. C'était quoi, 37 secondes, et pffuit, c'est...*

***F.S. :** Un pays par terre...*

***L.H. :** Oui donc c'est choquant quoi, je me rappelle que tout le monde était... Et les images...*

***F.S. :** C'est le côté immédiat, vraiment immédiat. Des inondations... ça se passe différemment toujours. Ce genre de...*

***L.H. :** C'est dur de comparer. Parfois nous aussi on essaye de comparer les urgences pour savoir comment communiquer ou quoi, mais ce n'est pas évident. Par exemple, même le Népal, c'était aussi un séisme, et le jour du séisme, à la fin de la journée, on disait « oui je pense qu'il y aura 900 morts », 900, on a dit le samedi. Et au fur et à mesure, parce que c'était la montagne, des hommes qui n'étaient pas accessibles, donc tu avais moins le côté « choc » parce que chaque jour, les chiffres augmentaient un petit peu, et c'est grave mais c'est la réalité. Pour le grand public, après trois jours, il ne se rendait pas forcément compte que c'était quand même une catastrophe grave. Donc c'était aussi un séisme mais c'était tout à fait différemment. Et puis aussi les médias, on ne peut rien faire. Il y a des... Un exemple, le Soudan du Sud, c'est une crise mais complètement oubliée... Mais les médias n'en parlent pas. On peut faire ce qu'on veut, on peut avoir des projets magnifiques, on peut aider 500 000 personnes, si les médias n'en parlent pas... C'est notre rôle hein, convaincre les journalistes de le faire, mais... c'est... Malheureusement parfois...*

***L.F. :** Et ils n'en parlent pas pourquoi ? Parce que c'est une crise structurelle maintenant et que...*

***L.H. :** Oui ça fait un petit moment que le Soudan...*

F.S. : Oui... C'est un petit pays, il n'y a pas vraiment de gros intérêts occidentaux de ce côté-là, il n'y a pas... donc oui tu n'as rien qui fait que ça peut, selon les médias, tu n'as rien qui fait que ça pourrait toucher. C'est la guerre, c'est la guerre civile en plus.

L.H. : Pour être claire, ce n'est pas ce que nous on pense...

L.F. : *Non, non, non.*

L.H. : Mais à mon avis c'est aussi parce qu'il n'y a pas d'impact sur nous. Parce que même des réfugiés, ils ne quittent pas le pays, ils ne sont pas capables de quitter le pays...

L.F. : *Et donc cette sympathie pour Haïti des médias, ça peut être lié au fait que c'est une ancienne colonie française aussi ou pas du tout ?*

L.H. : Je pense que ça peut jouer un tout petit peu. Par exemple le Pakistan était... les médias anglais en ont plus parlé que nous, que nous les médias belges. Donc je pense que... Je sens aussi que les médias belges sont plus intéressés par ce qui se passe en RDC, si tu compares avec les médias anglophones par exemple, c'est quand même, ça joue un peu je pense.

F.S. : Oui, les liens historiques jouent malgré tout.

L.F. : *Et heu... je reviens sur les images... Est-ce que vous pensez que les images plus misérabilistes peuvent rapporter plus de sous ou pas ?*

F.S. : Je ne sais pas... C'est une question difficile parce que... Je peux me tromper mais j'ai l'impression aussi que le public devient réticent à ce genre d'images. Il y a peut-être eu une tendance à un moment donné à aller loin. Je repense, là je vais remonter loin, mais je repense aux années 80, la famine au Sahel et ce genre de choses, où on voyait des enfants mourir en direct. Ou cette petite-là, j'étais gamine, tu la voyais dans tous les JT en Colombie. Il y avait eu un séisme et une énorme coulée de boue qui avait détruit toute une zone, et tu avais une petite qui était coincée dans de la boue, mais on n'arrivait pas à la décoincer parce qu'elle avait les jambes prises dans des décombres, et on l'a vue quasiment mourir en direct, ils n'ont jamais pu la sortir de là...

L.H. : Oui... Oh, bouh, oui, ça me donne encore des frissons.

F.S. : J'avais une dizaine d'années et je m'en souviens encore comme si c'était hier tellement ça m'a frappée cette affaire. Donc oui je crois que le public n'accepterait plus ce genre d'images maintenant. Il y a un moment donné où on est allé trop loin et ça n'est pas utile. Il y a de plus en plus aussi, nous mais on n'est pas la seule ONG, à dire « attention à la dignité de la personne », on ne peut pas présenter les gens n'importe comment sous prétexte qu'ils ont besoin d'aide.

L.H. : Oui par exemple quand on accompagne des journalistes, bon la plupart des journalistes ne posent pas de problèmes, on fait attention à ça. On donne des conseils, « il est interdit de photographier des personnes comme ça, comme ça, ... », on fait vraiment attention.

F.S. : De la même façon que, dans un tout autre sujet, il y a, avant 1996, il n'y avait personne qui était choqué si tu avais une photo qui montrait au loin un enfant nu. Maintenant ça ne passe absolument plus. Même si tu vas sur le terrain et que tu as des gamins qui se baignent tout nu.

L.H. : Parfois c'est difficile à éviter [rires].

F.S. : [rires]. Oui parce qu'ils sont comme ça. Tu ne ferais que représenter sans aucune intention perverse, une réalité. Mais parce que tu as eu ce qu'on a connu en Belgique, ce sont des choses qui ne passent absolument plus.

L.F. : *Mm. Donc il y a vraiment une adaptation aussi, des ONG au public quoi...*

F.S. : Oui. Et parfois ce sont les ONG elles-mêmes qui donnent le ton. On va dire « non, on ne va pas présenter les choses comme ça ». Pas toutes, mais...

L.H. : Oui, et parfois il faut intervenir. Moi je l'ai vu aussi, surtout en Haïti, c'était... il y avait une invasion des journalistes...

L.F. : *Oui dans les médias on a quand même vu des images très trashes quoi...*

L.H. : Oulala oui. Je me souviens, c'était aussi à l'hôpital, l'hôpital d'urgence, j'étais là pour accompagner des journalistes, mais tu fais quand même attention de ne pas surcharger les patients trop vulnérables. Et c'était un journaliste italien, qui est entré dans l'hôpital, sans dire bonjour à personne, il est juste entré et a commencé à prendre des photos mais de personnes qui étaient dans... Incroyable quoi. Il y a des cow-boys dans chaque métier mais...

L.F. : *Oui ça doit quand même être difficile... vous avez réagi dans ce cas-là ?*

L.H. : Oui oui bien sûr.

F.S. : Ce n'est pas parce que tu es journaliste que tu as tous les droits...

L.H. : Oui, oui, oui. Je lui ai dit « bon, on va arrêter maintenant ». Ah oui, il faut protéger tes bénéficiaires. La communication est importante mais les bénéficiaires...

F.S. : C'est l'action qui est importante, c'est eux qui sont importants. Nous on est juste là pour en parler, pour sensibiliser les gens, pour les faire réagir et pour obtenir du soutien pour pouvoir les aider eux. C'est notre mission quand on est dans un département communication. Alors ça implique effectivement aller trouver des bénéficiaires, parfois, souvent même, ils ont des histoires pas faciles que tu dois essayer de relater fidèlement et d'illustrer sans aller trop loin, mais c'est eux l'important, c'est toujours ça que tu dois garder en tête.

L.H. : Oui, par exemple, Michelle, sur cette photo-là, je l'ai vue à l'hôpital, elle était comme ça. J'ai passé quelques jours avec elle, et puis je lui ai demandé « est-ce qu'on peut prendre quelques photos », et elle s'est maquillée hein. Elle était tellement fière et contente. Et après on a envoyé les photos, et sa maman aussi... c'était un moment chouette quoi.

F.S. : Et généralement quand on part comme ça, que ce soit avec la presse ou simplement nous avec un photographe, évidemment le terrain est prévenu et prépare la visite en amont. Donc tu vois souvent que les bénéficiaires, tu vois ça par exemple, il y en a qui mettent leur belle robe... [rires]. Tu vois qu'il y a quelque chose quoi. Donc c'est chouette aussi de voir ce côté-là, malgré tout... « Hey quand même, je me fais photographe ici ». [rires].

L.H. : Oui et elle, elle avait 8 ans, eye liner et tout... Là par exemple quand tu vas voir les photos du Népal, là aussi elles sont entourées par des kinés népalais, qui ont été utilisées même pour la presse, ... Là il n'y a que des Népalais, c'est le contexte qui est différent...

L.F. : *Mm... Et heu, bon une dernière question... est-ce que Handicap a toujours des projets là-bas ? Toujours le projet de formation ?*

F.S. : On a toujours des projets là-bas. Ça on pourra te fournir une petite fiche d'infos avec le descriptif des projets. On a toujours un soutien au centre Healing Hands, et le suivi des patients, soutien technique... Maintenant on essaye de plus en plus de laisser la main aux Haïtiens et petit à petit, nous, de nous retirer. On soutient encore des centres en dehors de Port-au-Prince, à Jacmel notamment. Alors ça peut être du soutien matériel, du soutien aux formations, ce n'est plus nécessairement au contact des patients avec des kinés expatriés, mais ça va être des kinés qui vont aller former d'autres personnes ou des techniciens qui vont former d'autres personnes. Il y a tout ce qui est insertion socioéconomique, et alors oui sensibilisation et soutien d'associations locales pour qu'elles puissent mieux se structurer, être plus active et plus efficaces. Mais ce sont des projets qui sont moins sexy à vendre. [rires]. C'est plus compliqué à expliquer.

L.H. : [rires]. Oui, le grand public... Même la presse, souvent, moins intéressée...

L.F. : *Oui et pourtant ce sont des projets plus durables...*

L.H. : Oui... Mais bon, on essaye.

L.F. : *Et bien voilà, j'ai fait le tour je pense. Un tout grand merci.*

L.H. : Mais bon après, si tu as encore des questions, n'hésite pas.

L.F. : *Ca va, super. Merci...*

F.S. : Et si tu veux on peut te fournir des PDF avec l'expo, avec nos affiches, peut-être des anciens journaux aussi, ...

L.F. : *Ah oui ça je veux bien, ça serait le top. Ce serait super. Merci beaucoup, vraiment.*

L.H. : Et les autres ONG te disent un peu la même chose, j'imagine ?

L.F. : Un peu, mais ça dépend un peu en fait... Plus ou moins, enfin vous êtes sur la même longueur d'ondes. Elles parlent aussi beaucoup de dignité des personnes, et il y a beaucoup de choses qui reviennent. Bon chaque ONG a quand même sa spécificité hein, mais...

F.S. : Oui, oui bien sûr... Ce n'est pas le même type d'actions non plus...

L.F. : *Non, non, non.*

L.H. : Ah non, chacune, par exemple UNICEF et Plan ce sont les enfants, faire attention aux enfants, nous c'est les personnes handicapées... Comme tu viens de le dire ce n'est pas toujours évident de... il faut vraiment montrer que ce sont... ce n'est pas que le côté misérabiliste.

L.F. : *Ben oui... Et bien, merci beaucoup.*

f) Entretien avec F. R. (Médecins du Monde Belgique)

Interview de F. R. par Laura Ferrara

Lieu : Bureaux de Médecins du Monde – Bruxelles

Date : 9 juin 2016

Durée : 1h18

F.R. : Au niveau du discours iconique, on a fait principalement deux choses : un rapport qu'on a été présenté à Port-Au-Prince un an après devant la presse haïtienne et devant la société civile haïtienne. C'est un rapport qui était fait avec des dessins d'un illustrateur haïtien. Je suis sûr qu'il y a moyen de retrouver ça. Et l'autre élément intéressant, c'était justement le fait que comme nous nous sommes concentrés essentiellement sur les pathologies du quotidien, c'est-à-dire que par exemple, après un tremblement de terre, les femmes continuent à accoucher donc si tout le monde est en train de courir après les blessés du tremblement de terre il n'y a plus personne pour aider les femmes à accoucher. Donc nous on s'est concentré essentiellement sur ces pathologies du quotidien, et la santé sexuelle et reproductive, donc dans les situations de camps, les situations d'isolement, dans les mornes, etc. Et on a fait une exposition de photos sur la naissance en fait. Donc on a ciblé essentiellement sur cette idée que l'urgence n'est pas nécessairement là où on pense qu'elle est. L'urgence elle est dans les pathologies du quotidien, on va sauver peut-être 173 personnes mais il va y avoir 500 décès maternels et 1000 nouveau-nés morts. Et donc au bout du compte, c'est quoi le sens ? Alors, on ne l'a jamais dit comme ça, on n'est pas en train de dire que les autres ont fait de la merde, ça n'a pas de sens parce que ce n'est pas vrai. Mais par contre... et d'autant qu'on fait qu'une goutte d'eau chacun, donc chaque acteur n'a pas pris sur le réel, il a pris sur une toute petite partie du réel. Donc on ne peut pas avoir de communication globale à partir de ce qu'on fait, ce n'est pas possible. Ce n'est possible pour personne. Je dirais que les seuls qui pourraient le faire, ce serait World Vision et MSF, qui faisaient partie de la Commission de Reconstruction d'Haïti avec Bill Clinton et les autres, parce qu'ils sont arrivés en mettant 100 millions de dollars sur la table en disant : « on met 100 millions de dollars et on veut faire partie de la décision ». Ce n'est pas du tout notre manière de fonctionner. Mais donc eux peuvent avoir un discours global à partir de ce qu'ils font et au-delà de ce qu'ils font mais nous pas. Enfin, eux

peuvent... On se comprend. Donc voilà, sur le plan de la production iconique, je dirais que les deux éléments qui ont été le fil rouge de ça, c'est la santé sexuelle et reproductive et les pathologies du quotidien et d'autre part, c'est l'idée que la société civile, est-ce que la réponse est venue de la société civile, et qu'on ne peut pas parler de Médecins du Monde comme étant un membre de la communauté humanitaire. Médecins du Monde c'est un acteur de soutien de la société civile locale et c'est elle qui a fait le boulot. Donc voilà, moi je dirais que c'est en gros les deux fils rouges de notre communication. Après je vois, je me souviens d'avoir fait un blog sur le site du Soir, où je mettais des photos quand moi je suis allé en mars 2010 en Haïti. Et là le fil rouge c'était quand même la perplexité. C'était de se dire, l'attitude que la communauté internationale a en Haïti ne nous convient pas.

L.F. : *A quel niveau ?*

F.R. : C'est une attitude interventionniste, c'est une attitude qui roule des mécaniques dans tous les sens du terme, donc je suis un peu surpris qu'on vous envoie des photos de voitures parce que s'il y a bien une chose dont... Moi je me souviens d'avoir publié une photo que j'avais prise moi-même, où au sortir de l'aéroport de Port-au-Prince, on voyait les grands panneaux JC Decaux comme ça, qui sont montés sur piquets, mais 20m² hein, c'était « Avis, le 4x4 préféré des ONG », donc « Avis », location de véhicules, « le 4x4 préféré des ONG », et on voyait un super rutilant 4x4 Toyota et pour moi, c'est ce qui donnerait à Médecins du Monde l'envie de s'enfuir, donc c'est vraiment... Mais ce n'est pas notre langage iconique, c'est le langage iconique de la pub, mais qui, quand même, reflète une conception de ce qu'est l'humanitaire. Et alors... dans le langage, pas iconique mais dans le langage, ce qui était vraiment important c'était cette idée de reddition de comptes, et c'est cette idée de fantasme complet de la reconstruction. On a toujours dit que, enfin moi je prenais toujours le même exemple, au moment de célébrer le premier anniversaire de ce tremblement de terre, c'était plus ou moins le même moment où le gouvernement bruxellois remettait des comptes sur sa politique de logement. Je crois que c'était 3 ans avant, il avait décidé de créer 5000 logements, trois ans après, quand il rendait des comptes, il y en avait 100 qui étaient en ordre de fonctionner, quelque chose comme 250 qui étaient en construction, et il y en avait 1000 dont les plans étaient finis. Ça c'est dans un pays qui a un Etat et c'est un Etat qui a des moyens. Et ça c'est pour la région bruxelloise qui a un budget un peu inférieur à ce que toute la communauté internationale a donné à Haïti pour toute la reconstruction d'Haïti, un budget annuel un peu inférieur à ce qu'Haïti a reçu. Donc imaginer que 300 000 personnes vont être relogées en un an en Haïti, ceux qui ont dit des conneries pareilles, c'est vraiment juste, l'alimentation du fantasme de la toute-puissance internationale qui après vomit sur l'impuissance nationale. Et donc c'est rajouter un tremblement de terre à un tremblement de terre, c'est vraiment envoyer à Haïti l'image d'incapables, y compris de la communauté internationale en Haïti, de faire des choses alors que sur le plan simplement intellectuel ce n'est pas faisable. Ici on a un bête tunnel à Bruxelles qui est bloqué depuis 6 mois, et il n'est toujours pas refait, un bête tunnel quoi. Donc là il faudrait reconstruire un pays qui est rasé, où il n'y a pas d'Etat, il n'y a pas de puissance publique, il n'y a pas de moyens, on vous dit qu'il y a 10

milliards de moyens mais 10 milliards de moyens c'est un peu plus que la région bruxelloise quoi, donc c'est des peanuts. 10 milliards tout le monde dit « Oh qu'est-ce que c'est beaucoup » mais c'est rien. C'est un peu plus que le budget de l'enseignement en communauté française. Donc, de quoi parle-t-on ?

***L.F. :** Et pourquoi ils donnent ce discours-là alors ? Pourquoi ils disent qu'ils vont tout reconstruire sachant que ce n'est pas possible ?*

***F.R. :** Parce que nous sommes dans le fantasme de la toute-puissance, parce que nous sommes vraiment dans le fantasme de la toute-puissance. On fait croire qu'il y a un prince charmant qui va venir délivrer la princesse quoi. Et évidemment le prince charmant c'est nous. Mais ce n'est pas vrai, ça n'a aucun sens. C'est pour ça que nous on se positionne sur, pas le prince charmant, les pathologies du quotidien, on travaille sur la formation de gynécologues, comment... je ne suis pas sûr que ce soit ce qui vende le plus. Voilà, mais par contre c'est vraiment ce dont ils ont besoin. On a formé des sages-femmes à l'utilisation de l'échographe, on a fait... donc on a travaillé sur la reconstruction à long terme. Mais par contre, refaire des hôpitaux, ce n'est pas notre job quoi, alors après ce qui est embêtant c'est que ça devient le job de l'ambassade du Japon qui offre un nouvel hôpital, c'est l'ambassade du Canada qui offre un nouveau dispensaire, et alors on voit un dispensaire qui arrive et qui a la rutilance d'une bâtisse canadienne ou japonaise et puis il n'y a rien dedans quoi. Donc c'est compliqué, voilà. Donc sur le langage iconique je pense que... nous on a reçu un million d'euros... parce que c'est ça la question, c'est comment on fait pour que les gens soient solidaires... on a reçu un million d'euros qui sont venus quasiment exclusivement du 12-12 et quasiment rien directement donné à Médecins du Monde. Donc là la question, l'enjeu sur le discours iconique, l'enjeu c'est « comment on génère une émotion active chez les gens sans raconter des conneries ? ». Et je pense qu'on sait le faire. Je pense que les images parlent d'elles-mêmes. Sincèrement, Haïti était parterre quoi, il était déjà parterre avant le tremblement de terre au sens économique, mais alors là après le tremblement de terre, il était totalement parterre au sens figuré... enfin c'est dur, c'est très dur de voir cette réalité-là, et donc les gens le voient. Il n'y a pas besoin de se mettre en scène comme étant des sauveurs pour que les gens se disent « qu'est-ce que je peux faire pour cette personne-là ? », et alors après, il y a la question du comportement, et ça ce n'est pas les ONG, ce n'est pas l'humanitaire, ce n'est pas la communauté internationale, c'est de façon générale, les gens qui ont du pognon se comportent comme des cochons partout où ils vont, que ce soit des touristes ou que ce soit la communauté humanitaire. Mais tout le monde, quand il a du pognon se comporte comme un cochon. Il peut acheter tout ce qu'il veut, il fait comme il veut, tout va bien, il sait comment il faut faire, il fait mieux que tout le monde, en gros celui qui a de l'argent a plus de pouvoir que l'autre.*

***L.F. :** Mm. Et justement quel est le type d'images que vous avez utilisé, vous, en tant que Médecins du Monde, pendant la crise ?*

F.R. : Et bien ce sont des images de vécu dans les centres de santé, donc ce sont des femmes qui attendent de pouvoir accoucher, c'est... qui sont sur une chaise dans une tente parce que le centre de santé derrière en arrière-fond s'est écroulé, donc c'est la réalité de ce qui se passe une fois qu'on n'est plus en train de courir pour sauver les dernières personnes sous les décombres. Quand la vie quotidienne reprend le pas sur l'urgence totale, et on y est très vite hein, c'est quelques dizaines d'heures après. On y est très vite, faut bouffer, faut pisser, faut chier, enfin je suis désolé mais... Enfin on est très vite repris par le quotidien. C'est ça qui est terrible. Comment dire, si vous allez dans une famille qui a vécu un décès, la famille DOIT rire, si elle ne rit pas ça ne va pas. Donc il y a des moments où la famille rit, même parfois de façon un peu nerveuse. Donc le quotidien prend toujours très très vite le dessus. Et qu'est-ce qu'on fait avec les vols ? Parce qu'évidemment il y a des vols qui continuent malgré le fait qu'on devrait tous être dans un élan de générosité, qu'est-ce qu'on fait après avec tous ceux qui veulent venir aider ? Alors ça c'est compliqué aussi. Comment est-ce qu'on gère tout ça ? Qu'est-ce qu'on fait quand... puisqu'il y a 1200 ONG ou acteurs internationaux qui débarquent en Haïti donc qui prennent à louer tout ce qu'il y a à louer, donc que les prix augmentent terriblement, qu'est-ce qu'on fait pour bouffer ? Donc tout ça est compliqué... et donc on est très vite dans le quotidien, dans la deuxième horreur... donc il y a la première horreur qui est le tremblement de terre, et puis la deuxième horreur c'est le quotidien qui revient, c'est qu'il va quand même le gérer ce quotidien, ça veut dire que le voisin fait toujours aussi chier qu'avant, et que ma femme doit accoucher parce qu'elle était enceinte avant et qu'elle l'est toujours après le tremblement de terre donc heu, on doit gérer cette question. Et donc nos images étaient des images du quotidien.

L.F. : *Et pendant l'urgence vous n'en avez pas publié ?*

F.R. : Non. On n'existe pas nous de toute façon. Médecins du Monde qui sait qui c'est ? Non... Donc voilà c'est des images comme ça [montre le mur où il y a des photos], enfin ça c'est le Congo ce n'est pas Haïti, mais ce n'est pas... Enfin, il n'y a rien de sensationnel là-dedans. Ce sont des tableaux de ventilations de recettes, c'est voilà... qu'est-ce qui se passe ? Qu'est-ce qui se vit ? Concrètement ? Je pense que c'est important d'être simplement dans la réalité. Si la route est longue et ben on voit une longue route. S'il y a du soleil et que les paysages sont magnifiques, et bien on met des paysages magnifiques, et je pense que c'est important d'être dans une communication qui est premier degré, pas une communication qui est esthétisée, pas une communication qui est esthétisée dans l'autre sens, qui est horrifiée. Comment... Moi je pense que les gens qui veulent soutenir Médecins du Monde dans son action doivent avoir envie d'exprimer leur solidarité à cette femme qui porte ces choses-là quoi. Si vous n'êtes pas touchés en vous disant « tiens moi j'aimerais bien que cette femme ait accès aux soins de santé », faut pas soutenir Médecins du Monde. Si vous avez besoin qu'elle saigne ou qu'elle ait été violée, allez-voir ailleurs.

L.F. : *Et du coup quel est le rôle de ces images-là ?*

F.R. : C'est de la narration de base, le plus proche possible du quotidien... Nous on cherche à être le plus proche du quotidien.

L.F. : *Et la fonction concrète, c'est quoi ? Toucher les gens, sensibiliser, récolter des fonds...*

F.R. : Toucher les gens oui... Mais la fonction de l'image chez nous est une fonction de notoriété, c'est que les gens nous connaissent à travers ce qu'on fait, donc qu'ils voient ce qu'on fait concrètement, c'est vraiment une recherche de notoriété. L'image n'a pas d'objectif premier de récolte de fonds. D'ailleurs on met peu d'images dans nos documents de récolte de fonds... L'essentiel de notre récolte de fonds on la fait en rue sans image. Et ben... On le voit... Je peux essayer de vous montrer... [F.R. me montre les photos dans le fascicule « Plan stratégique 2016/2018 »]. Vous voyez... On ne peut pas dire que ce soit sensationnaliste hein. Vous voyez, il est en train d'écouter avec un stéthoscope de brousse... Ces femmes n'ont pas l'air malheureuse... ça c'est un peu esthétisé je trouve... Il n'a pas l'air malheureux... et eux ils n'ont pas l'air de se dire « oh pauvre chéri ça ne va vraiment pas pour toi quoi ». Je ne sais pas...

L.F. : *Mais la notoriété ça sert quand même aussi à ce que les gens vous soutiennent ou pas ?*

F.R. : Ah évidemment. La notoriété sert à ce que les gens nous soutiennent. Mais on est convaincu que les gens nous soutiennent mieux s'ils nous connaissent bien. S'ils nous connaissent mal et qu'on leur présente... s'ils nous connaissent mal et qu'ils nous donnent parce que vraiment on sauve le monde, ben ils se sont trompés quoi. Nous on exprime une solidarité avec des gens, parce qu'on pense que c'est gai d'être solidaire et qu'on a les moyens de l'être et que c'est possible, et qu'en fait cette solidarité est toujours réciproque parce que les gens qu'on aide sont eux-mêmes extrêmement solidaires soit entre eux soit avec d'autres personnes et qu'au bout du compte cette chaîne de solidarité qui n'est pas nécessairement dans la réciprocité immédiate, bilatérale, cette chaîne de solidarité rend le monde meilleur. Ça c'est quelque part le fondement. Que si on veut un peu plus de justice sociale, il faut répartir les richesses autrement et commencer par nous-mêmes. Donc voilà, c'est ce type d'idées là. Et on n'y va pas parce que c'est caritatif, par responsabilité, culpabilité, quoi que ce soit, c'est parce qu'il nous semble que c'est beaucoup plus gay de vivre comme ça, c'est intéressant de vivre comme ça. C'est qu'on découvre, ici en Belgique, à l'étranger, on ne fait pas de distinction entre la Belgique et l'étranger, donc on intervient en Belgique et on intervient à l'étranger. Il y a des associations qui n'interviennent qu'à l'étranger, et j'ai toujours eu du mal à comprendre pourquoi. Donc moi je pense que c'est important justement d'éviter les frontières, d'éviter les distinctions, on a les mêmes protocoles d'intervention au Nord qu'au Sud, bon on s'adapte au contexte, mais le concept de travail, c'est-à-dire l'accompagnement du changement social, c'est le même partout. La question qui se pose à nous, c'est la question de la couverture universelle en santé, tout le monde a le droit d'être soigné, et on sait que si un système commence à se poser la question des populations plus vulnérables, alors on a des chances que ça devienne pour tout le monde. Donc on commence par les plus vulnérables. Souvent les gens

commencent par « on met en place des systèmes qui touchent ceux que c'est facile de toucher » et on se dit qu'on approfondira progressivement vers ceux pour qui c'est difficile de toucher. Nous on dit « non, commencez par dans l'autre sens, essayez d'abord de toucher ceux qui sont difficiles de toucher et si vous réussissez à les toucher, soyez sûrs que tout le monde sera touché ».

L.F. : *Et est-ce que vous êtes toujours en accord avec les autres ONG du consortium par rapport à toutes ces idées-là ?*

F.R. : Jamais. Non mais on ne se positionne... Le consortium 12-12 est un mécanisme de récolte de fonds, ce n'est pas un mécanisme de concertation sur le plan opérationnel et ce n'est pas un lieu de débat idéologique. C'est dire « l'opinion publique a envie d'aider, et il faut lui permettre de le faire », et on touche une couche de gens qu'on ne touche pas en général pendant toute l'année sur nos opérations structurelles. Donc en fait on se dit que cette opinion publique n'a pas envie de choisir entre la Croix-Rouge, Médecins du Monde, MSF. Donc toutes les ONG qui sont là, sauf MSF et la Croix-Rouge parce qu'elles ont l'impression qu'elles sont meilleures toutes seules, je pense que ce sont vraiment des vastes blagues, je pense qu'elles font vraiment un mauvais calcul, mais elles n'ont pas envie de rendre des comptes au collectif donc voilà. Mais moi je ne suis pas d'accord avec Plan International, je ne suis pas d'accord avec Handicap International, peu importe. La question n'est pas celle-là, après chacun fait ce qu'il peut. Mais quand l'ensemble d'une population se dit que ce qu'il vient de voir n'est quand même pas acceptable et qu'il faut qu'il exprime sa solidarité, ce n'est pas le moment d'aller planter des drapeaux quoi. Donc le but du 12-12 c'est dire « c'est indécent de porter des drapeaux à un moment où les gens veulent exprimer une solidarité ». Donc on se met tous ensemble et on touche un public additionnel à ceux qui nous soutiennent de toute façon. Ceux qui connaissent Médecins du Monde et qui ont envie de soutenir Médecins du Monde, même après Haïti soutiendront Médecins du Monde. Donc le 12-12 c'est au-dessus, c'est l'autre couche, ceux qui ne connaissent pas Médecins du Monde et qui n'ont pas envie de choisir entre Handicap et Médecins du monde parce que ça les emmerde. Et donc on se répartit les dons en fonction de ce que chacun est capable de récolter en dehors des urgences. Donc ça n'a aucune incidence sur la position relative des uns par rapport aux autres. Donc ce n'est pas un lieu de débat le 12-12, c'est un lieu d'efficacité sur l'expression d'une solidarité financière, c'est tout.

L.F. : *Mm. Et donc même au niveau de la façon dont le 12-12 communique, il n'y a pas de problème ?*

F.R. : C'est-à-dire que... d'abord, le 12-12 ça a été souvent, notamment pour Haïti, ça a été chaque ONG membre du 12-12 qui participait aux efforts de communication. Et donc moi je suis intervenu très régulièrement dans les débats pour le 12-12. Et donc je veillais à expliquer ce que faisait Oxfam, ce que faisait Handicap, etc., comme j'expliquais ce que faisait Médecins du Monde. Mais en réalité on a peu d'espace, on a très peu d'espace. Parce que quand on a fini avec le 12-12, il faut commencer avec MSF, puis avec la Croix-Rouge, en fait c'est plutôt l'inverse, on commence par MSF puis on continue avec le 12-12, et on termine par la Croix-Rouge, et donc ce n'est pas facile, il n'y a pas grand-chose à poser. Et

il se fait que dans le 12-12, les seuls qui avaient à l'époque une vraie capacité de production d'images, c'est l'UNICEF. L'UNICEF a, en gros, produit l'essentiel, avec MSF, des images qui ont été reçues sur l'activité des ONG dans la situation d'urgence. Les autres n'ont pas produit d'images. Enfin je ne sais pas, comment... ?

L.F. : *Non, si si, c'est vrai que chez UNICEF, enfin je suis allée chez UNICEF pour récolter toutes les photos, vidéos et c'est vrai qu'ils ont une énorme base de données contrairement aux autres ONG où il n'y a pas grand-chose non plus. Peut-être Handicap International un peu plus quand même. Mais tout ce qui est Caritas, Oxfam et ici Médecins du Monde il y a vraiment beaucoup moins.*

F.R. : Ben oui, oui...

L.F. : *Et heu... Et donc les images que vous utilisez après l'urgence, c'est toujours le même type d'images même après un an, après deux ans, ... ? Ou vous montrez quand même l'évolution...*

F.R. : On essaye d'avoir des images régulières, donc il y a régulièrement des personnes qui partent là-bas et qui font des photos. On a peu de films. On a fait un film d'animation je crois sur un de nos programmes choléra, des choses comme ça, mais qui sont plus à des fins de diffusion sur nos propres médias, c'est-à-dire notre Facebook, ... On n'est pas très bon là-dedans mais heu... Mais on avait régulièrement, par exemple il y a un Belge Haïtien d'origine qui y retournait quasiment deux fois par an et qui faisait des photos pour Médecins du Monde sur nos programmes, Benjamin, et donc il faisait des superbes photos. On a fait une expo qu'on a proposée aux entreprises d'afficher dans leur hall, aux hôpitaux d'afficher dans les halls etc., avec justement des photos du vécu des structures hospitalières, des maternités, en gros les maternités, voilà...

L.F. : *Et la fonction est toujours la même ? La notoriété ? Ou il y en a d'autres ?*

F.R. : C'est-à-dire que la notoriété, c'est une manière de faire en sorte que les gens ne se trompent pas d'alliés. Donc c'est qu'ils nous connaissent et qu'ils sachent à quoi on sert et donc qu'ils nous soutiennent évidemment, on a besoin qu'ils nous soutiennent. Mais on a aussi besoin qu'ils comprennent ce message-là, c'est qu'on ne se positionne pas comme acteur triomphaliste, on se positionne comme acteur du quotidien qui est au plus proche des gens mais dans ce qu'ils vivent au quotidien mais pas... on ne va pas faire des opérations ...coelioscopiques, ou faire des PET scans en Haïti quoi. On a envoyé des petits échographes pour que les sages-femmes puissent, dans les mornes, faire elles-mêmes les échographies et repérer les grossesses à risque. Mais... on peut penser à des applications de téléphonie parce qu'ils ont tous un téléphone et ils ont tous une puce de géolocalisation, ce qui peut être très utile. Des choses comme celles-là, mais débarquer comme ça avec des tenues de combat, faire des photos choléra etc., je pense que même sur le choléra on a fait très peu de photos, or, c'est vrai MSF a pris 75% du traitement du choléra en Haïti, mais nous on a quand même pris 11 ou 12%, on était quand même un gros acteur du choléra sur Haïti, pas Médecins du Monde Belgique uniquement mais Médecins du Monde en gros. Et donc on aurait pu se montrer en tenues de combat et en... Mais je ne sais pas, je

pense que ce qui est important c'est que les gens aillent bien, ce n'est pas... Si on regarde la figure iconique d'MSF, c'est le héros, c'est le Blanc qui parfois est Brésilien ou Japonais mais en gros c'est l'OCDE qui aide les pays du Sud, ... et on positionne l'acteur de santé, les soignants, comme les héros. C'est un choix iconographique, qui marche assez bien puisque à eux seuls ils collectent plus en Belgique que toutes les autres ONG réunies, donc on ne peut pas dire que ça ne marche pas. On peut le regretter, mais il faut reconnaître que ça marche. Donc moi je trouve que c'est plutôt génial. Il faut être de bons joueurs quoi. Nous notre figure du héros s'il y en a une, c'est l'habitant, c'est la personne, c'est les communautés, et en général quand un acteur de Médecins du Monde est avec c'est pour qu'il y ait un logo sur la photo, pour qu'on sache que c'est Médecins du Monde qui agit, qui représente ça, donc c'est un acteur, ce n'est pas une bagnole ou ce n'est pas un logo sur un mur, c'est souvent un acteur de MdM, mais c'est surtout la relation, et même très souvent, on le voit sur les images que je vous ai données, il n'y a même pas le logo de MdM. Donc si vous prenez... effectivement la plupart du temps il n'y a pas le logo de MdM. Je ne veux pas jouer non plus au Candide. On a besoin de pognon. On a vraiment besoin de pognon et on a besoin de convaincre les gens de nous soutenir et allez, moi je veux doubler le don en 5 ans, dans les 5 prochaines années, donc on est dans des stratégies de développement, avec des hauts objectifs. Donc pour ça on a besoin que les gens nous soutiennent.

L.F. : *Et comment vous comptez faire ?*

F.R. : *Moi je pense que, d'abord, 1, je crois que les gens sont généreux. Très sincèrement, à l'inverse de tout ce que les médias disent, les gens sont généreux. 2, il faut demander aux gens. Je suis convaincu que si on a du temps, et qu'après une discussion avec des gens, si je leur dis « tiens, vous ne voulez pas faire un pas avec nous », donc si je vais discuter dans un colloque et que je prends le temps et que c'est prévu pour ça, que je puisse demander aux gens « tiens, est-ce que vous ne voulez pas faire un bout de chemin avec nous ? C'est 5 euros par mois pendant deux ans, ça nous aidera beaucoup », je crois qu'il y a beaucoup de gens qui sont d'accord en fait, énormément de gens. Mais il faut trouver le moment de pouvoir leur demander. En rue ça devient un peu compliqué parce que les gens passent, ils en ont un peu marre qu'on les sollicite, mais je crois que les gens chez eux, les gens au bureau, les gens dans des colloques, dans des conférences, les gens ont envie de faire des choses, les gens n'ont pas envie de s'en foutre en fait. Et je dirais, singulièrement les petites gens. Plus les gens sont dans la merde et plus les gens ont envie d'aider. Donc moi je pense que notre positionnement est d'abord là, donc c'est auprès des gens simples qui ont, qui savent ce que c'est la générosité, parce qu'ils en ont besoin, parce qu'ils l'ont vécu, parce qu'ils en ont bénéficié... donc je crois que les gens sont généreux donc il faut être près d'eux, c'est important d'être directement près d'eux. Les mailings, les publicités, et tout ça, je crois que ça ne marche plus, ça ne marche pas tellement, il faut être auprès des gens. Il faut qu'ils puissent, au moment où on est près d'eux, nous reconnaître un petit peu ; la notoriété est importante. Qu'ils puissent... « Ah oui, je vous ai déjà vu à la télévision » ; « Ah oui, j'ai vu qu'on parlait de vous dans les journaux » ; « Ah oui, sur Facebook, j'avais vu votre truc-là c'était pas mal ... ». Donc il faut que quand*

on les croise, on n'arrive pas, on ne débarque pas de Mars quoi. Et alors la deuxième source de financement c'est évidemment les gens très riches. Et dans le monde actuel il y a de plus en plus de gens très très riches, qui ont des richesses de plus en plus colossales, et ces gens savent qu'ils vont aller en enfer donc ils ont besoin de donner.

L.F. : *Vous croyez qu'ils donnent pour ça ?*

F.R. : Je suis sûr qu'ils donnent pour ça. Je suis sûr qu'ils ne peuvent pas terminer leur journée en se disant qu'ils n'ont pas été généreux. Ils ont passé grosso modo 23h59 sur leur journée à chercher à faire du pognon, il faut qu'il y en ait une qui les sauve. Ça je suis sûr. Enfin moi c'est ce que je vois en tout cas.

L.F. : *Vous pensez que c'est parce qu'ils culpabilisent et que...*

F.R. : Non, ils ne culpabilisent pas, ils assument totalement. C'est plus... « C'est bien, j'ai besoin de faire ça, je le fais, je prendrai le temps qu'il faut » ; « et si un jour ce n'est pas une minute mais c'est cinq heures qu'il faut pour ça, comme je suis quelqu'un de sérieux et que je fais les choses sérieusement, et bien j'aurai une stratégie de dons ». Aujourd'hui nous avons à faire à des gens qui ont une stratégie de dons, une stratégie philanthropique. Avant c'était les ONG qui avaient des stratégies philanthropiques, pour aller chercher les philanthropes ; maintenant ce sont les philanthropes qui ont des stratégies pour capter les ONG. Non tout ça est bien fait... [rires]. Pour moi il faut qu'on puisse, après, nous être encore cohérents avec tout ça. Dans un monde où les inégalités se creusent ça devient compliqué de faire de la récolte de dons parce que dans un monde où la croissance et le progrès sont les leitmotiv, on peut en gros se dire qu'on accumule les richesses pour pouvoir les partager, c'est ça le principe de la croissance et du progrès. Le compromis social-démocrate rendait possible le fait de s'appuyer sur la richesse pour aider les pauvres. Mais aujourd'hui, dans un contexte où les inégalités se creusent, ça ne tient plus la route, ça devient compliqué. Et donc les gens font encore croire qu'on est juste dans un mauvais moment mais qu'on va retrouver le chemin de la croissance et du progrès, et que ce n'est qu'un moment à passer mais qu'on retrouvera de la cohérence sur un compromis. Je ne crois pas. Donc là il va falloir qu'on réfléchisse. Est-ce qu'il va falloir qu'on se polarise ? J'espère que non. Moi je veux être une ONG de tout le monde. Je veux que Médecins du Monde soit l'organisation de tout le monde, que tout le monde se dise « Ben oui évidemment, l'accès aux soins pour tous, oui évidemment ».

L.F. : *Et se polariser ça voudrait dire quoi ?*

F.R. : C'est que, par exemple, on soit obligé de dire aux firmes pharmaceutiques qu'elles sont tellement cochonnes qu'on ne veut plus de leur argent, qu'on soit obligé de dire à tous ceux qui accumulent des richesses qu'ils sont tellement cochons qu'on ne veut plus de leur argent. Et dire aux pauvres qu'ils sont tellement pauvres qu'ils n'ont plus d'argent à nous donner... Donc vous voyez c'est le scénario lose-lose quoi. On est en pleine interrogation là-dessus, on n'a pas de réponse à ça. D'autant plus qu'il n'y a

pas un corps social, il y a plein de corps sociaux, qui vivent ensemble dans un chaos invraisemblable, donc dire qu'on peut avoir une approche univoque avec tout le monde c'est faux et en même temps les rapports de force sont clairs : vous n'avez rien à dire. Mais pour nous en tout cas, ce qui est certain c'est qu'à aucun moment dans l'organisation on s'est dit « tiens, c'est sur l'image qu'on va faire infléchir notre notoriété ». L'image suit l'identité, elle ne la précède pas. Ça je ne pense pas. Et je pense que c'est un peu le cas partout, et donc c'est l'identité qui compte, ce n'est pas l'image. Si on regarde l'identité de l'UNICEF, c'est dire on est partout comme Coca Cola, elle précède l'image. Le principe de l'UNICEF c'est qu'ils sont partout. Et c'est que tout le monde les aime. Et ça ça vient avant l'image, leurs ambassadeurs, ... tout le monde aime l'UNICEF. Si moi je regarde les sponsors de l'UNICEF, c'est les principales « bitoussi », les grosses boites, c'est celles qui ont un grand nombre de consommateurs, et bien elles soutiennent l'UNICEF. Tout le monde aime l'UNICEF.

***L.F. :** Mais il y en a quand même qui mettent plus leurs images en avant que d'autres et qui s'appuient plus dessus que d'autres... MSF, UNICEF...*

***F.R. :** Oui, oui tout à fait. Ils se servent très fort de l'image et ils investissent beaucoup dans l'image. Il faut aussi se rendre compte que pour se servir de l'image, il faut des moyens. Ça signifie qu'il faut des caméras sur place, il faut des monteurs, il faut des... Et chez nous il n'y a pas tout ça.*

***L.F. :** Et des photographes ? Même en Haïti il n'y a pas eu de...*

***F.R. :** Non. Non. De toute façon eux... Le mari de ma collègue ici, il est responsable du département com' de MSF, lui il est responsable d'une boite, d'une équipe, qui est tout le temps sur le terrain dès qu'il y a quelque chose, qui fait des montages de film etc., et qui envoie aux télévisions du film, du film sans le copyright MSF donc free de droits, mais où le logo MSF est partout ; donc avec un placement de produits terrible. Nous on n'a pas les moyens de faire ça.*

***L.F. :** Et donc à part le Haïtien qui est allé là après le tremblement de terre, après 6 mois, 1 an, etc. pour faire des photos, il n'y a pas vraiment...*

***F.R. :** Ah mais il n'y allait pas spécifiquement pour faire des photos. Lui il y allait tout le temps donc il nous amenait des photos tout le temps. Le recours à des photographes professionnels est une dérive du département com' pour l'instant, enfin non, le recours à des photographes payés est une dérive du département com' parce que jusqu'ici on était que sur des bénévoles. Je suis parti par exemple avec Françoise Brillot à Calais, qui voulait faire des photos à Calais. Mais engager des photographes, comment dire... Rares, mais vraiment rares, sont les photographes qui ont quelque chose de plus que d'autres, les gens qui vont vraiment vous faire quelque chose de très différent. Je pense qu'après, on a un brief, on a une relation avec les gens qui amènent quand même toujours à des images comme celles-là, c'est-à-dire des images essentiellement du bonheur quoi. Mais on n'a pas un code iconographique qui dit qu'il faut que ce soit des images du bonheur.*

***L.F. :** Et donc ça ce sont les gens sur place qui vous envoient ce genre de photos ?*

F.R. :Oui, oui. Ce sont des bénévoles essentiellement, et parfois on en paye quelques-uns. Ici on a payé un type qui travaille beaucoup avec le Standart parce qu'on savait que si on le payait on aurait 4 pages dans le Standart. Mais c'est des photos, de nouveau c'est des photos du bonheur, ce n'est pas des photos larmoyantes. Et on ne fait pas de la communication en disant « si vous ne nous donnez pas dans les deux heures, quelqu'un va mourir ». Non.

L.F. : *Et donc pour que ce soit clair... les gens qui prennent les photos, ce sont des gens d'ici, qui sont bénévoles et qui vont sur place ou ce sont des personnes locales, qui habitent là ?*

F.R. : Ce sont des bénévoles d'ici qui vont sur place. Et ça, ça me pose problème encore mais on n'arrive pas, je n'arrive pas moi à manager mon équipe de telle sorte qu'elle se saisisse à tout niveau des ressources locales. Je vais prendre un exemple : le médicament. On pourrait l'acheter au niveau local, sauf qu'il est pourri, les contrôles de qualité avec les médicaments qu'on fait dans les centrales d'achat local, montrent que le médicament est mauvais. Et donc on achète à l'international. Donc on achète le médicament ailleurs que dans le pays dans lequel on intervient. C'est con. Non il n'y a pas cette culture, on est encore dans la culture interventionniste, « nous amenons ... ». Et je pense qu'il ne faut pas amener, il faut faire vivre, mais ça c'est autre chose. Cela dit, il faut reconnaître que les images c'est pour ici ce n'est pas pour là-bas. Et donc quelqu'un qui les prend là-bas et qui est d'ici, a les codes iconographiques d'ici, et on le voit d'ailleurs parfois, des choses qui font le buzz ici, tombent à plat complètement là-bas. Des photos incroyables ici, les gens les voient là-bas en se disant « mais il n'y a rien sur cette photo... c'est quoi le problème ? ». Donc il y a un code culturel sur les photos. Donc avoir recours, pour faire des photos qui doivent servir ici, à des photographes de là-bas, ça peut être inapproprié et ça peut-être romantique aussi quoi : « ça c'est le bon noir ».

L.F. : *Et pendant la crise haïtienne il y a eu une équipe de Médecins du Monde qui est allée sur place ? En dehors des photographes.*

F.R. : Oui bien sûr. On a envoyé beaucoup de gynécologues, on a envoyé des sages-femmes, pour donner des formations, pour intervenir, des logisticiens évidemment, ... On a créé un... On a fait des dispensaires de soins pour les consultations, à Port-au-Prince une douzaine et dans les Nippes, à Petit-Goâve, Grand-Goâve, etc., dans cette région-là, on avait aussi des unités de nutrition, des unités de... des maternités, ... On a été jusqu'à 1300 en Haïti, mais parmi ces 1300 on n'a jamais été plus que 5% d'expatriés. Donc c'était essentiellement des Haïtiens.

L.F. : *Et du coup je suppose que vous devez recruter des volontaires, comment vous faites pour les recruter ?*

F.R. : On a des canaux de recrutement, on a des bases de données de gens qu'on connaît avec lesquels on travaille, des mannes de recrutement. Donc on publie sur des sites qui sont fréquentés par ceux qui cherchent l'humanitaire, mais ici pour les gynécologues on le faisait avec Saint-Pierre, ici à Bruxelles, l'hôpital Saint-Pierre, à dégager comme ça de 15 jours en 15 jours des gynécologues qui partaient là-

bas. Et là aussi je pense qu'il faut être clair quoi. On envoie des gens pour leur permettre de vibrer avec la souffrance locale, mais pas pour leur permettre d'expliquer à quel point ils sont meilleurs que les autres. Sinon on ajoute un tremblement de terre à un tremblement de terre. Ce n'est pas toujours le cas, ce n'est pas toujours facile.

L.F. : *Et ils ont facile de s'adapter à ce genre de situations ?*

F.R. : Non... En général quand ils arrivent à l'aéroport ils téléphonent tout de suite à Bruxelles pour savoir où est la voiture qui les attend. Ils ont besoin d'être rassuré. Non c'est sûr ce n'est pas facile. Enfin, imaginez, vous prenez l'avion, vous arrivez en Afghanistan. Vous faites quoi ? Vous prenez le métro ? [rires]. Non mais... C'est vrai, il faut voir. Donc c'est la question aussi de... « qu'est-ce que ça génère comme attitude ? ». Si je prends une armée, quand une armée se déplace sur un territoire, elle commence d'abord par se sécuriser elle-même, c'est normal. Les gens commencent d'abord par se sécuriser eux-mêmes. Donc quand nos expatriés arrivent sur un terrain, la première chose qu'ils font ce n'est pas sauver des vies. C'est se sécuriser.

L.F. : *Et est-ce que vous pensez qu'ils ont toujours la bonne attitude sur le terrain ?*

F.R. : Non, jamais. On n'a jamais la bonne attitude. Dans une famille, vos parents ont toujours la bonne attitude avec vous ? Vos frères et sœurs... On n'a jamais... Et c'est ça qui est génial, c'est que... on va arrêter de se poser cette question de la bonne attitude ? Est-ce qu'on ne peut pas être juste deux êtres humains en face à face ? Et c'est ça cette idée de la solidarité, c'est sortir du geste qui sauve. C'est... « Est-ce qu'on ne peut pas juste être en face à face quoi ? », à égalité. « Et je vais où je veux moi : si on me dit que je ne peux pas aller en Haïti parce que je n'aide pas mon voisin, j'emmerde la police. Tu es qui pour me dire ça ? J'ai envie d'aller en Haïti moi, ça va, ça, ça me touche ». Et tous ceux qui disent qu'avant d'accueillir des réfugiés on ferait mieux de s'occuper des SDF, ils n'ont jamais vu le [mot inaudible] pour un SDF. Donc je trouve que ces discussions sur « qui ? », « quoi ? », « Comment ? », ce sont des discussions importantes, mais qui ne sont pas premières. Ce qui est premier c'est qu'on a envie d'être en relations avec des gens dont on peut penser que leur donner un coup de mains peut être chouette quoi. Par contre, ce sont des gens, ce sont des clients, ce ne sont pas des publics cibles. Je me souviens, un exemple important pour moi c'est... j'étais en Grèce devant la polyclinique de Médecins du Monde, en Grèce, actuellement hein j'y suis allé il y a 15 jours, j'arrive le matin à 8h30 et il y avait 60-70 personnes devant la porte qui attendaient d'être soigné. Et je me disais « c'est quand même chouette. C'est important il y a du monde qui vient, ça signifie qu'on est utile quoi ». Et puis 3 heures après, je redescends de réunion, il y a toujours 60 personnes mais pas les mêmes, et là au lieu de me dire ça je me suis dit « putain ça pourrait être moi quoi ». Et ce n'est plus du tout la même chose. Soit on sauve le monde, en disant « wouaw, il y a plein de merdeux là et on va les aider », c'est quand même un peu particulier comme réflexion, mais je l'ai eue hein. Soit on se dit « ben c'est mon voisin, c'est moi, il n'y a pas de différence, on est les mêmes quoi ». Et donc moi, se voir sur le trottoir comme ça avec mon

enfant dans les bras en train d'attendre pendant 3 heures, je l'aurais mauvaise foi. Et là c'est tout à fait différent. On est dans une vraie empathie, et se dire « tiens, ça pourrait être moi ». Et moi je pense que c'est ce que Médecins du Monde doit faire, c'est de dire « ça pourrait être moi, c'est de toute façon mon frère ». Donc c'est un grand esprit de fraternité. C'est tout. Et donc on intervient parce que c'est mon frère. [Mot inaudible] Parce que le monde entier s'est abattu sur lui et que c'est un pauvre malheureux, que c'est une victime. D'ailleurs, on le voit de plus en plus, les victimes ne sont plus pures. « Merde les victimes ne sont plus pures, qu'est-ce qu'on fait ? Il y a des terroristes dedans ». Donc ça ne va plus, donc la figure du héros qui sauve une victime pure, ça n'existe plus. Les victimes ne sont plus pures et le héros est assez con donc heu il faut revenir sur une relation équilibrée quoi. C'est d'ailleurs une des valeurs de Médecins du Monde, c'est l'équilibre. Je crois que c'est vraiment important de dire... il y a beaucoup d'organisations qui disent « nous on est les meilleurs en ceci ». Nous on dit juste « il faut que ce soit équilibré ». C'est pas mal en fait. Si à chaque fois qu'on fait les choses, on se dit qu'il faut que les choses soient équilibrées, en général on se trompe un peu moins. Parce que quand on dit qu'on a raison en général on se trompe un peu plus. Et nos images reflètent ça. Nos images sont dans une relation qui est... regardez, pour vous montrer, je vais vous montrer un truc [F.R. me montre quelque chose écrit sur le paperboard] : ici il est écrit « Médibus, problème de la langue, trois marches plus haut ». Ça veut dire quoi « trois marches plus haut », ça veut dire que nos gens dans le Médibus, quand ils aident les sans-abris auprès desquels ils vont, ils sont trois marches plus haut dans le Médibus. Ça, ça ne va pas. Vous voyez, c'est ça. Ça c'est prioritaire, il faut terminer avec ça, ça c'est prioritaire. Il faut arrêter avec ça. Il faut avoir un Médibus qui rampe bas de caisse ou alors il faut sortir du Médibus quoi. Il faut trouver quelque chose. Mais ça ne va pas on ne peut pas être trois marches plus haut. C'est pour vous dire que ce n'est pas du toc ce que je vous raconte. Et c'est super important de travailler ça.

L.F. : *Oui, oui, c'est fou.*

F.R. : Moi je trouve que c'est vraiment important. Je me souviens, il y a deux ans, il y avait un mec qui était ici, un super gars, un médecin, qui était au siège, qui disait tout le temps « Mais vous devez être fiers de bosser pour Médecins du Monde, pourquoi est-ce que vous ne venez pas avec une chemise Médecins du Monde, une jacket Médecins du Monde ». Je lui ai dit « écoute, le jour où je viens avec une chemise Médecins du Monde, moi je me barre quoi ». Putain mais c'est quoi ce truc, on n'est pas Coca-Cola. Donc voilà. Moi j'ai voulu que ce bâtiment-ci soit un bâtiment avec d'autres organisations. Le nombre de personnes qui disaient « mais enfin, tu vas acheter un bâtiment, et tu ne vas pas le *brander* Médecins du Monde ? », et je dis « ben non, il y aura un logo dessus d'accord, mais pas que le nôtre ». Je pense qu'on doit vraiment horizontaliser les choses quoi. Dans un monde où les inégalités se creusent je trouve que vraiment, le seul message qu'on peut porter, c'est qu'il y a moyen de faire autrement, merde quoi, et que c'est super chouette. Bon après c'est un peu un discours de Bisounours ce que je raconte ; parce que c'est quand même moi qui ai l'ordinateur et ce n'est pas l'autre. C'est quand même moi qui peux vous recevoir calmement et c'est quand même l'autre qui doit travailler au champ. Donc... ça vaut

ce que ça vaut, mais... Mais je me répète hein, attention à ces discours alternatifs dominants comme ça, sûrs d'eux en disant « oui, on est une guerre en avance sur les autres ».

L.F. : *Mm. Et heu, lors de la crise haïtienne, vous aviez quels liens avec les médias ?*

F.R. : Moi j'ai été régulièrement mais sur des trucs ponctuels. Par exemple au moment de 1 an de tremblement de terre, c'est moi qui suis parti avec Erik Todts en Haïti et avec un mandat du 12-12. Régulièrement quand il y a eu la soirée sur RTL et RTBF conjointes, c'est moi qui étais en studio pour le 12-12. Donc j'ai un mandat ponctuel pour telle émission, tel truc, etc. et à un autre moment c'est un autre d'une autre organisation, mais je ne porte plus le drapeau Médecins du Monde, je porte le drapeau du 12-12. En fait je porte un drapeau qui n'existe pas puisque ce n'est pas une marque 12-12. Si vous interrogez dans la rue les gens en leur demandant « est-ce que vous savez ce que c'est le 12-12 ? », il n'y a personne qui sait vous répondre. Donc ce n'est pas une marque. C'est juste une facilité qu'on donne aux gens à un moment où ils ont besoin de cette facilité.

L.F. : *Et quotidiennement vous avez quels liens avec les médias ?*

F.R. : Moi ou Médecins du Monde ?

L.F. : *Les deux en fait.*

F.R. : On est encore des vilains amateurs mais on se débrouille plutôt bien comme amateurs. On est les bons de la catégorie amateurs. On n'est pas les mauvais de la catégorie pro. Ou peut-être quand même... peut-être qu'on est devenu les mauvais de la catégorie pro. On est quand même assez souvent dans les médias, mais on pourrait l'être 100 fois plus, on a tellement d'histoires à raconter.

L.F. : *Et c'est vous qui les contactez ou l'inverse ?*

F.R. : Pour l'instant c'est essentiellement eux qui nous contactent, mais justement, on pourrait les contacter, on pourrait faire comme MSF quoi, booker des slots partout dans toutes les émissions quoi. Parce qu'ils ont quelqu'un qui ne fait que ça : booker des slots quoi. L'émission sur Bel Rtl de 7h à 8h, l'émission sur Bel Rtl de 8h à 9h, combien de fois est-ce qu'on est passé dans de telles émissions ? Mais c'est facile à faire en fait parce que les animateurs radios, les animateurs télévisions etc., ils ont besoin d'invités, ils ont besoin de gens, ils ont besoin de meubler, ils en ont besoin. Ça blablate toute la journée partout sur toutes les ondes, plein de trucs, donc ils ont besoin de gens. Donc on pourrait être partout. Mais c'est du boulot hein... donc on est un peu amateur là-dedans, je trouve. Bon après, allez, on est passé de 0 point de notoriété en 2009, quand on demandait aux gens s'ils connaissaient Médecins du Monde en Belgique, ils ne connaissaient pas. C'était 0, 0, 0. Je pense, aujourd'hui, que quand ils doivent citer... donc c'était 0 quand on leur demandait de citer dix ONG qu'ils connaissaient, de citer des ONG qu'ils connaissaient pardon, donc ce qu'on appelle la notoriété spontanée, personne ne citait Médecins du Monde. Et maintenant je pense qu'il y a 9% de gens qui citent Médecins du Monde dans les ONG qu'ils connaissent. C'est pas mal. MSF est à 54. Ça avance, mais ce n'est pas encore génial. En notoriété

assistée, donc quand on liste des ONG et qu'on demande aux gens « est-ce que vous connaissez ? », là 95% des gens connaissent MSF, il n'y a que les dégénérés qui ne connaissent pas, oui enfin des gens qui viennent de Turkménistan, donc qui sont arrivés il y a trois jours de Turkménistan ou des gens qui ont un grain, enfin voilà 95% c'est tout le monde quoi, ceux qui ne savent pas, c'est parce qu'il y a un souci d'apprentissage quoi, je ne dis pas ça par mépris quoi. Et nous on est à 56% donc c'est pas mal. On est maintenant dans le radar alors qu'avant on n'était pas dans le radar.

L.F. : *Et vous pensez que c'est grâce à quoi ça ?*

F.R. : C'est du travail, c'est du boulot. Je pense que les gens ont compris que Médecins du Monde c'était du concret. Ça je crois qu'ils ont entendu, on a nos centres de consultation, on a des bus, on a eu d'autres interventions au Parc Maximilien quand il y a eu la crise des réfugiés, et puis il y a eu d'autres groupes, les prostitués, les toxicomanes, ... On a plusieurs antennes, on en a une à Namur, à Charleroi, à la Louvière, on a un bus qui court dans le Hainaut. Comment... on en a à Ostende, Zeebruges... Enfin les gens savent, enfin ont entendu, ils ont croisé sur leur route Médecins du Monde essentiellement sur des trucs en Belgique. Après quand on leur demande « c'est quoi Médecins du Monde ? », ils disent « c'est comme MSF ». Ce qui veut dire qu'ils ne savent pas faire la différence. Et ça, ça ne va pas. Et ça c'est le problème du marketing, c'est que, quand on est trop proche d'une autre organisation sur le plan du nom, sur le plan du marché, au bout du compte, toute la pub qu'on peut faire ne fait que renforcer le leader du marché. Donc on doit se différencier suffisamment que pour qu'on soit audible en tant qu'organisation différente. Il a fallu 4 ans pour que ma mère ne me demande pas comment ça allait chez MSF... 4 ans... C'est vrai hein. C'est pour vous dire la puissance du leader du marché. Aujourd'hui vous prenez un Coca-Cola, même si c'est un Pepsi c'est un Coca-Cola, personne n'a jamais demandé un Pepsi à un bar quoi. Moi je n'ai jamais entendu en tout cas. Vous achetez des céréales, c'est des Kellogg's. Vous achetez des langes, vous achetez des Pampers. Donc le problème en marketing c'est que quelqu'un qui est leader du marché, il prend en plus, il rafle tout l'effort de communication des autres. Chaque fois qu'il y a une marque de Pampers... de langes, tu vois, qui veut se faire connaître, ça renforce la notoriété de Pampers. C'est terrible. C'est dur. Mais c'est comme ça. Notre position n'est pas facile. En France ce n'est pas la même chose car la notoriété de Médecins du Monde et de Médecins Sans Frontières est la même. Tout le monde connaît MSF, tout le monde connaît MdM. Et tout le monde sait que MSF c'est les urgences et tout le monde sait que MdM c'est emmerder le gouvernement, et être auprès des populations françaises qui sont dans la merde.

L.F. : *Mm. Et pour en revenir à Haïti, d'après vous, pourquoi la crise haïtienne a été beaucoup plus médiatisée que d'autres crises aussi importantes ?*

F.R. : C'est quoi les crises qui ont été aussi importantes ?

L.F. : *Peut-être pas aussi importantes, mais très importantes aussi, comme les inondations au Pakistan en 2010, le cyclone Nargis en Birmanie, ...*

F.R. : Ce n'est pas la même chose... L'impact n'est quand même pas le même. 300 000 morts... Enfin maintenant il y a des révisionnistes qui disent que c'est moins de 100 000. Mais je ne sais pas, sincèrement, je ne peux pas affirmer que c'était 300 000. A priori je n'ai pas de raison de penser qu'on a surgonfler les chiffres. En tout cas ce qui est certain, moi j'ai vu que le pays était décimé. Comment... Des situations comme celles-là, où il y a zéro moyen pour relever la tête... On dit toujours qu'il y a eu un tremblement de terre de même magnitude au Chili quelques jours plus tard et qu'il y a eu 150 morts... c'est vrai que le séisme n'était pas très puissant, mais son impact est juste... c'est dingue quoi. Il n'y a pas une seule famille haïtienne qui n'a pas perdu quelqu'un dans la bataille quoi. Et donc les images de ça sont tellement désolantes, enfin c'est vraiment la main invisible qui frappe. Tandis qu'un cyclone qui va faire 750 morts en Birmanie, c'est une vraie catastrophe, mais ce n'est pas une catastrophe qui va susciter un élan de générosité. Honnêtement, j'étais assez surpris qu'on parle tant du Népal. Et alors le problème des crises comme le Pakistan, c'est que nous n'avons aucune attache avec ce pays. Par contre l'homologue du 12-12 en Angleterre a fait une récolte de fonds terrible pour le Pakistan.

L.F. : *Et donc il y a des liens historiques qui jouent...*

F.R. : C'est les liens historiques qui jouent... ça c'est le fait qu'on parle français... D'ailleurs, si on prend Haïti, c'est la seule urgence, grosse urgence 12-12 où les francophones ont donné autant. D'habitude c'est 90% flamands. Mais ça c'est lié à l'effort de nos médias. Nos médias ne bougent pas. Nos médias francophones ne font rien. Les médias flamands sont tout le temps en train de solliciter de l'argent. Mais les médias francophones c'est « on informe », « on ne veut surtout pas tomber dans le misérabilisme », mon cul. Ils ne font que ça. Donc non il y a un drôle de... On doit régler ce problème-là. Mais le 12-12 n'a jamais pris le temps de régler ce problème-là, avec les francophones. Parce qu'ils savent en plus, qu'en Belgique, structurellement, 80% du marché du don est en Flandres. Donc on peut solliciter les francophones beaucoup plus, mais on ne le fait pas. Non moi je pense que l'essentiel c'est vraiment les attaches historiques, la capacité d'être en empathie avec. Alors il a été question, par exemple sur le Pakistan, Charles Michel qui était ministre de la coopération à l'époque, disait que c'était parce que c'était des musulmans et que le Pakistan était dans le terrorisme, enfin, pas dans l'axe du mal, mais que ce n'était pas un pays sûr sur le plan terrorisme, donc que ce n'était de nouveau pas une victime pure. Et là moi je pense que c'est une question de discours quoi, c'est que « s'il le dit, c'est vrai », « si personne ne le dit, c'est faux ». La question c'est « qui est le connard qui va le dire ? ». Je me souviens aussi, qu'on disait qu'on ne ferait pas un penny sur la Syrie parce que là ce sont vraiment des musulmans, c'est quasiment des Arabes, donc c'est quand même... dans un contexte complètement islamophobe... on est dans une société qui est islamophobe hein, il faut arrêter de dire le contraire, elle est vraiment islamophobe. Donc on disait que dans une société islamophobe, la Syrie ça ne pouvait pas marcher. On a fait très peu d'efforts, on a eu 5 millions d'euros. Donc avec très peu d'efforts. Donc moi je ne crois pas... Je crois que les gens sont généreux si on leur demande, le tout c'est qu'il faut arriver à des médias de masse, donc il faut que ce soit les médias qui soient d'abord généreux. Donc des gens comme Erik

Todts disent « on ne met en route le 12-12 que si c'est une urgence CNN » quoi, donc que si les médias sont déjà en mode « c'est l'évènement du siècle ». Et moi je dis « non, le 12-12 doit devenir un mécanisme de récolte de fonds qui va aller ratisser chez des gens qui ne donnaient pas aux ONG en général », donc il ne faut pas que ça duplique ce qu'on fait, mais qui est capable d'aller les chercher là où les médias ne les y mènent pas. Donc il faut mettre en place des... Il ne faut pas considérer qu'on est toujours dans le couple « médias-humanitaires » quoi, qui était les gênes du succès des French doctors quoi.

L.F. : *Et pensez-vous qu'il puisse y avoir un décalage entre l'image et la réalité ?*

F.R. : Oui.

L.F. : *Et dans le cas d'Haïti, qu'est-ce que vous en pensez ?*

F.R. : Je pense qu'on doit faire attention à donner des images qui correspondent aux standards d'ici alors que ce qu'il faut c'est montrer la réalité de là-bas. Donc par exemple, si on montre des centres de santé clinquant neufs, avec des gens qui ont chacun leur espace de consultation là-bas, on sait qu'on ment, ce n'est pas juste. Ça va rester neuf pendant 15 jours puis ça sera abimé par l'absence de capacité de l'entretenir, abimé par les intempéries, abimé par ce qu'on veut, mais qu'on va avoir quelque chose qui va toujours être un peu... pas comme ici quoi. Et les gens vont toujours être à 25 dans la même salle d'accouchement parce que voilà quoi, ce n'est pas moi qui décide à combien ils rentrent dans la salle d'accouchement et je ne déciderai pas ça demain non plus. Donc il faut montrer des images qui correspondent à la réalité mais ce n'est pas le cas, en général, on veut coller, on utilise des images qui vont générer chez l'autre le comportement qu'on attend de générer, donc ça ne va pas. Mais tout le monde fait ça. Si vous prenez les images de toutes les résidences de tourisme, elles sont toujours prises dans l'angle qui leur est le plus favorable, et quand on est dedans, « tcheu c'est du toc hein », c'est toujours le paradis, mais c'est du paradis en toc. Donc en fait les gens sont habitués à avoir du paradis en toc. Donc des milliards d'Allemands, des milliards de Français, des milliards d'Espagnols partent en vacances chaque année un peu partout, en ayant acheté sur catalogue des vacances, et finalement en étant très heureux avec ce qu'ils ont. C'est ça qui est important. C'est qu'en réalité ils sont très heureux avec ce qu'ils ont. Donc qui on est nous, pour aller dire que c'est débile de faire ça puisque les gens sont finalement très heureux avec ce qu'ils ont ? Donc il y a beaucoup d'ONG qui disent, et nous on le dit aussi parfois, on est parfois tenté de dire ça, c'est que si les gens aiment bien, pourquoi est-ce qu'on ne leur donnerait pas ? Parce que nous on a besoin, on a besoin, c'est vrai. Après il faut essayer de... Mais moi je crois qu'à long terme et à très long terme, le fait de ne pas mentir c'est quand même, c'est toujours un gage de succès non ? Moi je pense qu'il ne faut pas mentir. Mais ce n'est pas facile de ne pas mentir, parce qu'on se fait toujours des idées sur les résultats qu'on a, qu'on obtient, on se fait toujours des idées, on est toujours enthousiaste quoi. Sinon, soit on arrête parce qu'on se trouve nul, soit on devient

cynique en se disant « de toute façon on s'en fout ce n'est quand même que des Noirs ». Et ça ne va pas. Donc ce n'est pas facile je trouve.

L.F. : *Et justement est-ce que vous pensez que toutes les images qui ont été publiées lors de la crise haïtienne ont un peu structuré une image stéréotypée d'Haïti ?*

F.R. : Oui, et pas que d'Haïti. Elles ont structuré d'abord une image stéréotypée de la communauté internationale, c'est-à-dire omnipotente et nulle à chier. Parce que si vous interrogez la population, la population va dire « heureusement qu'elle était là, mais enfin quand même c'était des nuls quoi ». Donc vous voyez c'est toujours cette idée comme ça où on raconte n'importe quoi. Ce n'est pas plus des Haïtiens que d'autre chose. On donne une image des rebelles qui sont toujours terroristes, on donne une image des Noirs qui sont toujours en demande mais qui sourient qui sont tellement gentils, on donne une image des Occidentaux qui sont toujours au taquet, et les séquences sont toujours les mêmes. On commence par être sauveurs, et après on rencontre des difficultés d'approvisionnement, et puis on manque de coordination, et puis les habitants ne sont pas si gentils que ça alors qu'on vient les aider, et c'est toujours les mêmes séquences. Vous pouvez regarder. Le schéma narratif d'une urgence c'est toujours le même. Les journalistes commencent par répondre à la demande, c'est-à-dire « qu'est-ce qui se passe ? », on découvre la réalité, c'est l'horreur. Puis qu'est-ce qu'on fait ? Et bien on arrive hein, comme Zorro, et puis après ils commencent à s'emmerder, alors qu'est-ce qu'ils vont faire ? Ils vont dire « Ah il y a des manques. Il manque des gens là, il manque des gens là, il y a des problèmes d'approvisionnement ». Puis après ils vont se dire « Ah s'il y a des manques, à quoi c'est dû ? », « Ah c'est parce qu'ils sont mal coordonnés ». C'est toujours la même chose. Et puis une fois qu'on a fini le sujet de la coordination, on va noircir la victime, qui n'est pas si gentille que ça. Et puis c'est fini, et puis on se barre. On a déjà eu assez, la séquence est là, donc on va sur autre chose. Mais sincèrement, regardez la séquence narrative c'est toujours la même chose.

L.F. : *Et les ONG utilisent cette séquence narrative aussi ?*

F.R. : Non. Elles la subissent chaque fois. Chaque fois qu'on commence à dire qu'elles sont mal coordonnées, c'est « Aaaaah, allez, réunion de crise, qu'est-ce qu'on répond ? ». On répond toujours la même chose. Demandez une fois si la protection civile, l'armée, la police et les services de secours étaient coordonnés à Zaventem. Et alors à ce moment-là tu détruis complètement le mythe du Blanc efficace. Et ça, ça ne va plus. C'est très résistant, les médias ne veulent pas entendre ça. Quand on fait la comparaison avec le gouvernement bruxellois qui n'a pas été foutu d'en faire 1000 en trois ans, de logements, par rapport à ce qu'on demande aux Haïtiens de faire en quelques mois, quand on demande si les secours chez nous sont mieux coordonnés qu'en Haïti, alors qu'ici il y a un Etat qui coûte et là-bas il n'y a pas d'Etat, les gens ne veulent pas entendre ces arguments-là. Je répète hein, mais ce putain de tunnel qui est fermé depuis 6 mois, vous savez m'expliquer ? Moi j'ai sur Facebook une vidéo de, en Hollande, on glisse un tunnel en dessous d'une autoroute, en un week-end. On glisse un tunnel qui est

préconstruit, avec la moitié d'autoroute qui est toujours en circulation pendant qu'on glisse. Donc allez, on pourrait dire hein qu'on est vraiment des nains de jardin, etc., etc., et c'est vrai on est des nains de jardin. Mais les nains de jardin sont équitablement répartis sur la planète, il y a des nains de jardin partout. Mais ce n'est pas possible, redresser un pays, avec 10 milliards de dollars...

L.F. : *Oui surtout qu'ils n'ont même pas eu 10 milliards je pense... finalement.*

F.R. : Ouais... comment dire, c'est toujours une manière de compter, parce que si on retire ce qui a servi à payer l'armée américaine, si on retire ce qui a servi à financer des experts américains ou canadiens ou français, les mecs qui sont partis là-bas, alors il n'y a plus rien, c'est vrai. Les Haïtiens ont touché finalement peu de choses. Mais c'était écrit à l'avance on le savait, c'est comme ça qu'on fonctionne partout. Donc on va s'étonner qu'on fait ça en Haïti alors qu'on fonctionne comme ça partout ? Je crois qu'il faut rappeler en permanence des choses qui sont vraies. Et en même temps, le gros enjeu c'est de rappeler des choses qui sont vraies tout en ne se moquant pas de l'émotion. Et le problème par exemple des ONG de long terme, c'est qu'elles détestent les urgences parce qu'elles n'ont plus rien à dire, les médias ne parlent plus que de l'urgence donc tout le long terme on s'en fout, et donc personne ne dit que si le séisme a frappé Haïti comme il a frappé Haïti, c'est parce que... [Interruption, quelqu'un vient parler avec F.R. dans le bureau]. Donc s'il y a tant de morts c'est parce que ça fait des années que ce pays n'a pas d'infrastructures, il n'y a pas d'égout, pas d'urbanisme, pas de cadastre, il n'y a rien. Et s'il n'y a pas d'égout, pas de cadastre, c'est le fruit de 205 années de colonialisme acharné d'une nation qui avait pris son indépendance. Ils sont toujours en train de payer l'affront qu'ils ont fait à la communauté internationale d'avoir pris leur indépendance. Après, comment dire, ils se construisent une identité culturelle ou nationale, comme ils veulent hein. Moi je suis sûr que les Flamands sont convaincus que les Francophones les ont exploités jusqu'à la guerre 40-45, ils sont convaincus que les Francophones étaient des salauds. Ce n'est jamais que des Flamands qui parlaient français qui exploitaient les Flamands. Mais bon, ils sont convaincus, et ça on ne sait pas retirer ça. C'est tout un travail culturel sur les Blancs qui pensent qu'ils peuvent tout faire et qu'ils peuvent tout se permettre, y compris de vivre avec 25 GSM qui n'existent pas sans le travail des enfants. Et j'en ai un aussi hein... C'est le même travail culturel, celui-là, que de dire aux Haïtiens d'arrêter de se victimiser ça. Et l'identité nationale, c'est un truc incroyable. Quand vous demandez aux Marocains d'expliquer pourquoi le Sahara leur appartient, mais c'est une évidence ! C'est « comment peut-on être assez cons que pour penser le contraire ? ». Si vous demandez à des gens si Israël est juif, les gens vous mobilisent des arguments, mais c'est magnifique hein. Et partout, dans toutes les régions du monde, les gens vont vous expliquer que la nation belge existe, ou qu'elle n'existe pas, etc., ce ne sont que des constructions ça.

L.F. : *Mais heu, au niveau des Haïtiens, est-ce que ce n'est pas surtout la communauté internationale qui les a victimisés ?*

F.R. : Bien sûr, oui. C'est sûr, mais enfin, moi je regarde, aujourd'hui, c'est quoi les Haïtiens qu'on entend, c'est tous, quasiment, de la diaspora. C'est comme si on entendait que des Congolais de la diaspora en Belgique. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que tous ces Haïtiens se sont barrés, ils se sont tous barrés. Tous les gens qui ont un peu d'allure, qui ont un peu de projets, ils sont tous partis. Ils n'ont rien à foutre de ce pays. Et c'est vrai, on doit se demander d'où ça vient. Pourquoi est-ce qu'on a besoin d'avoir une île coupée en deux ? Pourquoi est-ce que sur l'autre côté de l'île, ça va ? Enfin ça va, ça va avec un gouvernement de droite puant, avec un racisme terrible, mais bon... Si on commence à poser des questions comme celles-là, c'est *ad infinitum*, c'est ça que je veux dire, je ne veux pas dire que j'ai raison et que d'autres ont tort. Ce que je veux dire c'est que ça nous sert à quoi de dire « Pourquoi ? qui est responsable ? », etc., la question qui se pose c'est pas ça, c'est finalement « c'est quoi le projet ? Est-ce que les gens ont les capacités d'avoir un projet ? ». Regarder le passé, c'est important mais reconstruire toutes les raisons qui font que, qu'on doit en rester là, ce n'est pas mon boulot en tout cas. C'est *ad infinitum*.

L.F. : *Et bien voilà. Merci beaucoup. C'était super intéressant.*

F.R. : *Merci.*

Annexe 9 : Quelques photos utilisées par UNICEF Belgique directement après le séisme



Ces photos ont été publiées dans les jours suivants le séisme. La première, « SOS Haïti », a été utilisée sur le réseau social Facebook le 13 janvier 2010, sur le site web, et dans les communiqués de presse. La deuxième a été utilisée sur le site web de l'ONG.

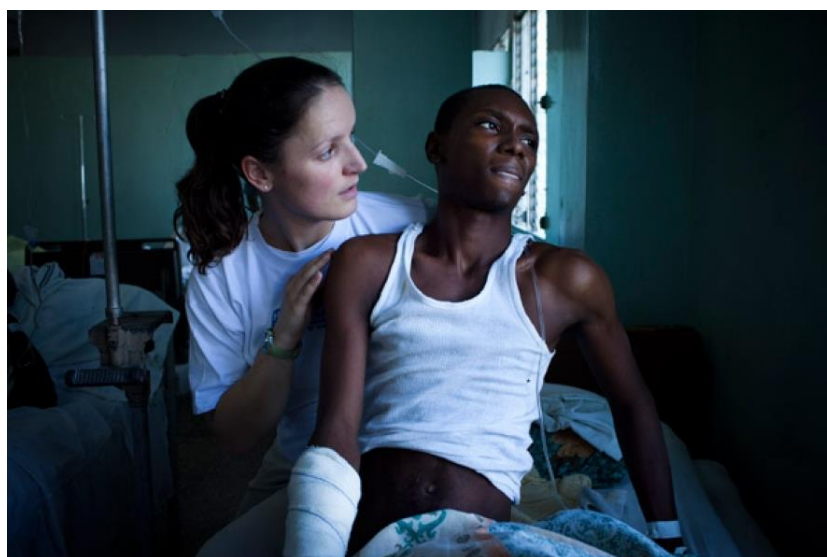
Annexe 10 : Quelques photos illustrant l'impact positif des actions d'UNICEF



Annexe 11 : Autres images utilisées par Handicap International



- Publiée sur la page Facebook de Handicap International, 13 janvier 2010



- Publiée sur : HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2010a, *Que fait Handicap International en Haïti*, [URL : <http://www.handicapinternational.be/fr/actualites/que-fait-handicap-international-en-haiti>], consulté le 10 juin 2016].



- Publiée sur : HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2015a, *Un kiné belge se souvient d’Haïti, 5 ans après – « Je n’avais qu’une envie : aider ! »*, [URL : <http://www.handicapinternational.be/fr/actualites/je-navais-quune-envie-aider>, consulté le 10 juin 2016].



- Publiée dans : HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2010b, *Le journal des lacets bleus*, n°87, Handicap International, Bruxelles, p.5.



- Publiée dans : HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2011a, *Le journal des lacets bleus*, n°91, Handicap International, Bruxelles, p. 8.

Voir également :

<http://www.handicapinternational.be/fr/actualites/video/reyane-retourne-a-lecole>

<http://www.handicapinternational.be/fr/actualites/video/haiti-un-an-apres>

Annexe 12 : Photos représentant d'autres activités de Handicap International



- Publiée sur :
- HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2011b, *Accessibilité pour tous et inclusion des personnes handicapées*, [URL : <http://www.handicapinternational.be/fr/actualites/accessibilite-pour-tous-et-inclusion-des-personnes-handicapees> , consulté le 10 juin 2016].
- HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2012b, *Le journal des lacets bleus*, n°95, Handicap International, Bruxelles, p.7



- Publiée sur : HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2015b, « *Je suis super impatiente de retourner en classe* », [URL : <http://www.handicapinternational.be/fr/actualites/je-suis-super-impatiente-de-retourner-en-classe>], consulté le 10 juin 2016.

HANDICAP INTERNATIONAL magazine | 5

1

Accompagnement individuel des personnes handicapées

Handicap International sélectionne 210 personnes handicapées ou un membre de leur famille, motivés à l'idée de lancer une activité commerciale. Des sessions de formation les prépareront à cette entreprise et leur apprendront comment ils peuvent facilement adapter leur environnement de travail, comment s'adresser à des établissements financiers et quelles sont les possibilités d'épargne. Ils recevront des kits professionnels ou des aides financières pour la mise en place de leur activité.

↓

Aidez-les

VOUS VOULEZ SOUTENIR NOS PROJETS ?

Alors faites un don au BE80 0000 0000 7777

Toujours bon à savoir : tout don annuel de 40 euros ou plus vous donne droit à une attestation fiscale. Un don de 40 euros ne vous coûtera donc que 22 euros.

2

Formation de partenaires

3

Faciliter l'accès à des acteurs économiques

- Publiée dans : HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2014 (Septembre), *Handicap International Magazine*, n°105, Handicap International, Bruxelles, p.5.



- Publiée dans : HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2014 (Septembre), *Handicap International Magazine*, n°105, Handicap International, Bruxelles, p.9.



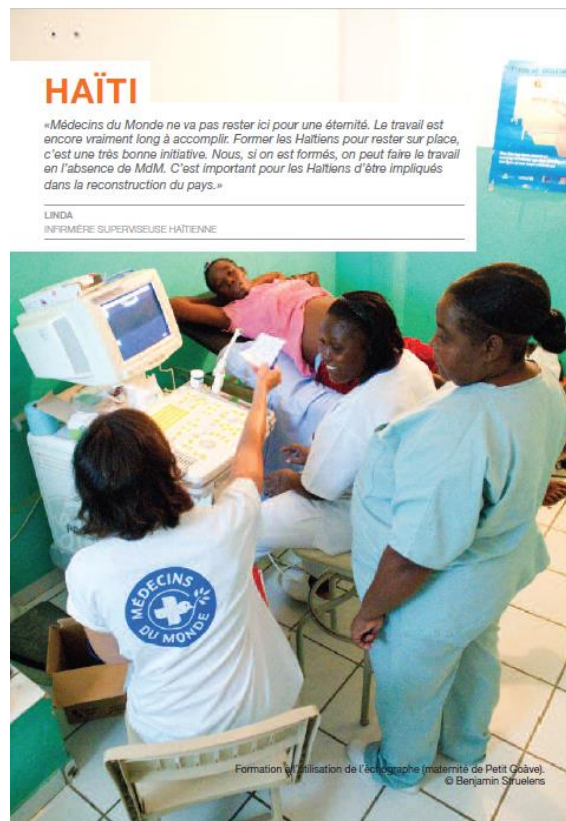
- Photo utilisée pour l'exposition « Scénario 7.3 » en 2015 ayant pour but de sensibiliser à la question du handicap et à la place de la personne handicapée dans la société

Annexe 13 : Photo de Caritas International, relative au matériau n°7



- Mailing envoyé le 10 février 2010 aux donateurs réguliers.

Annexe 14 : Autres photos de Médecins du Monde Belgique



- Publiée dans : MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE, 2011a, *Rapport moral 2010*, Médecins du Monde Belgique, Bruxelles, p.7.



- Publiée sur : MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE, 2015a, *Cinq ans après le séisme, Haïti reste à reconstruire*, [URL : <http://www.medecinsdumonde.be/cinq-ans-apr%C3%A8s-le-s%C3%A9isme-ha%C3%Afti-reste-%C3%A0-reconstruire> , consulté le 10 juin 2016].



- Publiée sur : MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE, 2015b, *Haïti : Elodie Richard témoigne 5 ans après*, [URL : <http://www.medicinsdumonde.be/ha%C3%Afti-elodie-richard-t%C3%A9moigne-5-ans-apr%C3%A8s>], consulté le 10 juin 2016].



- Publiée sur : MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE, 2011b, *Donner la vie en Haïti*, [URL : <http://blog.lesoir.be/medecinsdumonde/2011/04/27/donner-la-vie-en-haiti/>], consulté le 10 juin 2016].



- Publiée sur : MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE, 2010, *Journal de bord*, [URL : <http://blog.lesoir.be/medecinsdumonde/2010/05/20/journal-de-bord-3/>], consulté le 10 juin 2016].

Annexe 15 : Tableau récapitulatif des différentes fonctions de chaque image analysée

Fonctions Matériaux	Récolter des fonds		Informer	Sensibiliser	Renforcer sa notoriété	Prouver sa légitimité
	Implicite	Explicite				
N°1		X	X	X	X	X
N°2	X		X	X	X	X
N°3	X		X	X	X	X
N°4	X		X		X	X
N°5	X		X	X	X	X
N°6	X		X	X	X	X
N°7	X		X	X	X	X
N°8	X		X	X	X	X
N°9	X		X	X	X	X
N°10	X		X	X	X	X
N°11	X		X	X	X	X
N°12		X	X	X	X	X

Bibliographie

- ADRA BELGIUM, 2010, *Situation actuelle - rapport du 22 janvier*. [URL: <http://www.adra.be/french/adraflash/AdraHaitiText02FR.pdf> , consulté le 5 février 2015].
- ALNAP, 2011, *Réponse au tremblement de terre en Haïti - Cartographie et analyse des lacunes et des duplications dans les évaluations*, Londres.
- B-FAST, 2010a, *Field hospital*. [URL : <http://b-fast.be/fr/content/field-hospital>, consulté le 15 avril 2015].
- B-FAST, 2010b, *Séisme en Haïti*. [URL : <http://b-fast.be/fr/content/seisme-en-haiti>, consulté le 15 avril 2015].
- BRAUMAN Rony, 2010, «"Il ne s'agit pas de désoccidentaliser l'humanitaire mais de considérer que des formes d'entraide se développent ailleurs et qu'elles n'ont pas moins ni plus de légitimité"», *Humanitaire*, [URL : <http://humanitaire.revues.org/709>, consulté le 22 novembre 2014].
- BROEDERLIJK DELEN, 2011, *Rapport annuel 2010*, Broederlijk Delen, Bruxelles.
- BROEDERLIJK DELEN, 2012, *Rapport annuel 2011*, Broederlijk Delen, Bruxelles.
- CARITAS INTERNATIONAL, 2013, *Rapport annuel 2012*, Caritas International, Bruxelles.
- CARITAS INTERNATIONAL, 2014, *Haïti : retour sur 5 années d'aide d'urgence et de reconstruction*, Bruxelles.
- COMFORT Louise K., SICILIANO Michael D. & OKADA Aya, 2010, «Risque, résilience et reconstruction : le tremblement de terre haïtien du 12 janvier 2010», *Télescope*, Vol. 16 n°2, pp. 37-58.
- CONSORTIUM BELGE POUR LES SITUATIONS D'URGENCE (CONSORTIUM 12-12), 2005, *Transparence*. [URL: <http://www.1212.be/fr/1212/transparence>, consulté le 18 mars 2015].
- CONSORTIUM BELGE POUR LES SITUATIONS D'URGENCE (CONSORTIUM 12-12), 2012, *Haïti Lavi 12-12 - Rapport financier et narratif coordonné 2010 du Consortium 12-12 et ses membres*, Consortium 12-12, Bruxelles.
- CONSORTIUM BELGE POUR LES SITUATIONS D'URGENCE (CONSORTIUM 12-12), 2014, *Et si tout l'aide pour Haïti ne servait à rien ?*. [URL: <http://www.1212.be/fr/1212/histoire/le-seisme-en-haiti-2010/item/5394-haiti-aide-sert-pas>, consulté le 18 mars 2015].
- CORBET Alice, 2012, «Quel développement sans Etat ? Le cas d'Haïti», *Revue Projet*, n°339, pp. 70-78.
- CROIX-ROUGE DE BELGIQUE, 2011, *Rapport annuel 2010*, Croix-Rouge de Belgique, Bruxelles.
- CROIX-ROUGE DE BELGIQUE, 2012, *2011 : Activités internationales - Rapport annuel*, Croix-Rouge de Belgique, Bruxelles.
- DAUCHOT Valentin, 2015 (12 janvier), «Cinq ans après, Haïti reste une terre de désolation». *La Libre*, pp. 32-33.

- DUTERME Bernard, 2010, *Catastrophes humanitaires en pays pauvres*. [URL: <http://www.cetri.be/Catastrophes-humanitaires-en-pays>, consulté le 5 février 2015].
- ENTRAIDE & FRATERNITÉ, 2011, *Rapport d'activités 2010*, Entraide & Fraternité, Bruxelles.
- EUROPA, 2012, *Coopération Union Européenne - Haïti*, [URL: http://eeas.europa.eu/delegations/haiti/documents/eu_haiti/cooperation_ue_haiti_fr.pdf, consulté le 18 mars 2015]
- EVRARD Luc, 2010, «Haïti : sortir de la dépendance humanitaire», *Humanitaire*, Supplément à la revue Humanitaire n°27, Paris.
- FATTON Robert Jr., 2014, «Haïti : le politique d'industrialisation par invitation», *Cahiers des Amériques Latines*, n°75, pp. 41-48.
- FIDH, 2013, «Haïti : la sécurité humaine en danger», *Outre-Terre*, n°35-36, pp. 185-209.
- FUCID, 2010, «Les crises vues du Sud», *Bulletin FUCID*, n°86, FUCID, Namur.
- GRÜNEWALD François, 2010, «Les enseignements de la catastrophe». *Humanitaire*, n°27, [URL: <http://humanitaire.revues.org/892>, consulté le 22 novembre 2014].
- HANDICAP INTERNATIONAL, 2011, *Un an d'actions en Haïti*, Handicap International, Lyon.
- HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2010a, *Que fait Handicap International en Haïti*, [URL : <http://www.handicapinternational.be/fr/actualites/que-fait-handicap-international-en-haiti> , consulté le 10 juin 2016].
- HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2010b, *Le journal des lacets bleus*, n°87, Handicap International, Bruxelles.
- HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2011a, *Le journal des lacets bleus*, n°91, Handicap International, Bruxelles.
- HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2011b, *Accessibilité pour tous et inclusion des personnes handicapées*, [URL : <http://www.handicapinternational.be/fr/actualites/accessibilite-pour-tous-et-inclusion-des-personnes-handicapees> , consulté le 10 juin 2016].
- HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2012a, *Un millier d'abris transitionnels et accessibles*. [URL: <http://www.handicapinternational.be/fr/actualites/un-millier-dabris-transitionnels-et-accessibles>, consulté le 18 mars 2015].
- HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2012b, *Le journal des lacets bleus*, n°95, Handicap International, Bruxelles, p.7
- HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2014 (Septembre), *Handicap International Magazine*, n°105, Handicap International, Bruxelles.
- HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2015a, *Un kiné belge se souvient d'Haïti, 5 ans après – « Je n'avais qu'une envie : aider ! »*, [URL : <http://www.handicapinternational.be/fr/actualites/je-navais-quune-envie-aider>, consulté le 10 juin 2016].

- HANDICAP INTERNATIONAL BELGIQUE, 2015b, « *Je suis super impatiente de retourner en classe* », [URL : <http://www.handicapinternational.be/fr/actualites/je-suis-super-impatiente-de-retourner-en-classe>], consulté le 10 juin 2016.
- ILIONOR Louis, 2012, «La relocalisation des familles victimes de catastrophes naturelles à Port-au-Prince», *Boletin Cientifico Sapiens Research*, Vol.2 n°2, pp. 71-76.
- JABOUIN Evens, 2010, «Haïti, en situation post-séisme : quelques effets de la catastrophe du 12 janvier 2010 sur la population locale», *Etudes caribéennes*, n°17, [URL: <http://etudescaribeennes.revues.org/4842>, consulté le 23 novembre 2014].
- JULIEN Michel, 2012, «Impacts des interventions des ONG en Haïti : nécessité d'un nouveau cadre de partenariat», *Haïti Perspectives*, Vol.1 n°2, pp. 79-87.
- LEMAY-HÉBERT Nicolas & PALLAGE Stéphane, 2012, «Aide internationale et développement en Haïti : bilan et perspective», *Haïti Perspective*, Vol.1 n°1, pp. 13-16.
- MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE, 2010, *Journal de bord*, [URL : <http://blog.lesoir.be/medecinsdumonde/2010/05/20/journal-de-bord-3/> , consulté le 10 juin 2016].
- MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE, 2011a, *Rapport moral 2010*, Médecins du Monde Belgique, Bruxelles, p.7.
- MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE, 2011b, *Donner la vie en Haïti*, [URL : <http://blog.lesoir.be/medecinsdumonde/2011/04/27/donner-la-vie-en-haiti/> , consulté le 10 juin 2016].
- MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE, 2011c, *Dossier de presse : Haïti, 2 ans après - Portrait inachevé*, Médecins du Monde, Bruxelles.
- MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE, 2015a, *Cinq ans après le séisme, Haïti reste à reconstruire*, [URL : <http://www.medecinsdumonde.be/cinq-ans-apr%C3%A8s-le-s%C3%A9isme-ha%C3%Afti-reste-%C3%A0-reconstruire> , consulté le 10 juin 2016].
- MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE, 2015b, *Haïti : Elodie Richard témoigne 5 ans après*, [URL : <http://www.medecinsdumonde.be/ha%C3%Afti-elodie-richard-t%C3%A9moigne-5-ans-apr%C3%A8s> , consulté le 10 juin 2016].
- MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, 2011, *Haïti, un an après*, Médecins Sans Frontières, Bruxelles.
- MONDÉLICE Mulry, 2012, «L'action humanitaire de l'Union européenne à travers l'exemple d'Haïti», *Revue québécoise de droit international (RQDI)*, Décembre, Hors série, pp. 85-114.
- OCCAH, 2010, *Dossier Haïti : une réponse humanitaire extraordinaire pour une crise sans précédent*, OCCAH, Montréal.
- OXFAM, 2015, *Rapport d'étape Haïti 2014*, Oxfam, Québec.
- PATINET Julie, 2011, «Enjeux et difficulté de la gestion de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène à Port-au-Prince : comment sortir de l'urgence ? », *Humanitaires en mouvement*, n°7, Février, pp. 28-31.
- PECK Raoul (Réalisateur), 2013, *Assistance mortelle* [Documentaire], Belgique, France, Haïti: ARTE France, Velvet Film, Figuiet Production, RTBF, Entre Chien et Loup.

- PLATEFORME HAÏTI, 2013, *Les membres*. [URL : <http://www.platformehaiti.be/index.php/la-plateforme/les-membres>, consulté le 10 mars 2015]
- RAMACHANDRAN Vijaya & WALZ Julie, 2012, *Haïti : Where has all the money gone ?*, [URL : http://www.cgdev.org/sites/default/files/1426185_file_Ramachandran_Walz_haiti_FINAL_0.pdf, consulté le 22 novembre 2014], Center for Global Development, Washington, D.C.
- SALOME Giovanna, 2014, «L'habitat post-désastre entre urgence et reconstruction», *Journal des anthropologues*, n°136-137, pp. 327-351.
- SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES - BELGIQUE, 2010, *Haïti : Charles Michel annonce : "L'Etat fédéral va doubler le montant des dons faits par les Belges"*, [URL : http://diplomatie.belgium.be/fr/Newsroom/actualites/communiqués_de_presse/cooperation/2010_o_s/mars/ni_290310_haiti_doublement_dons.jsp, consulté le 20 juin 2015]
- SMITH Ashley, 2010, *Comment ils ont ruiné Haïti*. [URL: <http://cadtm.org/Comment-ils-ont-ruine-Haiti>, consulté le 23 novembre 2014].
- THÉODAT Jean-Marie, 2010, «Haïti 2010 : les leçons d'une catastrophe», *EchoGéo*, [URL : <http://echogeo.revues.org/11682>, consulté le 23 novembre 2014].
- THOMAS Frédéric, 2012, «Haïti : deux ans après le séisme - Ecueils et contradictions de l'aide internationale», *La Revue Nouvelle*, 05/6, pp. 95-103.
- THOMAS Frédéric, 2013a, *Haïti : politique minimaliste de l'humanitaire*. [URL: <http://www.cetri.be/Haiti-politique-minimaliste-de-l>, consulté le 22 novembre 2014].
- THOMAS Frédéric, 2013b, *L'échec humanitaire : Le cas haïtien*, Couleur Livres/CETRI, Bruxelles.
- THOMAS Frédéric, 2015, *Haïti : de la catastrophe humanitaire au désastre social*. [URL: <http://www.cetri.be/Haiti-de-la-catastrophe>, consulté le 3 mars 2015].
- TODTS Erik, 2015 (12 janvier), «Tsunami, Haïti : des résultats à la hauteur des attentes ? », *La Libre*, p. 46.
- TROUILLOT Lyonel, 2010, «Haïti : le Bien et le Mal... », *Humanitaire*, 19 Décembre, [URL : <http://humanitaire.revues.org/881>, consulté le 22 novembre 2014].
- UNICEF BELGIQUE, 2015, *Haïti : cinq ans après le séisme. Des progrès pour les enfants*. [URL: <http://www.unicef.be/wp-content/uploads/2014/03/Ha%C3%Afti-cinq-ans-apr%C3%A8s-le-s%C3%A9isme.pdf>, consulté le 15 avril 2015].
- VAN EISZNER Carl, 2011, *Rapport de mission - Haïti : Etat d'urgence, urgence d'Etat*, Médecins du Monde, Paris.
- VERLIN Jan, 2014, «Haïti : Etat failli, Etat à (re)construire», *Cahiers des Amériques Latines*, n°75, pp. 25-40.
- VIA DON BOSCO (DMOS-COMIDE), 2011, *Rapport annuel DMOS-COMIDE 2010*, Via Don Bosco, Bruxelles.
- ZIEGLER Jean, 2010, "*Les plans du FMI ont été meurtriers*", [URL: <http://cadtm.org/Haiti-Jean-Ziegler-Les-plans-du>, consulté le 22 Novembre 2014].